Espace européen/Sans Visa

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 14975 7 F

SAMEDI 20 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le franc sous pression

LA diminution du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, suivie immédiatement par les banques centrales européennes du « bloc mark », a déçu les marchés, qui attendaient, surtout, un véritable abaissement du loyer de l'argent outre-Rhin, à savoir celui des pensions hebdomadaires accordées par l'Institut d'émission.

On a beau dire que la réduction du taux d'escompte allemand, ramené de 8 % à 7,50 %, était un préliminaire indispensable à celle du taux des pensions, actuellement de 8,25 %, la déception a été vive, surtout en France, où la nécessité d'une forte réduction des taux d'intérêt à court terme est devenue criante, en raison de la dégradation croissante de la conjoncture. Cette déception est partagée par les milieux financiers à l'étranger.

ILS sont persuadés, à tort ou à raison, qu'en dépit des dénégations répétées des figures de proue de l'opposition le nouveau gouvernement sera contraint de laisser le franc sortir du système monétaire européen pour obtenir cette diminution des taux tant désirée, si la Banque fédérale d'Allemagne ne se décide pas à accélérer le rythme de l'assouplissement de sa politique. Dans cette perspective, ils ont lancé, vendredi 19 mars, une offensive en règle contre le franc, comme à la veille du référendum du 20 septembre 1992 sur le traité de Maastricht. On touche ainsi du doigt le problème brûlant que devra s'efforcer de régler le gouvernement français au lendemain du 28 mars.

La pression monte, au RPR par exemple, pour exiger de l'Allemagne une accélération que la Bundesbank, hantée par une inflation encore forte outre-Rhin, ne paraît pas encore vouloir consentir, sans exclure, naturellement, une petite diminution du taux de ses pensions dans les deux ou trois prochaines semaines.

SANS doute M. Valéry Giscard d'Estaing, l'un des pères du système monétaire européen, a-t-il affirmé que la première démarche du gouvernement français après les élections sera de se concerter avec son homologue allemand sur ce point précis. Mais tout le monde sait que la Bundesbank, gardienne de la monnaie aux termes de la loi, n'est nullement disposée à céder à une pression, d'où qu'elle vienne, même si les facteurs négatifs à l'œuvre en Allemagne, où l'économie risque de stagner complètement en 1993, pouvaient lui permettre de se montrer plus souple.

Il est à craindre, toutefois, qu'une attitude restrictive de la Bundesbank ne crée une situation proprement intolérable en France et n'entraîne une spéculation contre la monnaie absolument sans précédent. L'exemple du Royaume-Uni, dont l'économie, très déprimée depuis trois ans, semble redémarrer après une dévaluation sauvage et une baisse des taux d'intérêt, ramenés de 10 % à 6 %, risque d'être invoqué dans certains milieux politiques français qui veulent donner une priorité absolue à la relance.

Lire page 20 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER



La percée attendue de la droite au premier tour des élections législatives

L'UDF dispute au RPR la suprématie dans la future majorité gouvernementale

Après une campagne tranquille, les dirigeants de l'opposition RPR et UDF se préparent à une compétition plus âpre, au second tour, pour la suprématie au sein de la future majorité.

M. Balladur (RPR) a exprimé, sur France-Inter, le souhait d'une « majorité solidaire ». M. Méhaignerie, président du CDS, a souligné, vendredi matin 19 mars, sur RTL, qu' « au second tour, un candidat centriste, un candidat UDF rassemblent plus » qu'un candidat du RPR. Une vingtaine de circonscriptions pourraient être le théâtre d'un affrontement entre le RPR et le CDS au second tour, la gauche ayant été éliminée au premier.

L'opposition est parvenue, à tout le moins, à s'entendre sur une cohabitation « polie » avec M. Mitterrand.



■ Carnet de bal, par PATRICK JARREAU. ■ La droite a évité les pièges tendus par M. Mitterrand, mais a montré la fragilité de son union, par DANIEL CARTON *pages 11 et 12*

■ La Bourse n'aime pas les incertitudes politiques, par FRANÇOIS BOSTNAVARON *page 21*

Alternances et valeurs

par Jacques Lesourne

LES élections législatives allient l'*urgence* à l'*étrangeté*.

Pour justifier le premier de ces termes et décrypter 1993, il faut remonter à 1981, année de la dernière vraie rupture avec l'arrivée au pouvoir d'une gauche qui en avait été éloignée depuis près d'un quart de siècle. A droite, la peur dominait : les fidèles de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac craignaient de se réveiller dans une France marxiste et étatisée, éloignée des autres nations industrielles. A gauche, l'espérance était immense : les électeurs de François Mitterrand attendaient l'émergence de la société équitable, juste et transparente dont ils rêvaient. Aucun de ces scénarios extrêmes ne s'est produit : la rupture enfantera une alternance tranquille.

Ce constat, pour la gauche, signifie à la fois échecs et réussites.

Premier échec : les faits démontrent vite que le programme, radicalisé par la durée du séjour dans l'opposition et la nécessité de rallier les voix communistes, relevait pour une bonne part de l'utopie dans une Europe largement intégrée, une économie mondiale semi-ouverte et une société pluraliste. Il faudra, au bout de deux ans, revenir à une gestion macroéconomique stricte, reconnaître les vertus du marché, renoncer, sous la pression de l'opinion, à un monopole public de l'éducation...

Mais l'échec, sur le moment, n'est pas trop grave, car le « peuple de gauche » garde l'espoir tandis que les électeurs les plus au centre, désormais rassurés, se rapprochent ou se rallient. Aussi la droite gagne-t-elle les législatives de 1986 avec une marge plus faible que celle espérée deux ans plus tôt et le ton martial qu'elle adopte pendant une partie de son séjour au gouvernement contribue-t-il à faire trébucher son candidat à la présidentielle de 1988.

Lire la suite page 13

Interminable chômage

VIII. – L'emploi au fond des urnes

Notre enquête a évoqué sous ses multiples aspects cette véritable « maladie sociale » qu'est le chômage, et ses répercussions sur la société française (le Monde des 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17 et 18 mars). Avant de conclure, nous avons évoqué, avec nos correspondants, la situation chez nos principaux partenaires européens (le Monde du 19 mars).

par Michel Noblecourt

Interminable, inéluctable, irréversible, voire incompressible, le chômage s'installe dans la société française, alimentant chaque jour un peu plus la terrifiante mécanique de l'exclusion sociale. Fléau, plaie, cancer, tout le vocabulaire dramatique y est passé pour en caractériser les ravages. Avant chaque franchissement de seuil – 1 million, 2 millions, 3 millions –, la classe politique, aussi paniquée que désarmée, a prédit l'explosion. Protection sociale aidant, celle-ci n'est pas venue, mais on assiste à une sourde et grave dislocation sociale.

Mme Martine Aubry, ministre du travail, avait raison de dire, il y a quelques jours à Châtellerault, qu'il importait peu qu'on soit à 8 000 au-dessus ou à 8 000 au-dessous des 3 millions de chômeurs : l'opinion a intégré l'idée que le chômage ne cessait d'empirer et balayait les barrières entre les catégories professionnelles comme entre les classes d'âge. Et c'est d'abord pour cette raison qu'elle va sanctionner la majorité sortante.

Lire la suite page 19

En raison de l'actualité, le supplément « l'Économie » paraîtra dans notre prochain numéro daté 21-22 mars.

La Russie entre deux putschs ?

Pour résoudre la crise politique, M. Boris Eltsine a le choix entre une solution de force – risquée – et un « statu quo » détestable

par Michel Tatu

Il y a les optimistes : Alexandre Iakovlev, qui estime que la situation est *« moins catastrophique »* sur place qu'elle ne le paraît à l'étranger (*le Monde* du 18 mars), ou encore Michel Garder, l'homme qui avait prévu le premier – encore qu'un peu trop tôt – l'effondrement du communisme, et qui se demande si l'on ne parlera pas dans quelques années d'un *« miracle russe »*, comme on l'a fait du miracle allemand ou nippon (1). Mais il y a beaucoup plus de pessimistes, plus précisément de « déçus de l'eltsinisme », qui se posent, non sans raison, des questions.

Pour ceux-là, la déception est à la mesure du désenchantement qui a fait suite, un peu partout en Occident, à l'euphorie de 1989, lorsque la chute des régimes communistes d'Europe centrale ravivait la foi dans le système d'économie libérale, seul vainqueur. Ces Russes qui, en 1991, avaient mis à bas dans l'allégresse, après le fiasco d'un putsch d'opérette, le plus ancien des systèmes léninistes, sont-ils décidément incapables de se gouverner ? Vont-ils renouveler la triste expérience de 1917, celle d'une révolution démocratique confisquée ? Sont-ils condamnés à garder encore longtemps les habitudes communistes ?

Pour le moment, la réponse à ces questions est, hélas ! globalement positive. Le psychodrame qui se poursuit depuis plus de trois mois entre le président et son Parlement illustre jusqu'à la caricature l'incapacité à gouverner, d'autant que la population ne se reconnaît plus en personne et n'obéit plus à rien. Résultat : non seulement le communisme n'est pas mort, mais il revient en force, avec la transformation des « centristes » en conservateurs de moins en moins inhibés, avec le retour du vieux langage au Congrès des députés dits « du peuple » (encore une redondance typique du passé), où l'on s'est remis à s'appeler « camarades ». Jusqu'aux putschistes de 1991, qui, renonçant aux autocritiques contrites du début, revendiquent haut et fort, devant des auditoires enthousiastes, toutes leurs actions. La comparaison avec 1917 est pertinente.

Lire la suite page 4

(1) Dans la revue *Esope*, numéro 488, mars 1993.

Rushdie, chevalier errant

Les intellectuels français ont exprimé à Paris leur soutien à l'auteur solitaire des « Versets sataniques »

par Danièle Heymann

Cela avait commencé comme une opération commando, une réunion impromptue et espérée de conjurés, un *D day*. Des coups de téléphones murmurés, parfois c'était le ministre lui-même qui les donnait, arrivaient chez quelques philosophes, Prix Nobel, écrivains, hommes politiques, journalistes. *« Allo, pardonnez-moi, je ne peux pas parler fort, je ne suis pas seul dans mon bureau, mais tenez-vous prêt, jeudi, à 13 heures. » « Pourquoi ? » « Je ne peux répondre, je suis tenu au secret, mais c'est important. » « Que se passera-t-il ? » « Vous prendrez un casse-croûte au ministère de la culture, et puis on vous emmènera. Où ? Je ne peux vous le dire, vous comprendrez pourquoi. » « Pour rencontrer qui ? » « Vous le saurez là-bas. »*

Dès lors, on sait. Le proscrit le plus célèbre de la littérature mondiale, pour la première fois depuis sa condamnation à mort par l'ayatollah Khomeiny le 14 février 1989, est à Paris. Nous allons rencontrer Salman Rushdie. Rue de Valois, l'embarquement dans un autocar jaune des Grands Courriers se fait dans un joyeux désordre de départ en colonie de vacances. Destination inconnue.

Lire la suite et l'article de JOSYANE SAVIGNEAU page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

AU COURRIER DU Monde

ECOUTES
Un devoir de sécurité

VOUS annoncez, à la « une » de votre journal daté du 5 mars, qu'un de vos *journalistes aurait été* mis sur écoute il y a... sept ans et demi. Le lendemain, vous titrez : *« L'affaire des écoutes téléphoniques est accueillie avec un cynisme tranquille par l'opinion et les responsables politiques. »*

Permettez à l'un de ces obscurs citoyens qui font l'opinion de vous dire pourquoi il reste tranquille, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire cynique.

Un journaliste d'investigation mène son enquête *sur un sujet qui touche au terrorisme international* et, par-là même, aux intérêts vitaux de notre pays. Il le *fait librement, protégé par les lois démocratiques qui* garantissent sa liberté de mouvement et d'expression.

L'ancien parachutiste que je suis, ancien des services spéciaux de la France libre, ne voit donc pas ce qui devait empêcher les responsables de la sécurité de la nation de chercher à savoir ce qu'un détective privé pouvait apprendre ou qui il pouvait rencontrer. Je dirais même que, s'ils ne l'avaient pas fait, ils auraient manqué à leurs devoirs.

Je remarque enfin que ces écoutes sont révélées avec 90 mois de retard sur l'événement mais, curieusement, avec *un mois d'avance sur les prochaines* échéances électorales. Cela me paraît plus proche du scoop médiatique que de la défense raisonnable des droits fondamentaux de la presse.

RÉMI DREYFUS
animateur de La mémoire courte

TRAIT LIBRE



« The Guardian », 17 mars.

TABAC
Interdit aux non-fumeurs

QUATRE mois après l'entrée en rigueur de la loi anti-tabac, la fumée envahit toujours les lieux *publics. Dans* certains cafés, des écriteaux annoncent même que toute la salle est réservée aux *fumeurs, mais que* les non-fumeurs sont acceptés ! Toutefois, le non-respect de la loi dans des endroits tels que les théâtres nationaux est *le comble de l'inco*hérence : il n'y a pas le moindre recoin dépourvu de fumée si l'on a l'idée de quitter la salle pendant les entractes, que ce soit au palais Garnier, à l'Opéra Bastille ou au Théâtre de la Ville. Les cendriers, par contre, sont *omniprésents. Que certains ministres* bafouent la loi (*le Monde* du 25 janvier) n'a, dès lors, rien d'étonnant.

Faudrait-il que les non-fumeurs subissent les effets d'une semblable politique et attendent une kyrielle de lois et décrets d'application leur offrant protection pour pouvoir enfin dîner en ville sans être intoxiqués par cette drogue dure, mais toujours légale, qu'est le tabac ? Une loi moins ambitieuse, mais appliquée, assurerait davantage leur protection et... la respectabilité du législateur. *Le prochain gouvernement ferait* bien d'y songer. Une loi inapplicable ou inappliquée est une mauvaise loi, pire que l'absence de loi.

Docteur D. VIZA
université Paris-V

GAUCHE
Le beau nom de socialisme

« NOUS écarterons de nos conversations, autant que nous le pourrons, tous les mots en « isme », excepté un, qui m'est cher, et qui est le beau nom de socialisme. » La citation n'est pas de Lénine ou de Castro, mais de Péguy en 1900. Il est vrai que Péguy devait s'apercevoir ensuite, avec *soixante-quinze* ans d'avance sur nous, que ce beau nom pouvait recouvrir les pires impostures. Lorsque ses yeux s'ouvrirent, il ne s'en prit toutefois pas au nom, *mais à ceux qui l'avaient trahi. Il* déserta le parti, mais pas un mouvement où il voyait désormais un *« christianisme du dehors »*.

Ne pourrait-on pas avoir la même pudeur aujourd'hui, à l'heure où il semble urgent pour tant d'hommes de gauche de *renier ce qu'ils ont aimé et d'avoir* honte de ce qui fut leur honneur ? Car enfin, si on l'envisage dans les deux siècles de son histoire, le socialisme ne se confond pas plus avec le *stalinisme* et le *maoïsme* que la République avec la Terreur jacobine ou le christianisme avec l'Inquisition.

Faut-il rappeler que le socialisme rassembla un faisceau de doctrines certes discutables, mais dont le commun dénominateur *était de promouvoir* la liberté de la personne humaine, victime de diverses formes d'aliénation économique ? Si les socialistes furent peu souvent au pouvoir en France, *ils exercèrent tout de même* avec fruit un contre-pouvoir dans l'opposition. La législation porte maintes traces de leurs interventions. Au plan de la société civile, comment passer sous silence la part déterminante prise par l'ac*tion syndicale, devenue* progressivement un véritable quatrième pouvoir au vingtième siècle ?

Si l'on se tourne vers l'étranger, le communisme soviétique et pourquoi pas, le national-socialisme ne saurait faire oublier les socialismes occidentaux qui ont occupé le pouvoir pendant des dizaines d'années en Suède, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Une chasse aux sorcières à l'encontre du beau nom de socialisme risque de se retourner contre ceux *qui* l'entreprennent au nom de la démocratie, car celle-ci n'a pas été moins compromise que le socialisme dans l'aventure bolchevique. Qu'on songe aux démocraties populaires et au centralisme démocratique cher encore à Georges Marchais.

Alors, va-t-on renoncer aussi à la démocratie ? Ne vaudrait-il pas mieux réhabiliter les deux noms ensemble et revaloriser l'expression de social-démocratie, dont les imposteurs du socialisme et de la *démocratie firent justement une* mortelle injure ? Ainsi s'effectuerait un équitable retour de la vérité.

JEAN BASTAIRE
écrivain

CHRISTIANISME
L'agonie d'un mythe

LA parution du *Kleriker* d'Eugen Drewermann, avec la vraie-fausse censure des autorités hiérarchiques catholiques qu'elle a *entraînée, suscite en France* un certain émoi. On pourrait s'en étonner car plusieurs des thèses défendues par l'auteur l'ont déjà été, à maintes reprises, au cours des *cent cinquante* dernières années. Si son œuvre perturbe à un tel point les consciences encore attachées au *credo* de l'Eglise, c'est qu'il met à jour sa dimension mythologique.

L'une des caractéristiques d'un mythe, c'est qu'il ne peut fonctionner comme tel qu'aussi longtemps que ses adeptes n'ont pas *pris conscience qu'il s'agissait* d'un mythe. Il n'acquiert la plénitude de son efficacité que s'il est considéré, avec une foi sans faille, comme l'expression pure et simple *de la vérité.* C'est pourquoi les théologiens qui étudient les mythes des autres religions refusent d'admettre que la leur aussi est fondée sur une forme de mythe car c'est alors son fondement même qui est sapé. C'est à ce travail d'élucidation paisible que, *sans polémique inutile*, Drewermann s'est attelé.

Pour rendre compte de la réalité *du monde, le christianisme a,* en effet élaboré, au cours des siècles, un mythe des plus cohérents et des plus puissants qui, du péché originel, en passant par l'incarnation et, la rédemption sur la croix, va jusqu'à la résurrection des morts. *Pendant* deux *mille* ans, cette représentation de la réalité a permis à des millions d'hommes et de femmes d'interpréter leur vie et de lui donner un sens. Elle a pleine*ment joué son rôle de mythe non* reconnu comme mythe, et il serait malvenu de minimiser son apport au patrimoine de l'humanité.

Mais cela justifie-t-il pour autant le refus de lui appliquer les méthodes contemporaines de lecture des phénomènes religieux ?

BERNARD BESRET
ancien prieur de l'abbaye de Boquen

ÉCOLOGIE
Du bon usage de la bicyclette

BIEN avant d'être un fidèle lec*teur du Monde* (je suis né en 1917), je fus un fervent pratiquant du vélo. Aussi les propos de M. Waechter, rapportés dans le numéro du 27 février, ne m'ont-ils pas laissé indifférent.

Pour rendre concrète sa *démarche politique*, M. Waechter fait appel à une comparaison avec la bicyclette. *« Le Parlement européen*, déclare-t-il, *c'est comme un vélo à grand braquet sur un terrain plat : il faut pédaler beaucoup pour avancer peu. »*

Comment peut-on avoir une conception aussi erronée du fonc*tionnement d'un vélo qui est pour*tant, après la marche, le moyen de transport *le plus écologique ?* En vérité, on utilise un grand braquet (ou grand développement) lorsqu'un grand plateau du pédalier entraîne un petit pignon sur la roue : à un tour du *pédalier* correspondent plusieurs tours de la roue. Contrairement à ce que croit M. Waechter, il suffit de pédaler peu pour avancer beaucoup.

Cette erreur de base corrigée, il n'est pas absurde de comparer le cycliste et le politique. Des cham*pions ont réussi à « pousser* de grands braquets » sur des routes difficiles. Ainsi, Anquetil et de Gaulle. D'autres, *présomptueux*, ont épuisé leurs forces en deux *années, et la défaillance les a* contraints à prendre l'allure, non sans mérite mais décevante, de modestes touristes-routiers.

Le vélo et la politique ont ceci en commun qu'une analyse insuffisante du parcours à effectuer et un mauvais choix du braquet à utiliser *en fonction de ses propres forces* risquent de faire perdre les pédales.

MARCEL SCALABRINO
(Bourg-la-Reine)

AVORTEMENT
Après dix semaines

CETTE femme de quarante ans, au chômage, vivant avec un compagnon lui-même chômeur depuis de nombreuses années et père de deux enfants à sa charge, *est enceinte d'une grossesse gémel*laire (la pilule contraceptive trop chère, non remboursée comme cela devient la règle au mépris de la loi de 1974, n'a pas été achetée !).

Cette grossesse, non désirée, inassumable dans la situation *matérielle et morale, précaire de ce* couple, a déjà atteint l'âge de douze semaines lorsque la femme se présente au centre d'interruption volontaire de grossesse.

*En effet, comme il arrive sou*vent, elle a présenté un saignement *un mois après le début de la gros*sesse, en imposant pour des règles et retardant d'autant la prise de conscience de son état.

Trop tard ! La loi Veil n'autorise l'IVG qu'avant dix semaines !

On lui conseille l'Angleterre ou la Hollande *(6 000* femmes françaises appartenant aux catégories socioculturelles et économiques les plus défavorisées font chaque année ce voyage dans ces deux *monarchies « archaïques »*, pourtant beaucoup plus libérales et accueillantes que notre glorieuse République qui refoule les Espagnoles et les Italiennes). Mais elle n'a pas les moyens. Comment trouver les 3 500 francs nécessaires ?

Si elle réussit à sortir de cette difficile situation et souhaite, comme elle m'en a exprimé le désir, une stérilisation tubaire, afin de régler d'une manière définitive le problème contraceptif, il lui sera difficile de trouver un médecin *capable de répondre à sa demande* dans notre région puisque, cet acte n'étant *pas reconnu dans notre* pays, aucun anesthésiste régional n'accepte de prendre le risque d'endormir une candidate dans le secteur hospitalier public depuis plusieurs mois.

Comme on le voit, le sort de certaines femmes a beaucoup progressé durant ces dix dernières années !

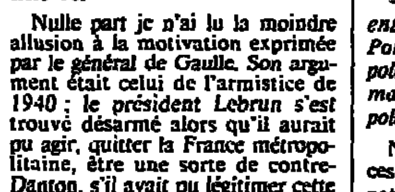
Docteur ALAIN BOURMEAU
médecin travaillant dans un centre d'IVG

ARTICLE 16
De Gaulle et Lebrun

J'AI lu tous vos commentaires à propos de l'initiative présidentielle relative à l'abrogation de l'article 16.

Nulle part je n'ai lu la moindre allusion à la motivation exprimée par le *général de Gaulle. Son argu*ment était celui de l'armistice de *1940 ; le président Lebrun s'est* trouvé désarmé alors qu'il aurait pu agir, quitter la France métropolitaine, être une sorte de contre-*Danton*, s'il avait pu *légitimer* cette initiative. Telle a été la thèse du général.

JEAN-PAUL DAVID
ancien membre du Comité consultatif constitutionnel.



ADOPTION
120 francs pour dire non

MON mari et moi-même avons *demandé au consul général* de Pologne à Lyon les renseignements utiles qui nous auraient per*mis d'adopter un enfant polonais.*

Dans sa réponse, en date du 26 janvier, le consulat nous a fait *savoir que ces renseignements nous* seraient fournis contre l'envoi d'un chèque de 120 francs et d'une enveloppe timbrée à notre adresse. Nous y avons répondu le jour même avec envoi de chèque et de l'enveloppe.

Nous pensions, sans doute avec naïveté, que, puisque le représentant légal de la République de Pologne en France nous demandait *un chèque et une enveloppe* à notre nom, c'était pour nous envoyer des adresses de crèches ou d'institutions polonaises susceptibles de nous aider à faire aboutir *notre projet d'adoption dans les* meilleures conditions. Quelles ne furent pas notre déception, d'abord, notre colère, ensuite, lorsque, pleins d'espoir, nous prîmes connaissance *de sa réponse*, en date du 8 février.

« Les personnes domiciliés à l'étranger peuvent présenter des demandes d'adoption des enfants polonais, dans certains cas, à savoir :

– si elles possèdent un lien de parenté avec la famille de l'enfant,

– si elles possèdent la nationalité polonaise,

– si elles sont d'origine polonaise, entretiennent des liens avec la Pologne, connaissent la langue polonaise et si elles conservent, à la maison, les traditions et l'esprit polonais. »

Ne pouvait-on pas nous donner ces précisions gratuitement lors de notre première réponse ?

Cette façon d'agir est un racket pur et simple.

ANNE ZIMBRIS
(Marseille)

ÉLECTIONS
Interdit de voyager

JE serai en voyage les 21 et 28 *mars. Donc j'ai souhaité* voter par procuration, mais comme je suis retraitée, il m'a été dit que le bénéfice du vote par correspondance ne pouvait m'être accordé.

Si j'ai choisi cette période pour effectuer ce voyage ce n'est ni par hasard ni par négligence, mais parce que les tarifs sont moins élevés pour la destination qui m'intéresse.

Il m'a été dit que cette restriction était apportée pour limiter les *fraudes. Si les formalités sont bien* faites et le contrôle sérieux au moment du vote, je ne vois pas pourquoi les retraités pourraient frauder plus facilement que d'autres citoyens.

D'autre part, je suppose que cette fois encore, on entendra des *lamentations sur les abstention*nistes trop nombreux alors que d'autres Français auront fait un *effort* (deux visites à la gendarmerie, un coup de fil, une photocopie) pour accomplir leur devoir de citoyen et en auront été empêchés. Je trouve donc cette application de la loi particulièrement bornée et injuste, mais peut-être la nouvelle Assemblée nationale pourra-t-elle l'améliorer (sans ma voix).

CLAUDE-MICHELLE MARMONNIER
(Haute-Savoie)

UN LIVRE
L'autre Liban

MON PAYS AU PASSÉ SIMPLE,
de Mansour Labaky.
Fayard, 188 p., 85 F.

VOICI *un livre destiné aux* enfants. Aux enfants liba*nais, plus précisément, pour* qu'ils sachent que leur pays n'a pas toujours été un champ de bataille. Mais il n'est pas interdit à d'autres enfants de s'y plonger. Et on ne voit pas pourquoi des adultes ne prendraient pas plaisir à parcourir ces *char*mantes nouvelles qui rappellent certaines pages d'Alphonse Daudet.

« C'était hier, du temps de la France, écrit Mansour Labaky. *Notre tendre mère, la France, comme nous l'appelions chez nous... »*. Cette déclaration d'amour ne paraîtra ridicule qu'à ceux qui ignorent tout de l'histoire de la Montagne libanaise et des chrétiens d'Orient. *« Et ririez-vous encore*, poursuit le narrateur, *si je vous disais qu'à la libération de Paris, notre joie fut délirante ? Pendant trois jours et trois nuits, les cloches de toutes nos églises sonnèrent à toute volée. »*

« Notre mère » est personni*fiée par cette religieuse fran*çaise, supérieure de couvent, *venue au Liban comme en terre* de mission, et qui n'en finit pas de découvrir avec *effroi* l'ambivalence et la souplesse de ses interlocuteurs. Mais comment lui expliquer que deux et deux ne font pas toujours quatre, que le *oui n'est pas forcément le* contraire du non, et qu'après l'heure c'est encore l'heure ? Le curé du village en personne viendra l'assurer qu'il est parfois *utile* de lire dans le marc de café...

Mansour Labaky est prêtre de rite maronite. *Liturgiste*, écrivain, poète et compositeur, il manie la langue française avec autant de dextérité que d'amour. Ce petit livre plein de tendresse vient nous rappeler un Liban heureux qui ne se limitait pas à Beyrouth et à ses paillettes. *Il vient aussi* prolonger une expérience originale : dès *1977*, le Père Labaky a pris en charge des orphelins et des handicapés de guerre, chrétiens et *musulmans, qu'il a installés à* Douvres-la-Délivrande, dans le Calvados. Sa chorale des Petits Chanteurs du Liban, qui a déjà donné de nombreux concerts, *est un témoignage permanent* contre la guerre, la haine et la bêtise sous toutes ses formes.

ROBERT SOLÉ



ÉTRANGER

Tandis que les négociations de New-York piétinent

L'usage de la force pourrait être autorisé par l'ONU pour empêcher le survol de la Bosnie

Au terme d'une semaine qui a vu les Serbes humilier constamment l'ONU et les Occidentaux *en poursuivant leurs attaques* en Bosnie orientale, certains membres permanents du Conseil de sécurité commencent à éprouver le besoin de durcir le ton.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité des Nations unies s'apprête à adopter une résolution tendant à faire respecter, par la force, la zone d'exclusion aérienne décrétée le 9 octobre dernier par la résolution 781. Seuls les vols humanitaires escortés par des avions militaires auront l'autorisation de survoler la Bosnie. La résolution 781 ne prévoyait cependant aucune modalité d'application.

C'est cela qu'il s'agit de décider maintenant – comme le réclame Washington depuis longtemps sans, pour autant, avoir réussi à convaincre les Européens. La France ainsi que les Etats-Unis souhaitent que la nouvelle résolution soit applicable une semaine après son adoption. Les Britanniques, toujours réticents, préfèrent un délai plus long. Selon des sources diplomatiques, la Russie, qui avait espéré que la résolution interdisant le survol de la Bosnie ferait partie de la mise en œuvre du plan de paix après son acceptation par les belligérants, pourrait s'abstenir. Moscou estime qu'une telle mesure pourrait nuire aux négociations en cours à New-York.

Un camouflet à la France

Sur le point de savoir pourquoi Paris a décidé de présenter le projet de résolution trois mois après sa rédaction, l'ambassadeur français à l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, a dit : *«Trop, c'est trop. Il est de plus en plus clair que les Serbes tentent, purement et simplement, d'annexer les villes de Bosnie orientale à la Serbie. Leur comportement à Srebrenica devient insupportable.»* Un autre diplomate occidental membre du Conseil estime que la France est le pays qui ressent le plus *«l'humiliation»* que les Serbes infligent aux Occidentaux en *«se moquant de tous les avertissements qui leur sont adressés»*. Selon lui, *«la décision courageuse»* du général Philippe Morillon de rester à Srebrenica et d'attirer l'attention de la communauté internationale – surtout l'attention de l'opinion publique française – sur les attaques qui ont pris la forme d'un véritable camouflet a sûrement joué un rôle dans l'attitude des autorités françaises.

Pour l'ambassadeur américain, Mme Madeleine Albright, *«le climat politique a changé et les actions des Serbes dans l'est de la Bosnie sont intolérables»*. Parlant aux douze ambassadeurs de la Communauté européenne et faisant allusion aux bombardements des villes musulmanes par les Serbes, Lord Owen, coprésident (pour la CEE) de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, a affirmé : *«Franchement, j'estime que les infractions serbes sont annonciatrices d'infractions plus graves. Il faut agir.»* Lord Owen estime néanmoins qu'il faudra donner du temps au Haut-Commissariat pour les réfugiés ainsi qu'aux organisations humanitaires de s'adapter à la situation que ne manquera pas de créer une nouvelle résolution du Conseil de sécurité.

Les discussions dans l'impasse

Par ailleurs, trois jours de négociations à New-York avec les dirigeants des parties en conflit en Bosnie-Herzégovine n'ont toujours rien donné. Les coprésidents de la Conférence, MM. Owen et Cyrus Vance (pour l'ONU), se sont entretenus avec le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, qui a quitté la table des négociations en déclarant : *«Je ne peux plus continuer de parler tant que la violence continue à Srebrenica.»* Les coprésidents se sont pourtant rendus à son hôtel à Manhattan, plus tard dans la soirée de jeudi. Selon une source bosniaque, le président Izetbegovic *«pourrait signer le plan de paix dans deux ou trois jours»*. Le président refuserait cependant de signer *«quoi que ce soit»* sans avoir la garantie écrite des Occidentaux membres du Conseil sur la mise en œuvre du plan de paix.

Le dirigeant des Serbes bosniaques, M. Radovan Karadzic, a, lui, participé à une réunion avec MM. Vance et Owen ainsi qu'avec le dirigeant croate, M. Mate Boban. *«Nous n'avons pas fait de grands progrès, mais l'idée de réunions en face-à-face est formidable. Si les Musulmans acceptaient de nous rencontrer face-à-face, nous pourrions peut-être faire d'énormes progrès»*, a déclaré M. Karadzic après cette réunion.

Le leader serbe a réuni les journalistes pour annoncer que la participation de l'Allemagne aux opérations de parachutage de vivres aux populations civiles était *«totalement inacceptable. Nous nous opposerons très fermement à toute participation allemande dans la crise des Balkans»*. Selon M. Karadzic, les soldats musulmans à Srebrenica ont reçu du matériel militaire; *«Une chose est sûre,* a-t-il dit, *ces matériels sont, soit passés en fraude, soit dans les convois soi-disant humanitaires ou bien lors des parachutages.»*

AFSANÉ BASSIR POUR

Le convoi pour Srebrenica de nouveau bloqué par les Serbes

Défis et humiliations

Le convoi d'aide humanitaire destiné à Srebrenica devait faire, vendredi 19 mars, une nouvelle tentative pour atteindre l'enclave musulmane de Bosnie orientale après avoir été bloqué jeudi par la police et l'armée de Serbie.

Une nouvelle fois, jeudi 18 mars, les Serbes se sont *ouvertement moqués* des Nations unies, comme l'a reconnu sur place un officier des «casques bleus» bloqués depuis plus de huit jours à la frontière serbo-bosniaque. Cette fois-ci, les Serbes ont ajouté l'injure à la blessure : c'est la propre police de *M. Slobodan Milosevic, président* de Serbie, qui a bloqué le convoi humanitaire destiné à l'enclave musulmane de Srebrenica, que les forces serbes cherchent à réduire et où s'est installé le général Philippe Morillon, *commandant* en chef de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) *en Bosnie-Herzégovine*.

Or l'argument majeur utilisé *par M. Milosevic* pour feindre l'innocence dans les atrocités commises *depuis près de deux* ans tant en Croatie qu'en Bosnie est de répéter inlassablement que la Serbie est totalement... étrangère au conflit en cours dans l'ex-Yougoslavie. Ce sont pourtant bien des policiers et des militaires de Yougoslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro) qui ont fait rebrousser *chemin, jeudi, au convoi destiné* à ravitailler des Musulmans *assiégés et affamés en Bosnie.* De plus, croyant pouvoir amadouer les Serbes, la FORPRONU avait finalement accepté l'exigence de ces derniers consistant à réduire l'escorte du convoi à deux blindés légers. Une condition que l'ONU avait précédemment rejetée. Un policier serbe (de Serbie) a assuré avoir reçu *«l'ordre de ne pas laisser passer le convoi»*, malgré les assurances serbes fournies auparavant au plus haut niveau puisque le haut-commissaire aux réfugiés, Mme Sadako Ogata, a eu, elle-même, trois entretiens téléphoniques jeudi *avec M. Milosevic, qui lui avait* promis de faire respecter la liberté *de passage pour les* convois humanitaires *(voir l'article d'Isabelle Vichniac ci-contre)*.

Sarajevo bombardée

L'humiliation est, ici, d'autant plus patente que le président de la Serbie était reçu il y a exactement une semaine à Paris pour *de longs entretiens* avec M. François Mitterrand – à l'Elysée puis *au Quai d'Orsay – ainsi* qu'avec les négociateurs internationaux, MM. Cyrus Vance et David Owen. Au terme de ces discussions, M. Milosevic était reparti en assurant qu'il userait de son influence auprès des Serbes de Bosnie pour qu'ils se *montrent* plus... conciliants. En outre, responsable d'une force de l'ONU, le général Morillon, qui se bat depuis près de dix jours pour obtenir des Serbes qu'ils laissent passer ce convoi, n'en est pas moins officier français, ce qui, chez des Serbes attachés à l'Histoire et toujours sensibles à la longue alliance franco-serbe, n'est pas négligeable.

La dramatique saga du convoi pour Srebrenica devrait connaître de nouveaux épisodes. *Toujours aussi confiant* dans les *«assurances»* serbes – pourtant ignorées à moult reprises par leurs propres auteurs, – le général Morillon a annoncé *jeudi soir* que le convoi parviendrait dans la ville assiégée vendredi. *Pendant ce* temps, et alors que les négociations de New-York sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine marquent le pas, des sources *proches de l'ONU* dans la région, citées par Reuter, font état d'une progression *rapide* des forces serbes en direction de la ville de Srebrenica, dont elles ne seraient plus qu'à moins de 5 kilomètres. Sarajevo *a également connu* de nouveaux bombardements, qui sont parmi les plus violents que la capitale bosniaque ait connus depuis des semaines.

YVES HELLER

Après les promesses non tenues de M. Milosevic

Le haut-commissaire pour les réfugiés en appelle à tous les chefs d'Etat

GENEVE

de notre correspondante

Mme Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a lancé, jeudi 18 mars, un appel à tous les chefs d'Etat du monde, leur demandant de prendre des mesures pour que des secours d'urgence puissent parvenir à temps à Srebrenica. *«Je condamne énergiquement,* a-t-elle déclaré, *l'attitude inacceptable des militaires serbes bosniaques qui empêchent, en dépit de leurs promesses écrites et verbales, l'accès de l'aide humanitaire aux victimes.»*

Après avoir eu, au cours de la journée, trois entretiens téléphoniques avec le président serbe, Slobodan Milosevic, au cours desquels des promesses solennelles lui furent faites sur la liberté de passage des convois humanitaires, *Mme Ogata* avait retrouvé quelque confiance. Malheureusement, cette confiance allait être trahie, une fois de plus quand des militaires serbes bloquèrent les convois de vivres et de médicaments se dirigeant vers l'enclave.

La loi de la jungle

Des nouvelles tragiques communiquées par radio parvenaient au HCR. Deux de ses délégués sur place, Larry Hollingworth et Laurens Jolles, affirmaient que les conditions de survie dans la ville étaient les pires qu'ils aient jamais connues. Puis revenait, toujours par radio, cet appel lancinant : *«Situation ne cesse de s'aggraver. Besoin urgent de convois pour nourrir personnes désespérées.»*

Selon Mme Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR, les *secours parachutés* ne peuvent pas être distribués. C'est la loi de la jungle dans les rues. *Des habitants* se battent au couteau – et parfois se servent de leur fusil – et seuls les plus robustes peuvent s'emparer des colis. Mais les plus faibles et les réfugiés épuisés qui continuent à affluer de Cerska et Konjevic *Polje n'en voient pas la couleur*. Plus de trois cents blessés graves ne peuvent être admis à l'hôpital, qui ne dispose que de cent lits.

Le HCR confirme que la population *implore le général Morillon* de ne pas l'abandonner, mettant en lui son seul espoir. Jeudi à la mi-journée, le HCR avait dénombré seize nouveaux morts de faim et de froid.

ISABELLE VICHNIAC

TURQUIE : l'offre de cessez-le-feu du PKK

La presse exhorte le pouvoir à reconsidérer sa politique à l'égard des Kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Une déclaration importante, au lendemain de l'offre de cessez-le-feu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était attendue à l'issue de la longue session du cabinet des ministres tenue dans la soirée du jeudi 18 mars. Mais les Turcs ont dû se contenter d'un communiqué réitérant l'appel à la reddition du PKK. Le premier ministre Suleyman Demirel, lui, se taisait. Une des hypothèses de la presse pour expliquer son silence inhabituel est que les autorités maintiendraient officiellement leur attitude inflexible à l'égard des séparatistes kurdes, tout en cherchant des compromis politiques *dans les coulisses*.

Il est d'ores et déjà évident que M. Abdullah Ocalan, chef du PKK, surnommé Apo, ne sera pas autorisé à rentrer en Turquie et que le gouvernement n'engagera pas de pourparlers avec son organisation. Mais le climat a changé *dans le pays*. Les grands quotidiens ont tous publié des éditoriaux exhortant le gouvernement à reconsidérer sa politique à l'égard des 12 millions de Kurdes. *«Qu'Apo soit sincère ou non, nous devons développer une nouvelle approche afin d'élargir les droits et les libertés et embrasser la population tout entière du pays»*, écrit M. Fehmi Koru dans le quotidien pro-islamique *Zaman*.

Selon un sondage publié récemment par *Hürriyet*, 55 % des Turcs sont contre des négociations avec le PKK, mais 13 % seulement pensent que le problème kurde peut être réglé militairement, contre 46 % de partisans d'une solution politique.

Le nouvel an kurde, Nevrouz, dimanche 21 mars, permettra de tester la bonne volonté des deux camps, ou du moins leur degré de contrôle sur leurs armées. L'an dernier à la même époque, une centaine de personnes avaient été tuées lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

Cette année, malgré le dispositif important déployé à nouveau par l'armée, l'espoir subsiste que les forces de sécurité sauront résister aux provocations et se rallieront à l'attitude prônée par le rédacteur en chef de *Hürriyet*, M. Ertugrul Ozkok : *«Célébrons le Nevrouz ensemble, ne gâchons pas cet espoir par des sentiments primitifs de fierté. Pensons à eux* (les Kurdes), *pour une fois.»*

NICOLE POPE

POLOGNE : un revers pour Mme Suchocka

La Diète a rejeté le plan de privatisations de masse

Les députés polonais ont rejeté jeudi 18 mars, par 203 voix contre 181 et 9 abstentions, le projet de loi sur les privatisations de masse, qui prévoyait la privatisation de six cents grandes entreprises d'Etat.

Ce vote inattendu constitue un revers pour le gouvernement de Mme Hanna Suchocka, même si le premier ministre a préféré y voir *«un recul plutôt qu'une défaite»*. C'est, a concédé Mme Suchocka, un avertissement *«qu'un abandon de la voie des réformes est possible»*.

Outre l'importance économique du rejet d'un projet de loi considéré comme crucial dans le dispositif gouvernemental de passage à l'économie de marché, le vote de la Diète reflète aussi l'extrême fragilité de la coalition gouvernementale, composée de sept partis politiques. Vingt-sept députés de la coalition ont en effet fait défaut lors du vote, dont dix membres du parti ultra-conservateur ZChN (chrétiens-nationaux), qui reprochent au gouvernement de vouloir brader le patrimoine polonais. Les plans de privatisation présentés en Pologne depuis l'automne 1991, essentiellement sous la houlette de M. Janusz Lewandowski, membre du congrès libéral-démocrate (KLD) et ministre des privatisations, ont connu de nombreuses *vicissitudes politiques*.

La dernière version prévoyait la création de vingt fonds d'investissements, gérés au départ par des experts occidentaux, pour superviser la transformation de 600 firmes d'Etat en sociétés privées; dans un second temps, des actions à bas prix devaient être proposées au public polonais.

Le premier ministre a fait savoir dans la soirée, après avoir réuni les ministres et les chefs de partis concernés, qu'elle ne renonçait pas à faire adopter ce plan par la Diète, à un moment où la plupart des indicateurs économiques montrent que la Pologne est sur la bonne voie. – *(UPI, AFP.)*

HONGRIE

Le premier ministre prend ses distances avec l'extrême droite

BUDAPEST

de notre correspondant

Le Forum démocratique (MDF), le principal parti de la coalition conservatrice au pouvoir, semble s'acheminer vers une rupture avec le député Istvan Csurka, chef de file du courant d'extrême droite au sein du MDF.

Dans un entretien publié dans le quotidien pro-gouvernemental *Pesti Hirlap*, mercredi 17 mars, le premier ministre Jozsef Antall a laissé entendre qu'il souhaite isoler M. Csurka et son organisation, la Voie hongroise, accusés de vouloir *«prendre le pouvoir»*.

A son accoutumée, le premier ministre, toujours très prudent et souvent ambigu, n'est pas allé jusqu'à demander l'exclusion du député démagogique du parti, mais ses remarques s'inscrivent dans le cadre d'une campagne visant à marginaliser M. Csurka. Ce dernier, qui se présente comme le porte-parole des exclus et des déçus de la transition, avait déclenché une virulente offensive aux accents antisémites contre le premier ministre l'été dernier, menaçant l'unité du parti et donc la stabilité du gouvernement.

M. Csurka avait renforcé sa position au sein de la direction du MDF lors du congrès de janvier, en concluant une trêve avec M. Antall. Mais depuis le congrès, M. Csurka a été progressivement mis sur la touche, et la rupture, encore non officielle, est en fait consommée, puisque la Voie hongroise a annoncé son intention de présenter ses propres candidats aux législatives de 1994.

Le dénouement semble approcher. Mais après avoir tergiversé pendant plus de six mois, le premier ministre est accusé par ses adversaires de faire trop peu et trop tard.

YVES-MICHEL RIOLS

ITALIE

Arrestation du vice-président du Parti libéral

Le vice-président du Parti libéral italien, M. Attilio Bastianini, a été arrêté vendredi 19 mars pour corruption, selon l'agence de presse italienne ANSA.

Le Parti libéral, qui fait partie de la coalition au pouvoir, avait jusqu'ici été épargné par les affaires de corruption qui secouent le monde politique et financier en Italie. La veille, les magistrats chargés des enquêtes sur la corruption avaient lancé une trentaine d'avis d'enquête et de mandats d'arrêt, en application desquels, notamment, le fils de l'ex-président de la république italienne Giovanni Leone, M. Mauro Leone (démocrate-chrétien), a été incarcéré pour escroquerie, falsification de comptes et association de malfaiteurs. – *(Reuter, AFP.)*

EUROPE

La Russie entre deux putschs ?

Suite de la première page

Les amis de Boris Eltsine n'ont pas tort de voir derrière le slogan des députés – *« Tout le pouvoir aux Soviets ! » – une réminiscence de la* tactique des premiers bolcheviks visant à opposer deux pouvoirs : un gouvernement impuissant et des assemblées qu'ils avaient préalablement noyautées. Lénine n'accusait-il pas alors Kerenski, le malheureux *chef du gouvernement provisoire*, de vouloir instaurer une « dictature » ? On sait ce qu'il en est advenu...

Un autre précédent de fâcheuse mémoire est celui des dernières années de la « perestroïka », avec les mêmes facteurs destructeurs : au sommet, la « gorbatchevisation » d'un pouvoir présidentiel hésitant et contesté ; plus bas l'éclatement d'un *empire tiré à hue et à dia (comme à* l'époque, un des arguments opposés actuellement à la tenue d'un référendum dans la fédération de Russie est qu'il serait contesté ou boycotté par une partie des Républiques qui la composent, accentuant les tendances centrifuges) ; *plus bas encore* une dégradation irrésistible de la situation économique. Cette dégradation n'a pas commencé avec Boris Eltsine – ni même avec Gorbatchev. *Mais, l'inflation aidant*, elle s'est accélérée.

Du coup, la question de l'œuf et de la poule, de la priorité entre le politique et l'économique, ne se pose *plus dans les mêmes termes. Mikhaïl* Gorbatchev avait la possibilité théorique de réformer l'économie avant de toucher au système politique. Il ne l'a pas fait, et cette « voie chinoise » n'est plus praticable actuellement, n'en déplaise à ses admira*teurs, nombreux* en Russie jusque dans l'entourage de Boris Eltsine. *Car aujourd'hui le conflit politique* éclipse tous les autres : c'est de sa solution que dépend tout le reste, y compris l'avenir des réformes économiques.

De fait, à quoi bon « réformer » quand les oukazes du président sont annulés par le Parlement, et de toute façon oubliés à peine signés ; quand la discipline la plus élémentaire fait *défaut à tous les échelons* ; *quand* des réseaux parallèles détournent une part importante de la production intérieure (en baisse constante) et de l'aide occidentale ? Comme l'a révélé récemment un rapport commandé par le vice-président Routs*koï, les exportations de Russie ont* rapporté 17 milliards de dollars l'an dernier, mais un quart de cette somme est resté à l'étranger, et la proportion est encore plus forte en ce qui concerne les ventes de pétrole. Au point que M. Camdessus, le directeur du FMI, a lancé un avertissement : une aide occidentale *« n'a aucun sens si ensuite ces capitaux sont transférés dans les banques de Zurich, Paris ou Londres ».*

Cela dit, Boris Eltsine n'est ni Kerenski ni Mikhaïl Gorbatchev. *Pas seulement en raison* de son tempérament, mais parce qu'il a plus d'atouts dans son jeu. Dans un pays démocratique « normal », lorsqu'un président entre en conflit avec son Parlement, les opinions tout comme les observateurs étrangers ont tendance à soutenir le législatif, jugé plus « démocratique » que l'exécutif. Rien de tel dans la Russie d'aujourd'hui, où, à défaut de légalité indiscutable (la *Constitution « brejnévienne »* de la fédération de Russie a été amendée... trois cent vingt *fois et* n'a plus aucune cohérence), la notion qui l'emporte est celle de « légitimité ».

Le « coup d'Etat légal »

Or celle-ci est sans conteste en faveur du président. Boris Eltsine a été élu en 1991, à un moment où le vieux système était en fonction pour quelques mois encore, mais tout de même après avoir démissionné (dès *1990) du Parti communiste. Il ne* pouvait donc y avoir erreur sur la personne. Le Parlement, *lui*, a été élu un an plus tôt, avec près de neuf cents députés (sur mille) se présentant sous la bannière communiste. Depuis la liquidation du PC et *l'adhésion de ses membres* à toutes sortes de nouveaux partis, la moindre des choses serait *pour eux* de remettre leur mandat en question pour tester leur nouvelle étiquette.

Boris *Eltsine* a *laissé passer* l'occasion qu'il avait, au lendemain du putsch de *1991*, d'imposer ce test. Aujourd'hui, il est trop tard (même les « démocrates » ne sont pas pressés de se présenter devant les électeurs) et, après l'impasse constatée *lors du dernier Congrès des députés*, on ne voit pas par quel miracle le conflit peut trouver une solution satisfaisante par la négociation. Même la solution intermédiaire d'un référendum ou d'un « sondage populaire » ne saurait régler le problème *essentiel*, qui est celui du pouvoir.

Les rumeurs de coup de force qui reviennent périodiquement à la surface doivent être examinées dans ce contexte particulier. Il ne suffit pas *de parler de « putsch » en général*, mais des deux formes qu'il pourrait prendre : un *putsch « anti-Eltsine »* ou un putsch « avec Eltsine », déclenché par lui ou avec son soutien.

S'il s'agit du premier cas, la situation a *bien changé depuis 1991*. *En* l'absence de Parti communiste digne de ce nom, l'initiative ne peut venir que de l'armée. Mais avec quels généraux et pour quoi faire ? A la différence de son prédécesseur, Boris Eltsine a pris ses précautions en *confiant le haut commandement des* forces armées et de la sécurité à des hommes sûrs. Le général *Gratchev*, ministre de la défense, est même tellement « eltsinien » que les conservateurs réclament sa démission à cor et à *cri. Certes, des trahisons* sont toujours possibles. Mais on ne doit pas oublier que l'une des raisons majeures de l'échec du putsch de 1991 a été le refus de la troupe de tirer sur la foule. Ni que la Russie n'est pas une République d'Amérique *centrale*, qu'elle n'a aucune tradition de putsch et que, depuis l'échec du *général Kornilov en 1917*, elle a régulièrement raté tous ceux qu'elle a entrepris.

Compte tenu de tout cela – et des divisions prévisibles dans l'armée –, il est très douteux qu'un gouvernement militaire, même appuyé par une majorité du Parlement, soit obéi dans tout le pays. Au lieu de ramener l'ordre, il aurait toutes chances de conduire au contraire à davantage d'anarchie, voire à des affronte*ments armés entre garnisons et* régions.

Dans le cas d'un coup de force *déclenché en faveur du président* (une sorte de coup d'Etat légal, si le mot a un sens *dans la Russie d'au*jourd'hui), le succès ne serait pas garanti non plus, mais l'affaire serait tout de même un *peu* plus crédible. On voit mal comment les Moscovites se mobiliseraient autour d'un Parlement qui représente pour eux *le passé et qui*, dans le meilleur des cas, leur est largement indifférent (ils l'ont fait en 1991, mais parce que Boris Eltsine en était la figure centrale).

De toute manière, l'artifice de l'« état d'urgence » permettrait de moduler le scénario et d'éviter les *mesures extrêmes. Pour peu qu'il* utilise ses pleins pouvoirs pour rétablir un minimum d'ordre, qu'il promette des élections et l'adoption d'une constitution dans un délai déterminé, le président russe pourrait, malgré son usure actuelle, pren*dre un nouveau départ.*

Pour le moment, ni M. Eltsine ni les militaires qui le soutiennent ne souhaitent *s'engager dans cette voie.* Mais, comme tout le monde – à l'exception apparente des parlementaires – est conscient que les « compromis pourris » passés jusqu'à présent sont la pire des solutions, une telle attitude ne saurait être considérée comme définitive.

Quant à l'Occident, il se trouve lui aussi devant un paradoxe : ses traditions le conduisent à privilégier les solutions pacifiques et « constitutionnelles », c'est-à-dire le *statu quo*. Mais il doit bien constater que ce *statu quo* ne fait qu'enfoncer chaque jour davantage la Russie dans l'anarchie, et que cette anarchie vide de sens toute l'aide apportée au développement économique de ce pays. Aussi bien, ce sont ceux qui, tels M. Mitterrand, souhaitent le plus renforcer cette aide qui devraient *pousser le plus en faveur* d'un pouvoir fort à Moscou, c'est-à-dire au « coup d'État légal » évoqué plus haut. Vaste dilemme...

MICHEL TATU

Prisons d'enfants

La loi russe permet l'emprisonnement des mineurs à partir de l'âge de sept ans. Dans les prisons de Saint-Petersbourg, 1 500 *enfants et adolescents, le* crâne rasé, sont entassés jusqu'à 17 dans des cellules non chauffées d'une douzaine de mètres carrés, selon des rapports d'une association allemande d'aide humanitaire, Psalm 23, confirmés par une enquête du consulat *d'Allemagne sur place.* Environ 700 de ces détenus mineurs souffrent de tuberculose.

Cette situation a été examinée, jeudi 18 mars, à Strasbourg lors d'une audition publique en marge de la session plénière de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE). M. Alexandre Rodin, conseiller municipal de *Saint-Petersbourg*, a expliqué qu'une dizaine de milliers d'enfants, abandonnés à eux-mêmes dans les rues de la ville, sont susceptibles d'être arrêtés pour des délits mineurs . L'exemple d'un enfant de quinze ans condamné à quatre ans de prison, et en détention depuis deux *ans, pour le vol d'une somme* équivalente à un dollar (300 roubles), a été cité.

Ces détenus, qui n'ont au mieux qu'une heure par jour de « promenade » dans de minus*cules cours couvertes de gril*lages, souffrent de malnutrition, sont couramment battus et maltraités. En outre, les sections psychiatriques des autres prisons *sont peuplées, dans des condi*tions aussi indignes, d'enfants qui, à 80 %, sont tout à fait normaux, selon M. Rodin. Abrutis de tranquillisants pour certains, leur internement *n'est souvent justifié* que par l'alcoolisme des parents. Un membre de la Commission des affaires sociales du Conseil de l'Europe a convenu que la situation à *Saint-Petersbourg* n'est pas pire que dans d'autres prisons de Russie. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : inculpation de néonazis.** – Une trentaine de militants de partis d'extrême droite interdits ont été inculpés jeudi *18 mars à la suite de perquisitions* dans vingt-six logements dans l'ouest de l'Allemagne, a annoncé le parquet de Coblence. – *(AFP.)*

□ **ESPAGNE : un garde civil tué au Pays basque.** – Un garde civil a été tué par balles et un autre blessé dans un attentat commis jeudi 18 mars à Saint-Sébastien *(Guipuzcoa)* par deux jeunes gens qui se sont enfuis à pied après avoir ouvert le feu sur l'automobile des gardes civils, ont indiqué les autorités. – *(AFP.)*

□ **GRANDE-BRETAGNE : le *président et le directeur général de* la BBC maintenus en fonctions.** – Le conseil des gouverneurs de la BBC a décidé, jeudi 18 mars, de ne pas demander la démission du *directeur général* de la chaîne nationale britannique, John Birt, mis sur la sellette pour fraude fiscale après s'être fait payer pendant six ans comme simple pigiste, ni *celle de son président*, Marmaduke Hussey, qui avait autorisé cette opération (*le Monde* du 19 mars). Le conseil a indiqué que l'éventualité de la démission de ces deux *dirigeants n'était pas « dans l'intérêt de la BBC »*. Il a décidé que toutes les décisions relatives aux salaires des employés de la chaîne seraient dorénavant soumises à son approbation.

□ **SLOVAQUIE : *démission du ministre de l'économie.*** – Le ministre de l'économie, Ludovit Cernak – seul ministre non membre du parti du premier ministre Vladimir Meciar – a annoncé, jeudi 18 mars à Bratislava, qu'il présenterait sa démission vendredi, jour où une décision est attendue dans le conflit grandissant entre M. Meciar et son *ministre des* affaires étrangères, Milan Knazko. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

La visite de M. Jacques Delors à Washington

Le malaise entre les Etats-Unis et la Communauté européenne n'a pas été dissipé

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est déclaré toujours *« inquiet »* des risques de déclenchement d'une guerre commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis après sa rencontre, jeudi 18 mars à Washington, avec le président Bill Clinton. *M. Delors et M. Clinton ont également parlé* de l'aide à la Russie. Il se confirme à ce sujet que, contrairement au vœu de la France, il n'y aura pas de sommet des sept pays les plus riches consacré spécialement à *cette question avant celui de Tokyo en juillet prochain.*

WASHINGTON

de notre correspondant

Une journée de conversations au plus haut niveau à Washington, dont un entretien avec le président *Bill Clinton, jeudi 18 mars*, a laissé M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, *toujours aussi « inquiet »* quant à la perspective d'une bataille commerciale entre les Etats-Unis et la CEE.

A l'évidence, M. Clinton n'a pas rassuré son hôte, qui est sorti d'une visite d'une *heure et demie* à la Maison Blanche en déclarant qu'il *« restait inquiet »* et qu'il avait attiré l'attention du président américain sur *« les aspects négatifs »* des sanctions que les Etats-Unis s'apprêtent à prendre contre l'Europe. Si les dirigeants américains souhaitaient faire un geste d'apaisement, il leur restait la journée de vendredi, et l'occasion d'une deuxième série d'entretiens avec M. Delors, pour annoncer la suspension ou le report des *sanctions commerciales* que l'administration entend rendre effectives à partir de lundi prochain.

Dénonçant une directive de Bruxelles sur l'attribution des marchés publics au sein de la Communauté – *qui autorise « une préférence de prix »* de 3 % en faveur des entreprises euro*péennes, – les Etats-Unis ont* décidé une série de mesures de « rétorsion » devant, en principe, entrer en vigueur le 22 mars : les marchés publics américains seront fermés aux entreprises européennes dans les domaines des télécommunications, des transports et des équipements électriques.

M. Delors a dit à la presse que le président Clinton lui avait assuré que les récents *« incidents »* entre la CEE et les Etats-Unis en matière commerciale étaient imputables à *« l'héritage »* de l'administration Bush. Cela est sans doute *vrai* pour les droits de douane supplémentaires sur les importations d'acier dont les *Etats-Unis viennent de taxer huit* pays européens : la procédure avait été entamée bien avant l'élection présidentielle de novembre dernier. Cela n'est, en revanche, manifestement pas le cas pour les décisions concernant l'accès aux marchés publics qui, si *elles sont confirmées lundi*, apparaîtront bel et bien comme les premières sanctions commerciales contre la CEE prises par l'administration Clinton.

Répartition des tâches

Elles portent sur un montant de contrats peu élevé (quelque 50 millions de dollars), mais leur charge symbolique et politique est lourde : elles peuvent marquer le début de la guerre commerciale entre les deux géants économiques que sont la CEE et les Etats-Unis. C'est ce que M. Delors a expliqué au président Clinton : *« J'ai fait valoir l'effet fâcheux que ces mesures vont provoquer »*, notamment au moment de la difficile négociation sur le GATT, puisqu'elles vont encourager en Europe *« ceux qui sont pour le protectionnisme »*, a indiqué le président de la Commission.

Avant de s'entretenir avec M. Delors, le président Clinton avait affirmé : *« Je ne veux pas de gerre commerciale avec la CEE, je ne pense pas qu'il y en aura une. »* Cette déclaration, comme beaucoup d'autres du président, semble confirmer une manière de répartition des tâches à Washington : M. Clinton tient des propos rassurants, voire lénifiants, tandis que son représentant pour les négociations commerciales, l'avocat Mickey Kantor, annonce, lui, les sanctions. La semaine dernière, M. Kantor avait brusquement rompu des *pourparlers* en cours avec la CEE sur la question des marchés publics.

Les Européens contestent l'offensive américaine. Ils font valoir que la législation fédérale – le *Buy American Act*, – tout comme celles des différents Etats de l'Union, contiennent des clauses encore *plus protectionnistes* que celles de la directive européenne. Le commissaire européen chargé *des questions commerciales*, le Britannique Leon Brittan, a proposé aux Etats-Unis qu'Européens et *Américains* commanditent une enquête *« indépendante »* sur cette question de l'accès aux marchés *publics* de part et d'autre de l'Atlantique. Jusqu'à présent, l'administration Clinton n'a pas répondu.

L'aide à Moscou

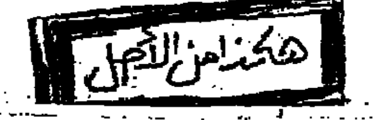
Outre les questions commerciales, abordées dans le cadre d'une discussion sur l'« harmonisation » des politiques de relance, MM. Clinton et Delors ont, « longuement », discuté de l'urgente nécessité d'aider la Russie. M. Delors a, là-dessus, des *« idées »* et M. Clinton, lui, *« des idées nouvelles »* – dont ni l'un ni l'autre n'ont encore publiquement fait part. La discussion s'est prolongée avec le conseiller du président pour les affaires de sécurité, M. Anthony Lake, et avec un des *principaux responsables* économiques à la Maison Blanche, M. Robert Rubin. M. Delors avait eu l'occasion d'en parler dans la matinée avec certains des dirigeants du Congrès, puis lors d'un déjeuner de travail avec le secrétaire au Trésor, M. LLoyd Bentsen ; il devait en reparler, vendredi, avec le vice-président, Albert Gore, et avec le secrétaire d'Etat, *M. Warren Christopher* – lequel doit prononcer lundi, à Chicago, un « grand » discours sur cette question.

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andrei Kozyrev, est attendu le lendemain, mardi, à *Washington* pour préparer le sommet Clinton-Eltsine des 3 et 4 avril à Vancouver. La Maison Blanche s'est *« félicitée »* jeudi de la proposition des Japonais, qui président le groupe des sept pays les plus industrialisés, d'organiser dans la foulée de Vancouver, vers la mi-avril, sans doute les 19 et 20, une réunion des ministres des affaires étrangères et des finances du *G-7 sur l'aide à la Russie.* Cette réaction parait démentir des déclarations en provenance de l'Elysée *(voir ci-dessous)*, selon lesquelles le président américain *« réfléchissait »* à l'idée d'un sommet extraordinaire des Sept, avant celui de juillet à Tokyo. Le « sherpa » américain, *M.* Lawrence Summers, sous-secrétaire au Trésor, s'est en tout cas déclaré *« optimiste » : « Le G-7 sera en mesure de fournir une aide significative aux réformes en Russie au cours des prochains mois »*, a-t-il dit jeudi.

ALAIN FRACHON

□ **Entretien téléphonique entre M. Mitterrand et M. Clinton à *propos de la Russie.*** – *Les présidents* Mitterrand et Clinton se sont entretenus mercredi 17 mars par téléphone de la situation en Russie. Le chef d'Etat français a rendu compte de sa récente visite à Moscou. M. Bill Clinton, qui partage le point de vue de M. *Mitterrand* sur l'urgence d'aider M. Boris Eltsine, a déclaré qu'il réfléchirait à l'opportunité *d'un sommet spécial* du G 7 avant celui de juillet, a-t-on affirmé de source autorisée à l'Elysée.





AFRIQUE

RWANDA : contre la guérilla et un gouvernement d'opposition

Le président Habyarimana se bat sur deux fronts

Drôle de situation au Rwanda : le «pays aux mille collines» est «englué» depuis deux ans et demi dans une guerre civile qui ne dit pas son nom, tout en étant engagé dans un processus de démocratisation. Le président Juvenal Habyarimana se bat donc sur deux fronts. D'un côté, il résiste, avec les Forces armées rwandaises (FAR) et l'aide de la France, aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). De l'autre, il essaie de négocier au mieux le passage au multipartisme, avec le Mouvement révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRNDD), l'ancien parti unique qu'il dirige, ainsi que la cohabitation avec une opposition qui souhaite son départ.

KIGALI

de notre envoyé spécial

Arrivé aux affaires après un coup d'Etat militaire, en 1973, le général Habyarimana n'est pas homme à s'incliner sans lutter. Le gouvernement de transition, en place depuis le 16 avril 1992, composé du MRNDD et de quatre partis d'opposition, a signé le 7 mars avec les rebelles du FPR, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, *un accord incluant la fin des hostilités* et la reprise de négociations globales. Celles-ci devraient aboutir à la paix, avant le 10 avril, et prévoir un partage du pouvoir débouchant, dans les prochains mois, sur les premières élections libres de l'histoire du pays (*le Monde* du 17 mars).

En dépit de multiples violations, le président Habyarimana considère que le cessez-le-feu entré en vigueur le 9 mars à minuit est *«globalement respecté»*. Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé jeudi 18 mars, il a cependant émis des doutes sur la bonne foi du *«FPR, qui a bombardé Byumba avec des katiouchas et des mortiers mercredi après-midi»*. Le président affirme vouloir respecter les termes de l'accord de Dar-es-Salaam, qui prévoit le départ de la moitié des troupes françaises si le FPR se replie *«effectivement sur les positions qui étaient les siennes avant le 8 février»*. Le chef de l'Etat, qui apprécie *«les gestes d'amitié de M. Mitterrand pour le peuple rwandais»*, se réserve toutefois *«la possibilité de faire de nouveau appel à* [ses] *amis en cas de violation grave du cessez-le-feu»*.

Pour stabiliser la situation sur le terrain, M. Habyarimana compte beaucoup sur *«le déploiement de trois compagnies d'observateurs internationaux des Nations unies sur la frontière rwando-ougandaise et la présence d'une force d'interposition de trois mille «casques bleus» dans la zone tampon libérée par le FPR»*. Les massacres perpétrés en janvier par ses partisans sur les membres de la minorité tutsie et des opposants lui apparaissent aujourd'hui *«condamnables»*, mais sont *«un faux prétexte brandi par le FPR pour attaquer le Rwanda»*. Car, selon lui, *«les rebelles préparaient leur agression depuis le mois de novembre»*.

«La duplicité du chef de l'Etat»

M. Habyarimana, qui refuse de présider le conseil des ministres, où les frictions sont grandes, estime *néanmoins que ses «relations avec le gouvernement de transition sont bonnes»*. *«Je ratifie ce que les ministres décident»*, précise-t-il. Sur les échéances politiques à venir, il souhaite que la fin de son mandat, le 31 décembre, coïncide avec les premières *«élections législatives et présidentielle»* pluralistes de l'histoire du Rwanda.

Le premier ministre, M. Dismas Nsengyiaremye, membre du Mouvement démocratique républicain (MDR), nous a confirmé jeudi que *«les rapports du gouvernement avec le président* [étaient] *difficiles»*. Il a insisté sur *«la duplicité du chef de l'Etat et du MRNDD, qui s'accrochent au pouvoir pour le pouvoir»*. Comme le premier ministre des travaux publics et de l'énergie, M. Félicien Gatabazi, membre du Parti social-démocrate (PSD), il considère qu' *«il faut aller vite mais rester prudent»*.

Si les négociations d'Arusha, qui ont repris le 16 mars, se concluent sur un accord de paix solide, *«il faudra un mois*, estime l'opposition, *pour former le nouveau gouvernement provisoire à base élargie incluant cinq ministres FPR. Nous pourrons alors organiser les élections municipales dans les six mois, puis les législatives, et ensuite nous pourrons penser au scrutin présidentiel»*. Une *«chronologie à respecter impérativement»* pour l'opposition, qui redoute de voir M. Habyarimana se présenter pour un nouveau mandat présidentiel, avec l'appui d'une administration et d'une structure politique en place depuis longtemps, issues de l'ancien parti unique et complètement acquises à sa cause.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Retrait d'une partie des troupes françaises

Aux termes de l'accord conclu le 7 mars dernier à Dar-es-Salaam entre le gouvernement du Rwanda et le Front patriotique rwandais (FPR), la France a prévu de retirer une compagnie de cent cinquante hommes de son contingent de six cents hommes déployés sur le territoire rwandais.

Ce retrait, qui a commencé le 17 mars, doit être effectif dans les huit jours à compter de cette date. Il ne concerne pas le détachement d'assistance militaire et d'intervention (DAMI), d'une soixantaine d'hommes, que la France a mis en place en vertu des accords d'assistance signés le 18 juillet 1975.

Cette première compagnie ralliera Bangui, en République centrafricaine, avant la fin de cette semaine. Elle faisait partie des renforts – deux compagnies, soit trois cents hommes – envoyés au Rwanda après le 8 février dernier, lorsque le FPR a lancé une offensive contre les troupes gouvernementales dans le nord du pays. La deuxième compagnie devrait rester momentanément sur place, en attendant que le FPR se replie derrière les positions qu'il occupait avant le 8 février.

Deux autres compagnies

Aux termes de l'accord de Dar-es-Salaam, dont l'annexe sur le retrait des troupes étrangères n'a pas été rendue publique (*le Monde* du 17 mars), le reste des troupes françaises, soit deux autres compagnies réunissant trois cents hommes (qui étaient présentes avant le 8 février), seront cantonnées à Kigali, la capitale du Rwanda, à partir du 17 mars, jusqu'à leur remplacement par une force internationale neutre, convenue d'un commun accord entre le gouvernement et le FPR sous le contrôle de l'ONU. Ces deux compagnies protègent l'aéroport de Kigali et les ressortissants européens dans la ville.

J. I.

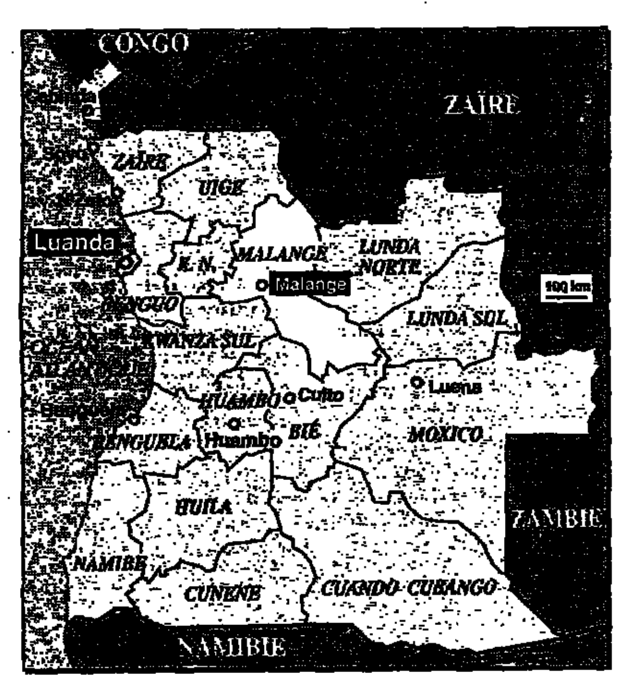
ANGOLA : la guerre civile

La souricière de Malange

Les communiqués militaires ont pris le pas sur les manœuvres diplomatiques en Angola. Le gouvernement a rejeté l'idée, suggérée par les Nations unies, d'une rencontre au plus haut niveau entre les deux parties en guerre. Pour les autorités de Luanda, la reprise de la ville pétrolière de Soyo (*le Monde* du 16 mars) compense la chute de Huambo, désormais aux mains de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Selon des témoignages de survivants, la deuxième ville du pays *«a été rayée de la carte»*. Le mouvement de M. Jonas Savimbi, qui contrôlerait 70 % du territoire, encercle plusieurs autres capitales provinciales.

MALANGE

de notre envoyé spécial



Il y a dix jours, les mille quatre cents habitants de Cacuso, village soupçonné de sympathie pour le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), l'ex-parti unique, toujours au pouvoir, ont fui l'avancée des soldats de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) pour se réfugier aux environs de Malange, capitale de la province du même nom. Ils ont parcouru 70 kilomètres à pied, la peur au ventre, pour échouer aux portes de la ville dans une tuilerie désaffectée et lépreuse. Dans plusieurs camps tout aussi précaires, répartis aux alentours, trente-six mille autres réfugiés ont connu un sort identique.

Sans moyens de transport, ceux de Cacuso n'ont pu emmener que quelques hardes. Ils dorment à même le sol, sans couvertures ni matelas, à la belle étoile ou dans les quelques maisons détruites qui entourent l'usine. Le riz que vient de leur livrer l'ONU, par le biais du Programme alimentaire mondial (PAM), cuit dans des boîtes de conserve. Dans la majeure partie du pays, seules les organisations internationales assurent désormais *la survie des deux à trois millions* de personnes déplacées – le pays compte dix millions d'habitants – fuyant les combats que se livrent l'UNITA et les troupes du gouvernement de Luanda.

Marché noir

Depuis leur arrivée à Malange, les habitants de Cacuso ne savent plus ce qu'ils peuvent espérer. L'occupation de leur village par les troupes de l'UNITA les empêche d'y retourner; l'encerclement de la ville leur interdit de fuir plus loin. Malange la salvatrice est devenue un piège. Aux élections de septembre dernier, la ville avait voté pour le MPLA . Aujourd'hui, à l'instar de quelques autres capitales de province, elle est totalement encerclée par l'adversaire, déployé à une vingtaine de kilomètres. Vainement, les troupes gouvernementales *tentent de desserrer l'étau* par quelques coups de canon. Invariablement, ceux d'en face leur répondent mollement, comme s'ils n'étaient pas encore décidés à engager l'ultime bataille.

En surface, la ville reste quiète avec, vestiges de la présence cubaine, son école Che-Guevara, ses gigantesques fresques murales à la gloire de Marx, Engels, Lénine, Fidel, ses slogans qui exaltent la *«lutte glorieuse du prolétariat mondial»*. L'antenne locale de Médecins du monde a fermé boutique il y a peu, laissant les habitants sans aucune possibilité de soins. A Malange, l'économie de marché, *qui règle désormais les échanges de* l'ancien Angola socialiste, est devenue celle du marché noir. Le litre d'essence se négocie trente-cinq fois plus cher qu'à Luanda; le prix de la nourriture est à l'avenant, et seul l'avion permet de nourrir la ville. Il est en train de faire la fortune de quelques négociants *influents de la capitale, maintenant* spécialisés dans l'«aide» aux villes encerclées.

Il cristallise aussi tous les espoirs de fuite. Des centaines de personnes, en majorité des femmes et des enfants, campent devant l'aéroport, attendant l'hypothétique appareil qui les emmènera vers la capitale encore épargnée par la guerre. *La plupart d'entre elles* patientent depuis de longs jours sous un soleil de plomb, entourées des trésors les plus hétéroclites : des paquets mal ficelés, des couvertures, parfois des cuisinières ou des frigos. Celles-là n'ont à peu près aucune chance d'embarquer, tenues à distance par des soldats armés qui n'hésitent pas à tirer en l'air lorsque la foule se met à gronder.

Tensions à l'aéroport

Pour pénétrer sur la piste et être en position de négocier avec les pilotes une mince chance de passage, il faut payer ceux qui en barrent l'accès, militaires ou policiers qui ont trouvé là le moyen d'arrondir leur maigre solde. D'ailleurs, il faut aussi payer à l'arrivée. Malange est sans doute le seul aéroport du monde où les rares passagers d'un vol intérieur doivent remplir une fiche de débarquement... qui leur est vendue. Si *la fiche est mal rédigée, il faudra* en remplir une seconde. Et payer une seconde fois.

Une fois près de l'avion, il restera à convaincre l'équipage, déjà sollicité par les officiers qui tentent de faire monter leurs proches en priorité. Samedi dernier, ils étaient une bonne vingtaine, femmes, militaires et blessés, à implorer les pilotes russes qui, aux commandes de leur Antonov, aux couleurs de l'ONU, venaient livrer le riz pour les camps de réfugiés. *Ils ont* d'abord demandé poliment, parfois avec le russe qu'ils avaient appris lors de leurs études à Moscou, presque gênés de solliciter le «tovaritch» pilote. Puis, petit à petit, la tension est montée. *«Vite! Vite!»* a crié le copilote à un employé. Les sacs de riz ont volé sur l'asphalte, éventrés. Rapidement, la soute s'est refermée et l'avion a pris son envol, virant aussitôt sur la gauche pour éviter un nid de mitrailleuses placé dans l'axe de la piste. C'est alors que l'officier mécanicien a grommelé : *«Voilà le sort qui nous attend en Russie.»*

GEORGES MARION

EN BREF

□ **ALGÉRIE : inculpation du correspondant de l'agence Reuter.** – Le correspondant de l'agence Reuter à Alger, M. John Baggaley, a été inculpé, jeudi 18 mars, de propagation de fausse nouvelle après la diffusion d'une dépêche inexacte, indiquant que, selon la gendarmerie, le ministre des sports avait été assassiné. De nationalité britannique, M. Baggaley, cinquante-quatre ans, a été aussi inculpé d'offense à un corps de l'Etat et laissé en liberté provisoire avant de comparaître, samedi, devant un tribunal d'Alger. – *(Reuter.)*

□ **MAROC : report de deux mois des élections législatives.** – Prévues pour le 30 avril, les élections législatives ont été reportées au 25 juin prochain, a déclaré, jeudi 18 mars, un responsable du ministère de l'intérieur. A son avis, cette décision *«répond à la demande des partis»* qui souhaitaient une *«détente»* du climat politique. Le pays est sans Parlement depuis le mois d'octobre dernier, date à laquelle a expiré le mandat de l'ancienne Chambre des représentants. – *(Reuter.)*

□ **SOMALIE : Paris propose de mettre onze cents soldats à la disposition de l'ONU.** – La France a décidé de fournir onze cents «casques bleus» à la force de l'ONU qui remplacera, vraisemblablement à compter du 1er mai, la force multinationale engagée en Somalie, a annoncé jeudi 18 mars le ministère des affaires étrangères. Quelque seize cents soldats français sont actuellement déployés dans le pays. – *(Reuter.)*

□ **SOUDAN : les rebelles sudistes annoncent une trêve.** – En vue de créer une atmosphère propice aux négociations de paix avec le gouvernement, l'armée populaire de libération du Soudan (SPLA) du colonel John Garang a annoncé qu'elle observerait un cessez-le-feu unilatéral à partir du jeudi 18 mars à 12 heures (GMT). La trêve vise également à permettre à la communauté musulmane de célébrer «en paix» l'*aïd el-fitr*, qui marque la fin du jeûne du ramadan. – *(AFP.)*

□ **ZAMBIE : violentes manifestations à Lusaka.** – Le calme est revenu à Lusaka, la capitale zambienne, jeudi 18 mars, après des manifestations qui ont fait des dizaines de blessés, selon la police. Les manifestants, surtout des adolescents, ont pillé plusieurs boutiques et jeté des pierres sur des voitures. Trente-trois personnes ont été arrêtées. L'état d'urgence a été décrété en Zambie le 4 mars à la suite de la révélation d'un complot en vue d'un coup d'Etat (*le Monde* daté 7-8 mars). – *(AFP.)*

La menace de famine : risques de «somalisation»...

MALANGE

de notre envoyé spécial

Pour caractériser le danger de désintégration du pays déchiré par la guerre civile, les journaux angolais parlent volontiers des risques de *«somalisation»*. L'analogie pourrait se révéler plus fondée qu'il n'y paraît : l'Angola est bien menacé de famine.

Dans la large bande centrale qui, du nord au sud, abrite la partie la plus dense de la population agricole, la reprise de la guerre a porté un coup fatal aux cultures. Les premiers combats ont empêché de semer et de récolter ou de vendre. Les suivants ont poussé les paysans vers l'exil. Démunis, ceux qui sont restés ont mangé leurs semences.

Aujourd'hui, le résultat est catastrophique : sur 1,5 million de tonnes de grains dont l'Angola a besoin chaque année pour nourrir sa population, il manquait déjà 600 000 tonnes à la fin de l'année dernière. Trois mois se sont écoulés depuis, période durant laquelle les zones touchées par les combats se sont étendues, et avec elles le déficit de la production.

Selon les experts du Programme alimentaire mondial (PAM), qui tentent de porter secours aux personnes déplacées, il faudrait, compte tenu des importations prévues, distribuer chaque mois 24 000 tonnes de grains. Mais le manque d'avions – la plupart des routes sont désormais impraticables – permet tout juste de distribuer 3 000 tonnes.

G. M.

ASIE

Corée du Sud : un entretien avec le ministre des affaires étrangères

« Nous restons disposés à aider Pyongyang à sortir de son isolement international », nous déclare M. Han Jung-soo

Dans le souci de ne pas accroître la tension dans la péninsule coréenne à la suite du retrait de Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le nouveau ministre des affaires étrangères sud-coréen, M. Han Jung-soo, a annoncé, jeudi 18 mars, que les troupes américaines qui participent aux manœuvres conjointes « Team Spirit » ne demeureraient pas sur place au-delà de cette opération, contrairement au souhait exprimé par le ministère de la défense de Séoul. Dans un même esprit de conciliation, Séoul a rapatrié, vendredi, vers la Corée du Nord un agent secret de Pyongyang, âgé de soixante-seize ans, M. Li In-mo, arrêté au lendemain de la guerre de Corée. Objet de pressions diplomatiques, notamment de Pékin, Pyongyang pourrait revenir sur sa décision de quitter le TNP à condition que Washington et Séoul renoncent à leurs exercices militaires, a suggéré un diplomate nord-coréen cité par l'agence Chine nouvelle.

M. Han Jung-soo est un universitaire dont c'est la première fonction officielle. Agé de cinquante-trois ans, diplômé de l'université de Californie (Berkeley), il a enseigné la science politique aux Etats-Unis et à l'université de Corée. Chroniqueur à Newsweek*, il a également collaboré au* Monde*. Commentant la crise ouverte par Pyongyang, M. Han a souligné la disposition de son gouvernement à « aider le Nord à sortir de son isolement international ».*

SÉOUL

de notre envoyé spécial

« Comment envisagez-vous la solution de la crise ouverte par le retrait de la Corée du Nord du TNP ?

– Nous devons prévenir par tous les moyens un conflit armé dans la péninsule et nous ferons tous les efforts possibles pour résoudre de manière pacifique la question nucléaire en Corée du Nord par l'entremise des Nations unies et en relation étroite avec les grandes puissances. Je ne pense pas que les Etats-Unis aient une opinion divergente de celle de Séoul sur cette question.

– Quelles conséquences peut entraîner le raidissement de Pyongyang dans le dialogue entre les deux Corées ?

– Mis à part le gel des échanges commerciaux et de la coopération, tant que Pyongyang n'est pas revenu sur sa décision, nous restons disposés à aider le Nord a sortir de son isolement international.

– Si l'on met entre parenthèses la tension créée par la décision de Pyongyang, quels sont les autres facteurs d'instabilité dans la région ?

– La fin de la guerre froide a assurément modifié les données de l'équilibre régional et créé une certaine détente. Mais je pense que deux facteurs restent préoccupants : les larges quantités de plutonium dont dispose, et disposera à l'avenir, le Japon, et l'importation par la Chine d'armements en provenance de l'ex-URSS.

« La perception mutuelle de Pékin et de Tokyo »

» Ces deux éléments doivent être considérés dans le contexte de la perception mutuelle de Pékin et de Tokyo. Je ne veux pas dire par là que le Japon ait nécessairement l'intention de devenir une puissance militaire, ni que la Chine nourrisse de pareilles ambitions, mais il existe un risque d'escalade dans la course aux armements dans la région. Aussi est-il important que les Etats-Unis y maintiennent une présence afin de préserver un équilibre qui rassure le Japon et évite que la Chine ne cherche à répondre à ce qu'elle peut percevoir comme une menace.

– Envisagez-vous un retrait des Etats-Unis de la région ?

– Je ne m'attends pas à des changements importants avant la fin du siècle et je ne pense pas que l'administration Clinton entende réduire de manière drastique la présence américaine en Corée du Sud. Une coopération dans le domaine de la sécurité me paraît d'ailleurs nécessaire, même après la réunification de la péninsule.

– En ce qui concerne les relations avec le Japon, la question des « femmes du réconfort » (contraintes à se prostituer pour l'armée impériale) semble bloquer toute réconciliation entre Séoul et Tokyo. Que demandez-vous aux Japonais ?

– Nous ne demandons ni des excuses ni des compensations financières. Sur ce dernier point, notre gouvernement vient de décider de prendre lui-même des mesures pour venir matériellement en aide aux victimes. Ce que nous demandons en revanche au Japon, c'est qu'il reconnaisse clairement les faits et accepte de regarder en face son passé.

« Encore beaucoup de chemin à parcourir »

– Une intégration politique de l'Asie vous semble-t-elle une évolution prévisible ?

– La situation est très différente de celle de l'Europe où, outre un passé d'échanges culturels et ethniques, aucune nation n'est dans une position de domination. Ce n'est pas le cas ici. La diversité des niveaux de développement économique et politique, le poids de l'Etat par rapport à la société civile, sont des facteurs qui rendent une intégration difficile.

» L'Asie a encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'atteindre le degré d'homogénéité de l'Europe. Il existe néanmoins une intégration économique et financière de fait sous l'égide du Japon et des Chinois d'outre-mer. Mais il y a aussi des limites à celle-ci : le poids de la Chine et, dans une certaine mesure, de la Corée, qui a davantage d'échanges avec l'Amérique du Nord qu'avec la région, et où la présence des Chinois d'outre-mer est relativement faible. »

Propos recueillis par
PHILIPPE PONS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : affirmant ne pas connaître les trois suspects

Cheikh Rahman condamne l'attentat contre le World Trade Center

Cheikh Omar Abdel Rahman, un religieux égyptien réfugié aux Etats-Unis, a condamné jeudi 18 mars l'attentat du 26 février contre le World Trade Center et a affirmé ne pas connaître les trois personnes placées en détention préventive dans le cadre de l'enquête sur cette affaire. Dans un entretien à CNN, le premier donné à une chaîne de télévision américaine depuis l'attentat de Manhattan, Cheikh Rahman a affirmé qu'il avait été *« profondément remué »* par l'attentat.

S'exprimant en direct depuis Los Angeles, le religieux a réaffirmé qu'il ne connaissait aucun des trois hommes suspectés d'avoir participé, à des degrés divers, à l'attentat qui a fait six morts et plus d'un millier de blessés. *« Je ne connais aucun de ces hommes qui ont pu venir prier avec moi »*, a affirmé le cheikh, qui prêche régulièrement à la mosquée Al Salam de Jersey-City (New-Jersey), qui était fréquentée par les trois inculpés, MM. Mohammed Salameh, Nidal Ayad et Ibrahim Elgabrowny.

Cheikh Rahman a d'autre part, dans un entretien publié jeudi par le quotidien londonien en langue arabe *Al Hayat*, justifié les récentes attaques contre des touristes et des policiers en Egypte. – *(AFP.)*

La Chambre des représentants a approuvé le plan de relance du président Clinton

La Chambre des représentants a approuvé jeudi 18 mars à une large majorité le plan de relance proposé par le président Bill Clinton. Par 243 voix pour et 183 voix contre, la Chambre basse du Congrès à majorité démocrate a approuvé une résolution générale reprenant les grandes lignes du programme économique du président.

Cette résolution prévoit notamment des économies budgétaires de l'ordre de 510 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Ces économies seront réalisées, conjointement, par une réduction des dépenses et une augmentation de la fiscalité des Américains les plus riches et de l'impôt sur les sociétés.

« Nous devons montrer que le Congrès soutient le président », a déclaré le chef de la majorité démocrate de la Chambre, M. Richard Gephardt (Missouri). *« Nous voulons lui donner une chance, nous voulons qu'un jour nouveau se lève sur ce pays »*, a-t-il ajouté. Ce texte doit encore être approuvé par le Sénat. – *(AFP.)*

□ **COSTA-RICA : libération de cinq otages à l'ambassade du Nicaragua.** – Le commando anti-sandiniste, qui occupe depuis le 8 mars l'ambassade du Nicaragua à San José au Costa-Rica, a libéré, jeudi 18 mars, cinq de ses seize otages. La libération est intervenue quelques minutes avant l'arrivée à San José du cardinal nicaraguayen Miguel Obando y Bravo, chargé de la médiation entre le commando et les représentants du gouvernement de Managua. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Un colloque sur la « solidarité des peuples noirs »

Une soixantaine de professeurs, d'écrivains, d'avocats, d'ambassadeurs, de journalistes et d'hommes politiques, venus pour la plupart de pays africains, mais aussi d'Europe et de la zone américaine, se sont récemment réunis à Port-au-Prince pour parler pendant trois jours de la « solidarité des peuples noirs et des droits de l'homme ». Cette rencontre était organisée par Haïti international, une association basée à Paris, et l'Institut d'études et de recherches africaines d'Haïti.

Selon les participants, il ne convient pas de provoquer une rupture avec les circuits d'aide bilatéraux ou ceux des organismes internationaux, mais il faut encourager un nouveau type de rapports *« avec des nations qui sont plus proches de nos réalités que les Etats-Unis et plus généralement les grands pays industriels »*. Sur quel levier agir ? Celui de l'information afin de ne pas laisser un monopole aux agences occidentales ; celui des échanges culturels grâce à des séminaires ou à des groupes d'études ; celui du renforcement de l'action de l'Institut des peuples noirs créé au Burkina-Faso en 1990. Pour ce qui regarde plus spécialement Haïti, la plupart des intervenants ont insisté sur l'absolue nécessité du dialogue entre les deux camps, celui du Père Aristide et celui du gouvernement de fait, *qui campent sur des positions irréductibles.* – *(Envoyé spécial.)*

□ **Nomination d'un chargé d'affaires américain.** – Les Etats-Unis ont nommé, jeudi 18 mars, M. Charles Redman, ancien porte-parole du département d'Etat, au poste de chargé d'affaires en Haïti afin d'y accélérer le retour au pouvoir du président déchu Jean-Bertrand Aristide. M. Lawrence Pezzullo, envoyé spécial du président Clinton, et le général John Sheehan, responsable de l'assistance militaire aux pays des Caraïbes, sont d'autre part arrivés jeudi à Port-au-Prince porteurs d'un *« message très ferme »* de M. Clinton en faveur du retour de l'île à la démocratie. – *(Reuter.)*

IRAN

Téhéran dément les rumeurs d'attentat contre l'ayatollah Khamenei

Confortant le démenti officiel opposé aux informations selon lesquelles il aurait été la cible d'un attentat (*le Monde* du 19 mars), le « guide » de la République islamique, M. Ali Khamenei, est apparu jeudi 18 mars à la télévision, pour exhorter les musulmans à participer aux rassemblements anti-israéliens de la Journée mondiale de Jérusalem. De leur côté, les journalistes ont constaté que la présence policière à Téhéran était relâchée mercredi et jeudi, notamment aux alentours du lieu de résidence du « guide », près de la présidence de la République et du Parlement, dans le centre de Téhéran. Les rues étaient en proie à une grande animation provoquée par les derniers achats de Nowruz, le nouvel an iranien, prévu samedi. – *(AFP, Reuter.)*

PAKISTAN

Mort de l'ancien premier ministre Mohammed Khan Junejo

M. Mohammed Khan Junejo, ancien premier ministre pakistanais et président de la Ligue musulmane, au pouvoir, est décédé, mercredi 17 mars, dans un hôpital de Baltimore, aux Etats-unis. Né en 1932 dans la province méridionale du Sind, il avait été nommé à la tête du gouvernement d'Islamabad par le général-président Zia Ul Haq le 28 mars 1985, avant d'être proprement renvoyé par le dictateur le 29 mai 1988, à la suite d'un coup d'Etat « légal » qui avait également vu la dissolution du Parlement. Pendant ses trois années au gouvernement, sous la rigide tutelle du général Zia, M. Junejo avait présidé à la levée de la loi martiale et au retour d'exil de Mme Bénazir Bhutto. Celui qui *« voulait entrer dans l'histoire »* comme l'homme de *« la transition pacifique vers la démocratie »* qualifia plus tard sa destitution, sous la pression de l'armée, d'*« arbitraire et contraire à l'esprit de la démocratie »*. Une démocratie dont profitera – brièvement – Mme Bhutto après la mort accidentelle du dictateur. Depuis, M. Junejo s'était contenté d'assurer la direction de la Ligue musulmane.

EN BREF

□ **ARABIE SAOUDITE : libération d'un dirigeant islamiste palestinien.** – Après avoir été détenu pendant une semaine en Arabie saoudite (*le Monde* du 17 mars), le chef du Jihad islamique Kataeb al-Aqsa, proche de l'OLP, a été libéré, a annoncé cette organisation, dans un communiqué publié, jeudi 18 mars, à Amman. L'arrestation de cheikh Fayez al-Assouad s'était faite sur la base *« d'informations mensongères fournies aux autorités saoudiennes par des services de renseignements ennemis »*, indique le communiqué, sans autre précision. – *(AFP.)*

□ **HONGKONG : Londres « surpris » par les nouvelles menaces chinoises.** – Le Foreign Office s'est dit *« surpris »*, jeudi 18 mars, par les nouvelles menaces proférées par le ministre chinois du commerce extérieur, M. Li Lanqing, selon lequel les relations commerciales sino-britanniques seront *« inévitablement affectées »* si le gouverneur de Hongkong n'abandonnait pas son plan de réformes démocratiques (*le Monde* du 19 mars). La Grande-Bretagne, ajoute le communiqué de Londres, *« regretterait »* que la Chine puisse *« laisser les divergences de vues sur l'avenir de Hongkong affecter les relations plus générales »* entre les deux pays. – *(AFP.)*

□ **INDE : l'explosion de Calcutta pourrait avoir été causée par un accident ou par la pègre locale.** – l'explosion qui a détruit trois immeubles à Calcutta, mercredi 17 mars, a finalement fait quatre-vingt-six morts, selon un dernier bilan. La police n'est pas parvenue à établir un lien entre cette explosion et les récents attentats à Bombay. Selon le quotidien *Hindustan Times*, il s'agirait d'un attentat provoqué par la pègre locale. Pour le chef de la police de Calcutta, cité par l'agence Reuter, la catastrophe serait due à la mise à feu accidentelle d'une grande quantité d'explosifs entreposés dans l'un des immeubles.

□ **JAPON : les prix Découverte du Japon de l'Association de presse France-Japon.** – L'Association de presse France-Japon décernera cette année, pour la dix-septième fois, ses prix Découverte du Japon à deux lauréats jugés sur un projet ayant trait au Japon. Le premier recevra une bourse d'un mois, un billet d'avion et une aide pécuniaire, le second bénéficiera des mêmes avantages, à l'exception de l'aide pécuniaire. Les candidats, de nationalité française, âgés de dix-huit à trente ans et n'ayant jamais séjourné au Japon, devront envoyer, avant le 1er juin, au siège de l'Association (14, rue Cimarosa, 75116 Paris), en huit exemplaires, un mémoire de quatre pages détaillant leur projet, ainsi qu'un CV et une photographie. Dans le même cadre, l'ambassade du Japon à Paris offrira une bourse de douze jours à un journaliste de moins de quarante ans n'ayant jamais séjourné au Japon.

□ **VIETNAM : arrestation d'opposants et saisie d'explosifs dans le Sud.** – Les forces de sécurité ont arrêté plusieurs personnes et saisi des explosifs à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), a-t-on appris, jeudi 18 mars, de sources vietnamiennes et diplomatiques. Les personnes interpellées préparaient une campagne d'attentats contre le gouvernement. L'opération a été déclenchée à la suite de l'arrestation, il y a deux semaines, d'un Vietnamien expatrié trouvé en possession d'explosifs à l'aéroport de Saïgon. L'armée et la police ont procédé ensuite à des fouilles intensives de nuit dans la ville. Selon des rumeurs circulant à Hanoï, entre cinq et vingt personnes auraient été arrêtées. – *(AFP.)*

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Poul Nyrup Rasmussen

« Il faut remettre l'Europe au travail », nous déclare le premier ministre danois, qui se montre optimiste quant à l'issue du deuxième référendum sur Maastricht

Le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen, qui a remplacé Poul Schlüter en janvier dernier à la tête du gouvernement danois, assume pour six mois la présidence du Conseil européen. Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, *il exprime son relatif optimisme quant à l'issue du deuxième référendum sur la ratification du traité de Maastricht par son pays.*

« Après les référendums danois et français de l'année dernière et les hésitations britanniques actuelles, la construction européenne, version Maastricht, ne se porte pas très bien. Comment pourrait-on, à votre avis, relancer le processus ?

– C'est vrai et la récession économique générale en Europe, qui était d'ailleurs prévisible, n'arrange pas les choses. Plusieurs gouvernements sont dans une situation parlementaire difficile. On constate, de surcroît, que l'écart entre les individus, les gens ordinaires, d'une part, les pouvoirs politiques et les systèmes de décision d'autre part, s'est creusé. Les institutions européennes ont renforcé ce sentiment de « distance » ; elles sont devenues des boucs émissaires. Ce que nous devons faire maintenant, par le biais de décisions communautaires, est de montrer aux citoyens ordinaires que ce que nous faisons à Bruxelles, ce que nous faisons au Conseil européen, est raisonnable et en réalité nécessaire.

» Le prochain Conseil européen qui se tiendra en juin à Copenhague devra – c'est extrêmement important – rassurer les peuples sur ce point. Les Douze ont fait ce qu'ils ont pu pour développer la croissance économique. Ils l'ont fait – et c'est ce qu'il faut toujours souligner – « ensemble ». Ceux qui ont tenté de faire bande à part, d'agir séparément, ont perdu.

» Pour contrecarrer les effets de la récession actuelle, il serait bon d'utiliser au maximum le Marché unique. Les Douze et, espérons-le, les quatre autres pays qui devraient nous rejoindre bientôt (Suède, Finlande, Norvège et Autriche) devraient décider ensemble, maintenant, d'investir d'une manière sélective dans les infrastructures, l'environnement, le logement, l'éducation.

– Quels sont les objectifs de la présidence danoise ?

– J'espère que nous aurons fait tout ce que nous pouvions pour résoudre certains problèmes, de façon à ce que la présidence belge, qui nous succédera, puisse mener à bien le travail et qu'avant la fin de l'année, on puisse dire : voilà, Maastricht est ratifié et les pays candidats peuvent maintenant prendre leur décision : nous rejoindre ou non.

La coordination économique

» D'abord, nous allons nous atteler à la mise en œuvre des accords conclus à Edimbourg, notamment sur fonds structurels européens. Il faut aussi combiner cela avec une meilleure coordination économique européenne. En particulier dans le domaine de l'emploi. « Remettre l'Europe au travail » est l'un de nos principaux objectifs. Lorsque l'Europe est dans une période de récession, nous, Danois, allons tenter d'investir dans l'avenir, de façon à pouvoir exploiter les nouvelles possibilités lorsque la reprise viendra, dans quelques années.

» Nous allons entreprendre une ambitieuse réforme du marché du travail, de la formation, de l'éducation. C'est à mes yeux fondamental, car le niveau de la formation est en retard par rapport au progrès technologique. C'est un phénomène européen et nous devons tous former davantage notre main-d'œuvre.

– Vous souhaitez donc une relance concertée, notamment des investissements publics et des infrastructures. « Ensemble », comme vous aimez le dire. Mais cela suppose un « oui » des Danois à Maastricht, lors du deuxième référendum qui aura lieu le 18 mai ?



– Evidemment, et mon gouvernement fera tout ce qui lui est possible de faire pour que le « oui » l'emporte. Personnellement, je vais m'engager fortement dans cette campagne. A travers tout le pays et vous savez qu'il n'est pas bien grand... Je suis optimiste, parce que nous avons obtenu ce que nous demandions à Edimbourg. Et le message politique que j'adresse à présent au peuple danois est le suivant : un « oui » le 18 mai vous offre de nombreuses perspectives favorables ; un « non » aurait des conséquences négatives dans les domaines économique, monétaire, social ainsi qu'au plan de l'emploi. Et surtout il ouvrirait une nouvelle période d'incertitude. Nous avons tous les atouts pour que notre pays, en alliance avec les autres, ait sa place et puisse contribuer à la paix, à la bataille pour l'emploi, à de nouvelles initiatives en faveur de la sécurité en Europe, à l'Est comme à l'Ouest.

» Je serai l'homme politique le plus heureux d'Europe, si je peux arriver au Conseil européen de juin en disant à mes collègues – et je pense que ce sera le cas : le Danemark a dit « oui » sur la base que nous demandions à Edimbourg ; maintenant, allons de l'avant dans le domaine de l'emploi et de la paix !

Un Haut-Commissariat européen aux réfugiés

– Le fait que le Danemark ait obtenu ces dérogations à Edimbourg en matière d'union économique, de défense commune et de citoyenneté européenne, ne va-t-il pas influencer le débat dans les pays candidats ? Certes les Douze ont dit que ces dérogations n'étaient valables que pour le Danemark, mais ne pensez-vous pas que les Suédois ou les Autrichiens vont tenter d'obtenir eux-aussi un traitement de faveur par rapport au traité de Maastricht ?

– Non, pas du tout. Je peux vous rapporter ce que mon collègue suédois, Carl Bildt, m'a dit récemment à ce sujet : la Suède ne veut pas une solution danoise, elle veut une solution suédoise. La Norvège ne veut pas non plus d'une solution danoise. Qu'est-ce que cela veut dire ? Prenons le cas de la Norvège. Elle a ses intérêts particuliers : les pêcheries, l'agriculture arctique, la politique régionale, le pétrole. Mais ces questions seront traitées dans les négociations ordinaires et normales entre la Commission et les pays candidats. Cela n'a pas de rapport avec Maastricht.

– Vous pensez que Maastricht existe encore ?

– Oui, mais certains, chez nous, se demandent ce qui pourrait se passer si les Danois disaient « non » une deuxième fois, le 18 mai. Ma réponse est simple : ce serait très dommageable, pour nous, et cela aurait des effets négatifs pour l'Europe entière. Dans cette hypothèse, dix pays européens ont dit qu'ils continueraient de toute façon. S'ils le font, ils créeront, je crois, une Europe « incertaine ».

– Dans la perspective de l'élargissement, que deviendra la coopération nordique, qui a été très étroite au cours des quarante dernières années ?

– J'ai été très heureux de constater, lors de la dernière réunion du Conseil nordique à Oslo au début du mois, que nos pays, membres ou futurs membres de la CEE, sont décidés à défendre cette coopération nordique et à la renforcer. En matière de culture, de marché du travail et dans d'autres domaines. Dans la Communauté, vous voyez que la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal tendent à développer leur coopération vers le Sud, le Maghreb et l'Afrique. Et vous allez voir que les pays nordiques vont tirer un peu la CEE vers le nord, en coopérant davantage avec les Etats baltes, l'Allemagne du Nord, la Pologne et la Russie, dans le cadre d'une sorte de « région nordique ».

– Que peut-faire l'Europe pour l'ex-Yougoslavie ?

– Je crois aussi que l'Europe devrait pouvoir faire de plus grands efforts. L'engagement des Etats-Unis, aux côtés de l'Europe, devrait nous permettre d'être dans une meilleure position face à ces événements tragiques à la fin de ce semestre. Les chances de négociations devraient être alors meilleures. Le plan Vance-Owen, d'un point de vue diplomatique et politique, est le meilleur que l'on puisse obtenir. On pourrait souhaiter quelques changements ici et là, mais nous devons essayer de le faire appliquer.

– Et les réfugiés ?

– Je pense que l'idée de créer un Haut-Commissariat européen mérite d'être examinée. L'Europe marquerait ainsi de nouveau son attachement aux questions humanitaires, en disant : nous voulons nous occuper sérieusement du problème, les réfugiés ne doivent plus, comme aujourd'hui, être transbahutés d'un pays à l'autre ; nous voulons unir nos efforts pour qu'une fois la paix revenue en Yougoslavie, lorsque ces gens regagneront leur pays, nous aurons fait ce que nous aurons pu au niveau, par exemple, de l'éducation. Pour qu'ils aient la possibilité de reconstruire leur pays, dans le cadre de l'application du plan Vance-Owen. »

Propos recueillis par
ALAIN DEBOVE

Le nouveau rôle du soldat hongrois

La protection des minorités est au cœur de la nouvelle doctrine militaire adoptée par le Parlement de Budapest

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

SALUÉS comme le symbole d'une souveraineté retrouvée, la fin du pacte de Varsovie et le retrait des troupes soviétiques de Hongrie ont aussi mis en lumière le vide stratégique dans lequel se trouve le pays, comme les autres Etats d'Europe centrale et orientale libérés du communisme. Depuis le changement de régime du printemps 1990, le voisinage immédiat des Magyars a été bouleversé par la désintégration des trois anciennes fédérations limitrophes du pays : l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. La guerre, dans cette dernière, a notamment provoqué l'afflux de plusieurs milliers de réfugiés et une vingtaine de violations de l'espace aérien magyar ont été enregistrées.

A ces facteurs d'instabilité externe, s'ajoute une grave crise de confiance au sein de l'armée. Avec la démocratisation, le prestige des militaires de carrière est en chute libre. Démoralisés, mal payés et sous-équipés, ils sont en première ligne de la politique d'austérité du gouvernement conservateur : le budget de la défense a été réduit de 40 % en valeur réelle depuis quatre ans et les effectifs de l'armée ont fondu de cent cinquante mille à cent mille personnes (soixante-seize mille militaires et vingt-quatre mille civils). Résultat : l'armée hongroise est aujourd'hui la plus petite des anciens pays socialistes d'Europe, hormis celle de la Slovaquie, en cours de création.

Perte de privilèges, mais aussi crise d'identité. Fidèles serviteurs de « l'armée populaire », les militaires ont été désorientés par la nomination de l'historien Lajos Für à la tête du ministère de la défense. C'est la première fois dans l'histoire contemporaine de la Hongrie que ce poste est confié à un civil.

Le désarroi des officiers a été renforcé par une confusion savamment entretenue sur le contrôle de l'armée, revendiqué par le président de la République, le ministre de la défense et le commandement en chef. Ce malaise est aggravé par l'absence de cadre juridique définissant le nouveau rôle des soldats de métier.

Pour tenter de répondre à ces interrogations, le gouvernement vient de déposer au Parlement une loi sur la défense nationale, en préparation depuis deux ans, qui doit être examinée au mois de mai. Mais une résolution concernant la doctrine militaire du pays a déjà été adoptée à l'unanimité moins une voix par les députés, début mars.

Absence de moyens financiers

Ce texte affirme que la Hongrie n'a pas d'ennemi déclaré et souligne que l'intégration à la CEE, ainsi qu'une participation active au sein de l'OTAN et de l'UEO, garantirait la sécurité du pays. Facteur potentiel de déstabilisation, la question des minorités, chère à la Hongrie – près de trois millions de Magyars de souche vivent dans les pays voisins, – figure au cœur de cette nouvelle doctrine militaire. Il est indiqué que le sort des minorités ne peut être considéré comme un droit exclusif des Etats qui abritent ces populations, mais doit être traité comme un problème relevant de la sécurité commune de l'Europe. Le document précise que la Hongrie exclut le recours à la force pour modifier les frontières existantes comme moyen de régler un contentieux à propos des minorités. La résolution condamne aussi toute tentative visant à changer la composition ethnique de régions et de populations, autrement dit la « purification ethnique ».

« La question des minorités fait partie de l'instabilité des pays de l'Est », estime Tibor Koszegvari, directeur de l'Institut d'études stratégiques du ministère de la défense, qui s'empresse d'ajouter que *« seule la diplomatie et non les actions militaires peut résoudre ce problème ». « Nous n'avons pas besoin d'une grande armée,* dit-il, *mais de forces opérationnelles limitées et efficaces. »* D'où la priorité donnée par le gouvernement à la création d'une armée moderne, petite et défensive, avec un renforcement de la surveillance aérienne et la mise en place de plusieurs brigades mobiles, capables de réagir rapidement aux intrusions éventuelles sur le territoire hongrois.

Mais cet objectif se heurte à une absence de moyens. Le budget de la défense pour 1993 (66 milliards de forints, 2 % du PNB) permet tout juste d'entretenir les installations existantes. Or l'armée est confrontée au double défi de la défection des jeunes officiers (6 000 d'entre eux, soit près de 20 % des effectifs, sont partis depuis trois ans) et du besoin de remplacer un tiers de son équipement obsolète, d'ici à la fin du siècle. Faute de ressources, le gouvernement est obligé de recourir au troc et aux dons, surtout avec les anciens pays socialistes, car l'armée hongroise est équipée à 80 % de matériel soviétique et souffre d'un manque de pièces détachées depuis la fin du pacte de Varsovie.

Avec réticence, l'Allemagne a accepté à la fin de l'année dernière d'acheminer des pièces « non offensives » provenant de l'arsenal de l'ancienne armée de la RDA. Plus important pour la Hongrie, l'accord conclu en novembre 1992, lors de la visite à Budapest de Boris Eltsine, prévoit le remboursement de la moitié de la dette commerciale soviétique sous forme de livraison de matériel militaire. Une transaction énorme qui porte sur 800 millions de dollars, soit l'équivalent du budget de la défense magyare pour 1993 !

Les Etats-Unis sont actuellement le seul fournisseur occidental de matériel militaire. La Hongrie, menacée par des incursions de l'aviation yougoslave, est en même temps l'unique pays de l'Est auquel les Américains ont accepté de vendre un nouveau système de reconnaissance aérienne (IFF). Toutefois, les termes de ce contrat n'ont pas été précisés et l'installation de ce dispositif prendra deux ou trois ans. Les accords conclus avec Bonn et Moscou n'ont pas non plus d'impact immédiat puisque les négociations sur l'inventaire du matériel sont toujours en cours.

Cet inévitable « bricolage » a un prix politique. *« Nous sommes fortement dépendants de la technologie militaire soviétique,* regrette Rudolf Joo, secrétaire d'Etat à la défense. *C'est un dilemme, car notre nouvelle orientation politique est clairement occidentale. Mais nous n'avons pas les moyens de choisir entre les Mig soviétiques et les F16 américains. Pour nous, ce sont les Mig ou rien ! »*

YVES-MICHEL RIOLS

Effectifs : un tiers en moins

Les effectifs de l'armée hongroise sont passés de 155 000 hommes en 1988 à 100 000 en 1993. L'armée compte 26 000 collaborateurs civils et 74 000 soldats, dont 51 000 appelés. La durée du service militaire a été ramenée de 18 à 12 mois en 1990, année où l'objection de conscience a été autorisée pour la première fois. Parmi les militaires de carrière, il y a 14 500 officiers et 8 500 sous-officiers.

« Lutte d'intelligences » au sommet de l'« Economist »

Préféré à Nicholas Colchester comme directeur de ce magazine prestigieux Bill Emmott veut garder les traditions et faire entrer des idées neuves

LONDRES

de notre correspondant

L'AGE, apparemment, aura joué un rôle important, puisque la tradition veut que le directeur de l'*Economist* soit jeune. Est-ce parce qu'une telle responsabilité nécessite, comme l'affirme l'un de ses anciens patrons, *« une incroyable vigueur intellectuelle »* ? Toujours est-il que Andrew Neil, Andrew Knight, Rupert Pennant-Rae, les précédents titulaires de la fonction suprême, n'avaient pas atteint la quarantaine lorsqu'ils accédèrent au poste d'*editor*.

Dans cet affrontement policé entre Nicholas Colchester et Bill Emmott, respectivement directeur adjoint et rédacteur en chef économique, le second disposait de l'avantage d'être de dix ans le cadet. Le voici, à trente-six ans, et pour une durée théoriquement illimitée, à la tête du plus prestigieux hebdomadaire britannique, et, disent certains, du plus influent journal du monde.

La jeunesse, donc, puisque, comme l'a souligné le président du groupe, Sir John Harvey-Jones, *« nous essayons d'avoir une vision à long terme »* du journal et qu'il est bon que le directeur envisage de rester à son poste une petite décennie. Quoi d'autre ? En fonction de quels critères, les membres du *board* des directeurs ont-ils choisi, mardi 9 mars, « Bill », le spécialiste du Japon, plutôt que « Nico », cet européen et francophile militant ? Ou plutôt, quelles sont les qualités requises ? *« Le titulaire doit avoir une vision du journal et une vision du monde »*, résume Nicholas Colchester. *« Il doit être à la fois un meneur d'hommes expérimenté*, déclare Bill Emmott, *ainsi que quelqu'un qui respecte les principes de la philosophie de l'*Economist, *constante depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire le libre-échangisme, le libéralisme et la défense des libertés personnelles et politiques, enfin quelqu'un qui soit toujours prêt à changer le journal en réponse à un monde qui est lui-même changeant et compétitif. »*

Un « grand oral »

Voilà. Le reste appartient aux délibérations secrètes de la troïka des directeurs et apparaît à peine dans la campagne électorale – intense mais feutrée, – qui s'est déroulée dans les locaux de l'immeuble de cette institution créée en 1843 par James Wilson et sise rue St James, près de l'ancien palais royal.

Les deux finalistes, retenus parmi la douzaine de personnes ayant fait acte de candidature à la succession de Rupert Pennant-Rae, avaient été entendus par les membres du *board*, au cours d'une sorte de « grand oral ». Ils avaient rédigé un manifeste sur leur « vision » présente et future du journal (sur une unique feuille de papier), et ils avaient remis leur sort entre les mains de leurs confrères, puisque les cinquante-cinq journalistes de l'*Economist* avaient été invités à faire part de leur choix, par courrier confidentiel.

Cette épreuve de démocratie interne passée, Bill Emmott est désormais seul maître à bord et son pouvoir est sans partage. Ceux qui l'ont désigné ne peuvent plus rien contre lui, surtout pas le démettre de ses fonctions. C'est le prix d'une indépendance réputée totale. Il est, comme disait Nicholas Colchester, le *« roi »*, le patron, libre de décider de tout, d'autant plus facilement qu'aucun syndicat n'est représenté St James Street.

« C'est vrai, précise le nouveau directeur, *mais il doit diriger avec le consentement et le respect de ceux avec qui il travaille, et non de façon dictatoriale : nous sommes une équipe. »* La stricte séparation juridique des sociétés du groupe lui assure, d'autre part, cette tranquillité d'esprit vis-à-vis du capital. *l'Economist* appartient pour moitié au groupe Pearson (lequel est notamment propriétaire du *Financial Times)* et pour moitié à une société d'actionnaires dont aucun ne détient une majorité.

Le directeur n'est responsable que devant quatre administrateurs, les « sages » ou *« trustees »*, lesquels n'ont à la fois aucune responsabilité ni intérêt financier dans le groupe, et, *a priori*, ni pouvoir ni raison de se mêler de la gestion et de la « ligne » éditoriale du journal. Cette indépendance, sans égale dans la presse britannique, et rare dans la presse mondiale, fait du « numéro un » de l'*Economist* un homme de pouvoir à la tête d'une entreprise prospère : malgré la récession économique, les bénéfices avant impôts du groupe ont atteint 11,38 millions de livres (1) en 1992. L'hebdomadaire se vend aujourd'hui à plus de 510 000 exemplaires dans 180 pays, et sa diffusion s'est accrue de 150 % depuis dix ans. Avec plus de 284 000 exemplaires vendus en Amérique du Nord, contre 209 000 en Europe dont seulement 97 800 en Grande-Bretagne, sa notoriété est surtout internationale.

Plus d'influence à Washington qu'à Londres

« Nous ne sommes pas un journal britannique, explique Bill Emmott, *mais un journal établi en Grande-Bretagne. Notre influence s'exerce probablement davantage à Washington, Prague ou Moscou qu'à Londres, elle est répandue dans le monde entier. Mais nous essayons de servir nos lecteurs, sans chercher à diriger notre message vers une poignée de décideurs à travers le monde. Nous essayons d'être stimulants, provocants, et raisonneurs. »* La réputation d'excellence de l'*Economist* n'est plus à faire, ni même son inimitable propension à dispenser sans compter conseils et leçons de politique – souvent à bon escient – aux dirigeants du monde entier.

Défendant des « valeurs » foncièrement libérales, apôtre des privatisations et adversaire des déficits budgétaires, journal d'une indéniable élite intellectuelle, financière et politique, l'*Economist* a *« développé une formidable réputation pour fournir des informations sûres et des opinions judicieuses »*, ce qui lui permet *« d'influencer l'élite mondiale »*, comme le dit une brochure promotionnelle.

Parfois il se trompe (son soutien militant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le SME n'a pas, sur le long terme, été couronné de succès), mais la somme de ses analyses reste largement pertinente... et plagiée. Ses journalistes sont indiscutablement parmi les meilleurs, sont payés comme tels, donc jalousés, parfois même exécrés pour leur tendance naturelle à l'autosatisfaction : les gens du *« monastère »* ne se mélangent pas volontiers à ceux de Fleet street (l'ancien quartier des journaux). Bill Emmott en a conscience : *« Nous sommes un journal qui marche bien, et donc notre plus grand danger, c'est la suffisance. L'autre problème auquel le directeur doit s'attaquer, c'est celui du repli sur nous-mêmes. Nous devons constamment faire entrer des idées neuves, dialoguer avec le monde extérieur. »*

Spécialistes reputés ou débutants, les journalistes de l'*Economist* s'accommodent de l'anonymat de leurs écrits (aucun article n'est signé), une caractéristique censée renforcer l'indépendance du journal et la continuité de son *« message spécifique »*. La carrière de ceux qui ont choisi de répondre aux propositions extérieures ne souffre cependant pas de cette apparente absence de notoriété : Rupert Pennant-Rae prendra bientôt ses nouvelles fonctions de vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, Sarah Hogg dirige aujourd'hui la cellule politique du premier ministre John Major, Andrew Knight dirige News International, la société éditrice du magnat de la presse Rupert Murdoch, Andrew Neil est le patron du *Sunday Times*, Simon Jenkins était encore récemment le directeur du *Times*, Christopher Huhne est le directeur des rubriques économiques de l'*Independent*, Jonathan Fenby est directeur adjoint du *Guardian*, etc.

S'agit-il pour autant d'une mafia dont les membres s'entraident, comme le prétendent certains ? Le mot et la chose sont bien peu britanniques : parlons donc d'un « club » très informel entre membres du « microcosme », dont beaucoup sont passés par *« Oxbridge »* (Oxford et Cambridge), voire par le même collège Magdalen d'Oxford – comme Nicholas Colchester et Bill Emmott, – ce qui peut aider, tout au plus, à se reconnaître. « Numéro un » et « numéro deux »... Pourront-ils s'entendre ? « Bill », qui a réalisé la plus haute ambition *« de tout journaliste qui s'intéresse à la politique internationale et économique, et aux affaires »*, le croit : *« Je suis sûr que nous pouvons travailler étroitement ensemble. »* Même après avoir *« pris part à une lutte sévère entre intelligence (s) »*, pour reprendre les premiers mots de la devise de l'*Economist* ?

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,30 francs.

TRIBUNE

Ne pas oublier les leçons des années 20

par Krzysztof Skubiszewski

LE général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont apporté un démenti à l'affirmation du prince von Bismarck, selon qui les grands tournants historiques peuvent être réalisés seulement par le fer et par le sang. Grâce à leur courage et à leur intuition, ils ont donné – par le traité de l'Elysée de 1963 – les assises juridiques et une impulsion décisive au rapprochement entre deux grands pays européens, séparés pendant des siècles par des conflits, des préjugés et une méfiance profondément enracinée.

Aujourd'hui, la coopération franco-allemande – économique, monétaire et politique, dans le domaine de l'audiovisuel et de l'éducation, entre les villes et les régions, – celle organisée par les Etats et celle qui se développe spontanément sans intervention des pouvoirs publics, est exemplaire et joue un rôle de catalyseur dans l'organisation de l'Europe qui émerge de l'effondrement de l'ordre communiste.

Cette coopération frappe par son caractère novateur, constructif et tourné vers l'avenir. Elle a débouché sur la création d'une grande zone de stabilité, elle a stimulé l'intégration européenne, elle a offert des fondations solides à la Communauté européenne.

Contre les survivances du nationalisme

En soulignant les mérites de de Gaulle et d'Adenauer, nous n'oublions pas tous ceux qui ont posé les premiers jalons de la coopération entre la France et l'Allemagne, au lendemain de la seconde guerre mondiale, et qui ont indiqué le chemin à suivre : Jean Monnet, Robert Schuman, Heinrich von Brentano et d'autres, des deux côtés du Rhin. Nous n'oublions pas non plus ceux qui ont continué la grande œuvre du premier président de la Ve République : Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Kohl et François Mitterrand... Tous ces éminents hommes d'Etat non seulement ont vaincu les pesanteurs de l'Histoire, mais ont également infligé une défaite aux survivants du nationalisme dans leurs pays respectifs, lesquels avaient besoin les uns des autres pour continuer à exister et pour trouver une justification à leurs menées funestes.

La coopération franco-allemande est un exemple pour la Pologne, et elle nous inspire de plusieurs façons. En premier lieu, elle nous incite à resserrer nos relations bilatérales avec la France et avec l'Allemagne. Renouer et consolider nos liens avec la première n'a pas été difficile, à partir du moment où nous nous sommes libérés de la domination soviétique et du régime communiste. Je n'ai pas besoin de rappeler les liens séculaires entre la France et la Pologne. Le traité d'amitié et de solidarité entre nos deux pays a été signé dès avril 1991.

Etablir de nouvelles relations entre la Pologne et l'Allemagne présentait quelques difficultés, vu les expériences des deux derniers siècles et, surtout, celles de la seconde guerre mondiale. Néanmoins, les Polonais et les Allemands ont agi vite, avec beaucoup de courage et de bonne volonté. Le traité de bon voisinage et de coopération amicale entre les deux pays a été signé le 17 juin 1991. Je ne peux manquer de souligner non plus que nous avons accueilli avec une grande compréhension et une profonde satisfaction la réunification de l'Allemagne. Pour deux raisons. Nous avons subi nous-mêmes et nous n'avons jamais accepté le partage de notre propre pays pendant un siècle et demi. D'autre part, la prétendue République démocratique allemande a été un bastion du stalinisme et une barrière qui nous séparait de la Communauté européenne.

En second lieu, le traité de l'Elysée nous invite à établir un nouveau type de relations avec nos voisins, notamment ceux du sud. Le quadrilatère de Visegrad a été consolidé, le 21 décembre 1992, par un accord de libre-échange. Nous espérons que dans les années à venir les quatre pays de l'Europe centrale – Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie – deviendront un espace de stabilité et de coopération.

Dans les années 20 déjà, d'éminents hommes d'Etat – Aristide Briand et Gustav Stresemann – avaient entrepris un grand effort pour aplanir les divergences entre la République française et la République de Weimar, pour panser les plaies provoquées par la première guerre mondiale, pour ouvrir la voie à des relations constructives et confiantes entre les deux nations. Leur effort, dont la conférence de Locarno est le symbole, a été récompensé par le prix Nobel de la paix.

Le projet de Briand et de Stresemann allait plus loin que la simple réconciliation entre les deux pays. La coopération franco-allemande devait s'insérer dans un système européen dont les composantes auraient été attachées les unes aux autres par un « lien fédéral », comme l'a dit Aristide Briand dans son célèbre discours du 5 septembre 1929 devant la dixième assemblée de la Société des nations.

Une coopération tripartite

La montée du nazisme, du fascisme et du communisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, la crise économique et le machiavélisme encore profondément enraciné dans les équipes dirigeantes n'ont pas permis à ces projets de se réaliser. L'Europe a payé cet échec par de dizaines de millions de morts et l'anéantissement du patrimoine bâti par plusieurs générations.

Les leçons des années 20 ne doivent pas être oubliées. Dois-je rappeler que les accords de Locarno ont été signés par Briand, Stresemann, Chamberlain, Vandervelde et Mussolini, bien que les principaux acteurs de cette rencontre mémorable aient été les deux premiers. Les accords garantissaient l'inviolabilité des frontières franco-allemande et belgo-allemande, mais pas celle de la frontière germano-polonaise. La signature polonaise manquait sur l'accord. Celui-ci comportait une lacune dangereuse pour l'avenir de l'Europe.

Ainsi la Pologne d'aujourd'hui souhaite-t-elle non seulement avoir de bonnes relations bilatérales avec la France et l'Allemagne, non seulement prendre une part active à la coopération avec ses voisins du sud et de l'est, mais encore être insérée – prudemment, pragmatiquement et graduellement – dans la zone de coopération franco-allemande. Nous souhaitons que cette zone, qui se situe pour l'instant entre l'Atlantique et l'Oder, puisse s'étendre un jour jusqu'à notre frontière orientale. Quelques jalons d'une telle évolution ont déjà été posés. Je pense notamment aux réunions des trois ministres des affaires étrangères à Weimar, à Trémolat (Dordogne) et prochainement en Pologne, à la réunion des commissions des affaires étrangères des trois Parlements, aux rencontres de jeunesse, à la coopération entre les régions et les villes, etc.

L'intégration de l'Europe au lendemain de la seconde guerre mondiale ne pouvait être que celle de la partie occidentale du continent, libre de l'occupation soviétique. Actuellement, des possibilités s'ouvrent. Le temps devant nous est chargé de risques, mais aussi de promesses. Osons saisir la chance. Inspirons-nous du traité de l'Elysée dans des conditions nouvelles. Une coopération étroite et des relations privilégiées entre la France, l'Allemagne et la Pologne ne pourraient être que bénéfiques au progrès, au bien-être et à la sécurité des trois pays concernés. D'autre part, elles ouvriraient des perspectives nouvelles à la Communauté européenne. Inspirée par l'œuvre du général de Gaulle et du chancelier Adenauer, la Pologne tend la main à la France et à l'Allemagne. Nous croyons fermement que la coopération entre Paris et Bonn ne peut que gagner en s'étendant jusqu'à Varsovie.

▶ **Krzysztof Skubiszewski est ministre des affaires étrangères de Pologne.**

Tournant moderniste en Suisse

par Roger de Weck

ON a coutume de dire que les Suisses sont, de tous les peuples d'Europe, l'un des plus raisonnables. Mais demandez leur avis aux Suissesses et vous entendrez un autre son de cloche. Le pays vient de vivre un psychodrame et, à sa façon, une petite révolution culturelle : il n'y aura plus jamais, à Berne, de gouvernement sans femmes.

L'élection de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral a changé les règles du jeu. La Suisse compte 54 % d'électrices à qui l'on demandait, jusqu'à la semaine dernière, d'être belles et surtout de se taire. Or elles ont pris la parole et se sont imposées. Le Parlement, non moins masculin que celui qui siège au Palais-Bourbon, avait choisi un homme pour compléter le gouvernement. *Gentlemens only !* Mais les femmes ne l'ont pas entendu de cette oreille. Crise politique, manifestations devant le palais fédéral, campagne de presse : la Suisse, d'habitude si paisible, se trouve en effervescence. Les députés et l'ensemble de la classe politique font machine arrière, l'homme de trop au gouvernement cède sa place. On cherche la femme providentielle et on la trouve : Ruth Dreifuss.

Vu de Suisse, la France fait figure de modèle, car la condition féminine y est bien meilleure. Les Suissesses ont eu à se battre pour ce que les Françaises ont obtenu de longue date. Dans la partie alémanique notamment, il n'y a pour ainsi dire pas de places de crèche et on manque souvent de jardins d'enfants. La plupart des écoles n'ont pas de cantine, les horaires scolaires sont irréguliers. Tel écolier commence sa journée à 8 heures, tel autre à 9 ou 10. Les mères, et parfois les pères, n'ont qu'à se débrouiller.

Ce qui semble absurde relève en fait d'une volonté politique. On veut empêcher les femmes de travailler et on y parvient sans trop de mal. L'épouse au foyer, tel est le vœu de deux tiers des jeunes (hommes), indique un sondage récent. Et toute une partie de la société s'emploie à donner mauvaise conscience aux mères de famille qui gardent leur emploi. D'ailleurs le système fiscal et les assurances sociales défavorisent nombre de salariées.

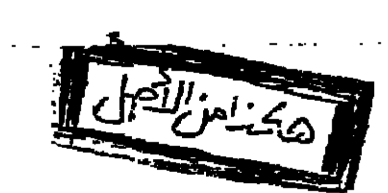
Une société machiste

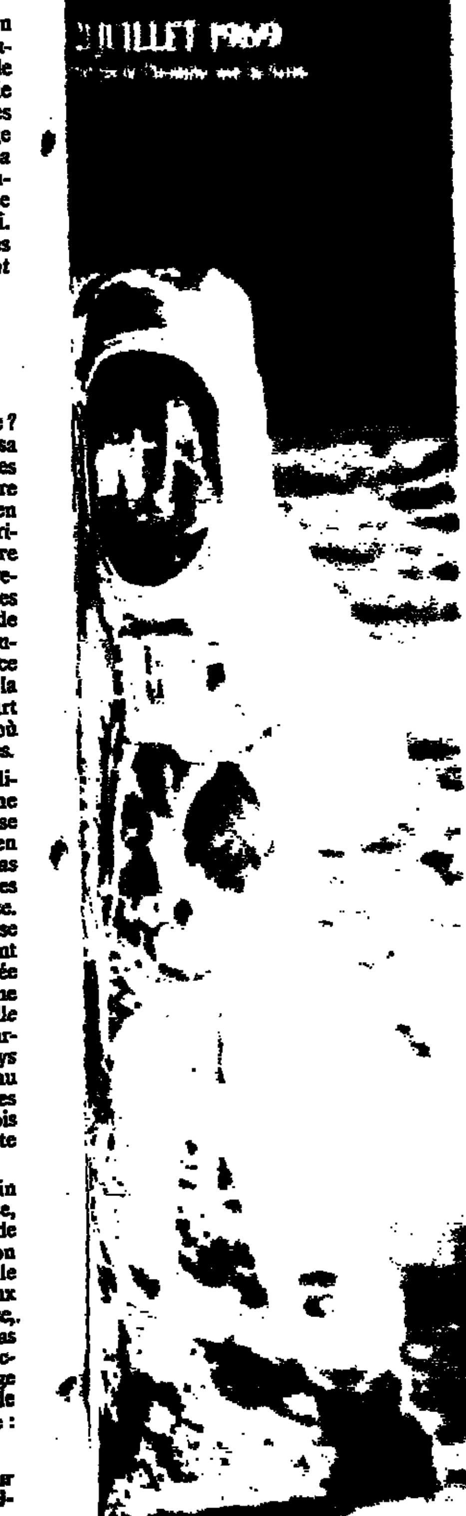
Mais d'où vient cette attitude ? Le monde germanique n'a ni sa Clotilde ni sa Jeanne d'Arc. Les mœurs patriarcales y sont encore plus profondément ancrées qu'en France. Mais il y a des particularités helvétiques. Le bien-être d'abord. Grâce au niveau de revenus le plus élevé du monde, les hommes sont moins tributaires de l'apport d'un revenu complémentaire, un seul salaire suffit. De ce fait, il est plus facile de tenir la moitié de la population à l'écart d'une économie toute-puissante où se prennent les décisions majeures.

Mais il y a aussi la tradition militaire de la Suisse, dotée d'une armée de milice plus nombreuse que la Bundeswehr allemande en temps de paix. Qui n'en fait pas partie est exclu de l'un des centres de gravité de la société bourgeoise. Dans certains cantons de la « Suisse primitive », les hommes se rendent à la *Landsgemeinde* – l'assemblée de tous les citoyens – munis d'une épée ou d'un pistolet. Cette vieille tradition rappelle à ceux qui ne participent pas à la défense du pays qu'ils n'ont, en fait, guère voix au chapitre. D'ailleurs, les femmes suisses ont dû s'y reprendre à trois fois pour arracher le droit de vote aux hommes.

Or la société évolue. Avec la fin de la guerre froide, l'armée suisse, haut lieu du machisme, a perdu de son importance. La récession frappe durement un pays dont le taux de chômage a passé en deux ans de 0 à près de 5 %. La Suisse, pour être conservatrice, ne reste pas en marge de la modernité. L'élection de Ruth Dreifuss, qui dirige désormais le super-ministère de l'intérieur, est plus qu'un symbole : un tournant.

▶ **Roger de Weck est directeur de la rédaction du journal zurichois *Tages Anzeiger*.**





ESPACE EUROPÉEN

Le centre de Belem, de la culture au commerce

Partiellement inauguré à l'occasion de la présidence portugaise, le bâtiment est critiqué pour son coût, son gigantisme et son utilisation mercantile

LISBONNE

de notre correspondante

NÉ dans la polémique, le centre culturel de Belem, emblème de la présidence portugaise de la CEE qui va ouvrir fin mars ses portes au public, fait l'objet de nouvelles controverses tandis que les interrogations se font de plus en plus nombreuses sur son financement et sa véritable finalité.

Le massif bâtiment de marbre rose aux lignes géométriques suscita dès sa naissance, en 1989, un débat passionné entre partisans et détracteurs de cet ensemble architectural dont les couleurs harmonieuses ne peuvent faire oublier les formes cubiques, les murs épais percés de petites ouvertures qui lui valurent très vite l'appellation de «bunker». Erigé sur les bords du Tage, dans le quartier résidentiel de Belem, à l'ouest de Lisbonne, le bâtiment aux formes lourdes contraste avec la légèreté et la finesse de l'architecture manuéline du monastère des Jeronimos qu'il cache en partie.

L'opinion publique s'est séparée entre les ardents défenseurs du projet des architectes Manuel Salgado et Vittorio Gregotti (qui est italien), séduits par l'audace architecturale, et les détracteurs de ce *«monstre»* qui l'accusent de défigurer le site classé par l'UNESCO en 1983. Cet objet du patrimoine mondial englobait aussi la blanche et tout aussi manuéline tour de Belem qui, face au monastère, semble monter la garde à l'embouchure du Tage. L'UNESCO menaça alors de retirer la classification aux deux monuments mais, finalement, le comité du patrimoine mondial, réuni fin 1991 à Carthage, écarta la menace.

Ce premier obstacle franchi, il a fallu mener les travaux à marche forcée pour que tout, ou plutôt le premier des cinq modules prévus dans le projet de centre du tandem Salgado-Gregotti, soit prêt le 1er janvier 1992, date à laquelle le Portugal prit la présidence tournante de la CEE. Les ouvriers auront travaillé jour et nuit, sept jours sur sept, et les plâtres seront à peine secs lorsque, au matin du premier jour de la nouvelle année, le drapeau bleu étoilé de la CEE est hissé sur le centre.

Mais déjà, alors que la construction de l'ensemble est loin d'être achevée, des chiffres inquiétants circulent sur le coût de l'opération qui a plus que quadruplé par rapport au devis initial de 277 millions de francs et atteint désormais près de 1,1 milliard de francs. Et, à quelques jours de l'ouverture du centre au public, un rapport du Tribunal des comptes adressé aux organismes chargés de veiller à la régularité de l'utilisation des fonds publics, publié par la presse, donne une idée de l'ampleur de la dérive financière qu'il chiffre à 1,5 milliard de francs.

Le verdict est sévère : pour le tribunal, il y a eu *«carence en matière de prévisions, mauvaise exécution du projet, et gestion contraire aux principes les plus élémentaires de rigueur et de discipline financière»*. Le tribunal va même plus loin, en dénonçant des *«pratiques contraires aux principes des règles juridiques communautaires, constitutionnelles et du droit ordinaire portugais»*, en matière d'attribution des travaux.


PEDRO LOUVEIRO/«INDEPENDENTE»

Le centre culturel de Belem, emblème de la présidence portugaise de la CEE, ouvre ses portes fin mars.

Fausse concurrence

En effet, il n'y a pas eu vraiment libre exercice de la concurrence puisque, selon le tribunal, sur quatre-vingt-trois chantiers, à peine trois ont été soumis à des concours publics, soixante-sept ont fait l'objet de concours directs, et treize ont fait l'objet de concours limités. Le tribunal a également mis en cause l'urgence qui a conduit au *«paiement de surcoûts aux entreprises pour leur demander de réaliser davantage de travaux dans les mêmes délais, en ayant recours aux heures supplémentaires, au travail de nuit, y compris les samedis et dimanches (...). Mais peu importe, il fallait qu'il soit prêt le dernier jour de 1991 car la présidence portugaise était en jeu»*. *«La formation des coûts a acquis une dynamique telle qu'elle a échappé quasi totalement à toute tentative de contrôle»*, ajoute le tribunal qui cite encore le montant de la facture présentée par les architectes, 37 millions de francs, soit le double du chiffre prévu.

Mais, lorsque le tribunal veut entendre le gouvernement sur le coût du centre culturel de Belem, il se voit opposer l'exception d'incompétence, les ministres invoquant le fait que la société créée pour la gestion du centre, la SGII (Société de gestion et d'investissement immobilier) relève du droit privé et échappe de ce fait à tout contrôle du tribunal, même si les fonds sont publics et proviennent du budget de l'Etat.

Déjà, en 1989, la création de la SGII avait fait l'objet d'une controverse entre le président de la République, Mario Soares, et le gouvernement. Le chef de l'Etat avait estimé qu'il s'agissait d'une *«fiction juridique»* et avait averti le premier ministre que la création de cette entité était *«constitutionnellement douteuse»* dans la mesure où elle introduisait des *«modifications au régime général existant des sociétés»*.

Sur cette toile de fond d'affrontements entre le gouvernement et le Tribunal des comptes, le programme des festivités prévu pour l'inauguration publique du centre suscite beaucoup d'interrogations. En fait, il ne s'agira que du premier module où les salles de réunion et le centre de presse qui avaient été installés pour les besoins de la présidence portugaise auront cédé la place aux boutiques, galeries commerciales et restaurants chics, côtoyant les fast-foods et les bars.

Deux autres modules abandonnés ?

Le clou risque bien d'être la présentation de la dernière création de Renault, la Twingo, en guise d'avant-première de la campagne commerciale de ce nouveau modèle au Portugal, qui doit débuter en avril. La Fondation des découvertes, responsable des programmes d'animation du centre, a indiqué qu'elle entendait en faire un lieu *«concentrant un ensemble d'activités qui allient le côté commercial aux aspects artistiques et culturels»*. Outre des restaurants et des bars, le module 2 devrait abriter un centre de spectacles et le module 3 un centre d'expositions. La Compagnie nationale de danse et l'Orchestre symphonique portugais devraient y avoir leur siège.

Quant aux deux autres modules, faute de moyens financiers, il serait question de les exclure du projet initial et de concéder les terrains sous forme de baux à des sociétés privées pour y construire un hôtel de luxe, des salles de cinéma et un complexe commercial. Du côté du gouvernement, on affiche une tranquille assurance : *«Le centre culturel de Belem fêtera son ouverture comme il convient avec la réalisation d'un ensemble d'événements d'ordre culturel et commercial»*, dit-on au secrétariat d'Etat à la culture. Mais, dans l'opposition, on s'interroge sur les moyens de combler ce gouffre financier, sur le gigantisme et la démesure qui ont présidé à cette entreprise et sur l'avenir d'un centre qui risque d'être voué davantage au commerce qu'à la culture.

ALICE IUCÉE

LA VISITE ÉCLAIR DE SALMAN RUSHDIE A PARIS

Traqué depuis quatre ans par les « musulmans zélés » pour son livre « les Versets sataniques »

Né à Bombay en 1947 dans une famille musulmane, Salman Rushdie était, jusqu'en 1988, un écrivain de langue anglaise vivant en Angleterre, notamment lauréat du prestigieux Booker Prize, en 1981, pour *les Enfants de minuit*. En septembre 1988, la sortie de son nouveau roman, *Satanic Verses (les Versets sataniques)*, une fresque anglo-indo-pakistanaise, provoque de violentes manifestations, dans divers pays, suscitées par des fondamentalistes musulmans.

Le 14 février 1989, en Iran, l'imam Khomeiny, chef spirituel des chiites, publie un décret religieux, une *fatwa*, condamnant à mort l'écrivain et son éditeur. Une forte récompense est promise au *«musulman zélé»* qui exécutera la sentence. Rushdie est immédiatement placé sous la protection de Scotland Yard. Les pays de la Communauté européenne rappellent leurs ambassadeurs en Iran. La Grande-Bretagne rompt ses relations diplomatiques avec l'Iran (elle



les renouera en septembre 1990). Depuis quatre ans, la sentence n'a jamais été levée. Le livre a été traduit dans de nombreux pays. Il a paru en France, après l'Italie, la Norvège et l'Espagne, en juillet 1989, aux éditions Christian Bourgois.

Les pays occidentaux, revenus de leur mobilisation première, ont oscillé, prudemment, entre indignation et silence. Pendant plus de deux ans, Rushdie n'est pas sorti de Grande-Bretagne. Il a fait une première apparition à New-York en décembre 1991. Au cours de l'année 1991, en juillet, le traducteur italien des *Versets sataniques* a été grièvement blessé dans un attentat, et le traducteur japonais a été tué. C'est en 1992 que les apparitions publiques de Rushdie se sont multipliées : en France, où il souhaitait depuis longtemps se rendre, on lui a refusé l'entrée, dit-il, par trois fois. Le ministère des affaires étrangères ne confirme qu'un seul avis défavorable, formulé pendant la guerre du Golfe.

Le 14 février de cette année, la *fatwa*, en son jour anniversaire, a été de nouveau confirmée.

[redacted]

Un écrivain banni de son œuvre

Salman Rushdie veut parler comme l'écrivain qu'il est, même si, contraint de tenir souvent des propos strictement politiques, il se trouve dans cette intenable position *«d'un écrivain qui n'a plus vraiment à répondre à des questions sur ses livres»*. Il sait, comme l'a brillamment expliqué, dans un texte, Milan Kundera, auquel il rend hommage (1), que la condamnation qui le frappe tient au caractère romanesque de son œuvre : *«Si j'avais écrit un livre théorique, un essai politique, cela ne me serait pas arrivé. Mais j'ai écrit un roman. Un roman comique.» «La question est celle de la culture. Une culture, c'est l'expression d'une identité. Ce qui vous distingue du reste du monde. Ce n'est pas une prison. Ce n'est pas quelque chose que l'on prend comme un médicament. Il faut pouvoir jouer avec. Il faut pouvoir exprimer son humour, comme je l'ai fait dans* les Versets sataniques. *Le sens de l'humour. L'humour... Voilà l'un des problèmes. Quelles sont les personnes qui peuvent rire, avec lesquelles on peut rire? Quelles sont les personnes qui ne peuvent pas rire?»*

A Alain Lancelot, le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, l'interrogeant sur ce qui avait changé, depuis sa condamnation à mort, dans son rapport à l'écriture, Rushdie a déclaré :

«J'ai d'abord cru que mon rapport à l'écriture était détruit. Quand c'est arrivé, j'ai pensé que ce n'était plus la peine d'écrire. Que si la réponse à des années de travail et d'efforts était celle-ci, alors il ne fallait plus rien écrire. Ce qui m'a poussé à changer d'avis, c'est la promesse faite à mon fils d'écrire quelque chose pour lui. Et je suis heureux d'avoir fait, pendant ces dernières années, le plus optimiste de mes romans.»

En l'absence de Milan Kundera, qui n'est pas actuellement en France, Philippe Sollers a lu plusieurs extraits du texte de celui-ci paru dans la revue *l'Infini*, notamment ce passage où Kundera explique que la presse française a publié des extraits du livre (non alors traduit) pour tenter de *«faire connaître les raisons du verdict»*, *«comportement normal mais mortel pour un roman. (...) On a, dès le début, transformé une œuvre d'art en simple corps du délit»*.

«Je suis très heureux qu'on rapporte ici les propos de Kundera, a souligné Rushdie, *car les paroles d'un grand écrivain me sont d'un grand secours. Ce qui est difficile pour moi, c'est de me replacer, au milieu de ma quarantaine, dans mes dispositions d'esprit du milieu de ma trentaine, quand j'ai entrepris* les Versets sataniques. *J'ai parlé de l'islam parce que c'est la religion que je connais le mieux et celle qui nous permet de saisir, dans toute sa dimension historique, la naissance d'une grande religion. J'ai trouvé cela passionnant quand j'étais étudiant en histoire, et cela a continué à travailler dans mon imagination. (...) J'ai mis tout cela dans un roman, donc dans la distance ironique, bien sûr. C'est cela le problème, la distance ironique. (...) Et ce qui a été contesté tient en 80 pages, sur un livre de près de 600 pages. On n'a jamais parlé des 500 autres pages...»*

Si le livre s'était appelé *Fantaisie*, se serait-il passé la même chose?

«Je suppose que si je m'étais appelé Elie Wiesel, il n'y aurait pas eu ce problème, a répondu, avec l'humour tranquille dont il ne se départit jamais, Rushdie à Sollers. *Mais c'étaient, en effet, écrit par Salman Rushdie,* les Versets sataniques. *Cette expression n'est pas utilisée en arabe, avec son sens précis, et quand on la traduit, on peut l'interpréter comme si je disais que le Coran a été écrit par le démon. C'est bien sûr l'une des distorsions qui a été utilisée quand le livre a commencé à être attaqué. C'est la démonstration du pouvoir du mot Satan, de son pouvoir infini.»*

«L'une des difficultés, dans cette affaire, a-t-il précisé par ailleurs à l'écrivain Marek Halter, *c'est que, les choses paraissant tellement irrévocables, les gens ont désespéré de ce qu'ils pouvaient faire. Mais l'expérience a prouvé que chaque goutte de l'océan a compté, chaque chose faite dans chaque pays a aidé. Ce sont les citoyens qui ont fait agir les gouvernements : il est très important de ne pas relâcher la pression, car les politiques réagissent à cela, et à rien d'autre. Le seul moyen de pression, la seule arme que j'aie au monde, c'est l'opinion publique. Je n'ai pas de fusils, pas de prêtres, pas de* fatwa. *Le problème n'est donc pas de savoir si vous n'avez pas de pouvoir. Vous êtes mon seul pouvoir.»*

Plusieurs questions, dont celle de l'historien Pierre Nora et de Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Observateur*, ont porté sur l'engagement des musulmans en faveur de Rushdie. Salman Rushdie a mentionné les prises de position de nombreux intellectuels, dont une liste a paru dans la *New York Review of Books* et a rendu hommage à Tahar Ben Jelloun, lui aussi absent.

«De plus en plus, j'ai été amené à constater que l'attaque contre les Versets sataniques *concernait au premier chef les écrivains des pays musulmans*, a-t-il ajouté. *Pour les occidentaux, c'est seulement un «problème», pour les autres c'est une question de vie ou de mort. Dans les dernières semaines, j'ai lu trois textes d'écrivains qui ont interrogé des intellectuels de pays musulmans. Et chacun d'entre eux a dit* «défendre Rushdie, *c'est nous défendre». Pour des raisons indépendantes de ma volonté, bien sûr, ce qui est en jeu, à travers mon cas, c'est une attaque générale contre la liberté des écrivains dans de nombreux pays. Il y a eu, déjà, plusieurs assassinats, et pas seulement en Iran. La seule raison pour laquelle mon cas est devenu exemplaire, est que je suis un citoyen d'un pays occidental et que j'écris en anglais. Si j'avais été iranien et si j'avais écrit en farsi, je pense que je serais bel et bien mort, et qu'aucun d'entre vous n'en aurait entendu parler. Il y a des gens, là-bas, auxquels tout cela peut arriver, à tout moment. Si nous perdions la bataille, qu'est-ce que cela signifierait? Cela signifierait que même avec mes protections officielles, ma position extrêmement privilégiée, même avec ce colossal déploiement de forces qui a accompagné mon arrivée en France, il aurait été impossible de me sauver durablement des mollahs. C'est un combat que nous ne ne pouvons pas perdre. Les conséquences en seraient terribles, pour moi bien sûr, mais aussi pour des tas d'autres gens.»*

Le philosophe Alain Finkielkraut, tout en déplorant de devoir poser une question strictement politique à un écrivain et de se taire sur son œuvre, a parlé de *«la grande illusion des gouvernements européens, la tentation de l'apaisement»* avec laquelle il faut rompre. Mais de quelle manière? Sanctions commerciales?

«Je n'ai pas une connaissance assez précise du fonctionnement politique pour répondre avec exactitude, a indiqué Rushdie. *Par exemple, je ne connais pas bien les rouages de la Communauté européenne. Les sanctions économiques? Vraiment, il faut que ce soit l'arme ultime. Mais on peut prendre certaines initiatives tout de suite : politiques, culturelles et économiques. Pour ce qui concerne la politique, les gouvernements qui me soutiennent doivent prendre position, individuellement, affirmer que l'Iran sera tenu pour responsable de tout ce qui pourrait m'arriver – ainsi qu'à mes traducteurs et éditeurs – et que des sanctions immédiates seront prises. Plusieurs pays se sont déjà engagés, dont l'Allemagne et le Canada. Les Iraniens s'en inquiètent. Notamment quand il s'agit de l'Allemagne. Une deuxième étape serait une prise de position de la Communauté européenne dans son ensemble. L'Iran a besoin des marchandises et de l'argent de l'Occident. Celui-ci est donc en position de négocier et de poser des conditions. (...) Sur le plan culturel, il faut savoir que l'Iran cherche à être réhabilité, à reprendre des programmes d'échanges culturels. L'un d'eux, avec l'Allemagne, vient d'être suspendu. En ce domaine, chacun peut faire pression. Il faudrait voir comment la Cour internationale de justice peut se saisir d'un cas comme le mien. Mais je ne peux pas la saisir moi-même, individuellement. Il faut qu'un État la saisisse, ou mieux encore, un groupe d'États, la Grande-Bretagne et ses alliés, par exemple.»*

A propos de son engagement politique, aux côtés de l'extrême gauche, autrefois, Rushdie a précisé :

«Je n'ai jamais appartenu à un parti politique, mais je me suis reconnu dans l'extrême gauche, dans ceux qui étaient plus souvent «contre» que «pour». J'étais un «anti». J'ai toujours appartenu à des minorités. Je n'ai pas l'expérience, dans toute ma vie, d'avoir appartenu une seule fois à une quelconque majorité. Je suis un immigré, un Indien musulman, un homme d'Orient qui vit en Occident. Je n'ai jamais été, au sens strict, communiste ou marxiste, mais j'étais et je demeure un homme de gauche, bien que la gauche anglaise ait été extraordinairement indélicate à mon égard. C'est donc une position assez inconfortable. Comme écrivain, j'ai toujours pensé qu'il fallait être engagé, ne pas être absent du combat politique. Mais je dois avouer que depuis quelque temps, j'ai une légère «overdose» d'implication politique...

»Si tout cela s'arrête enfin, ce n'est pas un roman politique que j'écrirai. Il y a évidemment des choses à raconter sur ce qui m'est arrivé dans les dernières années. Je tiens un journal. J'ai des secrets à dire, des choses que je n'ai pu révéler à personne depuis quatre ans. Je ne peux pas parler de ma vie quotidienne. Quand les journalistes m'interrogent sur elle, je réponds «à côté». Les secrets sont faits pour être révélés, mais ce ne sera pas sous forme de fiction. Cela dit, je m'intéresse toujours, comme tout romancier, au récit... Arriver en France, aujourd'hui, c'était insolite...»

La question qui demeure, nécessairement, est celle de la «sécurité» de Rushdie, dans le cas où la *fatwa* serait enfin levée.

«Bien sûr, je serai toujours susceptible d'être agressé, mais comme le sont les gens devenus célèbres pour une raison où une autre. C'est très différent de mon cas actuel, où je suis poursuivi par un Etat, et par des mercenaires au service de cet Etat. Quand j'en aurai fini avec cela, eh bien, tout comme Madonna, il faudra que je me «débrouille» ...»

Propos transcrits et traduits par
JOSYANE SAVIGNEAU

(1) «Le jour où Panurge ne fera plus rire», dans *l'Infini* nº 39, automne 1992, Gallimard («Le Monde des livres» du 23 octobre 1992).

Au centre du « scandale »

La contestation d'une révélation sacrée

Au centre du «scandale» Rushdie, outre le droit pour un écrivain à l'interprétation fictive d'un texte sacré, il y a la controverse, aussi ancienne que la littérature islamique classique, sur l'immunité du Prophète contre la tentation, l'erreur et le mal.

La contestation du livre de Salman Rushdie par les théologiens sérieux ne porte pas d'abord *sur les écarts (adultère, homosexualité)* prêtés à Mahomet au cours de sa vie (570-632). Hormis le chiisme qui idéalise la figure édifiante du Prophète, les exégètes *sont généralement* d'accord pour estimer que Mahomet n'a joui d'une immunité parfaite (la sainteté) qu'au moment des révélations reçues de Dieu au cours des vingt-trois dernières années de sa vie.

Le principal motif de la colère iranienne porte sur l'interprétation de «versets» du Coran dont la réalité n'est pas authentifiée. La *sira*, c'est-à-dire la biographie de Mahomet rapportée par la tradition musulmane, n'exclut pas que le diable ait pu souffler au Prophète les deux ou trois *«versets sataniques»* qui sont au départ de l'intrigue de Rushdie. Se heurtant à la résistance de fidèles polythéistes de La Mecque, Mahomet aurait sacrifié au culte des *«idoles sublimes»*, notamment des déesses Lat, Ozza et Manat, vénérées de son temps.

Les versions officielles du Coran ignorent bien sûr cet épisode de l'apostolat de Mahomet, mais certaines sourates (notamment *l'Etoile* dans ses versets 19-30) *n'écartent* pas la thèse d'un compromis passé avec le polythéisme. C'est donc moins le récit, par Salman Rushdie, de la vie réelle ou *supposée* du Prophète qui a fait hurler au blasphème que ce doute introduit dans une révélation sacrée.

H. T.

Chevalier errant

Suite de la première page

Elie Wiesel, Philippe Sollers, Bernard-Henri Lévy, Jorge Semprun prennent des paris. L'Assemblée nationale? Ça serait drôle, ah! non, le car remonte les Champs-Elysées. Le palais des Congrès? Ah! *non*, il y a des portes partout, la sécurité ne pourrait être assurée. Finalement, ce sera beaucoup plus symbolique et opportun, la rencontre aura lieu dans l'Arche de la Fraternité, à la Défense, à l'étage de la Fondation des droits de l'homme.

Un petit amphithéâtre gris, sans fenêtres, intime et feutré. Dans la salle, le silence s'est fait. Plus de *rires de potaches*, une attente, un vraie. Il y a là Christian Bourgois, l'éditeur français des *Versets sataniques*, Marek Halter, Ismaïl Kadaré, Alain Finkielkraut, Patrice Chéreau... Très peu de femmes, Françoise Giroud, Danièle Sallenave... Sur l'estrade, Jack Lang, Madeleine Rebérioux, présidente de la Ligue des droits de l'homme, Michel Deguy, président du Collège international de philosophie, Bernard-Henri Lévy, Claude Lanzmann...

Les policiers du raid sont en place, des yeux *tout autour* de la tête. Et voici Salman Rushdie. On ne l'a pas vu arriver, il s'est matérialisé. Le déplacement de son corps est devenu pour lui, depuis quatre ans, un exercice particulier qui exige souplesse, adresse, légèreté. S'asseoir à *peine*, se volatiliser si besoin est ; il est là, pour peu de temps, comme il le fut ces derniers *mois dans une librairie londonienne*, au Parlement britannique à Westminster, au Pen Club d'Oslo, à l'université de Madrid, ou du Colorado, à Helsinki, Stockholm, Ottawa ou Dublin.

Il se dégage de lui un calme militant, il sourit très souvent. De face, il *paraît plus que son âge*, quarante-cinq ans. Un vieux sage serein sous un très vaste front. De profil, au contraire, il est jeune, la joue ronde, le nez petit, un étudiant attentif et gourmand. C'est Janus enchaîné par la fatwa, l'emblème menacé de *toutes les libertés*, un chevalier errant à la parole ailée.

Jack Lang va dire très vite, en préambule, que *«même si la conjonction du moment n'est pas des plus opportunes»*, il est bon que l'invitation qu'il a lancée à Salman Rushdie *«au nom du gouvernement français et avec l'appui du président de la République»* se concrétise enfin. Il ajoutera : *«Les derniers jours d'un mandat public, la date butoir, ont aiguisé chez moi la faculté d'acharnement.»* La présence de Salman Rushdie, précise-t-il, *«ce n'est pas une question de politique, c'est l'expression d'une tradition nationale»*. Et d'ailleurs, c'est *«l'ensemble de notre pays»* qui le reçoit, la droite, la gauche, le centre, et il salue les personnalités de l'opposition qui ont tenu à être présentes.

Les télévisions invitées viennent de quitter la *place*, les personnalités de l'opposition en question, Alain Carignon, Jacques Toubon, ont emboîté le pas. Seule Simone Veil *est encore* là, mais ne demeurera pas pour la conversation de deux heures qui va s'engager. C'est un peu étrange cette présence absente de l'opposition, un peu subalterne, la méfiance insinuant que la visite de Salman Rushdie à trois jours des élections serait une bienfaisante coïncidence, le «coup» médiatique de l'étrier.

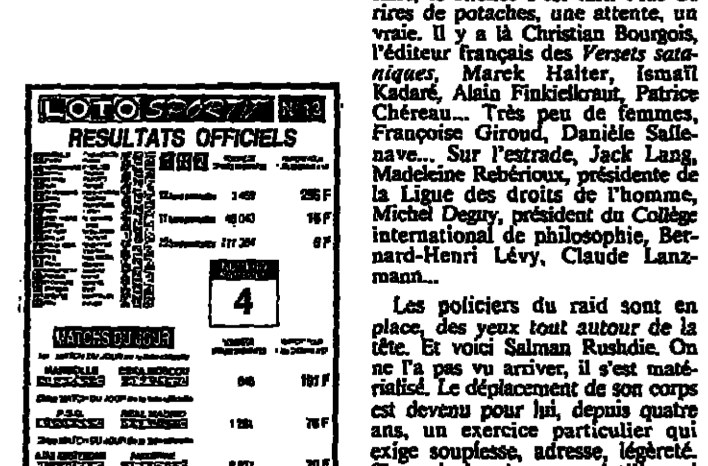
Salman Rushdie va désamorcer lui-même ce pétard avec son arme de prédilection, l'humour : *«Mon arrivée ne se produit pas dans une des périodes les plus commodes de l'histoire de France, mais elle n'a rien à voir avec les élections, l'idée que des gens peuvent être tués parce qu'ils ont écrit des livres n'est pas une question de partis.»* Il s'interrompt un instant et enchaîne : *«Je m'entends moi-même rabâcher une fois de plus mon vieux discours politique ; il y a toujours une raison pour qu'on ne me pose plus jamais de questions sur mes livres...»*

Auparavant, Salman Rushdie a remercié *«tous ceux qui, depuis quatre ans ont élevé la voix»* pour lui, de Tahar Ben Jelloun à Isabelle Adjani, *«qui avait été courageuse, d'après ce qu'on lui avait dit»*. C'est vrai, très belle et en larmes, Adjani avait lu un extrait des *Versets sataniques*, en direct, à la télévision, lors de la cérémonie des césars 89. Auparavant, Claude Lanzmann avait dit, s'adressant à l'assistance : *«Il y a une différence entre nous et lui, il est condamné à mort et nous ne le sommes pas, nous sommes solidaires et il est solitaire... Le monde entier est transformé en un seul quartier, le quartier des condamnés à mort.»*

Ce cri ricoche sur le sourire paisible de Rushdie, l'ignoble malédiction, l'insoutenable fuite, c'est ainsi qu'il les dompte, qu'il les nie. Un sourire contre la mort. Le danger, Jean d'Ormesson va aussi l'évoquer, dans son style primesautier : *«Est-ce qu'en écrivant* les Versets, *vous aviez déjà le sentiment que c'était dangereux, et avez vous-jamais eu envie de vous rétracter?»* Salman Rushdie répond : *«Comment rétracter un roman?»* Quant au danger, il pensait en écrivant qu'il pourrait venir des *«propos peu aimables envers Mme Thatcher»*, pas du tout de l'Islam. Précisant, avec un sens éblouissant de *l'understatement : «J'ai cru qu'au pire certains mollahs seraient contrariés.»*

A la fin, soudain, Claude Lanzmann, cristallise l'émotion qui avait plané, retenue, muselée, pendant deux heures : *«Et s'ils le tuaient, hein, que ferions-nous? Il ne faut pas l'oublier, ils peuvent le tuer, alors, s'ils le tuaient, nous tuerions aussi, les tueurs peuvent être des deux côtés...»* Puis, se tournant vers Rushdie : *«Je répète la question, que ferions-nous s'ils vous tuaient?»* Et Salman Rushdie, très doux, très souriant, répond, à Paris, un jour assez beau de pré-printemps : *«Ce que vous feriez s'ils me tuaient? Excusez-moi, mais ce ne serait plus vraiment mon problème...»*

DANIÈLE HEYMANN



Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, *directeur de la gestion*
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Thomas Ferenczi,
Philippe Herreman, Jacques-François Simon

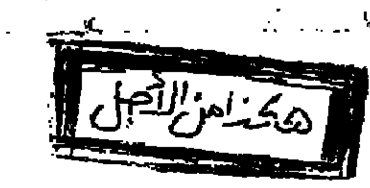
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, *PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY* 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10



POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars

Carnet de bal

Les dirigeants écologistes ne sont pas gens à se laisser facilement tourner la tête. Ce n'est pas parce que les socialistes se préparent à déposer à leurs pieds un désistement inconditionnel pour le second tour des élections législatives qu'ils sont prêts à les inscrire sur leur carnet de bal. *«L'écologie n'est pas à marier»*, c'est ce que M. Antoine Waechter répète depuis des mois. Ni mariage, ni fiançailles, ni même flirt : *«Nous ne changeons rien à notre attitude*, a déclaré, jeudi 18 mars, le porte-parole des Verts. *Les décisions du Parti socialiste appartiennent au Parti socialiste. Nous maintenons nos candidats au second tour, pour l'essentiel, et nous ne donnerons pas de consignes de vote.»*

Un peu plus gracieuse, Mme Dominique Voynet, autre porte-parole des Verts, a bien voulu récompenser d'un sourire la démarche des socialistes – qui pourrait lui être bien utile dans le Jura, où elle est candidate, – mais elle se méfie de ces dragueurs bien connus dans le canton. Leur offre, a-t-elle dit au «Club de la presse d'Europe 1», *«peut être un cadeau sacrément empoisonné s'il vise (...) à laisser l'illusion que les écologistes pourraient se prêter à une opération de rénovation de la gauche»*.

Carrément désagréable, M. Brice Lalonde, qui avait *déclaré par avance, mercredi, ne pas vouloir du «désistement des canailles et des fripouilles»*, a fulminé, le lendemain, sur RTL, contre les «faux écologistes» qui poussent dans les circonscriptions comme champignons après la pluie, avec l'aide du Front national pour *certains d'entre eux et pour d'autres, selon lui, avec celle des socialistes. «Peaux de banane au premier tour et risettes au second»*, a grincé le président de Génération Ecologie.

La réponse des écologistes pourrait donner raison à ceux des socialistes qui jugent prématurée l'annonce, avant le premier tour, d'un désistement unilatéral au second. *«Sans doute opportune»* sur le fond, selon M. François Hollande, député de la Corrèze et *directeur adjoint de la campagne du PS*, cette position n'aurait pas dû être rendue publique *«sans connaître les résultats du premier tour»*. Au surplus, observe M. Hollande, le bureau exécutif du PS n'en a pas délibéré. C'est ce que relève aussi un autre jospiniste, *M. Gérard Le Gall, lui-même partisan de longue date*, d'ailleurs, de ce désistement sans condition (il s'était opposé, le 10 mars, au bureau exécutif, à M. Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, qui plaidait pour la réciprocité). M. Laurent *Fabius a précisé, sur France-Inter, que «les choses ne sont pas encore calées définitivement». «Ma proposition* [celle du désistement unilatéral] *ne deviendra officielle que dimanche prochain»*, a-t-il dit.

Ceux qui tenaient à ce que cette position ne soit annoncée qu'après le premier tour craignaient qu'elle ne soit reçue, si elle l'était avant, comme un encouragement à voter pour les candidats écologistes. Ils redoutaient, aussi, l'accueil qui lui serait fait par les *dirigeants des Verts et de Génération Ecologie et qui* risquait d'apparaître comme une nouvelle rebuffade pour le PS. Cependant, ceux qui étaient au courant *n'ayant pas tenu leur langue*, le *mal – si mal il y a –* est fait.

M. *Michel Rocard n'en est pas trop inquiet. «Ce n'est pas un cadeau, c'est une réflexion stratégique intelligente»*, a expliqué l'ancien premier ministre, jeudi soir, sur TF 1. *«Le PS, a-t-il dit, serait élégant en ne cherchant pas à négocier son désistement pour les hommes et les femmes de progrès les mieux placés»*, parmi lesquels il compte les écologistes. Le souci du candidat à l'élection présidentielle est, certes, que soient élus le plus grand nombre possible de députés socialistes, mais aussi que se rassemblent, ensuite, des forces politiques dignes de ce nom, entre lesquelles soient amorcées de véritables convergences plutôt que des arrangements locaux.

Pour ce qui est des arrangements, il aura fort à faire dans sa propre maison. *«Fadaises et billevesées!»* a lancé M. Fabius au sujet des informations selon lesquelles il pourrait se voir offrir la présidence du futur groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'il acceptait – ou s'il était contraint – de quitter le poste *de premier secrétaire du PS. Il a conseillé aux socialistes*, en général, de cesser de *«marquer des buts tous les deux jours contre leur camp»*. Le désistement unilatéral n'est pas à l'ordre du jour entre les dirigeants du PS.

PATRICK JARREAU

La droite a évité les pièges tendus par M. Mitterrand mais a montré la fragilité de son union

C'est une campagne du premier tour comparable à aucune autre qui s'achève pour la droite. Triste campagne, *a-t-on* lancé de Paris! Victoire trop vite annoncée, socialistes trop vite démobilisés, M. Pasqua, l'autre soir à Nice, en a plaisanté : *«Si l'opposition ne faisait pas campagne, si elle n'avait pas de programme, elle serait élue quand même pour une raison simple : on ne peut plus voir les autres.»* M. Giscard d'Estaing convient aussi que cette campagne n'a pas été ordinaire. Alors qu'on peut s'attendre, dit-il, à un raz de marée de la droite comparable à celui de la vague gaulliste des élections de juin 1968, le climat n'aura rien eu à voir avec l'acharnement revanchard de l'époque. Faut-il se féliciter qu'enfin les règles du jeu politique aient intégré ce mot de pure essence giscardienne qu'est *la* décrispation?

Pourtant vérité à Paris n'est peut-être pas vérité en province. Car ce n'est pas une campagne nationale qui vient de se tenir, mais cinq cent soixante-dix-sept petites campagnes locales. Que ce soit M. Giscard d'Estaing ou M. Chirac, M. Balladur ou M. Léotard, tous les dirigeants de l'opposition ont insisté en permanence sur leur souci de mener *«une campagne de proximité»*. Les toiles de cirque ont été rangées. Les grands leaders ont réappris à écouter. La seule grande-messe qui eut lieu fut celle des assises du RPR du 7 mars au Bourget qui impressionnèrent moins qu'elles ne firent sourire.

Il est vrai que ce nouveau mode d'emploi électoral arrangeait tout à fait la droite. Car ce fut aussi une campagne-édredon. En y entrant, RPR et UDF savaient qu'ils devaient éviter deux pièges : ne pas se livrer à un bras de fer anticipé avec M. Mitterrand et ne rien faire *qui puisse écorner trop prématurément* l'image de leur union. Le premier pari aura été à peu près tenu.

Fluctuations sur la cohabitation

Sur la Constitution, les acquis sociaux, la cohabitation, le retour d'une possible «ouverture», M. Mitterrand a bien tenté de glisser quelques *mines, mais sans grands* résultats.

Sur la cohabitation pourtant, le *coup est passé bien près*. On put croire un moment qu'à nouveau, comme en 1986, *RPR* et *UDF* allaient palabrer durant des jours pour savoir s'il convenait d'y aller *ou pas*. MM. Chirac, Balladur et Léotard n'ont pas bougé d'un pouce : ce n'est pas la meilleure solution, ont-ils fait valoir, mais impossible de faire autrement. M. Barre lui-même s'est montré plus accommodant. M. Giscard d'Estaing aura été le plus fluctuant. Inimaginable, soutint-il d'abord. Trop risqué, trop dur, trop court! Il imagina ensuite que cette cohabitation serait peut-être le meilleur moyen de chasser M. *Mitterrand dans les trois* mois. Les sondages aidant, il finit par se montrer plus disponible.

Au *terme de cette campagne*, la cohabitation n'est plus un problème. M. de Villiers, le seul à s'y opposer, est isolé. M. Pasqua aura fourni le meilleur exemple de cette conversion générale. Hier, il refusait d'approcher d'une quelconque façon *«le système mafieux socialiste.»* Aujourd'hui, il revendique au nom de tous un peu *«de politesse»* avec l'Elysée...

La question du Front national étant réglée depuis les élections régionales de 1992, celle de l'ouverture aux écologistes fut aussi posée mais rapidement évacuée après que M. Lalonde *eut été la première victime* involontaire du «bing-bag» rocardien. La perspective d'une victoire confortable ne pouvait pas inciter la droite à faire un effort. M. Millon, soucieux d'éviter *«un gouvernement de restauration»*, prêcha dans le désert.

Il est *clair enfin que* sur tous les grands dossiers de l'alternance, la droite, de peur de déraper, s'est surtout efforcée de faire le gros dos. Curieusement, sa plate-forme de gouvernement semble avoir plus servi à l'usage interne, pour fixer à chacun les limites à ne pas franchir, que de texte de référence valable pour l'après-28 mars. Sur l'Europe, M. Séguin est resté pratiquement seul pour défendre ses thèses anti-Maastricht. M. Madelin a abdiqué provisoirement dans le débat sur la monnaie. *M. Pasqua a relancé* l'idée des charters pour les immigrés mais s'est vite repris. Chacun a adopté le profil bas sur l'audiovisuel. M. Balladur s'est ému que rien ne soit dit sur la *défense* mais n'a pas insisté. L'UDF a ressorti le thème de l'Etat impartial, mais avec des gants. Et quant au sort de l'ex-Yougoslavie, autre exemple, chacun s'est mis aussi *entre* parenthèses.

Peur des fausses promesses sans doute! Mais aussi résultat d'un jeu *subtil et obscur* entre *tous* les *ministrables ou premiers ministrables possibles et imaginables, avant tout soucieux de ne *pas se* découvrir. Ce jeu-là a bien fonctionné jusqu'à ces derniers jours. A l'approche de la ligne d'arrivée, le combat pour Matignon et la prééminence majoritaire est devenu plus âpre à mesure que le rapport de forces entre UDF et RPR s'annonçait plus serré.

Le fait que MM. Chirac et Giscard d'Estaing n'aient pas réussi à organiser une seule soirée commune, qu'au contraire les états-majors de l'UDF et du RPR aient porté leurs *efforts* sur la soixantaine de circonscriptions avec primaires, montre bien la fragilité de leur union. Le «leadership» de la droite pourrait se jouer au deuxième tour dans une vingtaine de circonscriptions, où seront aux prises le plus souvent un RPR et un CDS.

Mercredi dernier, lors du bureau politique de l'UDF, M. Giscard d'Estaing a prié M. Méhaignerie de ne pas mollir. Précaution inutile. N'ayant pas à se soucier de l'élection *présidentielle*, le *président du* CDS a tout misé sur le poids de son groupe UDC à l'Assemblée nationale. *La* campagne tranquille est bien finie. Après la victoire de 1968, Georges Pompidou, premier ministre, expliquait aux gaullistes que *«l'étendue de leur victoire leur imposait la discrétion»*. Cette fois-ci, l'exigence de discrétion semble avoir des limites.

DANIEL CARTON

M. François Léotard suggère un calendrier de privatisations

Dans un entretien publié par *la Tribune Desfossés* du 19 mars, M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, affirme ne pas souhaiter des privatisations à 100 %. *«Le maintien d'une présence minoritaire de l'Etat* [dans] *certaines entreprises, par exemple dans le secteur de l'armement* [ne lui] *semble pas déraisonnable.»*

M. Léotard annonce pour juin la première *«grande opération de privatisation populaire, sans doute la BNP ou les AGF ou une entreprise industrielle comme Elf»*. Viendront ensuite *«deux opérations plus techniques, par exemple Rhône-Poulenc et la Seita»*.

Il estime que le nouveau gouvernement pourra offrir dès cette année au public *«30 à 40 milliards de francs de privatisées»* et, par la suite, un flux annuel *«d'environ 50 milliards de francs jusqu'en 1996»* et, précise qu'*«une partie de ces recettes sera utilisée en 1993-1994 pour le financement d'un plan de soutien au bâtiment et au logement»*.

Le Conseil national des Français musulmans partage ses soutiens entre la droite et la gauche

Le Conseil national des Français musulmans (CNFM) qui regroupe, depuis 1990, nombre d'associations *de rapatriés d'Afrique du Nord et* d'anciens harkis, vient de rendre publique une liste de candidats qu'il appelle à *«soutenir activement»* aux élections législatives, *«eu égard à leur passé et (...) à leur déclaration»*. Sur les quelque quatre-vingts candidats ayant la préférence du CNFM, une soixantaine appartiennent à l'opposition et une vingtaine sont socialistes. Le Conseil marque ainsi sa différence avec le Recours-France, qui appelle à *«sanctionner»* les socialistes (*voir ci-contre*).

A Paris, le CNFM soutient tous les candidats de l'UPF. Dans le Rhône, ses choix sont un peu plus éclectiques, avec MM. Alain *Mérieux, Jean-Michel Dubernard*, Raymond Barre et Jean-Jack Queyranne. Dans les Alpes-Maritimes, le Conseil «vote» Christian Estrosi (2e circonscription) et Louise Moreau (8e). Parmi les candidats socialistes choisis par le CNFM, on remarque des membres du gouvernement comme MM. *Cathala*, Vauzelle, Quilès, Lang, ainsi que deux anciens premiers ministres, MM. Fabius et Rocard, et d'anciens ministres ou secrétaires d'Etat tels que Mme Avice et MM. Fabius, Rocard, Evin, Chapuis, Auroux et Bockel.

Le Recours-France appelle à sanctionner le gouvernement

MONTPELLIER

de notre correspondant

Mêmes options, même détermination. Treize jours après l'assassinat de son porte-parole, Jacques *Roseau, le* Recours-France, réuni en conseil d'administration jeudi 18 mars à Montpellier, a décidé de poursuivre l'œuvre qu'il avait entreprise. Mais dans un premier temps, M Roseau n'aura pas de successeur. M. Guy Forzy, président du *mouvement de rapatriés*, fera office de porte-parole pendant les mois à venir, en attendant une nouvelle nomination, plus tard, et seulement *«si une personnalité se dégage»*.

Lors de cette réunion, comme M. Roseau avait prévu de le faire, le Recours-France a demandé à ses adhérents de sanctionner l'actuel *gouvernement* lors des élections législatives. Une consigne assortie des exceptions locales *habituelles* (le Recours-France soutient M. Georges Frêche à Montpellier et M. Jean-Michel Baylet à Toulouse), et de nuances. Le mouvement recommande *«au million d'électeurs rapatriés de peser le plus utilement et efficacement possible dans la balance électorale, pour favoriser aux prochaines législatives une alternance dont la France a un besoin vital»*, mais il se dit aussi déterminé à mettre le prochain gouvernement *«sous haute surveillance»*.

J. M.

Rhône : aigre campagne lyonnaise

Entre Michel Noir, qui joue sa survie politique, et Alain Mérieux, qui mène la bataille contre lui, le climat se détériore dangereusement

LYON

de notre bureau régional

Vivement dimanche! Celui-ci, et encore plus le suivant... La campagne lyonnaise tourne à l'aigre. Chaque jour, la ville est cueillie au réveil par des déclarations tendues, des déballages familiaux, des démentis outrés. Sur les marchés traînent de vilains tracts anonymes. La ville se perd entre tous ces communiqués produits en série, est brouillée par ces rumeurs qui, *lancées de la* presqu'île, résonnent dans la salle des Pas-Perdus du palais de justice. Parfois, elles prennent le chemin inverse.

Procédures en référé, annonces de dépôts de plaintes diverses et variées, attente impatiente ou inquiète *d'une mise en* examen potentielle du premier magistrat de la ville, à Lyon, ces élections législatives semblent ne dépendre que des tribunaux. Comme si le prétoire *allait se substituer à l'isoloir*. Pour une circonscription, la deuxième du Rhône, soit 63 746 électeurs inscrits. Celle dont le député sortant est Michel Noir.

Car c'est d'abord du maire qu'il s'agit. Avec ce scrutin, il y va de son autorité et de sa survie politiques. Secoué *par une volée de révélations* sur les pratiques de son gendre, Pierre Botton, inculpé d'abus de biens sociaux et incarcéré, cerné par la détermination du RPR, avec le consentement de l'UDF, à venir le combattre sur ses terres, Michel Noir est sonné. Il a pourtant refusé d'écouter certains de ses proches qui lui conseillaient de démissionner de son mandat, à la manière de François Léotard, au cas où il serait l'objet d'une *mise en examen*. Il a choisi de lutter, d'aller jusqu'au bout.

Sa réplique mêle vie privée et vie *publique, rupture familiale et union* de l'opposition. Il qualifie publiquement son gendre de *«fou»*, dit de lui qu'il a abusé de son amitié, de sa famille, *«dans un but exclusivement intéressé»*. Puis dénonce le RPR, coupable, à ses yeux, de connivences avec cette affaire.

«Un cocktail de haine»

Cette montée dramatique était prévisible. Depuis presque un an, quand le nom de Pierre Botton a commencé à quitter la chronique de la bonne société pour entrer dans celle de la justice, chacun sentait, vu *les liens* passés entre les deux hommes, que tôt ou tard Michel Noir, homme public, serait concerné, de près ou de loin. Depuis janvier, quand l'industriel Alain Mérieux, premier vice-président (RPR) du conseil régional de Rhône-Alpes, a accepté *de mener* la bataille au nom de l'UPF, chacun s'est attendu à un terrible duel fratricide.

Entre les deux hommes, peu de différences politiques. Ils défendent la même plate-forme, la même union de la droite. Leurs arguments ne pouvaient en rester là. Jusqu'alors Michel Noir et Alain Mérieux ne se sont pas affrontés directement. Mais des petites mains se sont appliquées à des tâches subalternes. Les affiches d'Alain Mérieux sont régulièrement maculées de peinture rouge, couleur sang, sa photographie caricaturée en Dracula, et parfois des bandeaux proclament : *«Mérieux = sida»*. C'est une manière d'évoquer la vente à l'étranger, par l'Institut Mérieux, de produits sanguins non chauffés. Plus ouvertement, Michel Comby, qui se *présente* sous l'étiquette «candidat séropositif», diffuse les articles de presse relatifs à ce dossier sensible.

Autre face de cette sourde campagne, des tracts, signés d'un prétendu *«conseil des sages»*, rappellent *quelques* déclarations de Michel Noir, comme celle qu'il avait prononcée la veille de la guerre du Golfe où il affirmait qu'elle n'aurait pas lieu. Les mêmes mettent en cause la *facture* de la *rénovation* de l'Opéra de Lyon, les prêts accordés par la Communauté urbaine au groupe Bouygues pour la construction du périphérique nord ou le *financement de la campagne* des élections municipales de 1989.

La plupart de ces thèmes sont tombés dans le domaine public. *Le* Parti socialiste, mais aussi André Soulier, candidat investi dans la troisième circonscription par le RPR et l'UDF, contre l'ami de Michel Noir, Jean-Michel Dubernard, les utilisent depuis de longs mois, en termes plus ou moins mesurés. Mais l'effet de cumul est dévastateur. Et les échos de l'affaire Botton, les demandes répétées de la convocation d'un conseil municipal extraordinaire ou de la démission du maire sonnent la curée.

Au sein du conseil municipal, ils ont été quelques-uns ces jours-ci à *changer de côté*, à se *montrer* désormais dans les réunions d'Alain Mérieux. Même parmi les fidèles, le doute s'est installé. Le suppléant de Michel Noir, Gabriel Caillet, bien connu des Croix-Roussiens pour son surnom «Gaby» et son parler à l'emporte-pièce, questionné sur sa résolution à soutenir le maire de Lyon, a expliqué qu'il ne fallait pas *«lâcher l'ambulance»*.

«Le monde politique lyonnais est devenu un cocktail de haine, explique un élu de droite peu suspect de complaisance pour le maire de Lyon. *Cela va mal finir.»* La campagne continue, avec, aussi, ses traditionnelles figures imposées. Michel Noir, avant de tenir un meeting jeudi soir, s'est échauffé en participant à des réunions d'appartement. Au pied de l'immeuble, les deux policiers de sa protection rapprochée, une mesure accordée il y a quelques semaines par le ministère *de l'intérieur, veillaient* au grain. Alain Mérieux fait lui aussi appel, dans certaines situations, à un garde du corps.

BRUNO CAUSSÉ

□ **Alpes-Maritimes : M. Léotard apporte son soutien à M. Mouillot.** – M. François Léotard a apporté, *jeudi 18 mars, son soutien «à son ami»* M. Michel Mouillot, maire (UDF-PR) de Cannes, candidat face à Mme Louise Moreau, député sortant, investie par l'UPF dans la huitième circonscription des Alpes-Maritimes. Ironisant sur *«l'espèce protégée des sortants»*, le président d'honneur du PR a estimé que *«leur seul programme, c'est : votez pour moi, ça fait si longtemps que vous le faites! Ne me choisissez pas pour le futur mais pour le passé». «La nouvelle majorité*, a-t-il souhaité, *ne doit pas devenir la chasse gardée des partis.»*

POLITIQUE

Les élections législatives

Les députés communistes ont pour mission de sauver leur groupe à l'Assemblée nationale

Le secrétaire général du Parti communiste est formel. Après l'annonce précipitée d'un désistement du Parti socialiste au profit des écologistes, sans même la recherche d'une réciprocité (*le Monde* du 19 mars), M. Georges Marchais a confirmé, jeudi 18 mars à Villejuif (Val-de-Marne), que les candidats du PC feraient tout pour *« faire barrage à la droite »*, en se désistant pour les représentants des forces de progrès, qu'ils soient socialistes, radicaux de gauche, ou même – après un temps d'hésitation – écologistes. M. Marchais a cependant entretenu le doute sur sa propre conduite dans la onzième circonscription du Val-de-Marne, en considérant par avance que, *« de toute façon »*, M. Alain Lipietz, le candidat des Verts, serait derrière lui.

Dans son ultime discours de campagne, le secrétaire général du PC s'est, du reste, employé à ignorer de bout en bout ces nouveaux venus sur la scène politique que sont les écologistes, sauf pour rappeler que les Verts et Génération Ecologie *« proposent le refus de la croissance, le partage du travail assorti de la diminution des salaires à partir de 8 000 francs par mois, la suppression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le doublement de la TVA »*.

A la suite de Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier, son prédécesseur dans la circonscription et l'actuelle présidente de son comité de soutien, M. Marchais a, en revanche, longuement insisté sur le danger que représenterait l'éventuelle élection du candidat de la droite, M. Daniel Richard (RPR). *« Si, par malheur, Richard était élu, qui vous défendrait par rapport à la politique qu'il aurait décidée, lui et les autres élus de droite, à l'Assemblée ? »*, a demandé le député sortant.

Puis il a repris l'antienne développée tout au long de cette campagne, selon laquelle il faut *« un groupe de députés communistes »* à l'Assemblée nationale. *« Même avec la majorité écrasante qu'on lui promet,* [M. Chirac] *ne sera pas tranquille tant qu'il y aura un groupe de députés communistes »*, a affirmé M. Marchais. Il en veut pour preuve les quatre propositions marquantes venues de ses amis et qui ont pu aboutir au cours de la législature qui s'achève : la loi contre le racisme, le contrôle des fonds publics destinés à l'emploi, l'annulation des licenciements qui ne *seraient pas* accompagnés d'un plan de reclassement et les deux milliards de francs supplémentaires de mesures sociales diverses pour 1993.

Mieux qu'aux régionales ?

Puis, en député soucieux des préoccupations les plus immédiates de ses concitoyens, M. Marchais a suscité les vifs applaudissements d'un public jusqu'alors assez sage en annonçant *« ne bonne nouvelle »* : l'affectation, *« à la suite de* [ses] *nombreuses démarches »*, de vingt-cinq fonctionnaires de police supplémentaires au commissariat de Villejuif.

Le discours de M. Marchais éclaire les ambitions des communistes dans cette campagne. Quelque peu oubliés des médias – c'est vrai, – ils n'ont pas su développer, de leur côté, un thème original. Sur celui, par exemple, du partage du travail, lancé par les écologistes et récupéré par les socialistes, le Parti communiste n'a pas su ou pas voulu entendre qu'une éventuelle réduction des salaires n'affecterait que les plus hauts revenus.

Toujours très stable (à 9 %) dans les sondages d'intentions de vote, le PC s'est efforcé de contenir son propre affaiblissement : avec un tel score, il serait, bien sûr, en-deçà du résultat des élections législatives de 1988 (11,32 %), mais au-delà de celui des élections régionales de 1992 (8 %) et surtout de celui de M. André Lajoinie à la dernière élection présidentielle (6,76 %).

Pour mieux se préserver, le PC n'a pas hésité, cette fois-ci, à apporter son soutien à certains des siens, qui ne voulaient plus de son investiture, sans toutefois pouvoir toujours l'assumer jusqu'au bout. A la veille de l'émission « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair sur TF1, le CSA et la direction de la chaîne ont ainsi été informés par la Place du Colonel-Fabien que le temps proposé, à cette occasion, à M. Charles Fiterman, membre du bureau politique, ne saurait évidemment entrer dans le décompte du temps de parole imparti au Parti communiste. Pour toute réplique, l'ancien ministre des transports dit avoir envoyé ce simple mot au secrétaire général du PC : *« Et mes voix, elles seront décomptées du total affecté au Parti ? »*

J.-L. S.

□ **Précisions.** – Mme Durupt, candidate de l'Union écologie et démocratie, dans la onzième circonscription du Val-de-Marne, se prénomme Béatrice et non Brigitte comme nous l'avons écrit par erreur (*le Monde* du 17 mars). Par ailleurs, M. Alain Rist, candidat des Verts dans la huitième circonscription de Seine-et-Marne, a bien réalisé le meilleur score des Verts en Ile-de-France aux élections cantonales de 1992, mais au premier tour. Au second tour, le meilleur score a été obtenu par M. Fabrice David à Franconville (Val-d'Oise), aujourd'hui candidat de l'UED dans la quatrième circonscription de ce département.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Le retour aux sources de Charles Fiterman

Le chef de file des communistes refondateurs est chez lui dans la Loire, où il retrouve ses amis d'enfance

FIRMINY (LOIRE)

de notre envoyé spécial

Il rit. Il prend plaisir à discuter, tard le soir avec de jeunes militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Il reprendrait volontiers des morilles, au restaurant. Il lui arrive même de douter : *« J'ai été trompé, je me suis trompé et, du même coup, j'en ai trompé beaucoup d'autres. »* Le *« candidat d'Entente de gauche »*, dans la quatrième circonscription de la Loire, soutenu notamment *par le Parti communiste*, l'Alternative rouge et verte, l'Alternative démocratique et socialiste et, bien sûr, par Refondations, M. Charles Fiterman, a peu de ressemblance avec le membre du bureau politique du PCF que l'on connaît.

Ici, il est lui-même. Il est chez lui. Ses adversaires – c'est de bonne guerre – ont bien tenté, à chaque occasion, de présenter l'ancien ministre des transports du second gouvernement de M. Pierre Mauroy comme un *« parachuté »*. Hélas pour eux, les grands journaux ont de la *mémoire* : *la Tribune-le Progrès*, le quotidien de Saint-Etienne, a retrouvé la photo d'un grand jeune homme efflanqué, lisant, devant ses camarades en bleu de travail, la déclaration du syndicat. C'était à la SFAC, la Société des forges et ateliers du Creusot, propriété du groupe Schneider, et Charles Fiterman, *en 1962, en était le secrétaire* du comité d'entreprise. *« J'avais débuté comme électricien aux trams de Saint-Etienne. J'étais P3, avant d'être licencié, à dix-neuf ans, pour avoir organisé des grèves tournantes. »* En 1963, M. Fiterman est appelé à Paris pour être directeur adjoint de l'Ecole centrale de formation des cadres du Parti communiste.

Il s'énerve rarement, sauf lorsqu'on le présente, justement, comme un étranger. *« C'est carrément crapoteux ! Et pourquoi pas juif polonais ? »* Fils de juifs polonais, M. Fiterman l'était, quand il avait dix ans. Le petit « Charles » était alors hébergé, protégé, par une famille de paysans, à Marlhes, village de granit aux façades austères, à moins d'un jet de pierre de la Haute-Loire catholique, fief de M. Jacques Barrot, président sortant du groupe UDC à l'Assemblée nationale. *« Il n'y avait qu'une école, elle était catholique,* se souvient le dirigeant communiste. *Le curé était dans le coup, qui nous donnait les tickets de pain. J'ai même dû faire l'enfant de chœur, pour donner le change. »*

La tournée des foyers de l'Amicale laïque

A Marlhes, à peine arrivé, un vieux copain d'école le reconnaît. Les deux hommes se rappellent leurs descentes, sur les flancs de la montagne enneigée, dans le traîneau de la paroisse, officiellement destiné à porter les cercueils. A Saint-Etienne, le candidat fait la tournée des foyers de l'Amicale laïque : beaucoup de vieux assis autour d'un verre de rouge, et souvent abîmés par un accident du travail, des mômes, dans le coin de la pièce, qui jouent au billard, et très peu de femmes, hormis la serveuse du bar. Une autre France. *« Nous avons vingt-trois mille adhérents aux amicales laïques »*, rapporte, en se frottant les mains, M. Joseph Sanguedolce, l'ancien maire communiste de Saint-Etienne, éternellement coiffé de son petit chapeau rond. M. Sanguedolce n'est pas d'accord avec les analyses de M. Fiterman. Mais il aime bien *« le pluralisme des idées »*.

M. Charles Fiterman est candidat à la succession du député sortant, M. Théo Vial-Massat, communiste critique comme lui, âgé de soixante-treize ans. Au grand dam de quelques militants orthodoxes, l'ancien résistant a intronisé, à l'automne dernier, l'ancien ministre des transports. La partie, pour ce dernier, est loin d'être gagnée. Il a notamment face à lui deux candidats de droite, M. Daniel Mandon, investi par l'UPF, maire (CDS) de Saint-Genest-Malifaux, et M. Guy Giraud, adjoint (RPR) au maire de Saint-Etienne, les candidats du PS et des Verts, et M. Jean Carré, représentant d'un parti, le Front national, qui, d'élection en élection, recueille sans mot dire, tout le long de l'ancienne vallée industrielle de l'Ondaine, aujourd'hui sinistrée, jusqu'à 24 % des suffrages exprimés.

Le retour éventuel de M. Fiterman à l'Assemblée nationale repose ainsi beaucoup sur une élection triangulaire, qui l'opposerait, au second tour, au candidat de la droite et à celui du FN. Dans cette perspective, il a déjà tout fait pour se « verdir », étant bien entendu que nul ne saurait douter qu'il est « rouge », depuis toujours. Porte-parole des Verts, opposée comme lui à Maastricht, Mme Dominique Voynet devait d'ailleurs venir dans la Loire dialoguer avec lui, en février, quand les écologistes locaux ont tout de même jugé que c'était un peu prématuré.

Alors, en attendant, M. Fiterman continue de *« faire ce qu'il faut »* pour gagner le 28 mars, et de s'interroger jusqu'au bout sur les mérites comparés de l'évolution naturelle et du sens de l'histoire. Tout entier pénétré par sa vie, ses combats, ses erreurs, ses deuils – un père mort à Auschwitz, une mère et une fille décédées dans des conditions tragiques, et lui-même qui frôla la mort, en compagnie de son épouse, un soir de septembre 1989, sur le chemin du retour de la fête de *l'Humanité*, – il a pris de la distance. Pourquoi les quatre ministres communistes de 1981 ont-ils tous dévié de la ligne officielle du PC ?

« Peut-être que nous avons été confrontés, dans la gestion, à la complexité du monde, dit-il. *Ce n'est pas un hasard si beaucoup de nos élus locaux se posent aujourd'hui des questions. L'un des drames du Parti communiste français provient de son enfermement dans le monde clos de la banlieue parisienne. »* Puis il descend de voiture, regarde l'horizon blanchi par l'hiver, et dit, de son inimitable voix traînarde : *« C'est quand même mieux qu'à Villejuif, non ? »*

JEAN-LOUIS SAUX

PAROLES D'ÉLECTEURS

L'Eldorado des myrtilles

Parfois Bernadette et Philippe Cuvilier sont tous les deux dans leur champ de myrtilles, s'arrêtent de tailler les plants, se regardent et éclatent de rire en se disant : *« Mais qu'est-ce qu'on fait là ? »* C'est vrai que souvent ils se le demandent et puis ils regardent les rondeurs boisées qui les entourent, les hangars qui pourraient ressembler à des manoirs, ils regardent aussi leur champ, ces fines branches qui sortent de terre, qui n'ont l'air de rien mais qui, un jour, pourraient promettre monts et merveilles.

Les Cuvilier voudraient y croire. C'est sans doute cela qui les rend joyeux, cette sensation du fil du rasoir, au bord de la banqueroute comme de la fortune, une maison hypothéquée, des factures impayées et le rêve, une quasi-certitude que, cette fois-ci, ça va marcher. A force de chercher l'Eldorado dans ce petit coin de Creuse à quelques kilomètres d'Aubusson, ils ont l'impression de l'avoir finalement trouvé, ici, dans ces milliers de pépites noires, ces *« blueberrys »* américaines, le fruit de tous leurs espoirs...

Pour un peu Philippe Cuvilier se voit déjà arrivé. Eleveur de moutons, il est prêt, si le mouton redémarre, *« à faire de l'extensif s'il faut faire de l'extensif »* et à poursuivre les myrtilles en même temps. Il est prêt à tout. *« Si la solution de demain c'est de travailler sur des propriétés de 10 000 hectares ou de 50 000 hectares, ça ne me fait pas peur »*, ajoute-t-il en se prenant à rêver : *« Il paraît que les agriculteurs australiens prennent un avion pour aller porter le casse-croûte à leurs ouvriers. »* Philippe Cuvelier, profession : *« gentleman-farmer »*. L'homme, âgé de cinquante-deux ans, en a déjà le visage, les habits, voire le discours teinté de conservatisme et de modernité... et une sympathie hautement revendiquée pour le RPR pour lequel il s'apprête à aller voter.

Pourtant cet ancien partisan de l'Indochine et de l'Algérie françaises n'a jamais vraiment porté le général de Gaulle dans son cœur. Ce traditionnaliste *« déjà tourné vers l'an 2000 »*, indulgent à l'égard de Philippe Pétain – *« on a été un peu trop dur avec lui après la guerre »*, – insensible, dit-il, aux sirènes de Le Pen – *« trop extrémiste »*, – aime le *« discours à poigne »* de Pasqua sans pour autant attendre de grands bouleversements de la future majorité. *« Nous, les paysans, nous aurons peut-être un peu plus d'aides du gouvernement. Nous sommes leurs électeurs, un peu leur chouchous. »*

« La valeur biblique de la pastorale »

Ancien militaire de carrière, catholique fervent, père de cinq enfants, Philippe Cuvilier *s'est* installé en 1974 dans la Creuse et s'est immédiatement orienté vers l'élevage de moutons, *« mais attention les limousins, uniquement de race pure »*. Une passion que Philippe Cuvilier n'hésite pas à expliquer par sa dimension mystique, parlant de *« la valeur biblique de la pastorale »*, de *« l'osmose avec le troupeau »*, *« des brebis et de leur confiance envers leur berger »*. La chute des cours de la viande le ramène vite sur terre. Il ne peste pas contre la mondialisation du marché, une bataille, pense-t-il, déjà perdue, ni contre l'Europe, *« il faut bien la construire un jour »*, un petit peu contre les socialistes et les agriculteurs, *« mais pouvaient-ils faire autre chose ? »*.

Attaché au « social », il voudrait être certain que le pays a bien compris que sa campagne *« part à la casse »* et que *« dans les deux prochaines années, cette restructuration va être fatale »*. En attendant, Philippe Cuvilier garde ses moutons et tente des coups de poker. Il a déjà essayé les plats cuisinés, les couettes en laine et les manchons en peau de mouton – *« on a failli décrocher le contrat de fournisseur des JO d'Albertville »*, – mais à chaque fois il s'est *« planté »*. Aujourd'hui, il parie sur *« l'américanisation du goût »* : *« Les myrtilles font un tabac là-bas et ça commence à venir chez nous. »* Philippe Cuvilier y croit, il voit déjà ses barquettes de fruits noirs envahir les fast-foods, ses premiers résultats sont prometteurs même s'il sera plus difficile de trouver une métaphore biblique dans l'essor de la *« blueberry »*. Sinon, les Cuvilier pourront toujours se regarder en se disant : *« Mais qu'est-ce qu'on fait là ? »* Les éclats de rire en moins.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

A la télévision et à la radio

Le programme officiel des interventions

Sur France 2 après le journal de 20 heures, sur France 3 avant le jeu « Questions pour un champion », à 18 h 05. – *Vendredi 19 mars* : PS, RPR, UDF, PC (1 minute chacun) ; CNI, Union des indépendants, Parti de la loi naturelle, A gauche vraiment, Alliance populaire, Génération Ecologie, Solidarité, Ecologie, Gauche alternative, FN, Parti des travailleurs, Lutte ouvrière, Verts, Nouveaux Ecologistes (30 secondes chacun).

Sur France-Inter après le journal de 20 heures. – *Vendredi 19 mars* : PS, RPR, UDF, PC, CNI, Union des indépendants, Parti de la loi naturelle, A gauche vraiment, Alliance populaire, Génération Ecologie, Solidarité, Ecologie, Gauche alternative, FN, Parti des travailleurs, Lutte ouvrière, Verts, Nouveaux Ecologistes (1 minute chacun).

des 21 et 28 mars

Alternances et valeurs

Suite de la première page

Toutefois, l'échec de la gauche modèle 1981 a pour contrepartie un incontestable succès sur un terrain inattendu. En *cassant l'indexation des salaires, le gouvernement socialiste arrête l'inflation*, stabilise le franc et assure les *conditions d'une compétitivité* saine de l'économie française; en *reconnaissant le rôle du marché, il* réconcilie la majorité des Français *avec l'entreprise et avec le profit*, source indispensable des investissements; en se portant garant des acquis sociaux et en optant *pour un traitement social du* chômage, il assure le maintien de la confiance de ses électeurs; en soutenant Jacques Delors à la Commission des Communautés européennes, il redonne vigueur à l'axe franco-allemand autour de l'aventure du grand marché intérieur européen.

Le refus par François Mitterrand de l'«ouverture» en 1988 ne *changera guère l'orientation de la* politique ou le soutien de l'opi*nion, et des réformes importantes* seront à l'actif de cette législature comme le revenu minimum d'insertion ou la contribution sociale généralisée. Seuls les milieux économiques garderont le souvenir du raid absurde et manqué sur la Société générale, cette tentative maladroite pour redonner vie à un capitalisme à la française où toutes les grandes décisions nécessitaient l'aval du ministère des finances.

Pourtant, progressivement, le soutien de l'opinion s'effiloche et la guerre du Golfe n'engendre qu'une brève remontée de la confiance. Alors que les commentateurs étrangers soulignent les réussites, les Français n'ont d'yeux que pour le passif et sombrent dans la morosité. La majorité crie à l'injustice car les circonstances ne l'ont pas aidée, mais elle oublie qu'elle a creusé elle-même sa propre tombe.

Que la gauche mène une politique du centre, ses électeurs l'ont pour la plupart admis, mais à une condition : le respect de certaines valeurs. *Les cas de malhonnêteté* individuelle distribués aléatoirement entre les partis n'empêchent pas qu'ils soient plus difficilement tolérés par certains citoyens, parmi lesquels de nombreux électeurs du PS. Que tous les partis se soient crus autorisés à transgresser la loi pour assurer leur financement au nom de leur utilité dans une démocratie n'absout pas le Parti socialiste d'y avoir eu recours. Une certitude : les électeurs de François Mitterrand en 1981 ont concédé une inflexion de la politique, mais ils ne peuvent tolérer les entorses aux valeurs, et cela d'autant plus que la gestion des «affaires» par le pouvoir a été d'une rare maladresse.

Dans le même temps, le Parti socialiste, *trop sûr de lui-même*, s'est déchiré en factions relevant plus d'ambitions personnelles de quelques «éléphants» que de réelles options *politiques. Qui a* oublié le désastreux congrès de Rennes?

Nouvelle erreur, présidentielle cette fois : le départ de Michel Rocard, en mai 1991, et le choix d'Edith Cresson comme premier *ministre, une personnalité courageuse certes, mais à laquelle manque la stature requise par le* poste.

Les avertis relèveront aussi des flottements ou des choix discutables dans la conduite de la politique étrangère : à Kiev, le 6 décembre 1989, François Mitterrand donne l'impression de s'appuyer sur Mikhaïl Gorbatchev pour freiner l'unification allemande; en lançant, le 31 décembre de la même année, le projet d'une Confédération euopéenne incluant l'URSS, il n'offre aucune solution aux pays d'Europe centrale qui viennent de rejeter le communisme; et l'on se souviendra aussi de l'attitude ambiguë de l'Elysée lors du premier jour du putsch moscovite d'août 1991. Quant au débat sur Maastricht, si l'on peut se réjouir qu'il ait donné lieu à un référendum démocratique, on ne peut, en revanche, que regretter la manière dont il a été *politiquement conduit et qui a* contribué à transformer la forte adhésion à l'Europe du début de l'année en une faible majorité en septembre.

Le coup de grâce va venir de la situation économique et de ses *conséquences sociales : bien que* la France ait maintenu, jusqu'en *1992, des performances supérieures à celles de ses partenaires, la crise conjoncturelle de* l'économie mondiale accroît le *chômage, surtout celui des cadres* (compte tenu de l'importance *qu'ont maintenant les industries* de haute technologie), les taux *d'intérêt élevés découragent les* candidats à l'accession à la propriété, *la réforme indispensable de* la politique agricole commune, mal expliquée, conduit le monde paysan au bord de la révolte. Or, pour l'opinion publique, qu'il s'agisse du chômage, des taux d'intérêt ou de l'agriculture, le gouvernement donne l'impression d'être indifférent, à la traîne de l'Allemagne ou contraint aux rodomontades.

D'où le paradoxe d'un bilan contradictoire : une gestion hono*rable des affaires publiques (et qui* sera certainement saluée comme *telle par les historiens futurs)*, mais qui coexiste depuis quelques années avec une conduite désastreuse des problèmes relevant du politique. Qu'il s'agisse des relations avec ceux qui avaient donné une âme à la gauche, avec l'ensemble des jeunes qui vivent intensément les interrogations nouvelles de la société ou avec l'opinion publique dans sa diversité.

Rarement élections auront donc *été aussi urgentes, puisque le* parti au pouvoir est tellement dés*avoué par l'opinion qu'il a lui-même* perdu confiance en sa capacité à gouverner le pays.

Pourtant, l'effondrement du Parti socialiste ne constitue pas la seule lecture des élections, car, simultanément, d'autres changements se sont produits :

– Le recentrage de la politique *socialiste a rapproché la gauche* modérée de la droite «centriste», enlevant à la coupure droite-gauche la signification fondamentale *qu'elle avait revêtue dans les* années 70. Certes, pour des impératifs compréhensibles de luttes de partis et par suite des caractéristiques de la loi électorale, la classe politique est contrainte de présenter comme un mur de béton une cloison de papier. Mais il en résulte un décalage entre l'action et le discours qui apparaît insupportable et dérisoire à des citoyens de mieux en mieux informés. Cette désaffection touche aussi bien la gauche que la droite traditionnelle. Elle crée un vide dangereux entre les hommes politiques et les citoyens, un vide qu'accroît le vieillissement de l'élite des partis;

– *L'européanisation et la mondialisation*, avec tout ce qu'elles *impliquent de restructurations* économiques, d'éventuelles migrations, d'insertion des *individus* dans des appartenances multiples, de brouillage apparent des identités nationales, ont fait naître sur le continent européen, pour la première fois depuis la guerre, des *mouvements xénophobes* et racistes à tendances fascisantes comme le Front *national* en France. Avec un mode de scrutin majoritaire, le risque existait de voir la droite républicaine contrainte d'adopter, pour gagner les élections, une version édulcorée des thèses de l'extrême droite. L'effondrement du Parti socialiste, en permettant au couple UDF-RPR d'espérer une victoire électorale sans compromission, a conjuré ce risque dans l'immédiat;

– Une fêlure inquiétante s'est formée au sein du RPR. Qu'ont encore de commun la tendance Pasqua-Séguin, qu'il faut bien qualifier de populiste-nationale, et la tendance Chirac-Balladur-Juppé, fidèle à la tradition pompidolienne? Sur des points essentiels *(l'Europe et la politique économique* notamment), elles proposent *des stratégies opposées*. Des trois cohabitations (1) (entre la *majorité parlementaire et le président*, entre le RPR et l'UDF, entre les deux RPR), peut-être est-ce la dernière qui est potentiellement la plus inquiétante;

– *Déçus de la langue de bois* des partis de gouvernement, nombre de citoyens, notamment parmi ceux dont la gauche avait soulevé l'espérance en 1981, recherchent une autre voie. Ils voudraient que l'on fasse de la politique *autrement*. Une politique moins institutionnelle, plus proche des aspirations individuelles, plus respectueuse de l'environnement local ou mondial. D'où la faveur dont semblent bénéficier les frères siamois de l'écologie, qui posent de bonnes questions, mais éprouvent *une évidente difficulté* à transformer des réponses partielles judicieuses – s'apparentant souvent à des impératifs catégoriques – *en des programmes globaux* de gouvernement. S'il est *nécessaire* que, tôt ou tard, la société prenne en compte, dans *ses arbitrages, les préoccupations* des écologistes, il est permis *d'être plus sceptique sur la pérennité* des mouvements politiques *combattant sous ce nom*.

Tout semble indiquer que les deux ensembles UDF-RPR et écologistes-socialistes pourraient être proches de leurs scores de 1986. Mais le scrutin majoritaire aboutira vraisemblablement à une composition de l'Assemblée totalement différente de la répartition des *votes, puisqu'il n'est pas exclu* que la droite républicaine recueille *les trois quarts des sièges*. La future Assemblée pourrait ainsi être, *parmi toutes celles de la* Ve République, la moins représentative des opinions des électeurs, et cela pour deux raisons : les mouvements qui expriment l'existence d'un fossé entre la classe politique et les citoyens ne devraient avoir au mieux que quelques élus; l'éclatement de certaines familles de pensée accroîtra les déformations dues au scrutin majoritaire. On comprend par conséquent que l'on puisse qualifier *d'étrange* cette consultation électorale.

∴

MÊME si l'analyse démontre que l'usure du pouvoir atteint le *président* tout autant que le Parti socialiste, il ne faut pas confondre *élections législatives* et *élection présidentielle*. Même si la droite *républicaine obtient* à l'Assemblée une majorité écrasante, sa victoire *ne lui donnera pas la moindre* légitimité à demander la démission de *François Mitterrand. Les Français* sont toujours prêts à changer de Constitution, *croyant naïvement* que la suivante corrigera les erreurs de la précédente sans engendrer ses propres effets pervers. Les inconvénients d'une entorse à la Constitution de 1958 seraient pour la France autrement plus graves que la gêne qu'éprouveraient à cohabiter un président issu de la gauche et un gouvernement de centre droit. Les Constitutions ne sont pas faites pour le confort des hommes politiques et, en dépit de quelques défauts (deux septennats sembleront toujours longs), le texte de 1958 a d'incontestables mérites. Le président de la République sortira toutefois de la consultation de 1993 beaucoup plus affaibli que de celle de 1986.

Il faut reconnaître, en second lieu, qu'en cas de victoire de la droite républicaine – en supposant que le courant populiste-national y soit suffisamment faible – la politique adoptée représenterait sans doute une inflexion plus qu'une rupture par rapport à la ligne du gouvernement actuel. Les élections se font sous le signe de l'alternance, et non du changement de société. Il ne faut pas attacher trop d'importance aux incohérences du programme de la droite lorsqu'il propose simultanément une réduction des impôts, une diminution du déficit budgétaire et des mesures impliquant des dépenses supplémentaires, le tout rendu possible par une amélioration de l'efficacité de l'Etat. C'est généralement la loi du genre, et l'appel du président de la République à la semaine de trente-cinq heures ne résiste pas davantage à l'examen.

Aussi, après avoir qualifié d'honorable *le bilan de la gestion du* pays par le Parti socialiste, ne convient-il pas *non plus de jeter a priori* l'anathème sur la politique *d'une nouvelle majorité*.

∴

ON peut, dans l'immédiat, formuler deux vœux :

– Le premier s'adresse aux électeurs et n'est qu'un truisme : qu'ils aillent voter dimanche car le vote des citoyens reste le socle fondamental d'une démocratie moderne, quelle que soit en pratique la complexité du fonctionnement d'un Etat en cette fin de siècle; qu'ils se souviennent aussi que le scrutin majoritaire va laminer les petits partis, sauf lorsqu'ils ont une implantation locale très forte, et que les votes de protestation à l'égard des grands partis, s'ils ont le mérite d'exprimer la volonté d'une autre vie politique, seront néanmoins sans effet sur la *composition de l'Assemblée*.

– Le second concerne la droite républicaine dans le cas où *elle* deviendrait largement majoritaire à *l'Assemblée*, car les Assemblées monocolores sont plus sensibles que d'autres aux échauffements partisans et au risque d'adoption de ce dogme dangereux : *Nous avons juridiquement raison, car nous sommes politiquement majoritaires*. La qualité d'une démocratie se juge à l'attitude des vainqueurs à l'égard de ceux qui ne partagent pas leurs convictions. Un rappel d'autant plus opportun que la majorité de demain sera, comme celle d'hier, minoritaire dans le pays.

∴

PASSÉ les élections, la France devra affronter une multiplicité de défis de grande ampleur, à court, moyen et long terme, impossibles à traiter comme le font les paresseux lorsque, plutôt que d'enlever *la poussière*, ils la poussent sous les meubles. En voici une liste non *exhaustive. Elle s'organise* assez naturellement autour de trois *thèmes : l'Europe, la cohésion* sociale, le rétablissement de la *confiance entre les citoyens et la* classe politique.

– *L'Europe*, c'est tout d'abord la mise en œuvre du traité de Maastricht, mais c'est plus généralement l'intensification de la coopération dans deux domaines :

• Une meilleure coordination des politiques économiques indispensable à la relance de la croissance et l'obtention dans le cadre du GATT d'un accord équilibré.

• *La définition d'une stratégie européenne en matière de sécurité et d'élargissement avec pour* corollaires une redéfinition de la *politique de défense de la France* à l'heure où les menaces changent *de nature, une prise en compte* des préoccupations des pays de l'Europe centrale, des actions cohérentes à l'égard du monde arabe et de l'Afrique.

– *La cohésion sociale*, c'est en premier lieu la lutte contre le *chômage, par une réduction du* coût du travail pour faciliter le *recrutement* des salariés les moins qualifiés (avec pour conséquence une dissociation progressive pour les plus défavorisés de la *rémunération de leur travail* et du revenu), mais c'est aussi la *lutte contre l'exclusion* dans les banlieues, la recomposition de *l'espace rural, la réforme progressive* des grands systèmes de *l'Etat-protecteur – l'éducation* et la formation, la santé, les retraites – *en restant fidèle aux idéaux*, mais en adaptant les instruments; *c'est enfin la mise en place*, en matière de nationalité, des conclu*sions de la commission Marceau* Long, dont le sérieux avait été reconnu en son temps.

– Le rétablissement de *la confiance entre les citoyens et la classe politique*, ce ciment indispensable à toute démocratie, c'est à la fois l'accession à une transparence totale du financement des partis politiques, un enracinement plus profond des élus dans la vie régionale et locale, la prise en compte concrète des aspirations nouvelles dont sont porteuses les jeunes générations; c'est peut-être un «big bang» qui ne se limite pas à celui évoqué par Michel Rocard.

Le Monde, pour sa part, s'efforcera de *rester vigilant sur le* respect par la puissance publique *des valeurs qu'il a toujours défendues* : l'équité sociale, le refus du racisme *sous toutes ses formes*, le rejet de l'exclusion, le respect *des droits de l'homme, l'indépendance* de la justice, la liberté de l'information, l'assistance au développement. Il maintiendra les grandes orientations qu'il a adoptées dans le passé, notamment le soutien à un Etat de droit et à une Constitution qui en est la clef de voûte, l'attachement à une construction européenne démocratique et proche des citoyens.

JACQUES LESOURNE

(1) Voir l'article d'Olivier Biffaud dans *le Monde* du 9 mars 1993.

QUELLE HISTOIRE ! PAR CLAUDE SARRAUTE

Et moi ! Et moi !

– Moi, mes bulletins de vote, j'ai pas de quoi les faire imprimer. Alors, je vais passer une petite annonce dans le journal pour demander à mes électeurs de découper un rectangle de papier blanc, d'y inscrire mon nom en grosses lettres et, en dessous, celui de mon suppléant.

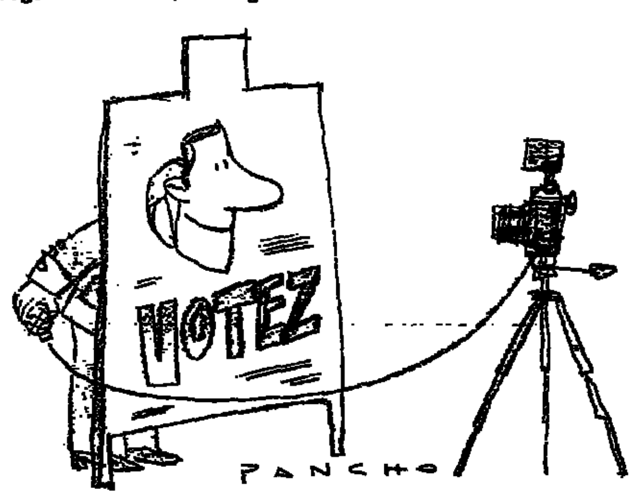
– Tiens, on a le droit? Je savais pas. Les miens, je les *sors sur mon imprimante*. Si vous voulez, je peux...

– *Ce serait super! Mais ça* va me coûter combien?

– Pas un sou! Entre petits candidats, on se doit bien ça!

– A ce moment-là, je me charge de vos affiches. On y va *demain* collar les miennes avec une copine. *C'est quoi, votre numéro sur* les panneaux? Le 6? Moi, c'est le 8.

Le 8, c'est Annie Chanial, de Saint-Barthélemy-d'Anjou, une adorable mère de famille, blonde aux yeux verts, qui se présente, elle aussi, dans la première circonscription de Maine-et-Loire. Histoire de porter sur la place publique ses *démêlés avec la justice : un* terrain hérité de sa grand-mère, entièrement enclavé, qu'elle regarde de loin, la rage au



cœur, depuis dix-sept ans, faute de pouvoir y accéder. Sauf par hélicoptère. Et le 6, c'est Bruno Bourrinet, un colosse ensoleillé, collier de barbe poivre et sel, sorti d'une gravure du Moyen Age, journaliste. Un récidiviste. Il a déjà «fait» une présidentielle, une *cantonale et deux municipales*. Son dada : la lutte contre le chômage.

Annie... Bruno... Deux candidats pas marginaux, ils n'aiment pas ce mot, sauvages. Deux amateurs partis en campagne, ils sont des centaines à tenter le coup cette année, contre des pros : Ecoutez-moi, écoutez-nous. On a des choses à vous dire! C'est moi qui les ai présentés l'un à l'autre. On *s'est retrouvés à l'auberge du* Bon Accueil, à Brissarthe, le *fief de Bourrinet. Annie, elle*, m'avait déjà signalé ce refus de droit de passage, pourtant certifié par un acte notarié. Et j'ai profité des élections pour aller voir ça de plus près. Enfin, voir, façon de parler! Il est enclavé de partout, ce champ en friche de 2 000 carrés. Impossible d'y mettre les pieds. Les voisins, il y en a un qui siège au conseil municipal, ne veulent rien savoir. Et, *curieusement*, les tribunaux leur ont donné raison. C'est pas *eux qui ont été condamnés*, c'est Annie et Michel, son mari, un petit artisan bijoutier que cette interminable affaire rend fou de colère. A deux mois de prison avec sursis. Et à 30 000 F d'amende. Pour avoir essayé de pénétrer dans leur propriété!

Bruno, ça ne l'étonne pas : cette justice à deux vitesses, *ces millions de pauvres diables*, sans boulot, sans espoir, roulés dans la farine par des *politiciens incapables et véreux* qui se bouffent le nez entre eux, ras-le-bol! Annie lui raconte sa grève de la faim, près de trois semaines à camper dans la salle des Pas-Perdus du palais de justice à Angers.

– C'est quand même ahurissant d'en arriver là pour un litige aussi minable, avouez, un *truc qui aurait dû se régler à* l'amiable il y a belle lurette. A *croire qu'ils sont tous de* mèche! La séparation des *pouvoirs*, parlons-en! Moi, c'est ça que j'aurais voulu dénoncer, le copinage, la corruption, mais j'ai pas les moyens de tenir des réunions publiques.

Bruno la console :

– *Elle en a tenu une à Juvardeil*, la mère Bachelot. Et elle *n'a rameuté que huit personnes*.

De qui s'agit-il? De Bachelot Roselyne, député sortant, candidate unique de la droite, leur bête noire, dont le sourire confiant s'étale devant toutes les mairies, flanqué de ceux de ses concurrents du FN, du PC, *de GE, du PS*...

– Comment il s'appelle, déjà, celui-là, *son nom m'échappe*... Il n'en sait rien, Bourrinet, et il s'en fiche royalement :

– Tous ces mecs qui appellent à voter non pas sur des idées, mais sur leur bonne mine, ça me débecte. Moi, faute de pouvoir imprimer des tracts, j'ai tout marqué sur mon affiche. Tenez, regardez : «Mme le député, je ne vous *demande rien d'autre que de* vous effacer. En ville comme *en campagne votre bilan est si nul que pendant cinq ans votre présence a été perçue comme* une absence».

Annie se marre :

– C'est drôlement bien écrit, mais est-ce que vous croyez qu'ils vont prendre le temps de rester plantés devant les panneaux pour vous lire, les gens? Mon programme, il tient en *quatre lignes* : Les Français doivent avoir un droit de *regard sur leur justice*. L'Association de défense des usagers *de l'Administration m'a fait* cadeau d'une affiche. Je l'ai passée à la photocopieuse. J'en ai eu pour 120 balles. Plus les 1 000 F de caution.

– Vous savez ce qu'on devrait faire la prochaine fois? Fonder un parti. Le parti de l'homme et de la femme de la rue. Au moins, là, on bénéficierait de l'aide de l'Etat.

Je les taquine : Vous vous piquez au jeu, dites donc! Et si *vous alliez la perdre*, cette élection? Les résultats, vos résultats, *vous comptez les attendre* où, et comment? Bruno, *très digne : Chez moi*. En famille. Je refuse d'aller à la sauterie donnée par la préfecture. Annie, très pince-sans-rire : Une sauterie? A la préfecture? Mais, j'ai pas été invitée! Remarquez j'aurais pas pu y aller. Je dois passer à Radio-Gribouille.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la demande du tribunal correctionnel de Paris

Un Français détenu en Espagne comparaîtra comme témoin au cours du procès de sept militants basques

La 17e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean-Yves Monfort, a ordonné jeudi 18 mars que Henri Parot, actuellement détenu en Espagne, comparaisse comme témoin au cours *du procès de sept militants basques qui répondent du délit d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».* Parmi eux, figure Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo », soupçonné d'être le principal responsable de l'organisation séparatiste basque.

Les plaidoiries de début d'audience n'ont pas les mêmes accents que celles entendues à la fin des débats. A l'ouverture, c'est l'instant des escarmouches de procédure, celui où, avec plus ou moins de conviction, on dépose un flot de conclusions que les juges joignent généralement au dossier pour y répondre en bloc avec le jugement. Ainsi Me Jean-Philippe Gonzalez proteste-t-il contre *« la cuisine judiciaire »* qui a conduit le parquet à faire deux dossiers. Un pour l'*« association de malfaiteurs »*, l'autre pour les crimes dont ce délit suppose la préparation ou l'exécution. Car, après avoir comparu en correctionnelle, les prévenus seront jugés par une juridiction criminelle.

Les quatre Français, Jean Parot, quarante et un ans, Frédéric Haramboure, *trente-neuf ans,* Jacques Esnal, *quarante-deux ans,* et José Ochoantesana, *quarante-trois ans,* interpellés les 4 et 5 avril 1990 dans la région de Bayonne, comparaîtront plus tard, devant la cour d'assises de Paris spécialement composée de magistrats, pour répondre de vingt-trois attentats. Commis entre le 2 novembre 1978 et le 17 novembre 1989, ces attentats, imputés à un groupe surnommé le « commando itinérant », ont provoqué la mort de plusieurs dizaines de personnes. On lui attribue notamment l'assassinat en Espagne du vice-amiral Colon de Carajoval et de trois généraux, ainsi qu'un attentat contre une caserne de la garde civile à Saragosse qui a fait onze morts en décembre 1987.

Les Espagnols connaîtront un sort différent. Il s'agit de José Aizpurua Aizpuru, de José-Marie Arregui Erostarbe, dit *« Xitti »*, et Francisco Mugica Garmendia, arrêté le 29 mars 1992 à Bidart. Ces deux derniers sont réclamés par les autorités judiciaires espagnoles et pourraient être extradés.

Me Gonzalez n'accepte donc pas cette division du dossier qui conduirait à violer le secret de l'instruction en évoquant, pour juger l'association de malfaiteurs, des faits criminels qui font l'objet d'une information judiciaire séparée. Aussi demande-t-il un renvoi du procès jusqu'à la décision des juridictions criminelles. De la même manière, Me Jean-François Blanco s'insurge contre l'absence de Henri Parot, le frère de Jean. Arrêté à Séville le 2 avril 1990, Henri Parot a fourni aux enquêteurs espagnols une foule de renseignements permettant l'arrestation du commando et qui ont servi de base pour construire le dossier de l'accusation. Mais, selon l'avocat, c'est sous la torture que ces abondantes déclarations lui auraient été arrachées, et il demande la comparution de Henri Parot. Le défenseur s'appuie notamment sur l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui exige que tout accusé puisse être confronté avec un témoin.

847 années de prison

Le parquet s'oppose à ces demandes en constatant, en particulier à propos de la présence de Parot, que l'accusation repose aussi sur des faits matériels. Comme s'ils étaient convaincus de la décision des juges, les militants basques annoncent : *« Nous n'acceptons plus d'être jugés ici »*, alors que Garmendia lance au tribunal : *« Vous n'êtes qu'un appareil supplémentaire de la répression. »* Les autres renchérissent en comparant les juges à *« des marionnettes manipulées par le gouvernement »*. Enfin ils précisent qu'ils veulent quitter la salle et qu'ils récusent leurs avocats.

Flegmatique, le président Monfort *suspend l'audience. A la reprise, il semble très désappointé que les prévenus aient anticipé la décision des juges : « Souhaitez-vous au moins attendre la décision du tribunal ? »*, susurre le magistrat. Interloqués, les militants basques acceptent : ils resteront jusqu'à la décision. Le tribunal se retire à nouveau alors que les avocats commencent à envisager très sérieusement une réponse favorable au droit de la défense. Après quelques minutes de délibéré, le président Monfort annonce que le tribunal ordonne la comparution de Henri Parot à l'audience du 26 mars à 13 h 30. Déconcertés, les prévenus discutent avec leurs avocats et donnent enfin leur réponse : ils partiront quand même, quitte à revenir le 26 mars, si Parot est présent. Mais ils n'ont pas confiance dans les autorités espagnoles.

Il est vrai que la situation de Henri Parot n'est pas simple. Citoyen français, il a été condamné en Espagne à 847 années de prison dans une procédure qui additionne les peines pour chaque fait sans utiliser la confusion pratiquée en France. Tout au plus, le jugement semble avoir ramené le total à trente ans. Il appartient au parquet de solliciter l'Espagne par la voie diplomatique, mais il n'est pas certain que les autorités madrilènes acceptent de « prêter » Henri Parot pour venir témoigner. En juin 1988, le parquet général d'Aix-en-Provence avait regretté que les autorités helvétiques n'aient pas voulu « prêter » François Scapula pour entendre son témoignage au procès des assassins du juge Pierre Michel. Un discours qui avait provoqué les protestations d'un responsable de l'Office fédéral suisse de police, pour qui la France n'avait pas déployé l'énergie nécessaire afin d'obtenir le « prêt ».

Au-delà des querelles diplomatiques, la décision du tribunal n'est-elle qu'un vœu pieux ? C'est ce que pensent les militants basques, qui ont quitté leur box avec l'autorisation du président. Leurs avocats sont partis avec tous les sympathisants qui remplissaient les travées du public. Devant une salle composée de neuf gendarmes et de quatre spectateurs disséminés sur les bancs, le président Monfort continuait le procès seul avec le parquet. A l'évidence, le magistrat a tout fait pour éviter cela en rendant une de ces décisions exceptionnelles, très protectrices des droits de l'homme, qui le caractérisent. Amer, il murmure dans le silence : *« Lorsque la règle du jeu n'est pas respectée, la justice n'a rien à y gagner. »*

MAURICE PEYROT

Le nouveau code pénal best-seller ?

Les éditions 10/18 publient le texte du code pénal qui *entrera en vigueur le 1er septembre prochain, accompagné d'un historique de la réforme* et d'un commentaire de 172 pages. Ce code ne s'adresse pas aux professionnels du droit, comme les « bibles » rouges des éditions Dalloz ou les codes bleus des éditions Litec, mais au grand public.

Les éditions 10/18, qui avaient connu un vif succès en publiant l'année dernière le traité de Maastricht, réitèrent leur pari en éditant ce mois-ci le texte du code pénal qui entrera en vigueur le 1er septembre prochain. Préfacé par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, cet ouvrage comprend un historique de la réforme, un commentaire de 172 pages rédigé par la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice et l'ensemble des dispositions du nouveau texte. *« Tout comme M. Jourdain faisait de la prose, chacun de nous fait du droit, est sujet ou, si l'on préfère, acteur du droit, en particulier du droit pénal, qui trace et délimite nos interdits, marque les frontières de nos libertés,* écrit le directeur de la collection « Documents », M. Jean-Claude Zylberstein, dans une note de l'éditeur. *C'est la raison pour laquelle il nous a paru nécessaire autant qu'utile de livrer au plus large public le mode d'emploi et le texte du nouveau code pénal qui, à partir du 1er septembre prochain, fixera les infractions, objets de sanction dans notre société. »*

« Précision extrême »

Les éditions 10/18, qui ont vendu 70 000 exemplaires du traité de Maastricht, ont décidé de tirer cet ouvrage à 20 000 exemplaires. Le ministère de la justice a, d'ores et déjà, décidé d'en diffuser 4 000 dans les juridictions afin que les magistrats puissent prendre connaissance des nouveaux textes avant la diffusion de la *« grande circulaire »* sur le nouveau code pénal qui est actuellement en préparation. *« Nous souhaitons cependant toucher un public plus large que celui des professionnels,* note-t-on aux éditions 10/18. *Nous nous sommes aperçus avec le succès du traité de Maastricht que le public avait un réel intérêt pour les textes de référence. Théoriquement, ces textes sont accessibles à tous puisque le nouveau code pénal a été publié au* Journal officiel, *mais il s'agit en fait de diffusions confidentielles auxquelles les citoyens n'ont pas véritablement accès. »*

Si l'on met de côté de brèves tentatives qui n'ont pas duré, les éditions Dalloz ont conservé jusqu'en 1985 un monopole de fait sur l'édition du code pénal et du code de procédure pénale. Depuis cette date, les petites « bibles » rouges Dalloz qui figurent sur les bureaux de tous les magistrats et avocats de France sont concurrencées par les codes bleus des éditions Litec. Contrairement au livre grand public des éditions 10/18, ces ouvrages sont destinées aux professionnels du droit : les textes sont accompagnés d'une abondante jurisprudence qui en fait de véritables outils de travail pour les magistrats et les avocats. *« Lorsque nous éditons ces codes, nous sommes obligés d'être d'une précision extrême,* souligne M. Bernard Angaud, directeur commercial des éditions Dalloz. *La moindre erreur peut être dramatique puisqu'ils sont quotidiennement utilisés dans les juridictions. Notre responsabilité est énorme. »*

Le livre des éditions 10/18 ne s'adresse pas au même public, mais la modicité de son prix – 65 francs au lieu de 170 – pourrait attirer vers lui des étudiants qui achetaient jusqu'alors les « bibles » Dalloz ou les codes bleus des éditions Litec. Dalloz, qui est la référence française en matière d'édition de codes, a publié au mois de décembre un ouvrage comprenant le code pénal actuel accompagné de la jurisprudence et le texte qui entrera en vigueur le 1er septembre dans sa version « brute », c'est-à-dire tel qu'il a été adopté par les parlementaires. Le nouveau code pénal des éditions Litec est quant à lui en cours de préparation.

ANNE CHEMIN

▶ ***Nouveau code pénal, mode d'emploi*, éditions 10/18, 450 pages, 65 francs.**

▶ ***Code pénal, nouveau code pénal*, éditions Dalloz, 2015 pages, 168 francs.**

▶ ***Code pénal*, éditions Litec, 1 734 pages, 170 francs.**

MÉDECINE

Des premiers résultats ayant été jugés « encourageants »

Un nouvel appel à des volontaires est lancé pour des essais sur le vaccin anti-sida

A l'occasion d'une conférence de presse destinée à faire le point sur les essais vaccinaux en cours, les responsables de *l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS) ont lancé une* fois de plus, mercredi 17 mars, un appel à des volontaires acceptant de participer à de nouveaux essais (1). Neuf mois *après la mise en route des premiers essais français sur* l'homme, les chercheurs français jugent leurs résultats « encourageants » tout en reconnaissant se heurter à de nombreuses difficultés.

La mise au point du vaccin contre le sida n'est pas pour demain. Présentant à la presse les premiers résultats des deux essais vaccinaux mis en œuvre, sous l'égide de l'ANRS et de Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins, en juin et en juillet derniers à l'hôpital Pasteur et à l'hôpital Cochin (Paris) sur quarante-cinq volontaires sains, le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'ANRS, a expliqué que l'objectif était toujours d'évaluer la tolérance des préparations vaccinales en cours d'expérimentation ainsi que leur capacité à induire une réaction immunologique.

Le premier essai faisait appel à un virus vivant atténué – le *Canarypox*, sans danger pour l'homme – exprimant la GP160, une protéine d'enveloppe du virus HIV. Le second essai consistait, lui, en l'injection de GP purifiée, le rappel étant réalisée avec une autre partie de l'enveloppe virale, la boucle V3. En général bien tolérés, ces essais ont permis, à des niveaux variables selon les personnes « vaccinées », d'induire la production d'anticorps neutralisants. Malheureusement, ainsi que nous l'a expliqué le professeur Marc Girard (Institut Pasteur de Paris), ces réponses immunoprotectrices ne persistent que pendant de courtes durées. En outre, les chercheurs butent toujours sur l'extraordinaire variabilité du HIV qui rend difficile la mise au point d'une protéine vaccinale apte à protéger, sinon contre l'ensemble des souches de HIV, du moins contre quelques unes d'entre elles.

Deux approches

Pour remédier à la faible réponse immunitaire induite par les préparations vaccinales en cours d'expérimentation, les chercheurs songent à y associer des produits qui permettraient de provoquer l'apparition de cellules cytotoxiques (CTL). Ainsi, des réactions d'immunité cellulaire prendraient le relais des réactions d'immunité humorale, de manière à éliminer des cellules déjà infectées. Des études menées chez le singe ont montré qu'il est possible de provoquer l'apparition de CTL spécifiques dirigés contre des régions bien précises du virus HIV au moyen de lipopeptides. On songe donc, à l'ANRS, associer à l'utilisation de protéines vaccinantes (type GP160), l'emploi de lipopeptides de manière à amplifier et à prolonger la réaction immune.

Il n'en reste pas moins que ces recherches – très préliminaires – ne déboucheront pas forcément sur la mise au point d'un ou de plusieurs vaccins anti-sida. C'est pourquoi devrait avoir lieu, le mois prochain à l'OMS, une importante réunion destinée à étudier une autre voie d'approche théoriquement possible. Très schématiquement, les chercheurs avaient le choix au départ entre deux approches vaccinales : celle, classique, des vaccins vivants atténués, habituellement très efficaces contre les virus (type variole ou polio), capables de provoquer une primo-infection fortement immunisante mais non pathologique. Et celle, actuellement suivie dans le monde entier, consistant à découvrir un antigène vaccinal fortement immunogène de manière à s'en servir comme vaccin.

D'emblée, la première voie fut écartée par crainte des risques éventuels liés à l'utilisation de virus vivants atténués. Néanmoins, la publication en décembre dernier dans l'hebdomadaire scientifique américain *Science* (daté 18 décembre) d'une étude menée sous la direction du docteur Ronald Desrosiers (Harvard Medical School) amena les responsables de l'OMS à s'interroger sur le bien fondé de leur attitude. Cette étude montrait en effet pour la première fois qu'il est possible, chez le singe rhésus, en utilisant un vaccin vivant atténué (par délétion d'un gène) de protéger contre une infection par le SIV (le virus du singe). Tout le problème est donc de savoir s'il est possible d'extrapoler à l'homme.

A priori, la réponse ne fait guère de doute : ce serait trop dangereux. En effet, ainsi que l'explique le professeur Girard, *« nous serions toujours à la merci d'une recombinaison ou d'une réaction pathologique »*. Tout le problème vient de ce qu'il n'existe pas de modèle animal capable de reproduire une infection par le HIV. Toute expérimentation d'un vaccin vivant atténué ne peut donc se faire que directement sur l'homme. *« Vous imaginez la responsabilité que nous serions amenés à prendre dès lors que nous déciderions, chez l'homme, d'explorer cette approche*, ajoute le professeur Girard. *C'est impossible. A la différence, par exemple, du vaccin contre la polio de Sabin, le vaccin vivant atténué contre le SIV provoque une infection permanente chez l'animal, cette infection étant elle-même protectrice contre d'éventuelles surinfections. Dans le cas de la polio, il en va tout autrement puisque le vaccin est en quelques semaines éliminé par les anticorps qu'il a lui-même induits ».*

Les responsables de l'OMS, impressionnés par les résultats de l'étude de Desrosiers, vont tout de même s'assurer qu'il n'est pas possible dès à présent de suivre cette voie d'approche en parallèle avec celle suivie, dans le monde entier, par les plus grandes équipes de recherches. Au cas où cette dernière se révélerait impraticable.

FRANCK NOUCHI

(1) ANRS : Essais vaccins, 66 *bis*, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris (tél : 45-41-12-00). Les volontaires doivent avoir entre dix-huit et cinquante-cinq ans, avoir une sérologie négative et être relativement disponibles.

EN BREF

□ **M. Michel Tyvaert nommé directeur général des finances au ministère de l'éducation nationale.** – M. Michel Tyvaert a été nommé, mercredi 17 mars, directeur général des finances et du contrôle de gestion au ministère de l'éducation nationale en remplacement de M. Bernard Cieutat.

[Né le 15 mai 1947 à Neuilly-sur-Seine, M. Michel Tyvaert est un ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion 1979). Agrégé d'histoire, titulaire d'un doctorat, il a été nommé sous-directeur à l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale en mars 1988. En janvier 1991, il devient adjoint du directeur des personnels d'inspection et de direction, puis, en septembre de la même année, est nommé chef de service à l'administration centrale.]

□ **Un parrain du milieu varois tué lors d'un règlement de comptes en Italie.** – Jean-Louis Fargette, considéré comme l'un des « parrains » du milieu varois, a été victime d'un règlement de comptes en Italie, où il s'était réfugié depuis plusieurs années. Son cadavre a été découvert par les carabiniers mercredi 17 mars dans un champ près d'un village de la province d'Imberia, où il résidait avec son épouse. Surnommé « le Grand » en raison de sa haute taille, mais aussi « Savonnette » parce qu'il a pratiquement toujours réussi à échapper aux policiers, Jean-Louis Fargette, qui a été tué de plusieurs balles de gros calibre, aurait, selon les policiers, été impliqué dans le trafic de fausse monnaie, le racket, la prostitution et le trafic de drogue.

CORRESPONDANCE

La gestion de Grenoble

Après la publication, dans le Monde *du 17 mars, de notre article consacré au rapport de la Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes sur la gestion de la ville de Grenoble, nous avons reçu de M. Alain Carignon, maire de la ville, la lettre suivante :*

1) Ainsi que le rapporte effectivement votre correspondant Claude Francillon, l'opposition municipale a tenté – sans succès – d'exploiter la publication de ce rapport. Rapport, je le précise, remis dans son intégralité dès le 18 décembre 1992 à l'ensemble des conseillers municipaux grenoblois et de la presse régionale assistant à ces débats. Alors, le contenu de ce document n'a semblé susciter aucune émotion ou tentation de polémique dans les rangs de l'opposition. Il est évoqué deux mois plus tard au moment des législatives.

2) Certaines opérations d'investissement sont évoquées dans l'article.

La première concerne le Musée d'intérêt national. Le coût de sa construction s'élève en effet à 203 millions de francs. Il faut préciser que l'augmentation du coût est essentiellement due à la décision prise par l'Etat, en cours de chantier, d'augmenter sa surface de 20 %. Mais avec un coût au mètre carré de 11 000 francs, le Musée de Grenoble se situe très au-dessous de la moyenne du coût de construction des musées en France, puisque celle-ci se situe autour de 18 000 francs.

La seconde opération évoquée est celle des travaux de rénovation des abattoirs. Il est reproché à la ville d'avoir mal apprécié la situation économique de cet outil d'agglomération en 1985 et d'avoir réalisé un investissement à hauteur de 37 millions de francs. Je rappelle que cet investissement a été engagé sur la demande expresse des services de l'Etat qui ont fait une très mauvaise analyse de l'évolution du marché de la viande. Ils nous ont demandé de rendre les abattoirs « performants » et « compétitifs ». Ce que la commune a accepté de faire. Aujourd'hui, c'est donc à l'Etat qu'il convient de poser la question.

La troisième opération contestée vise l'aide que la ville a apportée en 1989 à la société Valisère, sous la forme d'un « achat en état de futur achèvement de locaux » pour un montant de 35 millions de francs. Pour le conseil municipal, cette aide devait contribuer à sauver l'entreprise et à maintenir sur le site grenoblois les 240 emplois qui s'y trouvaient, pour l'essentiel des emplois féminins et peu qualifiés. Cette opération avait été décidée par le conseil municipal unanime. Personne ne voulait renoncer à tenter de sauver ces 240 emplois féminins et peu qualifiés, rares dans notre ville.

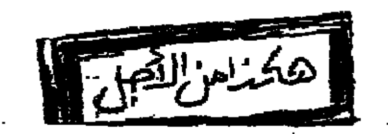
La quatrième opération se rapporte à une cession de terrains à la société KIS en 1985, pour un montant jugé insuffisant. Ces terrains étaient inoccupés depuis de nombreuses années et n'étaient donc d'aucun rapport à la ville. Les Domaines fixaient le prix de vente à 6 millions de francs, mais il n'y avait pas d'acquéreur à ce prix.

La société KIS cherchait alors à s'implanter en province et avait reçu de très nombreuses propositions d'autres villes. Nous voulions cette implantation à Grenoble : 300 emplois à la clé et 1,5 million de francs de taxe professionnelle chaque année depuis six ans. Cette opération est donc très bénéfique pour la ville de Grenoble.

Enfin, vous évoquez des voyages « d'agrément » effectués sur les deniers publics. Je précise qu'entre 1985 et 1991 quatre personnes ont été indûment prises en charge à l'occasion de déplacements effectués pour le compte de la Ville dans le cadre d'accords de coopération et de jumelage. Ces prises en charge sur les finances publiques, en effet contestables, ont immédiatement fait l'objet de remboursements dès que les faits ont été portés à ma connaissance.

Avouons que tout cela pèse peu au regard du satisfecit général que décerne la Chambre régionale des comptes pour les orientations budgétaires et financières mises en œuvre à la ville de Grenoble. Ajoutons qu'aucun endettement particulier n'a été noté dans cette grande ville.

[La Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes a relevé, pour la période 1985-1989, une croissance de l'endettement de la ville de 17,3 % en francs courants et de 14,3 % en francs constants, en moyenne annuelle. Selon la Chambre, l'évolution de cet endettement « a été à l'origine d'une situation financièrement serrée » qui n'a cessé qu'à partir de 1990 grâce au ralentissement des investissements de la commune, à la stabilisation des charges de fonctionnement et à la vente d'éléments du patrimoine de la ville. Pour ce qui concerne les abattoirs, ce n'est pas l'Etat qui a imposé l'augmentation du volume annuel de traitement du bétail – 10 000 tonnes – mais la commune, en accord avec la chambre d'agriculture de l'Isère et la société d'exploitation des abattoirs. L'Etat n'a pu qu'exiger la mise aux normes européennes des installations existantes en raison de l'augmentation de la production décidée par la ville, propriétaire des abattoirs. – C. F.]



ENVIRONNEMENT

Entrepris pour le lancement du sous-marin nucléaire « le Triomphant »

Le dragage du port militaire de Cherbourg est contesté par des écologistes

CHERBOURG

de notre correspondant

Contraints de draguer leur plan d'eau avant le lancement du sous-marin nucléaire lance-missiles de nouvelle génération, *le Triomphant*, les responsables du port militaire de Cherbourg sont, depuis un mois, critiqués par l'association écologiste Robin des bois, qui vient de recevoir le soutien du mouvement Greenpeace dans sa lutte contre le ministère de la défense, accusé de faire fi de la convention internationale d'Oslo pour la prévention des pollutions marines.

L'affaire remonte au 2 février, date choisie par le vice-amiral Philippe Canonne, préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord, pour informer le public de l'immersion au large de 217 000 m³ de roches, de vase et de sable, en provenance d'un chantier entrepris le même jour dans l'arsenal de Cherbourg. Prévus dans le projet de réalisation d'un prototype, qui déplacera plus de 14 000 tonnes contre 9 000 tonnes pour les sous-marins de première génération, ces dragages ont pour objet d'approfondir la zone d'évolution portuaire. Cette opération de quatre mois échappe à l'enquête publique car, au contraire d'un établissement civil, un port militaire n'est pas soumis à ce type de procédure.

Fort de ce vide juridique, Robin des bois a introduit un recours en sursis à exécution auprès du tribunal administratif de Caen, qui se prononcera le 15 avril prochain. En attendant, les écologistes, sans réussir à empêcher véritablement le chantier de progresser, multiplient les opérations de harcèlement à terre en affirmant que les rejets effectués au large sont toxiques.

Qualifiant cette affirmation de fantaisiste et irresponsable, les autorités militaires estiment que toutes les garanties ont été prises pour que l'immersion des déblaiements, dans une zone située à plus de cinq milles nautiques au large de Cherbourg, n'entraîne aucune conséquence dommageable pour l'environnement. Pour le préfet maritime, il s'agit d'une opération courante dans tous les ports de la Manche et de la mer du Nord. Dans le cas de Cherbourg, elle a été décidée après une étude d'impact transmise, le 7 décembre dernier, par la défense au ministère de l'environnement.

RENÉ MOIRAND

Mort d'un gypaète barbu

Les très grands oiseaux sont parfois la cible de chasseurs imbéciles. Selon le Fonds d'intervention pour les rapaces (FIR), dont les militants suivent au jour le jour chaque nichée, un gypaète barbu a été abattu dimanche 14 mars dans la vallée de Sainte-Engrâce-en-Soule (Pyrénées-Atlantiques). Le FIR est d'autant plus indigné que, sur les quinze couples qui subsistent dans les Pyrénées françaises, deux jeunes seulement ont vu le jour cette année.

Comme son étymologie l'indique, le gypaète est intermédiaire entre le vautour et l'aigle. Si l'aigle fond sur ses proies vivantes, le vautour se charge, lui, des cadavres. Mais il laisse les ossements, qui constituent le menu habituel du gypaète barbu. A l'état naturel, le gypaète ne subsiste en France que dans les Pyrénées et en Corse, où il trouve encore assez de carcasses de moutons. Il a été réintroduit récemment dans les Alpes, selon un programme européen de protection des espèces menacées... à la fois par la disparition des moutons et la bêtise de certains porteurs de fusil.

REPÈRES

FAITS DIVERS

120 kilos d'explosifs découverts dans un appartement de Grenoble

En vingt-quatre heures, la police a découvert à Grenoble une véritable poudrière. Elle a d'abord mis la main, mercredi 17 mars, sur 70 bâtons de dynamite et des détonateurs entreposés dans un local technique du quartier de la Villeneuve. Puis, jeudi 18 mars, les enquêteurs du SRPJ effectuaient une seconde découverte dans un appartement du même ensemble immobilier, au 40, galerie de l'Arlequin. Le stock était cette fois-ci de 120 kilos du même explosif. Cette « poudrière », selon les artificiers venus de Lyon par hélicoptère, aurait pu faire d'énormes dégâts, dans un quartier où résident plus de 15 000 personnes.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ces explosifs auraient été volés sur le chantier du barrage EDF du Chambon, situé à une cinquantaine de kilomètres de Grenoble. Mme Marie-José Villalba, la locataire de l'appartement où ont été découverts les 120 kilos d'explosif, a été interpellée ainsi que sept autres personnes. Elle était toujours entendue vendredi 19 mars dans les locaux de la police judiciaire de Grenoble. – (Corresp.)

M. Philippe Marchand dément avoir refusé une protection à Jacques Roseau

M. Philippe Marchand, ancien ministre de l'intérieur, dément l'information selon laquelle il aurait refusé, en décembre 1991, une protection policière à Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, assassiné, vendredi 5 mars à Montpellier. M. Marchand affirme que la lettre présentée, le 9 mars, par *le Quotidien de Paris* comme la preuve de ce refus (*le Monde* du 10 mars), a fait l'objet d'un « maquillage ». Selon M. Marchand, le fac-similé publié correspond à une lettre adressée non pas à Jacques Roseau, mais à M. Jean-Michel Belorgey, député (PS), président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, qui était intervenu à propos de la sécurité du porte-parole du Recours-France, et dont le nom a été occulté sur le document présenté par *le Quotidien*. Dans une lettre véritablement adressée, le 31 janvier 1992 à Jacques Roseau, M. Marchand l'assurait du concours de ses services pour l'éventuelle « mise en place d'une protection rapprochée », dispositif que Jacques Roseau avait souhaité lors d'un entretien avec le préfet de police de Paris.

MÉDECINE

Poursuite de la grève des médecins du centre d'IVG de Colombes

Les médecins du centre d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes (Hauts-de-Seine), en grève depuis le 4 novembre (*le Monde* daté 31 janvier-1er février et du 4 mars), ont décidé de continuer leur mouvement, car ils estiment que les propositions faites par la direction de l'Assistance publique sont nettement insuffisantes. Les médecins, qui ne sont actuellement que vacataires, réclament deux postes sur contrats à durée indéterminée qu'ils se partageraient. Or, lors de la dernière rencontre, mercredi 17 mars, avec le médiateur nommé par la direction de l'Assistance publique, M. Christian Paire, ce dernier a proposé la création d'un seul poste contractuel pour une durée de deux ans.

SPORTS

Dernier adversaire de l'équipe de France dans le Tournoi des cinq nations

Le rugby gallois à l'imparfait

Après sa victoire contre l'équipe d'Angleterre, le quinze du pays de Galles, qui rencontre les Français, samedi 20 mars au Parc des Princes à Paris, est retombé dans un marasme vieux de dix ans. Son désarroi est d'autant plus grand que, sous l'impulsion d'un nouvel encadrement, le rugby gallois a commencé à se moderniser.

CARDIFF

de notre envoyé spécial

En plein centre de Cardiff, l'Arm's Park est planté comme un remords. Celui d'avoir cru trop vite à un miracle, d'avoir fêté trop fort une renaissance d'un jour. Samedi 6 février, le stade avait débordé, inondant la ville d'une douce euphorie. Par le plus faible des écarts, quinze rugbymen vêtus de rouge venaient de priver l'équipe d'Angleterre d'un troisième Grand Chelem consécutif. Cette date aurait pu demeurer historique, cette liesse en annoncer d'autres. Las, il ne s'agissait que d'une pause, un accident génétique dans la dégénérescence de l'espèce des « dragons rouges ». Depuis, les Gallois ont subi une correction en Ecosse. Pis : un quinze irlandais, agonisant depuis des années, a transformé l'enceinte de l'exploit en lieu de honte, en profitant de l'Arm's Park pour se refaire une santé.

La fête est bien finie, et elle a laissé un goût amer dans toutes les bouches. Avec leur sens de l'excès, les Gallois ont délaissé l'enthousiasme pour renouer avec la mélancolie des années de disette. Car dans les pubs de Cardiff, dans les maisons noires des vallées minières, on ne cherche pas à tricher avec le rugby. Ici, le jeu n'est pas un divertissement de minorité aisée, comme dans les nations voisines. Ici, il n'est pas question d'oublier les déboires du quinze national en s'enflammant pour onze manchots qui s'acharnent autour d'un ballon rond. Toutes les classes sociales se confondent dans la passion de l'ovale, élevé au rang de sport national par trois millions d'habitants.

Depuis plus de dix ans, cet amour est devenu un dépit, de voir la sélection rouge crouler sous les points lors de ses tournées dans l'hémisphère sud, collectionner les cuillères de bois dans le Tournoi des cinq nations, après avoir dominé le monde au cours des années 70. Depuis un mois, il s'est transformé en rage, de ne plus comprendre les raisons d'un déclin que l'on pensait enrayé. Car la victoire contre l'ennemi anglais aura eu la cruauté de placer le rugby gallois face à ses vraies difficultés. Désormais, il ne peut même plus se réfugier derrière de mauvaises excuses, des prétextes périmés.

Dépit et rage

La crise économique, la fermeture des mines et des industries traditionnelles qui a saigné le jeu de ses forces vives? Elle sévit ailleurs. Elle n'empêche pas les Ecossais de réussir des miracles avec seulement 10 000 licenciés. La réforme du système éducatif, qui entrave désormais la pratique du rugby dans les écoles? Comme leurs voisins, les Gallois s'en sont accommodés. Des éducateurs appointés par la Welsh Rugby Union (WRU) parcourent les collèges pour inculquer le goût du jeu et repérer les talents. Les meilleurs clubs, qui se sont longtemps contentés de leur équipe senior, commencent à se préoccuper de la formation et créent des équipes de jeunes.

La concurrence du rugby à XIII? En Grande-Bretagne, c'est le rugby gallois qui en a le plus souffert. A cause de sa structure sociale très particulière. Depuis que l'ovale a conquis le pays, mineurs et ouvriers ont toujours sué aux côtés des membres de la haute société. Ces joueurs d'origine modeste, qui constituent l'ossature des équipes et ont fourni la plupart des grands noms à la sélection nationale, se laissaient souvent tenter par l'argent des clubs professionnels du nord de l'Angleterre. « *Ce n'est plus vrai aujourd'hui*, dit Barry John, ouvreur mythique des années 60. *Depuis plus de trois ans, aucun départ de vedette vers le XIII n'a été enregistré. Avec la création d'un championnat élitiste, réduit à douze équipes, les clubs se sont enrichis. Ils ont des sponsors, leurs matches attirent beaucoup plus de spectateurs qu'en Ecosse, en Irlande ou même à Londres. Et, avec les règlements qui s'assouplissent, les joueurs peuvent espérer toucher leur part du gâteau.* »

Comme ultime justification à leurs déboires, les Gallois pouvaient toujours avancer que leur sport était riche en argent, mais pauvre en athlètes adaptés au jeu moderne. Or l'arrivée d'Alan Davies à la tête du quinze au chardon, il y a deux ans, a sonné le glas de cette joyeuse improvisation, de ces entraînements à la bière. Les internationaux, dont l'exemple a été repris par les clubs, ont découvert la diététique. Désormais ils suivent, comme partout, des programmes de préparation physique. Alan Davies a également cherché à moderniser le jeu de son équipe, en empruntant les meilleures idées de ses adversaires. Et c'est sans doute là que de nouvelles difficultés ont commencé à apparaître.

Perte d'identité

« *Nous avons trop copié*, dit Eddie Butler, capitaine du début des années 80, devenu journaliste. *Et nous avons perdu notre identité en chemin. Qu'avez-vous vu de gallois dans la victoire contre l'Angleterre, dans cette défense acharnée sur notre ligne d'en-but? Avant, on reconnaissait le style de nos rugbymen sous n'importe quel maillot, dans cette volonté de jouer à la main, d'élargir le jeu, qui n'existe plus aujourd'hui. Il faudrait presque dire aux joueurs : laissez tomber la modernité, et reprenez vos vieilles habitudes.* »

Conscients d'avoir glissé d'un extrême à l'autre, d'avoir coupé l'ovale gallois de ses racines en passant de l'improvisation à la rigueur, les sélectionneurs ont aujourd'hui choisi de faire appel aux gardiens du patrimoine génétique gallois. Dans l'équipe qui affronte le Quinze de France, ils ont aligné huit joueurs de Llanelli, la cité de l'étain située à l'ouest du pays. Là-bas, on parle encore gallois sous les mêlées et dans les pubs. Et l'on continue à pratiquer le jeu de la grande époque : tout à la main. Chaque semaine, sauf quand ils rencontrent leurs deux seuls rivaux, Cardiff et Swansea, les joueurs de Llanelli enfouissent leurs adversaires sous des tombereaux d'essais.

« *Mais tout cela n'a pas grande signification*, explique Barry John. *En fait, si la sélection s'est peut-être trop imprudemment inspirée de l'extérieur, nos clubs restent désespérément repliés sur eux-mêmes. Leur rugby est devenu incestueux.* » La progression du rugby gallois est ainsi entravée par sa géographie. Entre Llanelli et Newport, tous les meilleurs clubs se serrent sur une bande littorale au sud du pays de Galles, d'une centaine de kilomètres, sur laquelle débouchent les vallées minières. Cette promiscuité empêche la mise en place d'une compétition par régions et avive les querelles de clocher, qui paralysent la fédération depuis des années. Pour aérer le jeu gallois, pour le faire progresser au contact d'un rugby supérieur, les dirigeants de la WRU envisagent d'ouvrir leurs fenêtres vers les voisins anglais par la création d'un championnat commun. Tous rêvent d'une hypothétique Coupe d'Europe des clubs. Plutôt que de vivre à l'écart et de se bercer d'illusions, le rugby gallois serait alors obligé de se regarder en face. Et de constater qu'aucune malédiction n'empêche son redressement.

« *Mais, quoi qu'il arrive, il faudra bien que les gens d'ici cessent de rêver du passé et s'enfoncent dans le crâne que l'âge d'or est derrière nous*, martèle Eddie Butler. *Désormais, si notre rugby se remet à dominer ses rivaux, ce sera pour de courtes périodes.* » Les Gallois aimeraient seulement qu'elles durent plus qu'une journée.

JÉROME FENOGLIO

FOOTBALL : Paris-SG en demi-finale de la coupe de l'UEFA

L'embellie européenne

En dominant le Real Madrid, 4-1, jeudi 18 mars au Parc des Princes, le Paris-SG a rejoint Auxerre en demi-finale de la Coupe de l'UEFA. Battus 3-1 au match aller, les Parisiens menaient 3-0 (buts de George Weah, David Ginola et Candido Filho Valdo), avant de concéder un but au cours des arrêts de jeu, par Zamorano, puis d'échapper aux prolongations, grâce à Antoine Kombouaré, dans les ultimes secondes d'une rencontre à suspense. Après la bonne performance de l'OM, cette présence inédite de deux équipes dans des demi-finales d'une coupe européenne confirme les progrès des clubs français dans les compétitions continentales.

La grande bouderie touche à sa fin. Depuis des années, un malentendu s'était insinué entre les clubs français et les Coupes d'Europe. Les équipes hexagonales se sentaient mal aimées, alors que la plupart du temps elles ne savaient comment s'y prendre pour courtiser des compétitions si volages. Cette semaine aura peut-être enterré ces chagrins d'amour dans la profusion de bonnes performances en attendant enfin celle des trophées. Après son 6-0 face au CSKA Moscou, Marseille fonce vers la finale de la ligue des champions. Jeudi soir, au cours de son apprentissage accéléré des choses du football européen, le bébé-grand club PSG ne s'est pas enlisé dans le bac à sable du Parc des Princes. Comme Auxerre, il s'est offert le luxe d'écarter un caïd du football continental.

« *Je crois que nous avons démythifié l'Ajax et le Real* », constatait Bernard Lama, le gardien de but parisien. Certes ces deux clubs ne ressemblent plus qu'aux façades lézardées des maisons prestigieuses dont ils portent le nom. Mais, il n'y pas si longtemps, les équipes françaises se mettaient à trembler à la seule lecture des palmarès de leurs rivales. Elles trébuchaient sur des réputations, tombaient dans des traquenards, se consolaient avec des « victoires morales ». Le Paris-SG et Auxerre auront simplement réussi à réhabiliter cette évidence, que la logique hexagonale intégrait mal : même en Coupe d'Europe, l'équipe la plus forte a toutes les chances de l'emporter. Parisiens et Bourguignons ont mieux joué que leurs adversaires, et ils se sont imposés.

De longues prolongations

La qualification du Paris-SG restera sans doute la plus symbolique de cette conversion à la Realpolitik. En un peu plus de quatre-vingt-dix minutes, les joueurs d'Artur Jorge ont pu convoquer tous les vieux démons du football français, pour mieux les chasser. Le temps d'un match, ils semblent avoir rejoué leurs propres blocages, pour mieux s'en débarrasser. Par deux fois, leur ballon a percuté la barre transversale, rappelant quelques souvenirs des campagnes européennes de leurs prédécesseurs.

Menant 1-0, ils ont ensuite paru tétanisés par l'obligation de marquer un deuxième but. Ils se mettaient tout à coup à s'emmêler dans leurs dernières passes. Puis, alors qu'ils pensaient la quafication assurée, ils ont revécu, presque volontairement, le traumatisme du match aller à Madrid. Par maladresse ou excès de confiance, ils ont une nouvelle fois succombé à leur syndrome de la dernière minute, en encaissant un but alors que l'arbitre ne semblait plus du tout décidé à quitter la pelouse du Parc.

Mais les Parisiens réglèrent tous leurs comptes avec le passé. Antoine Kombouaré, le sauveur du match contre Anderlecht, a évité les prolongations à la 96e minute d'une partie déjà fortement prolongée. Son coup de tête était un point d'orgue à la semaine faste du football français.

J. Fe.

AUTOMOBILISME : Formule 1

Pas de sanction contre Alain Prost

Le pilote français Alain Prost ne sera pas sanctionné pour les propos jugés diffamatoires envers le pouvoir sportif publiés dans une revue spécialisée (*le Monde* du 16 mars). Réuni le 18 mars à Paris, le Conseil mondial de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a entendu ses explications et accepté ses excuses.

Au cours de la même réunion, le Conseil a également décidé d'interdire, à partir de 1994, tous les systèmes d'assistance au pilotage (suspensions, transmissions, freins) gérés par l'électronique, ainsi que la télémétrie (*le Monde* daté 14-15 mars). Ces mesures sont destinées à réduire les coûts et à revaloriser le pilotage en formule 1.

□ **HANDBALL : l'équipe de France en finale du championnat du monde.** – La France et la Russie disputeront la finale du championnat du monde, samedi 20 mars à Stockholm. Jeudi, les Russes se sont imposés (30-20) devant les Suédois, champions du monde en titre. Les Français ont assuré leur qualification pour la finale en battant les Egyptiens (19-16).

□ **VOILE : Jean-Luc Van den Heede termine deuxième du Vendée Globe.** – Jean-Luc Van den Heede (*Sofap Helvim*) a pris, vendredi 19 mars à 5 heures 1 minute, la deuxième place du Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire sans escale, presque une semaine après le vainqueur, Alain Gautier. Il s'était emparé de la deuxième place mercredi après avoir doublé Philippe Poupon, ralenti depuis son démâtage du 11 mars. Jean-Luc Van den Heede a aussi connu une fin de parcours difficile avec une importante voie d'eau déclarée à deux jours de l'arrivée, qui a alourdi son voilier de 4 000 litres d'eau.

SCIENCES

L'homme de Similaun est-il un faux?

L'homme de Similaun – la plus célèbre « momie » de la préhistoire européenne – est-il un faux? Telle est la question qui se pose depuis sa découverte, le 19 septembre 1991, et qui est à nouveau posée par un article de la revue britannique *Nature* du 4 mars.

Découverts émergeant d'un lobe glaciaire mort des Alpes à la frontière italo-autrichienne, dégagés puis transportés sans les plus élémentaires précautions à Innsbruck (Autriche), le corps et plusieurs des objets qui l'accompagnaient ont été datés par divers laboratoires européens (dont le Centre des faibles radioactivités du CNRS-CEA) : ces mesures avaient abouti à dire que cet homme avait vécu aux alentours de 2275-2250 avant Jésus-Christ (avec une marge d'erreur de plus ou moins soixante ou soixante-quinze ans).

Il n'empêche que l'homme de Similaun a toujours soulevé des questions que *le Monde* daté 13-14 octobre 1991 avait évoquées, qui ont été reposées dans *Science et Vie* d'octobre 1992 et tout récemment dans *Nature*.

Comment le corps a-t-il pu être si bien conservé par momification (déshydratation) dans la glace pendant plus de quarante siècles? Pourquoi le corps a-t-il été « imperméabilisé » alors que le sac de cuir tanné, trouvé à côté de lui, ne l'a pas été? *Nature* souligne, en outre, que la découverte n'a pas encore fait l'objet de publications scientifiques consistantes. Ces doutes font surgir d'autres interrogations : dans l'hypothèse d'une supercherie, qui aurait pu se procurer une momie et des objets aussi anciens? Et où?

Y. R.

CULTURE

MUSIQUES

Sonny Rollins, philosophe du saxophone ténor

Rencontre avec un musicien de l'âge d'or du jazz, vedette du festival Banlieues bleues en Seine-Saint-Denis

« Vous ne donnez pas beaucoup plus de quarante concerts par an, pourquoi ?

– Pour ne pas lasser le public. Il doit y avoir aussi un faisceau de raisons où l'âge intervient *[Sonny Rollins est né à New-York le 7 septembre 1930]*, le souci de préserver mon énergie ainsi que des considérations économiques. L'essentiel, c'est le public, la communication que je veux établir. Je suis obligé de concentrer mes prestations. Je donne une douzaine de concerts au Japon, autant en Europe et le reste aux Etats-Unis. Je ne viens jamais ici sans passer par la France et l'Italie, l'Espagne de plus en plus souvent et plus rarement l'Allemagne.

– Votre public serait plus chaleureux dans l'Europe du Sud ?

– Je ne crois pas. Depuis quelques années, j'ai un très bon accueil en Grande-Bretagne. On m'y fait jouer dans des théâtres précieux, avec une belle acoustique, comme à Londres.

– C'est un facteur déterminant ?

– Vous pensez ! J'essaie de me garantir, de ce point de vue, mais on n'est pas maître de tout. Si je pouvais toujours jouer comme au Théâtre de Vienne, Vienne en Autriche... Je n'aime pas trop les gymnases et les défilés de groupes. Un concert doit être un concert du Sonny Rollins Group et pas une performance parmi d'autres.

– Pour mieux faire entendre votre message ?

– Bien sûr, ou pour le prestige. Je me présente cette année avec un drummer, Greg Williams, et mon percussionniste habituel, qui est originaire de Trinidad.

– Votre amour des Caraïbes, du calypso, des rythmes des îles est donc représenté en scène. Quelles difficultés rencontrez-vous avec les batteurs ?

– C'est un gros problème. Les batteurs ne sont plus nombreux, en jazz, à savoir jouer comme Art Blakey, Philly Joe Jones, Max Roach ou Elvin Jones. Ils sont bons, mais ils n'ont plus cette compétence. Ils l'ont perdue. Or, pour jouer avec moi, il faut maîtriser le répertoire et ce langage qu'est le jazz. C'est un langage, vous comprenez ?

– Un langage ? Une histoire ? Un art de la conversation et des relations ?

– Oui, une histoire, pas seulement une technique. J'attends d'un batteur qu'il me souffle mes idées, qu'il me permette de l'oublier, qu'il sache ce que faisaient avec moi Philly Joe, Max, Art Blakey, etc. Je ne veux pas qu'il les copie, mais j'ai joué avec chacun d'entre eux, vous voyez ? Donc, la difficulté aujourd'hui, c'est de trouver un vrai batteur. Al Foster sonnait juste dans mon groupe. Mais j'ai de plus en plus de mal.

– C'est le cas de tous les instruments ?

– Non, les jeunes trompettistes, de Wynton Marsalis à Roy Hargrove, assurent vraiment, les ténors aussi, que vous preniez Branford *[Marsalis]* ou toute la clique qui tourne autour de lui ; les bassistes, je me rends moins compte, parce que je travaille depuis très longtemps avec Bob Cranshaw. Mais pour les batteurs, quelque chose a changé.

– Quoi ? Vous avez une idée ?

– Je ne sais pas. Peut-être le fait que les bons batteurs potentiels ne font pas de jazz mais d'autres musiques et que ceux qui viennent au jazz ne sont pas les meilleurs.

– Peut-être venez-vous d'un âge d'or du jazz. Regardez : les premiers mois de l'année 1956, vous enregistrez une série incroyable, un jour avec Miles Davis, trois semaines après, avec Clifford Brown et Max Roach [Sonny Rollins + Four], ***puis*** Tenor Madness ***avec Coltrane,*** Saxophone Colossus ***en juin... Qu'est-ce qui a bien pu se passer ? La mort de Charlie Parker le 12 mars 1955 ?***

– Je n'en sais rien. C'est simplement ce qui est arrivé à ce moment-là. Pourquoi ? Je ne sais pas. C'est vrai que la disparition de Parker m'a profondément affecté. Je me considérais comme son fils spirituel. Et Clifford n'allait plus tarder à disparaître *[Clifford Brown : archange funambulesque de la trompette, mort d'un accident de voiture en 1956]*. Cette frénésie est prise entre ces deux dates, c'est tout.

– Vos coupures sont légendaires. Vous vous absentez. Vous vous retirez deux fois : en 1959 et en 1967.

– C'est très simple. En 1959, beaucoup de gens m'attendaient, voulaient me faire jouer un rôle éminent, me confiaient une responsabilité dont je ne m'estimais pas capable. Du coup, je décevais. Je me suis retiré pour aller plus loin. Pour me retrouver.

– C'est là que vous jouez sous le pont de Williamsburg ?

– Oui, je joue là pour retrouver une intimité, l'isolement, et pour augmenter mon son. Les gens passaient simplement. Personne ne faisait attention à moi.

– Le disque qui suit, The Bridge, ***en 1961, c'est pour évoquer ce moment ou, par métaphore musicale, pour dire le pont, le passage ?***

– Comme vous voulez. La métaphore est claire. Mais à l'origine, c'est plus simple. Tout le monde savait que Sonny Rollins avait joué sous Williamsburg Bridge, c'était pour le rappeler. Ma retraite de 1967 n'a rien à voir. Les choses étaient devenues dures. Peu de monde jouait. La free music était bien représentée mais ne rapportait rien. Les choses étaient dures socialement, politiquement et musicalement. A mon avis, du moins. Je suis allé en Inde où je devais depuis longtemps apprendre avec un maître.

– Sans votre instrument ?

– Non, je ne pars jamais sans ténor. L'intérêt, en Inde, c'est que personne ne me connaissait. On sortait d'une énorme période, l'âge d'or du jazz, je devais réfléchir. Il y a davantage de possibilités aujourd'hui, les choses vont globalement mieux, mais la constellation de Parker à Coltrane, avec Monk, Max, Clifford Brown, Art Blakey reste unique. Je ne pense pas qu'il faille absolument souffrir pour être un artiste, mais les choses vont mieux, c'est un fait.

– Quelle place tient la philosophie aujourd'hui ? Vous avez vu le film Malcolm X ?

– Non, malheureusement. Je suis un penseur. La philosophie est au centre, le sens de la vie, la compréhension, le lien social, les questions centrales me préoccupent tout le temps. Tous les grands musiciens tournent autour des mêmes questions. Peut-être était-ce plus secret dans le cas de Monk, plus lié, sans déclaration, aux mouvements protestataires des années 60, dans celui de Coltrane. Mais je suis sûr que tout le monde travaille à l'approfondissement de la pensée. Tous les musiciens de jazz, en tout cas. Parker le premier. Les musiciens contribuent mieux que les politiciens à la compréhension de la vie et peut-être à la rendre plus heureuse.

– Bill Clinton n'est pas un excellent saxophoniste...

– Question d'embouchure. Il ne pratique pas assez. Il n'a pas le temps.

– En scène, vous avez un jeu très physique, vous marchez, vous vous penchez, vous lancez le pavillon aux étoiles...

– Ce n'est pas médité. Rien de conscient ou de calculé. Je joue et bouge simplement pour aller plus loin, de façon plus soutenue, mieux encore, dans la musique. »

Propos recueillis par
FRANCIS MARMANDE

▶ *Sonny Rollins au festival Banlieues bleues. Le vendredi 19 mars, à 20 h 30, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), sous chapiteau.* **Métro : Saint-Denis-Basilique. Places : 180 F et 150 F (tarif réduit). Tél. : 43-85-66-00.**

▶ **EMI vient de rééditer l'intégrale des enregistrements de Sonny Rollins de 1949 à 1956, pour le label Prestige. 7 CD Prestige-EMI 4407-2.**


GUY LE QUERREC/MAGNUM

Sonny Rollins : « Les musiciens contribuent mieux que les politiciens à la compréhension de la vie. »

□ **Le prix Pierre Lafue à Jean Tulard.** – Le prix fondé pour perpétuer le souvenir de Pierre Lafue a été décerné cette année à Jean Tulard, professeur à la Sorbonne et à l'Institut d'études politiques, tant pour son *Napoléon II*, récemment paru, que pour l'ensemble de son œuvre, consacrée pour l'essentiel au père de l'Aiglon. Il lui a été remis par la veuve de l'historien, le 17 mars, au cours d'une réception au Sénat. Les discours de Jean Marin, président du jury, et du lauréat étaient marqués de tant d'érudition et d'humour qu'on se serait cru, pour un peu, quai Conti. L'assistance, très nombreuse, les a longuement applaudis.

Les cent fleurs rock de Rosebud

Le label discographique rennais présente ses artistes au New Morning à Paris

A une nouvelle vague d'artistes, correspond en général l'éclosion de jeunes entrepreneurs dont la complicité enthousiaste dynamise le mouvement. Depuis 1990, la scène pop française revendique son goût des mélodies graciles et des stridences électriques, souvent inspirées d'une éducation musicale anglophile. Elle a logiquement entraîné la création de labels discographiques. Et Rennes, bastion traditionnel du rock d'ici, aura enfanté le plus symbolique et le plus productif d'entre eux : Rosebud. Le dernier mot prononcé par le *Citizen Kane* d'Orson Welles, image de l'enfance et de l'innocence perdues, et dans ce nom, déjà, l'ébauche d'une ligne esthétique.

Alan Gac n'avait que dix-sept ans quand il créa sa petite maison de disques, grâce à un prêt bancaire garanti par sa maman. Il en a peine vingt aujourd'hui mais a enrichi son histoire de nombreuses péripéties et son catalogue d'une trentaine de références. A présent distribué par Barclay, Rosebud sort ce moi-ci le deuxième volume d'une compilation, *The Great Collection*, présentant ses nouveautés, et propose une *Partie de Plaisirs*, festival itinérant qui pendant deux jours fait halte à Paris. Les trois grandes tendances maison y sont représentées : harmonie délicate (Lighthouse, Swam Julian Swam, Chelsea), *dance* aérienne (Indurain) pour la première soirée, distorsions plus violentes d'une pop dite *« noisy »* (13th Hole, Drift, Welcome to Julian) pour la seconde.

Les artistes réunis par Alan Gac témoignent de l'effervescence d'une scène locale (13th Hole, Swam Julian Swam et Lighthouse viennent de Rennes), de l'attention particulière accordée aux mélodies par une nouvelle génération de groupes français, de leur attachement à la concision, aux sentiments. On y trouve aussi quelques trop rares excentriques, quelques vrais auteurs (Philippe Katerine et sa poésie minimaliste, la Variété, groupe prometteur et sardonique). Mais cette petite vague souffre également de faiblesses chroniques.

Si l'envie de jouer du rock découle toujours d'une passion pour des aînés souvent anglo-saxons, la servilité à leurs modèles handicape beaucoup de ces musiciens. Admirateurs de My Bloody Valentine, ou des Smiths, ils rejouent souvent la musique qu'ils écoutent jusqu'à en importer les émotions. Circonstance parfois aggravante, le recours trop systématique à l'anglais. Plus qu'une facilité, un choix malheureux quand l'accent n'est pas à la hauteur. Dérangeant pour The Drift, catastrophique pour Charlie Cottage.

Mais Alan Gac plaide pour ses troupes : *« La plupart sont assez forts mélodiquement pour faire passer la pilule des références. Rosebud est un label qui cherche sans toujours trouver du premier coup. Il faut laisser aux groupes le temps d'évoluer et de trouver leur voie »*.

Les progrès de certains lui donnent déjà raison. Les deuxièmes albums de Chelsea (*Tramway*) et de Welcome to Julian (*Never so Close*) leur ont permis de s'imposer comme les locomotives du label avec sept mille exemplaires vendus pour chacun. Chelsea, grâce, entre autres, à des textes mieux chantés et plus souvent écrits en français, Welcome to Julian en assimilant leur influence et en charpentant brillamment des compositions jouées enfin sans complexe.

Convaincu de l'importance de l'expérience scénique pour l'épanouissement des groupes, Rosebud s'est heurté à la frilosité de producteurs de spectacles peu désireux d'investir dans le développement de jeunes artistes. Là encore, le label a pris les choses en main en acquérant une licence de producteur qui permet à Alan Gac d'organiser cette tournée.

STEPHANE DAVET

▶ **Au New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris, à 18 h 30. Le 21 mars, Indurain, Swam Julian Swan, Lighthouse et Chelsea ; le 22 mars, 13th Hole, The Drift, Welcome to Julian.**

CINÉMA

Vieillesse oblige

LA JOIE DE VIVRE
de Roger Guillot

Un premier plan, sobrement émouvant, de Michel Bouquet minéral et éperdu. Aussitôt après, une saynète humoristico-sentimentale dans une maison de retraite, où l'on regrette bientôt de reconnaître des gens aussi fréquentables qu'Henri Virlojeux ou Michel Vitold. Puis un numéro d'ironie cynique, avec l'infirmière gériatrique Gwennola Bothorel, qui pille sans vergogne ses cacochymes patients. Enfin, une variation sur ce même thème de l'avidité, relevé de tendresse farfelue, avec l'irruption de Patrick Catalifo. Le film de Roger Guillot brinquebale entre ces diverses tonalités.

Le sujet ? M. Charme (Bouquet), veuf inconsolable, veut être expédié *ad patres* rejoindre sa moitié. En échange de son héritage, il demande à l'infirmière de se charger de la besogne. Celle-ci s'acoquine avec le neveu du candidat défunt, tandis que les pensionnaires de la maison de retraite se liguent pour faire échouer le projet. S'ensuit une succession de tentatives de meurtre, par des moyens de plus en plus loufoques. Malgré son parti pris de comédie, le film n'esquive pas toujours le risque du « dossier troisième âge », avec digression possible vers le débat « euthanasie ».

Surtout, malgré de jolis moments de dialogues vachards et quelques trouvailles de situation, la mise en scène s'épuise à la poursuite du bon dosage de causticité et de tendresse.

J.- M. F.

Soldats de plomb

BOULEVARD DES HIRONDELLES
de Josée Yanne

En 1943, la jeune résistante Lucie Aubrac, aidée d'un petit groupe de camarades, arrachait à la Gestapo lyonnaise son mari, Raymond, capturé par Klaus Barbie lors du coup de filet qui fut fatal à Jean Moulin. Ce haut fait, Lucie Aubrac l'a raconté dans son livre, *Ils partiront dans l'ivresse* (le Seuil), que voici adapté au cinéma.

Mais sur le *Boulevard* de Josée Yanne, dans une lumière décorative jusqu'à la préciosité, ne passent que les bibelots de la reconstitution historique version salle des ventes et les clichés du « film-de-résistance ». Cette ronde naïve est menée par Elisabeth Bourgine et Pierre Loup Rajot qui ânonnent leur héroïsme juvénile. Tout de même ! Lyon occupé et qui se bat, Barbie, Caluire, l'« armée des ombres », un authentique et époustouflant fait d'armes... Sur l'écran, qui semble la vitre épaisse d'un bocal où se démèneraient des pantins, rien, strictement rien ne se passe. Navrant.

J.-M. F.

La liste des salles où sont projetés les films sortis à Paris le mercredi 17 mars figure page 18.

□ **Mort de l'acteur Chisu Ryu.** – L'acteur japonais Chisu Ryu est mort le 16 mars d'un cancer. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Chisu Ryu était surtout connu comme l'interprète favori d'Ozu, pour lequel il joua notamment, à de très nombreuses reprises, le rôle du père dans ses films « familiaux ». Au point qu'on avait fini par considérer Ryu comme le double à l'écran du cinéaste de *Printemps tardif*, *Voyage à Tokyo* et *le Goût du saké*, ce que le comédien réfuta toujours. Il avait aussi travaillé avec Kinoshita, Kobayashi ou Yamada, et on l'avait revu récemment à l'occasion de son bouleversant témoignage sur Ozu dans *Tokyo-Gâ* de Wim Wenders, et en vieux sage dans le dernier épisode des *Rêves*, de Kurosawa.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 20 mars : Drouot-Richelieu, 14 h : tableaux modernes, estampes, livres, sculptures, tapis et tableaux russes ; **Porte de Versailles**, 19 h 30 : automobiles de collection.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 20 mars : Chartres, 13 h 30 : poupées, jouets. **Pontoise**, 14 h : arts africains ; **Sens**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Dimanche 21 mars : Coulommiers, 14 h 30, Extrême-Orient ; **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30 : vins, alcool ; **Nogent-sur-Marne**, 15 h : tapis d'Orient ; **Provins**, 14 h : orfèvrerie, bijoux ; **Rambouillet**, 14 h : verrerie, art nouveau, tableaux ; **Verrières**, 14 h 30 : objets d'art et mobilier contemporain ; **Versailles** (Chevau Léger), 14 h : vins, alcool.

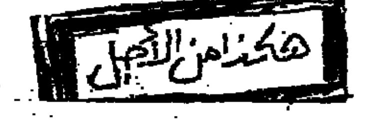
PLUS LOIN

Samedi 20 mars : Arles, 15 h : tableaux ; **Béziers**, 14 h 30 : archéologie ; **Calais**, 14 h 30 : livres ; **Douai**, 15 h : tableaux et sculptures modernes ; **Epinal**, 14 h : livres ; **Gien**, 14 h : vins, alcool ; **La Roche-sur-Yon**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Louviers**, 14 h 15 : argenterie, bijoux ; **Lyon** (Marcel Rivière), 14 h 30 : autour de la photographie ; **Metz**, 16 h : argenterie, bijoux ; **Nantes**, 14 h 30 : Extrême-Orient ; **Neuville-de-Poitou**, 14 h 30 : tableaux, livres ; **Nîmes**, 11 et 14 h : livres ; **Orléans**, 14 h : livres ; **Poitiers**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Rennes**, 14 h 30 : cartes postales, timbres ; **Rouen**, 15 h : affiches.

Dimanche 21 mars : Aubagne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Besançon**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Brive**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Dijon**, 14 h 30 : tableaux ; **Doullens**, 14 h : flacons de parfum, bijoux ; **Lille**, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; **Noyon**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Pont-Audemer**, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; **Vitry-le-François**, 14 h : tapis d'Orient.

FOIRES ET SALONS

Paris-Austerlitz, Chatou, Nîmes, Blagnac (31), Gex, Mortemart (87), Vélizy et Verton, Bonneuil-sur-Marne.



THÉATRE

Une Jeanne d'Arc juste

Jean-Claude Fall a adapté avec rigueur la pièce de Bertolt Brecht

JEANNE D'ARC
à Saint-Denis

C'est un rappel sobre, au dessin ferme, sans pathos, de l'histoire de Jeanne d'Arc, que Brecht et Anna Seghers ont donné avec leur *Procès de Jeanne d'Arc à Rouen*. Leur résumé des interrogatoires porte en particulier sur la résistance de l'accusée : elle refuse de prêter serment, refuse de reconnaître le bon droit de l'Eglise telle qu'elle est représentée, là, à Rouen, par ce tribunal. Brecht-Seghers ajoutent quelques tableaux très bien vus des contemporains du procès, villageois de Tours apprenant la capture de Jeanne d'Arc à Compiègne, habitants de Rouen attendant de la voir passer près du cimetière ou de la place du marché.

La seule innovation-déformation de la pièce est un grossissement de l'empoignade France-Angleterre au cours des séances du procès. Il est exact que des Anglais étaient présents. Un surtout, appelé William Hatton, assista à presque toutes les audiences. Mais il ne piqua pas de colère, comme l'indique Brecht. Une fois, un chapelain anglais reprocha à l'évêque Cauchon de se montrer trop indulgent, trop patient, envers l'accusée. Mais le cardinal d'Angleterre, Henry Beaufort, qui était présent ce seul jour-là, lui imposa silence.

La mise en scène de Jean-Claude Fall est aussi rigoureuse que le texte de Brecht. Fall ne commet pas l'erreur, qui a été faite plusieurs fois, de présenter, face à Jeanne d'Arc, une assemblée de prélats en robe rouge, comme sont les cardinaux réunis lors d'un concile. Un tribunal d'inquisition, tel que celui qui jugea Jeanne d'Arc, était composé de deux juges seulement, l'évêque du lieu et l'inquisiteur ou son représentant. Deux juges, pas un de plus. L'évêque pouvait s'adjoindre un «promoteur», qui jouait le rôle du procureur général, et il pouvait déléguer deux assistants pour procéder à sa place aux interrogatoires. Mais ces trois hommes n'appartenaient pas au tribunal proprement dit, pas plus que les dix ou vingt (selon les séances) «conseillers», professeurs de théologie, licenciés en droit civil, docteurs en médecine, par exemple, qui étaient invités, et qui pouvaient, avant la fin du procès, exprimer un «avis» sur lequel les deux juges n'étaient pas tenus de s'aligner.

Cauchon sans caricature

Autre regard juste de Jean-Claude Fall : il ne caricature pas du tout la figure de l'évêque Pierre Cauchon. Ce qui a nui avant tout à Cauchon, dans la suite des temps, c'est son nom. Il était en réalité un homme de première dimension, un remarquable diplomate. Il était l'homme des Anglais, et durant tout ce procès il s'employa à ce qu'aucune erreur «juridique» ne fut commise. Jusqu'à un certain point, il tenta d'éviter à Jeanne d'Arc le bûcher. Il lui a été reproché de la détenir dans une prison «anglaise», alors qu'elle eût dû l'être dans une prison française d'Eglise, mais Pierre Cauchon savait que celles de Rouen étaient d'une saleté immonde, alors que la cellule aménagée par des menuisiers dans une tour du château était au moins salubre.

En vérité, tout était anglais dans ce faux procès d'inquisition, et ce sont les Anglais qui payèrent tous les frais, honoraires des juges et des conseillers, frais de séjour, intendance. Fall commet une seule erreur, minime : il écrit, dans le dépliant programme, que Jeanne d'Arc fut *« brûlée vive »*. C'est la version historique officielle. Mais les bourreaux avaient pour règle absolue d'allumer d'abord de la paille humide qui provoquait, sur tout le bûcher, une fumée épaisse, dans laquelle, à l'abri des regards de la foule, ils étranglaient, à l'aide d'un lacet, la victime, morte ou à tout le moins inconsciente et mourante lorsque les flammes commençaient de l'atteindre. Beau et bon décor de Gérard Didier (juste la mise en place d'une gravité de climat). Remarquable musique, méditée, intérieure, de Marc Mader. Interprétation en tout point plausible, intelligente, de grande classe, de Daniel Emilfork en Pierre Cauchon, et de Sophie Mihran en Jeanne d'Arc. Fall a d'ailleurs dirigé d'une main sûre, d'un œil sûr, tous les comédiens.

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 17 heures. Jusqu'au 10 avril. Tél. : 42-43-17-17.

□ **Festival de courts-métrages à Nantes.** – Les douze films primés au Festival de Clermont-Ferrand, le rendez-vous du court-métrage international, seront projetés à Nantes dans la nuit du 19 au 20 mars. Pour découvrir le distingué concentré d'humour noir de l'Anglais Mike Leigh *(Un sens de l'histoire)*, la tendresse mythologique du Guinéen Mohamed Camara *(Denko)*, et l'ironique et tendre visite du mythe de Tarzan de Roberto Gazelli *(John)*.

▶ Salle F. Vasse, rue Colbert, Quartier Guist'Hau, 44 000 Nantes. Réservations au (16) 40-47-61-77.

Langages du cœur

Des enfants de toutes origines s'emparent de la scène

LE MOINDRE REGARD
à Villeurbanne et Malakoff

Zahir est un grand bavard. Il ne peut s'empêcher de parler, toujours, en français ou en kabyle, sa langue d'origine. Sur la scène, la nature de ce comédien de douze ans s'épanouit, les mots lui vont à merveille, en kabyle ou en français. Il se dépense sans compter, il discourt – comme l'amoureux de Roland Barthes. Dans un but unique : capter le regard de celle qu'il aime. La séduction, voilà le cœur de la pièce créée à Villeurbanne et reprise à Malakoff par Christiane Véricel, *le Moindre regard*, avec sa compagnie Image aigüe, composée pour l'essentiel d'enfants et d'adolescents de toutes nationalités. Pour les enfants auxquels s'adresse Christiane Véricel, la séduction est une réalité, même si ce n'est pas celle des parents.

A l'opposé de Zahir, Loan Dao, *franco-vietnamienne de dix ans*, incarne la force du geste. Dépenaillée et digne (parapluie troué et haillons), elle jauge sa rivale, la séductrice (ombrelle en dentelle et crinoline), soupèse ses affûtiaux, ne méconnaît pas les atouts de la belle, mais juge qu'elle n'en fera qu'une bouchée. Rien n'est dit, mais tout est joué. Chaque personnage est construit en fonction de la personnalité de l'enfant qui l'interprète.

Le chemin de l'autre

Tour à tour théâtre d'images, «chorégraphie» ou texte dirigé comme une musique, le travail de Christiane Véricel est inclassable. Ses créations précédentes s'inspiraient, l'une de Vermeer, l'autre de Bruegel. Celle-ci évoque les impressionnistes, leur lumière que reflète une pièce d'eau au centre de la scène. Les enfants y reviennent sans cesse, comme à une fontaine magique il y jouent aussi, tombent dans l'eau (et les plus petits rient).

Les impressions, de courtes scènes se succèdent, soutenues par un texte tantôt poétique, tantôt réaliste. *« Lavinia, ma petite, ma chérie, image du désert où fut l'antique Troie, ombre de Lavinia et non plus Lavinia... »* Le garçon amoureux a trouvé un poème (qu'importe s'il s'agit du cri d'un père – *Titus Andronicus*, de Shakespeare – à l'adresse de sa fille, violée et mutilée), il veut le servir à sa bien-aimée.

Filles ou garçons, tous cherchent le chemin de l'autre : *« Si j'arrête de penser à toi, si j'arrête ça, je n'ai plus rien, tu comprends, plus rien à penser... Il ne me restera rien pour vivre. »* Là, c'est un texte de Xavier Durringer, parfois déchirant, souvent drôle. *« Faut-il que je taille mes cheveux demande l'un, que je me rase la boule, que je perde dix kilos, ou que je me désarticule comme une viande trop cuite,* renchérit l'autre? *Juste un mot de toi et je serai guéri, clame l'amoureux,* mais la rédemption tarde à venir. »

Les jeunes acteurs jouent en français ou dans leur langue d'origine, y mêlant des morceaux de leur cru. Bien souvent, comme le souligne Christiane Véricel, les enfants spectateurs disent avoir compris tout ce que dit Bara, une des actrices de quinze ans, qui ne s'exprime qu'en tchèque. Etonnante alchimie que produisent la musique des mots et le jeu de l'acteur. Tenter et réussir le mélange des nationalités n'est pas la moindre originalité de ce théâtre, joué pour des enfants et des adultes, qui y trouvent leur plaisir, les uns comme les autres, même si ce n'est pas le même.

BÉATRICE GURREY

▶ Théâtre 71, 3 place du 11-Novembre, 92240 Malakoff, tél. : (1) 46-55-43-45, les 19 et 21 mars à 20 h 30, le 21 à 17 heures. Prix : 100 F ou 80 F en tarif réduit, 60 F pour les moins de quinze ans.

AGENDA

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

SPECTACLES NOUVEAUX

LE BAL DES CUISINIÈRES. Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche (40-46-90-72) (lun., mar.), 19 h (17).
LE DOUX BAISER D'AMOUR. Comédie italienne (43-21-22-22) (dim. soir, lun.), 20h ; dim. 14 h (17).
ICI TU DOIS DANSER. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 20 h (17).
MIGNONNE, ALLONS VOIR SI LA ROSE. Grand Edgar (43-35-32-31) (dim.), 22 h (17).
JEAN COCTEAU, JE RESTE AVEC VOUS. Nouveau Théâtre Mouffetard (43-31-11-99), jeu., ven. et sam. 18 h (18).
MON FRÈRE, MON AMY. Montrouge (Maison de l'Acteur) (47-35-69-30) (jeu., dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 16 h (19).
QUELQUES RÉCITS D'ANTOCHA THÉKHONTÉ. Cergy-Pontoise (Théâtre de l'Usine) (30-37-84-57), ven., sam., lun., mer. 20 h 30, dim. 15 h et jeu. 14 h (19).
SI JE T'OUBLIE, JÉRUSALEM.... Juvisy-sur-Orge (Théâtre de l'Eclipse) (69-21-60-34) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim. 16 h (19).
SUR LE DOS D'UN ÉLÉPHANT. Espace Paris-Plaine (40-43-01-82) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (19).
LE NOUVEAU MENOZA OU L'HISTOIRE DU PRINCE TANDI. *Amphithéâtre Richelieu* (40-18-06-75), sam., lun., mar., mer. et jeu. 20 h 30 (20).
L'HISTOIRE DU SOLDAT. Aubervilliers (Théâtre de la Commune) (48-34-67-67), dim. 17 h et mer. 21 h (21).
TROTTOIR CHAGRIN. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 20 h 30 (22).
ARLEQUIN SERVITEUR DE DEUX MAITRES. Théâtre Silvia Monfort (45-31-10-96) (dim. soir, lun.), 20 h ; dim. 16 h 30 (23).
DÉRIVES SUR UN TERRAIN VAGUE. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.), 19 h (23).
L'ECOLE DES FEMMES. Espace Acteur (42-62-35-00) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 16 h (23).
EXTRA BALLES. Bonneuil-sur-Marne (Salle Gérard-Philipe) (49-80-37-48), mar. 20 h 30 et mer. 14 h 30 (23).
FIN D'ÉTÉ A LA CAMPAGNE. Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau (45-45-49-77) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (23).
MORT A LA GUERRE EN TEMPS DE PAIX. Cité internationale (45-89-38-69) (mer., dim. soir), 21 h ; dim. 17 h (23).
L'OURS ; LA DEMANDE EN MARIAGE. Neuilly-sur-Seine (L'Athlétic) (46-24-03-83), mar., mer. et jeu. 20 h 30 (23).

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Les Epousées : 20 h 30. Rel. dim., lun. Dérives sur un terrain vague : mar., mer., jeu. 19 h. Lettre *d'une inconnue* : ven., sam. 22 h. Quelles nouvelles de Maupassant? : ven., sam. (dernière) 19 h.
AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Les Nonnes : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
AMPHITHÉATRE RICHELIEU (40-18-06-75). Le Nouveau Menoza ou l'Histoire du prince Tandi : sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ARCANE (43-38-19-70). Les Vieux Os : ven., sam., lun., mar., mer. (dernière) 20 h 30 ; dim. 17 h. D.E.S.I.R. : lun., mar. 20 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Naître coupable, naître victime : 20 h 30 ; jeu. 19 h ; sam., dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
ATALANTE (46-06-11-90). Le Pélican : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, mar.
ATELIER (46-06-49-24). Les Passions : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Le Pilote aveugle : 20 h 30 ; dim. 16 h ; mar. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun. Salle Louis Jouvet. Faust : 20 h 30 ; dim. 16 h ; mar. 19 h. Rel. dim. soir, lun.
BASTILLE (43-57-42-14). Phèdre : 19 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. The Pitchfork Disney : ven., sam., mar. 21 h ; dim. 17 h.
BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Le Bal des cuisinières : 19 h. Rel. lun., mar. Les Voyageurs de carton : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Giacomo : mar. 19 h 30.
BATEAU-THÉATRE OURAGAN (40-51-84-53). Petite salle. Un monde fou : ven., sam., mer., jeu. (dernière) 21 h. Histoires cachées : dim. 15 h 30. Paris accords et à cris : ven., sam. 21 h ; dim. 17 h.
BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). L'Homme qui : 20 h 30 ; sam. 16 h. Rel. dim., lun.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Les Monstres sacrés : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
BOUFFONS-THÉATRE DU XIX• (42-38-35-53). Quichotte : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 17 h. Les Mots en balade : jeu. 14 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Laurent Violet : 20 h. Rel. dim., lun. Le Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim., lun.
LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novochnie, Novochnie, Novochnio : jeu., ven., mar. 19 h 45 ; sam. 17 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). La Tempête : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h. La Pièce perdue : jeu., ven., sam. 21 h ; dim. 16 h 30.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DU CHAUDRON (43-28-97-04). Woyzeck : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères? Et ta soeur... : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Bal du lieutenant Helt : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.
CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (47-00-80-12). Tournoi d'improvisation théâtrale 92/93 : lun. 21 h.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). La Resserre. Un chapeau de paille d'Italie : 20 h 30 ; dim. 16 h 30. Rel. mer., dim. soir. Terre ou l'Epopée sauvage de Guénolé et Mattéo : ven., sam., lun., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h 30. Mort à la guerre en temps de paix : mar., mer., jeu. 21 h.
COLLÈGE NÉERLANDAIS (43-79-81-96). On va faire la cocotte : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 19 h, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Bal masqué : ven., jeu. 20 h 30. Le Malade imaginaire : mer. 14 h ; sam. 20 h 30. Les Précieuses ridicules ; l'Impromptu de Versailles : dim. 14 h ; lun., mer. 20 h 30. La Serva amorosa : sam. 14 h ; dim., mar. 20 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Baiser d'amour : 20 h ; dim. 14 h. Rel. dim. soir, lun. L'Epouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (46-65-98-41). Les Récits d'un pèlerin russe : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. La Cantate à trois voix : ven., sam. 18 h ; dim. 18 h 30 ; lun. 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir.
DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Cave du XII•. La poésie va bien, merci : lun., mar., mer. (dernière) 22 h 30. Charlotte et Valentin : 19 h 30 ; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir. Le Cabaret de la grand'peur : ven., sam., lun. 21 h ; dim. 16 h. Germaine : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 15 h 45.
DEUX ANES (46-06-10-26). Tonton, pourquoi tu tousses ? : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Il est trop tard : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
ELDORADO (42-49-60-27). Les mille et une nuits : dim. 14 h.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). L'Ecole des femmes : mar., mer., jeu. 20 h 30.
ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Cet animal étrange : 20 h 30. Rel. dim., lun.
ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). Sérénité ? : 18 h 30 ; dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. Arlequin serviteur de deux maîtres : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Les Couleurs du rire : lun. 19 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage forcé : 18 h. Rel. dim., lun. L'Ile des esclaves : 19 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Danse avec les fous : jeu., ven. 21 h ; sam. 23 h ; dim. 19 h. Feu la mère de madame : jeu., ven., sam. 20 h ; dim. 18 h. Le Mariage de Figaro : dim. 16 h. La Mouette : sam. 21 h.
ESPACE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Sur le dos d'un éléphant : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.
ESPACE SAINT-SABIN (47-97-55-20). Iphigénie : jeu., ven., sam., lun. 20 h ; dim. 17 h.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Dialogue avec une jeune fille morte : 02 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Le Philanthrope : sam. 15 h.
L'EUROPÉEN (43-87-29-89). Le Banc : 21 h. Rel. dim., lun.
FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-76-25). Maupassant... Mon bel ami : 20 h 30. Rel. dim., lun.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). Le Horla ; Boule de suif : ven., sam., lun. (dernière) 20 h 30.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une fille entre nous : 20 h 15 ; sam. 18 h. Rel. dim., lun. Mignonne, allons voir si la rose : 22 h. Rel. dim.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La Chute : 18 h 30. Rel. dim., lun. Si tu pars, je te quitte : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h 15. L'Atroce Fin d'un séducteur : ven., sam. (dernière) 20 h 30. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 19 h. Trottoir chagrin : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). The Bust of Jango : ven., sam. (dernière) 20 h 30.
HÉBERTOT (43-87-23-23). Il faut bien s'asseoir quelque part : 18 h 30. Rel. sam., dim., lun. Pygmalion : 20 h 45 ; sam. 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. L'Augmentation : 21 h 30. Rel. dim.
INTERCLUB 17 (42-27-68-81). The Nasty Horror Couple Show : ven. (dernière) 20 h 30.
LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). L'Epopée des Celtes. L'Errance de Grainné : ven., sam., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h. Trilogie pour un grain magique : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roger Blin. La Marelle ; Didascalies : 20 h. Rel. dim. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. L'Escalier : 20 h. Rel. dim. Tout va bien, je vais bien ! : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. dim. Ici tu dois danser : 20 h. Rel. dim. La Si Jolie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Rel. dim., lun.
MADELEINE (42-65-07-09). Monsieur Klebs et Rozalie : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). La Fiancée du matin : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. dim.
MARIE STUART (45-08-17-80). Le la love you : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h 15. Quatre façons d'être unis : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 19 h 30 ; sam. 16 h.
MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MARIGNY (SALLE POPESCO) (42-25-20-74). Suite royale : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim., mar. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Méliès, le magicien de l'écran : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MICHEL (42-65-35-02). Sexe & jalousie : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Partenaires : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadela : 21 h ; sam. 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Golem : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Retournements : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Jean Cocteau, je reste avec vous : jeu., ven., sam. 18 h.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Malheurs d'un PDG : 20 h 30 ; sam. 18 h, 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
ŒUVRE (48-74-42-52). Roméo et Jeannette : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Benvenuto Cellini : lun. 19 h 30. Faust : sam., mer. 19 h 30.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83). Mireille : ven., sam., mar. 19 h 30 ; dim. 17 h.
OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Capriccio : ven., mar. 19 h 30.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez ! : 20 h 30. Rel. dim., lun.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Une folie : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Harriet : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
PAVILLON DU CHAROLAIS (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-93-90). Les Filles du 5-10-15 c : ven., sam. (dernière) 21 h.
PETIT THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37). Quatre pièces en un acte de Sacha Guitry : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Salle II. Montaigne ou Dieu, que la femme me reste obscure ! : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PORTE-SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Edgar et sa bonne : jeu., sam., lun. 20 h 45 ; dim. 15 h 30. L'Homme en morceaux : mer., ven., dim. 20 h 45 ; sam. 18 h.
RANELAGH (42-88-64-44). La Surprise de l'amour : 18 h 30 ; dim. 20 h 30. Rel. lun. Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Les mille et une nuits d'Alatiel : 22 h 30 ; dim. 18 h 30. Rel. lun.
LE RELAIS DU BOIS (40-50-19-56). Clovis : dim. 15 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50). Pétaouchnok : 20 h 30. Rel. dim., lun.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'homme qui plantait des arbres : 20 h 30. Rel. dim., lun. Les Mésaventures de M. Karl : 22 h 15 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Enfantillages : ven., sam. (dernière) 18 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Gisèle et Robert : 20 h 30. Rel. dim., lun. Elle et Dieudonné : 22 h. Rel. dim., lun.
THÉATRE 13 (45-88-62-22). Solness le constructeur : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Fin d'été à la campagne : mar., mer., jeu. 20 h 30.
THÉATRE CLAVEL (42-05-94-57). Amour & Dioxine : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Il faut que Cléo parte : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacrés Monstres : ven., sam. (dernière) 22 h.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Contes d'avant l'oubli : 20 h 30 ; jeu. 19 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. L'Entretien du solitaire : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h. Belle de Mai. Au jour le jour : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h. Long John Silver, the Pirate : lun. 14 h 30, 20 h 30. Rendez-vous rue Watt : mer., jeu., ven., sam. 19 h.
THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Les Zappeurs : jeu., ven., sam., lun. 20 h 30 ; ven., sam. 22 h ; dim. 18 h 30.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Jackets ou la Main secrète : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 15 h.
THÉATRE DE MÉNILMONTANT (46-36-98-60). Le Passé confondu : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. La Passion à Ménilmontant : ven. 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 15 h.
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Juste le temps de vous embrasser : 19 h. Rel. dim. Retour, retours : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 45. Le Bel indifférent : ven., sam. (dernière) 20 h.
THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage : 20 h 30 ; sam. 15 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE DU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Siège de Numance : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.
THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (43-31-38-29). Le Conte d'hiver : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim., lun.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Eric Thomas : 20 h 30. Rel. dim., lun.
THÉATRE LUCIEN-PAYE (46-89-36-95). Pedro et le Capitaine : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Didier Follenfant : 22 h. Rel. dim., lun. The Belle of Amherst : dim. 15 h. Vert pomme : ven., sam. (dernière) 19 h.
THÉATRE MONTORGUEIL (43-07-52-94). Quelque chose de pourri dans le royaume : 20 h 30. Rel. dim. L'Azote ; Edouard et Agrippine : ven., sam. 20 h 45 ; dim. (dernière) 16 h.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Lewis, Carroll et Alice : ven., sam., dim., mer., jeu. 14 h 30 ; mer. 10 h. Salle Jean Vilar. Les Fausses Confidences : ven., sam. (dernière) 20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-36). Grande salle. John Gabriel Borkman : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Demain, une fenêtre sur rue : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petite salle. Terres mortes : 20 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Staline : mar. 21 h.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). Arlequin serviteur de deux maîtres : mar., mer., jeu. 20 h.
THÉATRE VALHUBERT (45-84-30-60). Le Roux de l'infortune : 20 h 30 ; sam., dim. 15 h. Rel. jeu., dim. soir, lun.
TOURTOUR (48-87-82-48). Verlaine : 19 h. Rel. dim., lun. Les Petites Femmes de Maupassant : 20 h 30. Rel. dim., lun.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Jolivet : 21 h. Rel. dim.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es citron : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉMIER) (46-66-02-74). Les Joueurs ; la Sortie d'un théâtre : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h.
AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Grande salle. Madame Klein : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. L'Histoire du soldat : mer. 21 h ; dim. 17 h.
BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Grande salle. Les Marchands de gloire : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
BONNEUIL-SUR-MARNE (SALLE GÉRARD-PHILIPE) (49-80-37-48). Extra Balles : mer. 14 h 30 ; mar. 20 h 30.
BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉATRE) (46-03-60-44). La Maison de la nuit : ven., sam. (dernière) 20 h 30.
CERGY-PONTOISE (THÉATRE DE L'USINE) (30-37-84-57). Quelques récits d'Antocha Thékhonté : jeu. 14 h ; ven., sam., lun., mer. 20 h 30 ; dim. 15 h.
CLAMART (THÉATRE DES ROCHERS) (46-42-02-83). Le Menteur : sam. 21 h ; dim. (dernière) 15 h.
COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). Les Frères Zénith : ven. 20 h 45. Oncle Vania : ven. (dernière) 20 h 45.
DOURDAN (CENTRE CULTUREL RENÉ-CASSIN) (69-21-60-34). Le Malade imaginaire : sam. 21 h.
FONTENAY-LE-FLEURY (THÉATRE) (34-60-20-65). Elle et Moi... : dim. 17 h.
FOSSES (ESPACE GERMINAL) (34-72-88-80). Tempêtes : sam. 21 h.
GAGNY (THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX) (43-81-79-67). Enfin seuls! : ven. 20 h 45. Richard Taxy : ven. 20 h 45.
GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Le Belvédère : ven., mer. 20 h 30 ; dim. 17 h. Henry VI, l'orage des fous : sam., dim. 20 h 30 ; dim. 16 h. Henry VI, le cercle dans l'eau : ven., mar. 20 h 30 ; dim. 16 h. La Tonnelle : mer., sam. 20 h 30 ; dim. 19 h 30.
IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE) (46-72-37-43). Pour un oui, pour un non : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
JUVISY-SUR-ORGE (THÉATRE DE L'ECLIPSE) (69-21-60-34). Si je t'oublie, Jérusalem... : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 16 h.
LE KREMLIN-BICÊTRE (ECAM) (49-60-69-42). Le Plus Heureux des trois : ven., sam., mar., mer. 21 h ; dim. 15 h. Jean-Marie Bigard : sam. 21 h.
LEVALLOIS-PERRET (LE PETIT THÉATRE) (47-48-18-71). L'Epreuve du feu : 20 h 30. Rel. dim., lun.
LONGJUMEAU (THÉATRE ADOLPHE-ADAM) (69-09-40-77). Enfin seuls! : dim. 15 h. Ne coupez pas mes arbres : dim. 21 h.
MAISONS-ALFORT (THÉATRE CLAUDE-DEBUSSY) (43-96-77-67). L'Antichambre : ven., sam. 20 h 45.
MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93). La Dispute : ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.
MONTROUGE (MAISON DE L'ACTEUR) (47-35-69-30). Mon frère, mon amy : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.
MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN) (69-04-13-70). Les Retrouvailles : jeu. 21 h ; dim. 16 h 30.
NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Grande salle. Il ne faut jurer de rien : ven., sam., jeu. 21 h ; dim. 16 h 30. On ne badine pas avec l'amour : mar., mer. 21 h.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Le Naufrage du Titanic : ven., sam. (dernière) 20 h 30. L'Ours ; la Demande en mariage : mar., mer., jeu. 20 h 30.
NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE) (47-45-75-80). Rhinocéros : jeu., ven., lun., mar. 14 h 30 ; ven., sam., mar., mer. (dernière) 20 h 30 ; dim. 15 h.
NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). L'Antichambre : dim. 19 h. La Mouette : ven. 21 h.
NOISY-LE-SEC (MAIRIE SALLE LOUIS-JOUVET) (49-42-67-17). Le Bébé de M. Laurent : mar. 20 h 30. Hansel et Gretel : sam. 20 h 30.
LE PERREUX (CENTRE CULTUREL DES BORDS-DE-MARNE) (43-24-54-28). Le Secret des vieux : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.
PONTOISE (THÉATRE DES LOUVRAIS) (30-30-33-33). Alfred Jarry, le surmâle : mar. 20 h 30.
ROISSY-EN-BRIE (CENTRE CULTUREL) (60-29-10-19). Hitnape : mar. 21 h.
RUEIL-MALMAISON (THÉATRE ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42). C'était bien : sam. 20 h 45. Elle et Moi... : sam. 20 h 45. Ne coupez pas mes arbres : ven. 20 h 45.
RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE) (45-60-79-00). Les Aventures de Paco Goliard : ven., sam. 21 h. Léonce et Léna : ven., sam. 21 h.
SAINT-DENIS (SALLE DE LA LÉGION D'HONNEUR) (42-43-17-17). La Cruauté : mer., ven. 20 h 45 ; dim. 17 h. L'Indulgence : jeu., sam., mar. 20 h 45.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-17-17). Grande salle. Le Procès de Jeanne d'Arc : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Les Fureurs de l'alcôve : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45.
SAINT-MAUR (THÉATRE ROND-POINT-LIBERTÉ) (48-89-99-10). L'Amour des quatre colonels : dim. 15 h. Le mainate ne répond plus : sam. 20 h 45. Sans rancune : sam. 20 h 45.
SAINT-OUEN (SALLE FLORÉAL-ESPACE 1789) (40-11-50-23). Marcel Marceau : ven. 20 h 30.
SÈVRES (SEL DE SÈVRES) (45-34-28-28). Un soir au bout du monde : ven. 20 h 45.
TRAPPES (AU GRENIEL A SEL) (30-50-68-86). Les Cousins : mar. 20 h 30.
LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). L'Antichambre : mar. 21 h. Elle et Moi... : ven. 21 h.
VINCENNES (CENTRE CULTUREL GEORGES-POMPIDOU) (43-74-12-35). Le Mime Pradel : ven. 20 h 45.
VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SORANO) (43-74-73-74). La Dame au petit chien : ven. 21 h ; dim. (dernière) 18 h. Les Emigrés : dim. 18 h ; lun. 21 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 20 MARS

« *La Cour des comptes et son fonctionnement* », 10 h 30, 13, rue Cambon (E. Romann).

« Le marché aux puces de Saint-Ouen a cent ans, *les nouvelles installations. Conférence déposée* », 10 h 30, *métro Porte-de-Clignancourt, au fanion Paris autrefois.*

« Cités *d'artistes et jardins secrets de Montmartre* », 11 h 15, 15 *heures* et 17 h 30, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition Henri Gervex », *14 h 30, Musée Carnavalet, 23, rue* de Sévigné (Monuments historiques).

« Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne de la Cour », *14 h 30, 2, place du Palais-Royal,* devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Itinéraire historique du parc Montsouris, *essences rares, cités d'artistes des années 20* », 14 h 30, métro Cité universitaire (Paris, capitale historique).

« *Du canal Saint-Martin* à la rotonde de La Villette *en passant par l'hôpital* Saint-Louis », 14 h 30, angle du quai de Jemmapes et de la rue du Fau*bourg-du-Temple (A nous deux,* Paris).

« L'hôtel du comte Potocki, siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris », 15 heures, 27, ave*nue de Friedland (Monuments historiques).*

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-*Sulpice (résurrection du passé).*

« *L'île de la Cité, naissance de* Paris, vieilles maisons de chanoine », 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

« Académie française et Institut », *15 heures, 23, quai Conti (C. Merle).*

« La franc-maçonnerie, société secrète ou initiatique ? », 15 heures, 16, rue Cadet (I. Hauller).

« *Talleyrand et Foucher à l'hôtel de* Monaco-Sagan » (carte d'identité), 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Paris et son histoire).

DIMANCHE 21 MARS

« *L'hôtel de la Païva* », 10 heures, 25, avenue des Champs-Elysées (D. Bouchard).

« La Comédie-Française : trois siècles d'histoire dans la maison de *Molière* » *(limité à vingt-cinq personnes),* 10 h 15, porte de l'administration, place Colette (Monuments historiques).

« *Mouffetard et ses secrets. De la* maison du Père Goriot aux convulsionnaires de Saint-Médard et aux arènes de Lutèce », 11 h 15 et 15 h 30, *métro Monge* (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saints-simo*niens au petit cimetière* », 14 h 30, métro Pyrénées, devant Twenty (C. Merle).

« La Conciergerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire *de la Cité* », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).

« Le château de Vincennes, du donjon des Valois au château de Le Vau », *15 heures, entrée du château,* avenue de Paris (Monuments historiques).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux *parisiens, et la médecine autrefois* », 15 heures, *entrée de* l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Les salons dorés de l'ambassade de *Pologne*, hôtel Sagan-Monaco » *(nombre limité), 15 heures, sortie* métro Invalides, côté esplanade (D. Bouchard).

« La dix-huitième siècle au Musée *Nissim de Camondo. Salons nouvellement restaurés* », 15 heures, 63, rue de Monceau (E. Romann).

« Quartier Saint-André-des-Arts », *15 heures, devant la fontaine Saint-*Michel (A. Hervé).

« L'hôtel de Bourbon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, *rue Monsieur* (I. Hauller).

« Le vieux village de Saint-Germain des Prés », 15 heures, sortie métro Saint-Germain-des-Prés *(Résurrection du passé).*

« Académie française et Institut », 15 heures, devant l'Institut, 23, quai Conti (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

SAMEDI 20 MARS

Maison de La Villette, angle du quai *de la Charente et de l'avenue Corentin-Cariou*, 10 heures : « L'architecture du 19• arrondissement », par A. Orlandini (*Maison de La Villette*).

Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 15 heures : « Les derniers dinosaures de France », par E. Buffetaut.

DIMANCHE 21 MARS

6, rue Albert-de-Lapparent, 14 heures : « Le nu, deuxième partie », par B. Méon ; 16 heures : « Le siècle de Giorgione », par J. Le Roux (Paris avec vous).

1, *rue des Prouvaires*, 15 heures : « Dangers et merveilles de l'invisible », par C. Gion ; « Rôle et mission de Saint-Michel », par Natya (*Conférences Natya*).

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

ANTONIA & JANE. Film britannique de Beeban Kidron, v.o. : Gaumont Les *Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (46-33-79-38)* ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (36-65-70-38).

ARCHIPEL. Film franco-belge de *Pierre Granier-Deferre* : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26, 36-65-70-67) ; Impérial, 2• (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-*Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67, 36-65-*71-33) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Fauvette bis), 13• (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; *Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18•* (36-68-20-22).

BOULEVARD DES HIRONDELLES. Film français de Josée Yanne : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

BRASS UNBOUND. Film hollandais *de Johan Van der Keuken, v.o.* : Utopia, 5• (43-26-84-65).

DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORÊT. Film indien de Satyajit Ray, v.o. : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; *Racine Odéon, 6• (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8•* (45-61-10-60) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

FORTRESS. Film américain de Stuart *Gordon, v.o.* : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; *14 Juillet Odéon, 6•* (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16, 36-65-70-82) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2• (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; UGC *Montparnasse, 6•* (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; *Paramount Opéra, 9•* (47-42-56-31, 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; *UGC Gobelins, 13•* (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; *Miramar, 14•* (36-65-70-39) ; Mistral, 14• (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40, 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96, 36-65-71-44).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS N• 3. Film de Hongkong de Ching Siu-Tung, v.o. : Gaumont Hautefeuille, *6• (46-33-79-38) ; Publicis* Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13• (45-80-77-00) ; v.f. : Français, 9• (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14• (36-65-75-14) ; *Montparnasse, 14• (43-20-12-06)* ; *Gaumont Convention, 15•* (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96, 36-65-71-44).

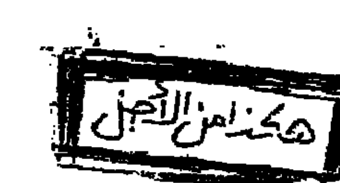
JACQUES RIVETTE, LE VEILLEUR. Film français de Claire Denis et Serge Daney : Utopia, 5• (43-26-84-65).

LA JOIE DE VIVRE. Film français de Roger Guillot : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; *Elysées Lincoln, 8•* (43-59-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43, 36-65-71-88) ; Français, 9• (47-70-33-88) ; Gaumont *Gobelins (ex-Fauvette), 13• (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40)* ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79).

LIGHT SLEEPER. Film américain de Paul Schrader, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Gaumont Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14• (36-65-75-14).

LE SOUFFLE DU DÉMON. Film britannique de *Richard Stanley, v.f.* : Brady, 10• (47-70-08-86).

LES VAISSEAUX DU CŒUR. *Film* américain d'Andrew Birkin, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80) ; *George V, 8•* (45-62-41-46, 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Bretagne, 6• (36-65-70-37) ; Français, 9• (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins bis *(ex-Fauvette bis), 13•* (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14• (36-65-75-14) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18• (36-68-20-22).







ENQUÊTE

Interminable chômage

VIII. – L'emploi au fond des urnes

Suite de la première page

Comme elle l'avait fait en 1981 à l'encontre de M. Valéry Giscard d'Estaing. Peu lui importe, dans ce contexte, que les «fondamentaux» de l'économie soient sains, ou que la France ne soit pas la seule à affronter une telle situation. Un parfum de récession flotte sur la France, et le chômage monte toujours.

Le sentiment prédomine qu'on va devoir vivre encore longtemps avec un taux de chômage élevé, avec des coûts économiques et sociaux considérables. Le rapport au premier ministre, à l'issue des travaux de concertation du XI[e] Plan, n'étonne personne quand il juge *«hors d'atteinte»* l'objectif d'un *«retour proche à la société salariale de plein emploi des années 60»*. Par le simple jeu démographique, de 150 000 à 250 000 personnes supplémentaires se présentent chaque année sur le marché du travail. Le retournement démographique n'est annoncé qu'aux environs de 2005! Selon les projections de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), les ressources en main-d'œuvre devraient augmenter de 166 000 par an d'ici à 1997, puis de 150 000 de 1998 à la fin du siècle...

Rien d'étonnant si, dans un scénario de redémarrage progressif de la croissance – 2,7 % par an en moyenne de 1994 à 1998, – la France se retrouve encore en 1998 avec 3,5 millions de demandeurs d'emploi... A l'appui de ses calculs, l'OFCE rappelle qu'*«il faudrait une croissance annuelle d'environ 3,5 % pour commencer à inverser l'évolution du chômage»* et de plus de 5 % pour le réduire *«significativement»*. Perspective lointaine!



Sans illusions

«Si on admet qu'un chômeur représente trois ou quatre personnes, notait récemment un consultant, M. Armand Braun, *3 millions de chômeurs signifient que ce sont 10 millions de nos concitoyens qui vivent mal, et une fraction d'entre eux avec les ressources minimales dont les familles disposent habituellement en économie de guerre.»* S'y ajoutent toute la cohorte des exclus – les RMistes, les sans-droits et ceux qui sont engloutis dans la pauvreté – et tous ceux qui rationnent leurs dépenses – notamment de biens durables – car ils craignent d'être emportés par la vague montante. Directement ou indirectement, chaque ménage se sent touché ou en passe de l'être. Même chez les cadres, naguère plus à l'abri, qui en arrivent à perdre leurs repères.

Aujourd'hui, à la veille des élections législatives et d'une alternance promise avant même le verdict des urnes, le chômage est omniprésent dans la campagne. Un peu comme un décor imposé, que chacun observerait avec consternation sans savoir comment en modifier les contours. Pour avoir tout essayé, à droite comme à gauche, les politiques affichent leur impuissance. L'opinion s'impatiente et réclame un renversement de tendance. Elle sanctionne les perdants, mais, en même temps, ne nourrit guère d'illusions quant à la capacité des vainqueurs à modifier durablement et profondément le cours du chômage. Par rapport aux *précédentes grandes consultations* électorales, le débat a complètement *changé de nature. Seule constante :* les chômeurs, population hétérogène, *ne font pas de lobbying. Isolés, solitaires*, ils ne constituent pas une *vraie force électorale.*

Le 5 mai 1981, lorsque M. François Mitterrand affronte M. Giscard d'Estaing, dans son face-à-face télévisé, la France compte 1 656 000 demandeurs d'emploi contre 425 000 environ en mai 1974. Entre-temps, deux chocs pétroliers sont passés par là, expliquant en partie ce que le candidat socialiste appelle *«la plaie»* du septennat de M. Giscard d'Estaing. Les deux candidats s'affrontent durement. M. Giscard d'Estaing parle de formation professionnelle, de stimulation de l'activité et de compétitivité économique, et il lance à son rival : *«Si vous êtes élu, le chômage augmentera.»*

M. Mitterrand promet la relance de l'activité, la retraite à 60 ans, la semaine de 35 heures et la création de 1 500 000 emplois dans les services publics et sociaux. *Et sûr que* cette *«démoralisation de la France»* va aboutir au changement, il avertit le président sortant : *«Si cette politique continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs.»* En mars 1986, lorsque la première cohabitation se profile à l'issue des élections législatives, on y est presque..., avec, en février, 2 367 600 demandeurs d'emploi, en données corrigées. En cinq ans, la France a perdu 500 000 emplois. La relance a tourné court et a profité aux importations. La réduction de la durée du travail s'est arrêtée à 39 heures – payées 40, – ne créant, selon les divers calculs, que de 15 000 à 70 000 emplois supplémentaires. M. Mitterrand a perdu son pari, ses amis se bornant à affirmer qu'avec une autre politique le résultat aurait été pire encore...

L'alternance se veut radicale, triomphante, un brin revancharde. La plate-forme RPR-UDF apporte «les» solutions : flexibilité et déréglementation, gel des seuils sociaux et suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Deux ans plus tard, lorsque MM. Mitterrand et Chirac se retrouvent face à face à la télévision avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, ils ne consacrent chacun que deux minutes à l'emploi..., se gardant bien d'avancer des recettes miraculeuses.

Le chômage est oublié, occulté. La droite a supprimé l'autorisation administrative, sans toucher aux seuils sociaux et sans appliquer toute sa plate-forme, *mais elle a surtout* bénéficié du retour de la croissance. *En deux ans, le nombre de* chômeurs n'avait augmenté que de 90 000. *Et surtout, l'économie était* redevenue créatrice d'emplois, le *mouvement se poursuivant après* la réélection de M. Mitterrand. De 1987 à 1990, 800 000 *emplois ont* ainsi été créés sans que la diminution du chômage soit à la mesure de cette reprise.

Enkysté dans la société, le chômage est aujourd'hui un enjeu *électoral quelque peu biaisé.* Le nombre de demandeurs d'emploi *frôle la barre des 3 millions*, soit 10,5 % de la population active. *Dans la foulée de la guerre du* Golfe, la crise économique a resurgi, freinant la croissance. Selon l'OFCE, *«en 1991 et 1992, l'emploi dans le secteur marchand a baissé de 260 000 et les demandes d'emploi non satisfaites ont progressé de 420 000»*. Au-delà de la polémique, quelque peu dérisoire, entre les *«chômeurs socialistes»* d'aujourd'hui (Jacques Chirac) et les *«chômeurs conservateurs»* de demain (Michel Rocard), tous les politiques sont en fait conscients que le salut dans la lutte contre le chômage ne peut venir du seul Etat.

Partage du travail : «Un non-sens économique»

Toujours prompts à voir dans leurs effectifs la première variable d'ajustement en cas de difficultés – 500 000 licenciements économiques en 1992, – les chefs d'entreprise s'alarment et s'interrogent sur leur responsabilité sociale. La course à la productivité n'a-t-elle pas été trop loin ? Surtout, ils prennent conscience du cercle vicieux dans lequel ils sont enfermés, la décision individuelle d'une entreprise de supprimer des emplois alourdissant la «charge chômage» de la collectivité, ce qui conduit celle-ci à augmenter encore les charges sociales des dites entreprises alors un peu plus asphyxiées. De plus en plus nombreux sont donc les chefs d'entreprise qui reconnaissent dans cet appel contenu dans le projet de XI[e] Plan : *«Une nouvelle étape s'impose pour provoquer un sursaut et créer une mobilisation de l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux en faveur de l'emploi»*.

A gauche, de M. Pierre Bérégovoy à M. Laurent Fabius, en passant par M. Rocard, on ne jure plus que par le partage du travail, *tout en s'étant* bien gardé, pendant les cinq années *de la législature qui s'achève, de* prendre des initiatives audacieuses *dans ce sens.* M[me] Aubry, *qui a utilisé* au mieux ses moyens pour limiter les dégâts et contenir la montée du chômage de longue durée, préconise même une loi fixant la durée légale hebdomadaire à 37 heures en 1996, les formes et les modalités étant ensuite réglées par la négociation.

Le XI[e] Plan reprend un objectif voisin – 37 heures en 1997, – cette réduction pouvant aboutir, *«sans compensation salariale»* et *«sans baisse de la durée d'utilisation des équipements»*, à la création de 350 000 à 600 000 emplois à la fin de 1997. Mais l'expérience passée et la difficulté à coupler impérativement le partage du travail à un véritable partage du revenu incitent à la plus grande prudence quant aux effets de telles solutions. Comme le note l'OFCE, les conditions de réussite d'une contribution de la baisse de la durée du travail à une diminution du chômage sont *«strictes»* : *«Plus généralement, la réduction du temps de travail suppose l'adhésion collective des Français à un projet porteur d'une société plus solidaire mais qui implique aussi de forts sacrifices individuels.»*

A droite, le partage du travail est perçu comme un *non-sens* économique. *«C'est une erreur de penser que le travail est une quantité qui ne peut pas augmenter et qu'on ne peut que se contenter de le partager»*, déclarait M. Giscard D'estaing dans *le Figaro* du 11 mars, dans une sorte de nouvel hymne à la croissance. *«Le projet de l'union pour la France»* place la lutte contre le chômage au premier rang de ses objectifs, mais force est de reconnaître que les moyens énoncés d'une politique spécifique de l'emploi sont flous : conclusion d'un pacte pour l'emploi avec les entreprises et les régions avant l'été, développement de *«nouvelles formes d'emplois à charges sociales et à contraintes allégées»*, création d'un statut du travailleur indépendant, loi-cadre sur la décentralisation de l'ANPE, la lutte contre les *«rigidités» du marché du travail* et le développement du temps partiel, etc.

«Le rétablissement de la confiance»

Sur chacun de ces points, peu de précisions ont été apportées, la logique fondamentale étant d'alléger les charges des entreprises – notamment à travers la budgétisation progressive, et coûteuse pour l'Etat, des cotisations familiales – et de réduire le coût du travail, généralement trop *élevé pour les salariés les moins qualifiés*, à l'embauche. Les entreprises *bénéficieraient d'une exonération de* charges pour les nouveaux embauchés, *mais il reste à savoir quelle* serait sa durée – six mois? un an? – et comment on établirait la distinction entre création nette et simple remplacement. Pour encourager le recrutement des salariés les moins qualifiés, le XI[e] Plan suggère une franchise de cotisations employeurs sur les 1 000 premiers francs de salaire mensuel, en attendant de cet allégement la création de 70 000 à 250 000 emplois à l'horizon 1997.

Comme pour tout programme commun, le projet de l'UPF *donne* lieu à plusieurs lectures tant à l'UDF qu'au RPR, et beaucoup de responsables de l'opposition sont loin de partager l'optimisme de M. Giscard d'Estaing qui attend du *«rétablissement de la confiance»* et des mesures du nouveau gouvernement une reprise de la création d'emplois en 1994. Député RPR du Val-d'Oise, et porte-parole de son groupe à l'Assemblée sur les problèmes de l'emploi, M. Jean-Pierre Delalande se méfie des *«mesures générales aveugles»* s'appliquant indifféremment aux industries à forte main-d'œuvre et à haute technologie, et préconise d'examiner avec les professionnels *«la situation de concurrence des entreprises branche par branche, marché par marché»*, afin de *«mieux cibler les mesures d'aide»*.

Pour avoir déjà tout essayé, la *majorité actuelle et celle de demain* se rejoindraient autour de plusieurs constats. La réduction du chômage suppose une croissance forte et son freinage une reprise qui dépend certes de mesures nationales – relance du batiment, politique en faveur des PME-PMI, etc. – mais surtout du contexte international et européen. On attend à la fois les effets du redressement de l'économie américaine et ceux d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt dont le signal sera donné par la Bundesbank.

Dans ce contexte, une politique spécifique de l'emploi est inéluctable – même à travers son volet traitement social – mais ne peut produire des résultats qu'à la marge. Enfin, un développement de services de proximité pour les personnes, évoqué par le projet de XI[e] Plan, apparaît souhaitable. Mais pour qu'il soit créateur d'emplois, *il faut que la* collectivité accepte d'en payer un *prix plus élevé... Une diminution* durable du chômage prendra du *temps. Elle suppose un changement* de comportement des acteurs politiques, économiques et sociaux, afin de mieux répartir l'effort collectif et la charge de la solidarité. Elle passe aussi par une réflexion sur les contours, encore flous, de l'emploi et de l'organisation du travail demain.

MICHEL NOBLECOURT

FIN

CHRONIQUE DES NON-TRAVAUX FORCÉS

par Jean-Pierre Dautun

245[e] jour

« Console-moi, dis-moi que ça va mal »

LE chômage installe dans une nouvelle collégialité. L'entreprise, on le découvre, n'a pas le *monopole* des relations de bureau. Avec le chômage, un *nouveau savoir-vivre s'installe*, de nouveaux rites, où les entre-*croisements téléphoniques remplacent* les croisements dans les *couloirs. On s'appelle entre* pairs. On s'invite à des déjeuners-chômage. Et, *surtout*, on échange les mauvaises nouvelles.

« Quoi de neuf ?

– Ils virent soixante personnes chez Godot & Associés. Et on annonce une prochaine charrette pour dans deux mois chez Puntilla & Matti conseil. »

Eh bien !

On se quitte un peu soulagé que cela aille mal aussi pour l'autre.

Eternelle noirceur de la nature humaine ? Hommes de peu de foi, n'en croyez rien ! C'est l'inverse. *Ce soulagement par le mal* commun est le visage même de la *charité.*

Le monde ne répond pas au chômeur. *Il a donc l'impression* que les autres se réservent quelque *chose de merveilleux dont il* est exilé, écarté. Tout cela vient de ce qu'on *lui a fait* croire, et dans le but de le rassurer, qu'il y avait quelque part du travail, du travail stocké, en réserve. Mais, puisqu'il reste systématiquement hors de son atteinte, en dépit de ses efforts les plus frénétiques, il faut bien que le chômage change de logique ; il y va de sa survie. S'il persiste à croire que ce travail existe aussi vraiment qu'on le lui dit, le chômeur le voit bientôt accaparé comme le beurre en temps de guerre, et sa confiscation, comme un complot personnel contre lui. Et l'espoir qui devait le galvaniser va l'épouvanter. De sorte que, finalement, rien n'est plus inquiétant pour un chômeur que de continuer à croire qu'il y a du travail. Il faut absolument se rassurer en se disant qu'il n'y en a pas ; c'est sa seule échappatoire à la maladie de la persécution. Il lui faut donc se rassurer auprès de ses compagnons d'infortune, pour se persuader que ce n'est pas à lui qu'on en veut personnellement. Il faut aussi qu'il se dise que tout va mal partout, et qu'il le répète, le répande, se le laisse dire, se l'entende confirmer : c'est humain.

On comprend, soit dit en passant, que le *projet* de rassurer par l'optimisme de commande, en croyant qu'il peut être du meilleur effet sur les troupes, est un contresens de dirigeants. Dire à un chômeur que tout ne va pas si mal, c'est le meilleur moyen de le désespérer : effet pervers d'une situation pervertie. Lui dire que tout va mal partout, pour *tous, le lui faire se le répéter*, c'est l'un des seuls outils de sa patience, *l'un des seuls carburants* possibles de son endurance. Qu'on ne s'étonne pas de la marée noire de prophéties sinistres : ce sont des bouées de sauvetage. Dans le malheur personnel, il faut du malheur universel, c'est une denrée de *première* nécessité. Le chômeur est *assis entre deux chaises*, la crise lui permet d'élargir son siège *social : elle lui donne un fauteuil.* S'il faut chômer, mieux vaut que *ce soit dans une crise vaste* : cela fait coussin. Et pendant que *nous y sommes, mettez-la moi* mondiale. Quitte à investir dans un meuble, autant ne pas lésiner sur le confort, on est mieux dans un canapé assez ample pour recevoir les amis.

Et si, d'un côté, plus la crise est grande, plus elle est grave, plus elle menace d'être longue, de l'autre, plus elle est étendue, moins elle est lourde, et dure pour chacun. Cette fois, l'image qui s'impose est celle du cercueil. Plus nombreux sont ceux qui tiennent les cordons du poêle, plus le cercueil peut être vaste : il sera léger. S'il faut porter le cadavre du travail, que ce soit un géant, on sera plus nombreux.

Jamais tant que dans le *chômage les nouvelles de malheur* ne peuvent servir de meil*leur fortifiant, de plus puissant* levier vers l'optimisme, tant le chômage *inverse tout. Dernier* rempart de la démocratie, la crise prend des *allures* maternelles : si tous l'ont tout entière, du moins chacun n'en *a-t-il* que sa part, et elle s'amenuise encore si le malheur est mis en commun pour être dévoré ensemble : on a l'impression que chacun mange la part de l'autre. Version noire de la Cène, ultime figure grimaçante de l'altruisme. Si cela va mal pour tous, tant mieux : c'est toujours ça de *pas* pris *par eux.*

Source de survie en commun

C'est pourquoi l'on échange les mauvaises nouvelles. On respire à l'annonce d'une nouvelle hécatombe. Selon le syndrome « bienvenue au club ». Alors que, paradoxe, quatre-vingts publicitaires de plus sur le pavé font quatre-vingts concurrents. *N'importe* : chaque nouvel effondrement se *consolide. Chaque nouvelle* ruine enrichit. Elle devient une source de survie en commun, tout comme la prospérité joue le même rôle en période faste.

La prospérité se confirme de sa confrontation à celle d'autrui. Elle s'amplifie de sa propre annonce. Elle s'y mire, elle s'y reconnaît, elle s'y confirme. Quel est le plus vrai plaisir d'un bourgeois riche ? C'est la rencontre d'un de ses pairs sur le cours, le dimanche. Pourquoi ? parce que chacun peut tendre à l'autre un miroir pour son opulence.

Le malaise obéit à un mouvement comparable, mais en sens *inverse. C'est une poire d'angoisse*, mais c'en est toujours une pour la soif. *Disons* tout, c'est une forme du capital comme les autres : elle doit fonctionner, comme les autres, sur l'idée que la réserve mon*diale dont on dispose est confortable*. Simplement, elle tourne à *l'envers : il faut pouvoir être sûr* de compter sur la banque mon*diale de la misère, les réserves* internationales d'infortune, comme sur l'autre. *Pour* un chômeur il est *capital* – et l'on pèse ses mots – que tout aille mal partout. Cela lui explique pourquoi ça va mal pour lui. Car sinon, ce serait plus qu'inexplicable ; insoutenable : il déposerait son bilan. La crue continuelle des mauvaises nouvelles n'est donc *pas plus surprenante ; ce n'est* qu'une hausse : c'est un effet *logique de la demande.*

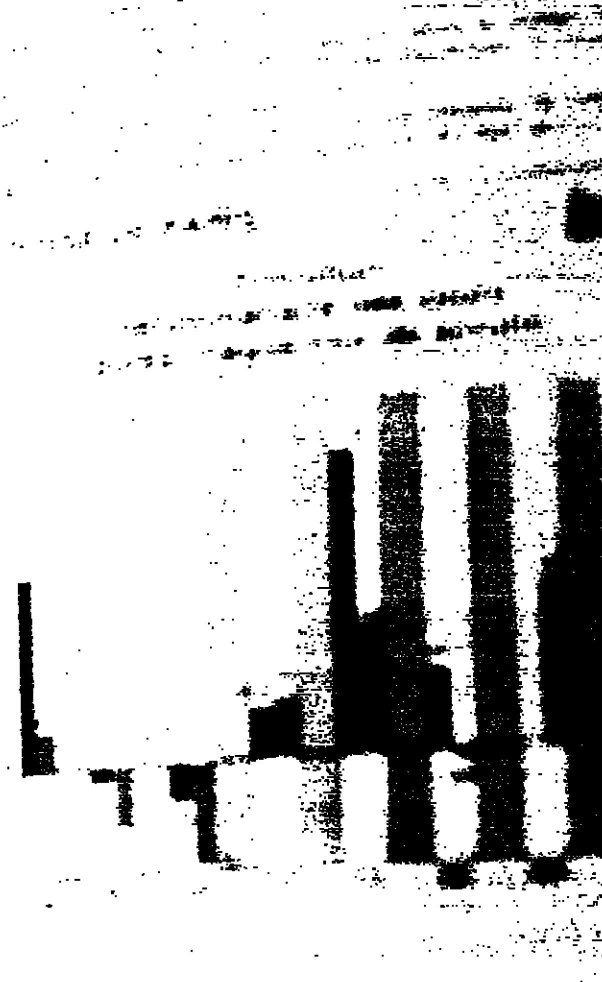
Et si c'était cela, le *secret de la crise ?* Si la Bourse des valeurs humaines d'échange, la cote, l'offre et la demande des paroles *entre les personnes physiques*, pilotait la Bourse des valeurs *marchandes, la hausse et la* baisse des titres, l'optimisme ou la morosité du marché ? *Si le* «comment vas-tu ?» gouvernait le «comment vont les affaires ?», au lieu, comme on croit, que les affaires gouvernent tout, et que le moral des uns et des autres n'en soit que la dérivée sans importance ?

Depuis 1929, les économistes ont assez fouillé en tous *sens* les mécanismes économiques des crises pour expliquer à qui le voudra, et virtuosement, quelles conditions *économiques* nourrissent la crise *économique*, comment, quand, pourquoi. Ils ont l'occasion à présent de mesurer que leur science économique n'empêche rien, et que donc, probablement, elle n'explique pas tout. Ils pourront aussi noter que le temps a passé, et peut-être transformé les lieux et les objets d'échange. Ou révélé les vrais.

Mais depuis longtemps, ici comme ailleurs, on a cru sérieux de laisser les connaisseurs de l'homme à la porte, comme des enfants à qui on ne donne le droit de jouer qu'après avoir rangé, classé et mis hors de portée tout ce qui est vraiment important pour les adultes. On a sous-estimé les états d'âme, les «idées de l'autre monde», sans soupçonner que c'étaient peut-être les seules qui créent les idées de ce monde-ci.

Or, c'est un fait : la psychologie de crise devient le remède *de fortune* à la crise de la psychologie. Il devient non seulement naturel de vivre dans le malheur, mais encore plus logique de survivre mieux avec et par le malheur commun que de penser au bonheur pour s'en sortir. Cela paraît plus salubre. Le malheur se réduit par le partage, tout *comme* le bonheur s'en augmente. Elle permet à ses victimes de pouvoir supporter la survie.

ÉCONOMIE



Agriculteurs, pêcheurs, même combat

Sont-ce les rumeurs selon lesquelles le prochain gouvernement devrait être plus «resserré» que les précédents? Ou le souci de constituer un front des producteurs menacés? Ou la similitude des crises et des manifestations?

L'idée en tout cas se répand que la pêche et l'agriculture pourraient être regroupées dans un même ministère, qui, à côté des fournisseurs d'aliments, s'adjoindrait le secteur de la consommation. Certes, en période préélectorale les schémas des meilleurs gouvernements possibles fleurissent toujours abondamment, mais cette suggestion mérite qu'on s'y arrête. Et d'abord parce qu'elle émane officiellement du président de la puissante FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), M. Luc Guyau, originaire précisément de Vendée, un département où la pêche constitue une ressource et aujourd'hui une... préoccupation importantes.

Que les agriculteurs cherchent à renforcer des troupes qui s'étiolent, on le comprend. *«Mais il existe entre pêcheurs et paysans des liens sociologiques et des sensibilités culturelles étroites»*, estime M. Guyau. Vis-à-vis de la CEE, la pêche et l'agriculture constituent deux secteurs où, depuis longtemps déjà, les pouvoirs délégués à la Commission sont devenus plus importants que les marges de manœuvres nationales. Pour les travailleurs de la mer ou ceux des champs, les lois libérales du marché, le choc des importations à prix réduits des pays tiers, la mondialisation des échanges et la chaîne du froid apparaissent plus comme des menaces que comme des opportunités. Enfin, l'arboriculteur ardéchois comme le patron de chalutier de Roscoff se sait, plus que quiconque, soumis aux caprices de la nature et des saisons.

Mais les comparaisons s'arrêtent là. De longue date, les agriculteurs ont essayé (et réussi, en Bretagne par exemple) à s'organiser le plus possible dans l' «aval» de la filière afin de profiter des gains de productivité et de la valeur ajoutée. La puissance du Crédit agricole n'est plus à démontrer. Les excédents nets de la balance agroalimentaire, enfin, dépassent chaque année 45 milliards de francs, alors qu'à cause des importations de saumon norvégien ou de homard canadien le déficit des produits de la mer frise les 11 milliards.

Reste qu'au-delà des ajustements ministériels conjoncturels voire opportunistes, la question Nº1 reste celle-ci : agriculteurs et pêcheurs ont-ils plus à gagner ou à perdre de l'Europe telle que la veut le traité de Maastricht?

FRANÇOIS GROSRICHARD

□ *«La bataille du GATT est gagnée»*, **selon M. Soisson.** – M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural, a affirmé, jeudi 18 mars, que *«la bataille du GATT était gagnée, car si un accord devait intervenir il se ferait sur des bases différentes»* de celles du préaccord de Washington entre la CEE et les Etats-Unis. Après le conseil des Douze, les 16 et 17 mars à Bruxelles, M. Soisson s'est félicité du *«climat chaleureux»* des discussions entre ministres, estimant que ses collègues avaient eu *«le contraire d'une attitude hostile ou réservée»* devant les demandes de la France. Les Douze ont accepté que la France octroie une aide nationale provisoire à ses producteurs ovins pour compenser les conséquences de la dévaluation de la livre britannique.

Tandis que M. Bérégovoy annonce une « compensation exceptionnelle »

Les Douze refusent de renforcer la protection contre les importations de poissons

Deux marins-pêcheurs, auteurs de tirs de fusées de détresse qui ont blessé deux membres des forces de l'ordre – dont l'un grièvement – à Bayonne, lors des manifestations du mercredi 17 mars, ont été mis en examen, jeudi 18 mars, puis placés sous mandat de dépôt. Un de ces marins-pêcheurs est originaire du Finistère, l'autre des Pyrénées-Atlantiques. M. Jean-Paul Lebègue, le sous-brigadier qui avait été atteint par une fusée en pleine tête, était toujours dans un état très grave vendredi 19 mars au matin. Il a été transféré dans un service spécialisé du Centre hospitalier régional de Bordeaux.

Jeudi 18 mars, de nouvelles manifestations ont eu lieu, notamment à Martigues (Bouches-du-Rhône), où ont été répandues sur la chaussée des caisses de poissons qui venaient d'être déchargées d'un avion cargo d'Air France à l'aéroport de Marignane. A Bruxelles, au conseil des ministres de la pêche, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, s'est heurté, sur presque toutes ses demandes, à des refus. Commentant cet échec, M. Pierre Lataillade, maire (RPR) d'Arcachon et président de la sous-commission «pêche» au Parlement européen, a demandé un «Grenelle de la pêche», à l'image de la réunion pouvoirs publics-patronat-syndicats, en 1968, rue de Grenelle à Paris, sur les questions sociales. Vendredi 19 mars, M. Bérégovoy a demandé à M. Josselin de *«mettre en œuvre une compensation exceptionnelle aux revenus des pêcheurs»*, en plus des 18 millions de francs débloqués fin février.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

«Le compte n'y est pas», s'est exclamé, jeudi 18 mars, M. Charles Josselin, secrétaire d'État français chargé de la mer, à l'issue de la réunion des ministres de la pêche des Douze, juste avant de rencontrer – longuement – les représentants des professionnels. C'est un euphémisme : indifférent au problème politique et humain que la crise pose au gouvernement français, le Conseil a refusé de suivre M. Josselin et n'a retenu aucune mesure de nature à permettre un redressement des cours. Appuyée par la seule Irlande, la France s'est trouvée isolée. Par souci de privilégier les intérêts de l'industrie ou de ne pas apparaître protectionnistes, les Douze, dans leur grande majorité, refusent, même à titre provisoire, des mesures qui donneraient un coup d'arrêt effectif aux importations.

M. Josselin a annoncé son intention de se retourner vers la Commission européenne et, en s'appuyant sur l'article 24 du règlement organisant le marché, de lui demander d'arrêter des mesures d'urgence. Comment ne pas avoir des doutes sur ses chances d'aboutir! M. Ioannis Paleokrassas, commissaire chargé du dossier, n'a guère soutenu le secrétaire d'État français au cours de la réunion, se félicitant même, lors de la conférence de presse qui a suivi, des résultats obtenus. Il y avait là un décalage spectaculaire entre la situation en France, l'émotion qu'elle provoque, et le ronron bureaucratique d'une organisation incapable d'identifier, au-delà de l'analyse froide d'un dossier, la nécessité politique, à un moment donné, de se montrer solidaire.

Nouvelle liste

La seule disposition concrète approuvée par le Conseil a trait à l'extension des espèces auxquelles seront appliquées des prix minimaux à l'importation (six actuellement). La Commission devra, dans les prochains jours, soumettre au comité de gestion une nouvelle liste où devraient figurer notamment les soles, les seiches, les encornets...

Pour le reste, les orientations approuvées par les ministres, même si elles vont dans la bonne direction, resteront dépourvues, à court terme, du moindre effet. Il s'agit essentiellement de renforcer le contrôle des poissons débarqués et des prix pratiqués. Il a été en effet reproché à certains Etats membres, en particulier au Danemark, de ne respecter que de façon approximative les prix minimaux. Mais on en reste, pour l'instant, aux bonnes intentions : si des autorités nationales n'ont pas la volonté de jouer scrupuleusement le jeu, la Communauté demeure impuissante à faire respecter les disciplines qu'elle édicte.

La Commission est invitée à faire la leçon aux pays tiers responsables de débarquements sauvages à bas prix, à savoir la Russie et la Pologne : une mesure qui restera purement académique, la disposition d'esprit des services responsables des relations avec ces pays étant, au contraire, de s'employer à leur faciliter l'accès aux marchés des Douze. Les revendications françaises vont à contre-courant...

Les principales demandes de M. Josselin visaient à limiter plus efficacement les importations : il préconisait un relèvement de 30 % des prix minimaux et la suspension des débarquements directs de cabillaud russe. Cela n'a pas été accepté par le Conseil, en dépit d'un accueil relativement compréhensif, au moins s'agissant des débarquements russes, par M. David Curry, le secrétaire d'Etat britannique. Ce sont les mêmes demandes que la France, invoquant l'urgence, va soumettre maintenant à la Commission. Mais le débat au sein de celle-ci risque de faire resurgir le même rapport de forces, défavorable à la France. Quelques deux cents pêcheurs français étaient venus symboliquement manifester à Bruxelles.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour la première fois depuis trois ans

Le chômage a reculé en Grande-Bretagne en février

LONDRES

de notre correspondant

C'est sans dissimuler une certaine surprise que le gouvernement de M. John Major a annoncé, jeudi 18 mars, un infléchissement de la courbe du chômage, pour la première fois depuis près de trois ans. Les chiffres officiels montrent que, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs d'emploi a chuté de 22 000 en février par rapport à janvier, ce qui ramène le chiffre en-deçà du seuil des trois millions (2,97 millions), et le nombre des sans-emploi à 10,5 % de la population active.

Le ministère chargé de l'emploi n'a pas caché qu'il n'y avait pas d'explication très rationnelle à ce mouvement. La meilleure preuve en est que la plupart des économistes s'attendaient à une nouvelle dégradation, avec 35 000 demandeurs d'emploi de plus en février .

Le Parti travailliste a émis des doutes sur le caractère durable de ce qu'il considère comme une *«anomalie»*. Quant au gouvernement, il a pris soin de ne pas tirer de conclusions hâtives sur la reprise de la croissance économique. Londres a cependant noté avec satisfaction la décision de la Bundesbank de baisser d'un demi-point son taux d'escompte, qui pourrait entraîner un mouvement de baisse en Europe. Ces deux signes encourageants, ainsi qu'une reprise du marché immobilier (la valeur des nouveaux emprunts hypothécaires a progressé de 40 % en février), ont contribué au raffermissement de la livre sterling par rapport au deutschemark.

Le gouvernement a, d'autre part, été obligé de donner de nouvelles assurances sur le sort des quelque dix millions de Britanniques aux revenus les plus bas (notamment les personnes âgées), qui vont être particulièrement touchés par l'imposition à la TVA de l'énergie domestique. Une vive polémique s'était développée après l'annonce des dispositions budgétaires (*le Monde* du 18 mars), plusieurs ministres refusant d'indiquer si l'augmentation de la facture chauffage individuel serait totalement compensée par une progression du montant des diverses allocations de sécurité sociale.

Face à ce qui menaçait de se transformer en une nouvelle révolte des *«backbenchers»* (parlementaires de base) de son propre parti, le premier ministre a promis qu'une aide additionnelle serait versée, sans en préciser le montant.

LAURENT ZECCHINI

INDICATEURS

ETATS-UNIS

● **Déficit commercial : 7,3 milliards de dollars en janvier.** – Le déficit de la balance commerciale américaine a atteint 7,3 milliards de dollars (41,2 milliards de francs) en janvier, contre 6,89 milliards en décembre 1992. Cette dégradation – les exportations et les importations américaines sont à la baisse – est à mettre sur le compte à la fois de la lenteur de la reprise économique américaine et de la récession économique qui affecte les autres pays industrialisés.

FRANCE

● **Matières premières : – 6 % en un an.** – Les prix des matières premières importées par la France – exprimés en francs – ont baissé de 0,5 % en février par rapport à janvier. Par rapport à février 1992, les prix ont baissé de 6 %. Les prix des matières premières alimentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont baissé de 2,3 % en un mois, ceux des matières premières industrielles de 0,2 %. Exprimés en dollars, les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 0,1 % en février par rapport à janvier, et de 2 % en un an (février 1993 comparé à février 1992).

En janvier

Hausse de 0,3 % des dépenses d'assurance-maladie

Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont atteint 31,6 milliards de francs en janvier, soit une progression de 0,3 % en un mois et de 6,9 % sur douze mois. Les remboursements des honoraires privés et les prestations en espèces diminuent sensiblement (respectivement de 0,2 % et de 0,4 %) alors que les remboursements de prescriptions s'accroissent de 0,2 %, (dont 0,5 % pour la pharmacie). Au total, la progression des dépenses résulte d'une assez forte évolution des versements aux hôpitaux, très sensible dans le secteur public (+ 0,9 %) et plus modérée dans le privé (+ 0,2 %).

Le CJD est favorable à la réduction du temps de travail

Opposé au partage du travail, qui *«laisse à penser que le seuil maximal du travail est définitivement atteint»*, le Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui a rendu publique sa position jeudi 18 mars, est favorable à une réduction de la durée hebdomadaire. Il y met deux conditions : que la diminution s'accompagne d'une *«flexibilité négociée avec les syndicats»* ; que *«la réduction éventuelle des salaires»* soit inversement proportionnelle aux revenus. Egalement opposé à *«toute réduction du SMIC»*, le CJD préférerait une baisse des charges sociales sur les bas salaires, compensée par une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG).

Constatant *«la fin du plein emploi salarié»*, M. Pierre Garcia, président du CJD, a souhaité la *«recherche d'un meilleur équilibre entre temps de travail et temps hors de travail»* qui supposerait *«de nouvelles formes d'activité»*. *«Le temps passé à ne pas travailler dans l'entreprise doit être mis au service de la formation, de l'épanouissement personnel et de la société non marchande»*, a-t-il poursuivi. Favorable à *«une nouvelle approche de l'activité, déconnectée de l'emploi salarié»*, il juge le moment venu de réviser *«notre démarche de redistribution des revenus et du partage de la richesse»*.

Après la diminution d'un demi-point du taux d'escompte

La Bundesbank veut poursuivre sa stratégie de baisse progressive des taux d'intérêt

La décision de la Banque fédérale d'Allemagne d'abaisser d'un demi-point son taux d'escompte de 8 % à 7,50 % a été imitée sur-le-champ par les banques centrales de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche, de Suisse et du Danemark, à 7 % pour les trois premières et à 5 % et 10 % respectivement pour les deux dernières. L'initiative allemande a, toutefois, été jugée insuffisante par les marchés internationaux, notamment en ce qui concerne la France, ce qui les a incités à lancer une forte offensive sur le franc et à pousser le cours du mark à Paris au-dessus de 3,41 francs, à peu de distance de son plafond de 3,4305 francs. Cette offensive était attendue à la veille des élections législatives françaises. Elle reflète les appréhensions des milieux financiers étrangers, sur la possibilité pour la France d'obtenir une accélération de la baisse des taux directeurs de la Bundesbank dans les mois à venir.

FRANCFORT

de notre correspondant

Le conseil central de la Bundesbank réuni le jeudi 18 mars a décidé d'abaisser d'un demi-point le taux d'escompte, qui est le taux plancher de ses interventions, faisant passer celui-ci de 8 % à 7,5 %. Le taux plafond des interventions, dit taux Lombard, est resté à 9 %. Cette décision a été saluée par le gouvernement de Bonn comme capable de donner *«une impulsion à la conjoncture»*. Elle a en revanche déçu les marchés financiers, qui espéraient une baisse plus importante.

«La Bundesbank poursuit sa politique de baisse des taux pas à pas.» C'est par un court communiqué que la banque centrale allemande a expliqué sa décision d'abaisser le taux d'escompte d'un demi-point. La précédente baisse remontait au 4 février, date à laquelle le taux d'escompte avait été réduit d'un quart de point et celui du Lombard d'un demi-point.

Cette politique des petits pas a commencé en septembre 1992. Depuis, la Bundesbank a modifié trois fois ses taux. Le Lombard est revenu de 9,75 % à 9 % et l'escompte de 8,75 % à 7,5 %. Le mouvement a été salué par le gouvernement et les milieux industriels. M. Theo Waigel, ministre des finances, estime qu'il va donner *«des impulsions positives»* à la croissance. M. Günter Rexrodt, ministre de l'économie, parle d'un *«important signal»*. Le Parti social-démocrate critique en revanche cette décision qu'il juge insuffisante pour provoquer un retournement de tendance et sortir de la récession.

«Petit geste»

Dans les milieux économiques, on évoque *«le petit geste de la Bundesbank»*. La chambre de commerce et d'industrie estime la réduction *«symbolique»*. L'association des banques la juge *«acceptable par rapport à l'inflation»*. Les milieux financiers et boursiers marquent plutôt une déception parce qu'ils espéraient une baisse d'un point de l'escompte, c'est à dire un abandon de la politique des petits pas.

Pourtant, la prudence de la Bundesbank était prévisible. Les éléments favorables à une détente de la politique des taux sont certes nombreux : modération des revendications de salaires et ralentissement de l'expansion monétaire. La masse monétaire a décru de 0,1 % en février par rapport à janvier, a-t-on appris jeudi 18, après un recul de 2,4 % en janvier par rapport à décembre. Mesurée sur les six derniers mois, la croissance de M3 (liquidités et dépôts à moins de 4 ans), est revenue des sommets de la fin 1992 (plus de 10 %) à 6,5 %. La croissance de la masse monétaire sur laquelle la Bundesbank a les yeux fixés est donc entrée dans la fourchette (4,5 à 6,5 %) fixée par la banque centrale pour cette année. La récession, enfin, est une raison importante, sinon première, de détente de la politique monétaire.

Mais la Bundesbank reste prudente. La masse monétaire augmente au rythme maximal admis par les autorités. L'inflation (+ 4,2 % en février sur un an) est encore très élevée, surtout en période de récession. Les taxes et impôts nouveaux qu'annonce le gouvernement vont accélérer les hausses de prix. En outre, la banque centrale ne veut pas que le mark glisse trop par rapport au dollar, pour éviter de renchérir les prix des produits importés. Depuis cet été, le dollar n'est remonté de son plancher de 1,50 mark qu'à 1,67 mark jusqu'ici. Lente progression un peu inattendue étant donnée la reprise américaine.

La question qui se pose désormais est bien entendu de savoir quand se produira la prochaine baisse des taux courts? Depuis septembre, la baisse du taux des prises en pension (1) a été de 1,40 point environ, revenant de 9,65 % à 8,25 %. Si ce rythme est conservé, comme le laisse penser la politique actuelle de la Buba, on peut espérer une baisse d'un peu plus d'un point d'ici à septembre des taux d'intervention et de près de deux points d'ici à la fin de l'année. Mais les pronostics sont fragiles. Tout va dépendre, encore une fois, de l'arbitrage que fera la Bundesbank entre l'évolution de l'inflation et les dangers de la récession.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Ce taux dit Repo, qui varie au jour le jour, est le plus important. Evoluant entre le plafond (Lombard) et le plancher (escompte) il représente le coût auquel la banque centrale rachète chaque jour les effets des banques commerciales. C'est donc le coût réel de l'essentiel du refinancement des banques.

Tenu à l'écart depuis sept ans

Le Pérou renoue avec le FMI

LIMA

de notre correspondante

«Le Pérou n'est plus considéré comme un paria. Il est redevenu membre de la communauté financière internationale.» Cette déclaration optimiste du président Alberto Fujimori est de circonstance : après sept ans de purgatoire, le Pérou a enfin obtenu, jeudi 18 mars, un certificat de bonne conduite de la communauté bancaire internationale. Grâce à un crédit-relais octroyé par le Trésor américain et l'Eximbank japonaise, il a pu s'acquitter de ses arriérés à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (respectivement 870 et 950 millions de dollars). En contrepartie, un crédit de près de 1,5 milliard de dollars lui a été alloué par le FMI.

Après sept ans de purgatoire, le Pérou a donc en poche un certificat de bonne conduite. Mais il ne s'agit que d'un premier pas. L'étape suivante devrait être la renégociation avec les pays créanciers du Pérou, réunis au sein du club de Paris, d'une dette de 8 milliards de dollars. Son rééchelonnement devrait être préparé par le conseiller du ministre de l'économie, M. Roberto Abusada, attendu ces prochains jours en Europe. Ce dernier devra ensuite entamer des pourparlers avec les banques commerciales réunies, elles, au sein du club de Londres.

NICOLE BONNET

ÉCONOMIE

Elections législatives et marchés financiers

La Bourse n'aime pas les incertitudes politiques

Les *marchés* ont *horreur* de l'incertitude ainsi qu'en témoigne ce *vieux proverbe* boursier : « La Bourse aime le blanc ou le noir, mais elle n'aime pas le gris ! ». Les échéances électorales ont pourtant souvent cette couleur. A chaque consultation, les mêmes interrogations reviennent sur le futur régime fiscal ou l'attitude des intervenants étrangers face au nouveau gouvernement. Les périodes électorales sont dominées par les rumeurs, les angoisses et les comportements irrationnels, comme on peut le voir à l'occasion des neuf dernières législatures de la Vᵉ République.

Au lendemain du second tour *des élections législatives de 1958*, la majorité avait été accueillie avec beaucoup de réserve. Les marchés financiers se demandaient quelles solutions allait adopter le gouvernement face aux principaux problèmes de l'heure, comme l'équilibre des finances publiques ou l'avenir de l'Algérie, alors française. Comme le relevait alors un opérateur, *« la volonté de changement catégoriquement exprimée par le pays, qui a bouleversé la représentation parlementaire, a toutefois retenu l'attention de l'étranger qui pourrait à nouveau s'intéresser aux perspectives françaises qui sont vastes et attrayantes »*.

En 1962, la semaine qui suivit le *premier tour – le 18 novembre* – des élections législatives fut qualifiée d'exceptionnelle, avec près de 10 % de hausse. Cette réaction s'expliquait par le soulagement de la Bourse qui avait redouté, après le référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, l'élection d'une Assemblée en opposition avec le chef de l'Etat. Or, le succès de l'UNR et les pronostics pour le second tour *laissaient entrevoir une nouvelle* ère de stabilité politique. Dans la foulée, l'étranger se portait de nouveau acheteur, les professionnels et la clientèle réinvestissaient des *liquidités et des capitaux qu*'ils tenaient au chaud depuis près d'un an. Mais la période qui suivit le second tour – le 25 novembre – fut gagnante de seulement 2 %, en raison notamment du *« fait accompli »*, des prises de bénéfices ainsi que du retard dans la constitution du gouvernement.

Craintes de dirigisme

Les séances qui suivirent le premier *tour des élections législatives* de 1967 – le 5 mars – se soldèrent par un bilan négatif de 0,7 %. Les boursiers craignaient alors que la reconduction de la majorité ne favorise le dirigisme du gouvernement et ne l'entraîne sur la voie de l'association capital-travail, au détriment de l'épargne. Au lendemain du deuxième tour – le 12 mars, – la majorité acquise de justesse par les partis soutenant l'action du général de Gaulle suscita un recul sensible des valeurs *françaises, avec une perte de 3 %*. Ce recul fut en partie limité par l'intervention des organismes en placement collectif alors que les particuliers continuaient de s'abstenir.

Alors que la semaine précédant le premier *tour des élections* législatives de 1968 – le 23 juin, – les valeurs abandonnaient 1,8 % et plus de 10 % depuis le début du mois de mai, la Bourse salua timi*dement les résultats, au lendemain* du scrutin, par un léger redressement avant de resombrer dans la morosité au cours des séances suivantes pour finalement perdre *1,9 %. Le repli s'accentua très sen*siblement au second tour – le 30 juin – et les valeurs françaises, s'approchant de leur plus bas niveau de l'année, abandonnèrent de nouveau 5,1 %. Ainsi, le marché ne salua pas vraiment la victoire *de la majorité. La note à payer*, après les évènements de mai et juin et les hausses de salaires résultant des accords de Grenelle, commençait à l'effrayer. D'autres rai*sons alimentaient son inquiétude*. L'évasion massive des capitaux avait rendu nécessaire un renforcement du contrôle des changes. Une hausse du taux d'escompte (de 3,5 % à 5 %) *pesait sur les* prix de revient et risquait de limiter l'expansion. Elle se préoccupait aussi de la mise en œuvre des projets sur la participation des salariés...

La première législature des années 70 commença dans un certain flou. La semaine qui précéda le premier tour des élections législatives de 1973 – le 4 mars – laissa les opérateurs perplexes. Les sondages avaient donné, tour à tour, la victoire à la gauche ou à la majorité sortante. Une nouvelle crise *monétaire* éclatait et les marchés des changes étaient clos. Le 5 mars, tout comme le lendemain, les valeurs françaises progressèrent sensiblement dans un marché calme. Jouant l'échec de la gauche, les opérateurs français et étrangers commençaient à revenir sur le marché. Mais, las ! l'avance sera stoppée nette, dès le mercredi, par *une grève des commis* de Bourse, motivée par des revendications salariales. Néanmoins, entre ces deux tours, les valeurs françaises auront progressé de 2,5 %.

« Sentiment de terreur »

Cette grève avait laissé craindre la mise en place d'un marché parallèle et semi-clandestin en l'absence de *cotations officielles*. Les cours reprirent le mardi suivant le second tour du 11 mars sans que cette crainte se concrétise. Avec un résultat jugé « favorable » et la *levée de l'hypothèque politique*, tous les ingrédients étaient réunis pour une belle flambée de hausse. Mais il n'en fut rien. Les cours des valeurs françaises s'apprécièrent de 3 % le mardi *13 mars*. Les séances suivantes se trouvèrent placées sous le signe de la consolidation et de l'allègement de positions, notamment de la part de ceux qui avaient joué *la défaite de la* gauche, avant les élections, et qui prirent leur bénéfice.

En 1978, la semaine préélectorale fut dominée par un *« sentiment de terreur »*, la crainte d'une victoire de la gauche provoquant d'importantes liquidations de valeurs françaises. Le phénomène *fut amplifié par la rumeur, démen*tie par la suite, selon laquelle les portes du palais Brongniart *seraient closes entre les deux tours*. Cette semaine se révéla la plus active depuis près de deux ans. Et, tout comme en 1973, les ventes de particuliers ne seront enrayées que par *une intervention massive des* organismes de placement collectifs. L'échec de la gauche au premier tour – le 12 mars – provoqua chez les opérateurs ce qu'ils qualifièrent *à l'époque de « divine surprise »*. Dès le lundi, les valeurs françaises s'apprécièrent de 9 %. Même M. Jacques Chirac jugea cette flambée de hausse *« anormale et indécente »*. De son côté, M. Yves Flornoy, alors syndic de la Compagnie des agents de change, la qualifia plus simplement d'*« excessive et naturelle »*.

En une semaine, les cours progressèrent de plus de 15 % avec des pointes pour certains titres de 20 % à 50 %. Jamais les agents de *change n'avaient eu à traiter une* telle masse de titres. Malgré le *« bon accord »* conclu, entre les deux tours, par les partis signataires du Programme commun, le *palais Brongniart ne vacilla pas et* continua d'aligner les hausses jusqu'à la fin de la semaine. La prudence devait succéder à l'euphorie. La confirmation, au second tour – *le 19 mars – de la tendance déga*gée le dimanche précédent provoqua, dès le lundi, une nouvelle flambée de hausse (+ 7 %). Durant les séances qui suivirent, le marché parisien éprouva *le besoin de souf*fler un peu. Quoi de plus normal : ne venait-il pas de progresser de 26 % en un seul mois ?...

BOURSE DE PARIS

Évolution hebdomadaire des cours après chaque tour de scrutin

en %

1er tour | 2e tour

+10 | +2 | 0 | 0,7 | -3 | ,9 | 2,5 | +3 | +15 | +6 | +4 | -0,5 | +8 | +4,5 | -2

1962 | 1967 | 1968 | 1973 | 1978 | 1981 | 1986 | 1988

Changement de registre en 1981, changement de couleur. Mais sans réelle surprise, car depuis l'élection à la présidence de la République, le 10 mai, de M. François Mitterrand, l'Assemblée *nationale* ne pouvait qu'être acquise à une nouvelle majorité. Dans l'attente des élections législatives, les opérateurs avaient cherché à « se faire peur », *chacun échangeant dans les travées* du palais Brongniart des fourchettes d'intentions de vote impossibles à vérifier. Bref, à la veille du premier tour – le 14 juin, – les *organismes de placement collectifs* durent tout de même intervenir – la Caisse des dépôts en première ligne – pour que le marché ne fasse pas trop mauvaise figure.

Dès le lundi 15 juin, la victoire écrasante du Parti socialiste ne *déclencha pas* la terrible tempête tant redoutée. Au terme des échanges, les valeurs françaises s'apprécièrent même de 0,25 %. Selon les professionnels, le phénomène du « fait accompli » avait joué. Les gestionnaires notaient même que les courants de vente se tarissaient singulièrement. Les investisseurs étrangers donnaient l'impression de revenir sur le marché, *ne redoutant plus désormais* que l'entrée de ministres communistes au gouvernement. Le mardi 16 juin, le gain n'était plus de quelques fractions, mais se tradui*sait par un redressement* spectaculaire de 4 %. Quelques prises de bénéfices caractérisèrent les séances suivantes avant que la semaine ne se termine sur une ultime progres*sion de 1,3 %*.

Au lendemain du second tour du 21 juin, les boursiers encaissèrent le coup. La Bourse s'offrit même une petite hausse de 0,4 %. La nomination, quarante-huit heures plus tard, de quatre ministres communistes au gouvernement n'eut pas davantage d'incidence. Contre toute attente, les valeurs françaises gagnèrent encore, en moyenne, quelques fractions.

Un attrait irrésistible

Le tour unique des élections législatives du 16 mars 1986 – à la représentation proportionnelle – donna de nouvelles occasions au marché de frissonner, à chaque fois *que* des sondages, plus ou moins officieux, coloraient la future chambre de bleu horizon. De plus, un article du *Monde* évoquant un probable départ du président Mit*terrand si la sanction des urnes lui* était trop défavorable le combla d'aise en lui laissant espérer à la fois la victoire de l'opposition et l'absence de cohabitation. Pourtant, le retour de l'opposition au pouvoir, avec une aussi courte *majorité*, fut loin d'être salué, avec, le lundi 17 mars, une perte de 2 %.

L'*emballement ne devait* survenir que le mardi 18 mars. Les transactions afficheront, lors des séances suivantes, des montants records, les valeurs françaises s'ap*préciant de 8 % sur les cinq* séances, et de 32 % depuis le début de l'année. Le facteur politique figure bien évidemment au tout premier rang pour expliquer cette semaine inouïe. Il a effectivement exercé un attrait irrésistible sur les investisseurs étrangers, leur appétit étant aiguisé par la perspective d'une reprise de la croissance et surtout par les promesses de privatisations.

Les élections législatives de 1988, dans la foulée de la réélec*tion de M. Mitterrand*, furent jugées rue Vivienne comme un non-évènement. Les valeurs françaises affichaient une parfaite sérénité. Elles avaient progressé de janvier à juin de 35 %. Bref, « l'effet Bérégovoy » continuait de jouer pleinement son rôle. Le coude-à-coude électoral du premier tour – le 5 juin – fit dire aux boursiers que les Français, en *semblant* ratifier la stratégie de l'ouverture, avaient agi sagement. Tout en se félicitant que les socialistes aient en quelque sorte les poings liés, leur souci premier restait le maintien de M. Bérégovoy au ministère *des finances. Le fait* que le ministre ait envisagé la suppression de l'impôt sur les plus-values, acquitté par les boursiers, et l'unification de la fiscalité touchant les entreprises, *en taxant à 33 % les bénéfices* industriels et les produits financiers, n'y était peut-être pas complètement étranger...

A la veille du second tour – le 12 juin, – le marché était toujours aussi serein. M. Xavier Dupont, *président du* Conseil des Bourses de valeurs, estimait que *« la Bourse n'avait rien à craindre du second tour »* et M. Bérégovoy continuait d'affirmer qu'il *« fallait encourager les placements en Bourse »*. Dans ces conditions... Les résultats du second tour ne provoquèrent qu'une légère réaction épidermique (– 1,26 %). Il faut dire que le mar*ché venait d'apprendre la perte par* la Chambre syndicale de quelques 500 millions de francs sur le MATIF...

FRANÇOIS BOSTNAVARON

FINANCES

Progression de 7,6 % des bénéfices du CCF en 1992

M. Michel Pébereau, président du Crédit commercial de France (CCF), peut être satisfait : en dépit d'un second semestre *« dévastateur »*, le *« groupe CCF a pratiquement atteint les objectifs de résultats qu'il s'était fixés sur la base de prévisions complètement différentes »*, a-t-il déclaré. Le bénéfice net (part du groupe) a enregistré l'an dernier une progression de 7,6 %, à 978,1 millions de francs.

Le produit net bancaire progresse de 3,1 %, à 7,857 milliards de francs, et les frais généraux ont baissé de 0,6 %, à 5,15 milliards, ce qui permet au résultat brut d'exploitation de gagner 13,4 % à 2,333 milliards. Mais si le CCF a su se tenir à l'écart des gros risques, il n'a pu se passer d'augmenter ses dotations aux provisions, qui enregistrent une hausse de 11,8 %, à 1,265 milliard de francs. Les provisions immobilières représentent un tiers du total, avec 470 millions en 1992. Les encours du groupe aux professionnels de l'*immobilier* se montent à 5,5 milliards de francs dont 3,7 *milliards en France*.

COMMUNICATION

Les journalistes du plus vieux quotidien américain en révolte contre leur nouveau patron

Succession furieuse au « New York Post »

WASHINGTON

de notre correspondant

Cela ne pouvait se passer *qu'à New-York*, ville qui sait être à la fois grossière et charmeuse, brutale et attendrissante. Alors, quand la rédaction du *New York Post* a accueilli cette semaine son nouveau propriétaire aux cris de *« Chien ! »*, *« Animal ! »* et autres gentillesses, les habitués de la scène journalistique *locale ne se sont pas émus* outre mesure. Après tout, le *Post*, ce tabloïd populaire et incendiaire qui est aussi le doyen des quotidiens d'Amé*rique, est à l'image de sa* ville : grossier, charmeur, brutal, etc.

L'épisode n'en a pas moins marqué un tournant dans l'histoire récente du *Post*, une saga de reprises et de faillites *aussi haute en couleur que* les éditorialistes du journal sont forts en gueule, ce qui n'est pas peu dire. La sérénité de ton n'est pas la qualité pre*mière d'un quotidien qui* fait partie de l'âme de New-York. Au fil des ans, le *New York Post* a vu ses ventes passer du million au demi-million d'exemplaires. Créé en 1801 par le conservateur Alexandre *Hamilton*, il est resté fidèle aux idées de son fondateur mais il a souvent changé de mains, particulièrement ces derniers temps : brièvement *propriété de Rupert Murdoch* dans les années 80, le *Post* était, depuis 1988, celle de M. Peter Kalikow, l'héritier d'un empire immobilier. Las, M. Kalikow est aujourd'hui en faillite, et avec lui le journal. *Au début de la semaine*, le tribunal des faillites a autorisé un autre homme d'affaires, M. Abraham Jacob Hirschfeld (soixante-treize ans) à repren*dre le Post*.

« Fou, maniaque et menteur »

Ce fut l'étincelle qui allait provoquer une étonnante bataille de rue à la new-yorkaise entre une rédaction en rébellion ouverte et un nouveau propriétaire dont elle ne veut pas. Ailleurs, dans d'autres entreprises, cela se serait traduit par une grève, des communiqués de presse ou une action en justice. Au *Post*, la *bataille* est dans les colonnes du journal. Les journalistes – certains d'entre eux ont été licenciés par M. Hirschfeld mais ont jeté leur let*tre de licenciement à la cor*beille – ont fait du journal leur instrument de bataille contre le nouveau propriétaire. Lundi, ils titraient en couverture un *« Va te faire pendre ! »*, évidemment adressé à leur patron. Mardi, ils affichaient à la « une » un portrait de Hamilton la larme à l'œil et, en page intérieure, un grand *article* sur *M. Hirschfeld intitulé « Qui est ce cinglé ? »*

L'*heureux propriétaire est* tour à tour qualifié de *« fou »*, de *« maniaque »*, de *« menteur »* dans ses propres colonnes. On aura compris : *les employés du journal ne lui* font pas confiance. Ils assurent que son seul « haut fait » – et sa seule expérience – en matière de presse est d'avoir craché *à la figure d'une repor*ter du *Miami Herald* alors qu'il s'aventurait, il y a quelques années, dans la politique en Floride...

La vie d'Abraham Hirschfeld est une caricature de *success story* new-yorkaise. *Né* dans la communauté juive de Pologne, « Abe » Hirschfeld immigra en Palestine, fera la guerre qui vit la naissance de l'Etat d'Israël, en 1948, avant de s'installer à New-York et *de se tailler dans l'immobilier* le titre de « Roi du parking » et une fortune évaluée à quelques centaines de millions de dollars. Seulement, le *Post* n'est pas qu'un gros bâtiment blanc sur l'East River, juste en *face de la promenade* de Brooklyn. C'est, d'abord, un journal, entreprise plus fragile à gérer qu'un parking. Immédiatement, M. Hirschfeld com*met quelques grosses erreurs*. Il commence par licencier Pete Hamill, un des plus talentueux rédacteurs en chef, avec soixante-dix autres journalistes. Il remplace Pete Hamill par Wilbert Tatum, le direc*teur de la publication* d'un hebdomadaire noir de Harlem, *The Amsterdam News*, qui a, un jour, traité le *Post* de *« feuille raciste »*.

L'*Amsterdam News* a la réputation d'être antisémite, à tout *le moins* d'exacerber les antagonismes entre les communautés noire et juive de New-York. Pete Hamill accuse Wilbert Tatum *« d'avoir fait publier dans son journal plus d'âneries antisémites que n'importe quelle autre publication depuis* Der Sturmer » (un journal nazi). Un autre commentateur du *Post* dit de l'association Hirschfeld-Tatum *que c'est la « version Marx Brothers du pacte Hitler-Staline »*. Le plus souvent, ces délicates joutes rhétoriques ont lieu en direct devant les caméras des télévisions locales, qui en font leurs choux gras au journal du soir.

Comme Abraham Hirschfeld a autant de *chutzpah* – de culot – qu'un éditorialiste du *New York Post*, il ne s'est nullement démonté devant l'accueil qui lui était réservé. *« Je suis ravi »*, s'est-il félicité, *« je réussis même à stimuler la créativité de mes ennemis »*. Il *lui reste à consolider*, financièrement, sa prise de contrôle *sur le Post. Ce n'est nullement* acquis. Le feuilleton continue.

ALAIN FRACHON

Le respect de la présomption d'innocence

« Nice-Matin » à nouveau condamné

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu jeudi 18 mars, M. Gérald Marnay, premier vice-président du tribunal de grande instance de Nice, a condamné le quotidien *Nice-Matin* à exécuter, sous astreinte de *100 000 francs par jour de retard*, une ordonnance de référé du 9 mars lui imposant de diffuser un communiqué rappelant le respect de la présomption d'innocence en faveur de M. Gaston Franco, maire et conseiller général RPR de Saint-Martin-Vésubie, candidat aux législatives dans la cinquième circonscription des Alpes-Maritimes (*le Monde* du 12 mars).

Dans un article publié le 27 février, *Nice-Matin* avait présenté M. Franco comme étant *« impliqué »* dans une affaire de fausses factures liée à une information judiciaire concernant Radio-Baie des Anges, l'ancienne fréquence de l'ex-maire CNI, M. Jacques Médecin. S'estimant mis en cause *« sans le moindre début de commencement de preuve »*, le maire de Saint-Martin-Vésubie avait décidé de saisir le juge des référés.

Le 9 mars, celui-ci avait ordonné à *Nice-Matin*, en application du nouvel *article 9-1 du code civil*, l'insertion, dans les vingt-quatre heures, d'un communiqué rectificatif, *« aux mêmes lieux et place que l'article incriminé »*. Trois jours *plus tard*, *Nice-Matin avait fait* paraître ce communiqué, en encadré, dans les mêmes pages, « une » et 2, où avait paru ledit article, mais en plus petits caractères et sur un colonnage *plus réduit. Le maire* de Saint-Martin-Vésubie avait alors engagé une nouvelle action.

Le juge a estimé que le quotidien ne pouvait *« sérieusement soutenir avoir exécuté les termes de l'ordonnance du 9 mars »*, et dans son numéro du vendredi 19 mars *Nice-Matin* s'est à nouveau exécuté... en récidivant !

G. P.

VIE DES ENTREPRISES

Liée à l'augmentation des sinistres et aux difficultés du CIC

La baisse du résultat du GAN est supérieure à 80 %

A force de prédire une chute de la rentabilité du GAN, par la faute d'une stratégie de conquête de parts de marché qualifiée parfois de dumping, les concurrents de la plus petite compagnie d'assurances publique ont fini par avoir raison. La vérité des comptes voulue en 1992 par le président de la compagnie, M. François Heilbronner, s'est traduite, selon les premières estimations, par une baisse de plus de 80 % du résultat net consolidé part du groupe à environ 400 millions de francs. Un montant d'autant plus surprenant qu'il est inférieur au seul résultat affiché par le groupe au premier semestre (487 millions de francs).

La dégradation des comptes semble en tout cas bien supérieure à celle des autres groupes d'assurances. Mais, à l'image de Suez et du Crédit lyonnais dont les stratégies sont controversées, le GAN a décidé de ne pas maquiller ses difficultés. Elles tiennent à la fois à la montée des sinistres en assurances-dommages, à la moindre réalisation de plus-values et à la détérioration des résultats du groupe CIC. Contrôlé à 82 % par le GAN apôtre de la « bancassurance », le CIC a fortement souffert de la dégradation de la conjoncture, des difficultés des PME et a dû être recapitalisé de 2 milliards de francs. Sa contribution au résultat du GAN de 714 millions de francs en 1991 pourrait revenir, selon certains analystes, autour de 100 millions. Ce sont les filiales spécialisées du groupe CIC qui sont les plus mal en point, notamment Bail Equipement. Cette société de crédit-bail aurait perdu 350 millions de francs.

Comme l'ensemble des assureurs, le GAN a été touché de plein fouet par les difficultés du secteur assurances-dommages. Un domaine d'activité dans lequel la compagnie publique avait vu à la fin des années 80 ses parts de marché s'éroder. Elle avait alors entrepris une phase de reconquête en lançant une véritable guerre des tarifs. Mais la conjoncture a lourdement pesé sur ce type de stratégie. Les pertes techniques dans le dommage pourraient ainsi être comprises entre 1 et 2 milliards de francs en 1992, car le nombre des sinistres n'a cessé d'augmenter pour les particuliers (automobile) et les entreprises.

Autre raison essentielle à la chute des bénéfices, la baisse du niveau de réalisation de plus-values. L'opération vérité des comptes et plus encore les difficultés du marché immobilier ont conduit le GAN à réduire l'extériorisation de plus-values – jugée excessive lors des derniers exercices – de 4 milliards de francs en 1991 à 3,4 milliards. Le GAN pourra toutefois se consoler avec la poursuite du redressement de ses filiales étrangères redevenues bénéficiaires et le développement de l'activité « vie et capitalisation », notamment via le réseau du CIC.

ÉRIC LESER

Malgré une amélioration de ses parts de marché

L'activité de Valeo devrait régresser en 1993

Les périodes de crise ne font pas peur à M. Noël Goutard, le PDG de Valeo, premier équipementier automobile français et deuxième européen (derrière l'allemand Bosch). Pessimiste, il envisage une chute du marché automobile européen de 20 % en 1993. Positif, il compte aussi mettre à profit cette situation pour « galvaniser » encore davantage les énergies de son groupe.

En 1992, son entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 20,6 milliards de francs, en hausse de 4 % sur l'exercice précédent. Le résultat net de 700 millions de francs a progressé de 28 %. Les investissements ont augmenté de 36 % pour atteindre 1,6 milliard de francs. Valeo a ouvert deux centres d'études en région parisienne et construit quatre nouvelles usines : une d'électronique en France à Meung-sur-Loire, deux autres en Europe (Pays-de-Galles et Italie) et une au Brésil. Les effectifs ont continué de décroître pour atteindre 26 000 personnes.

Fleuron industriel du groupe Cerus (de Benedetti) qui détient 35,4 % de son capital, Valeo poursuit sa politique d'internationalisation engagée par M. Goutard lors de son arrivée en 1987. L'entreprise réalise 66 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, dont 17 % en Amérique et Asie. Au début de ce mois, elle recevait le trophée de meilleur fournisseur de General Motors à l'échelle mondiale, des mains de M. Ignacio Lopez de Arriortua, la « star » de l'automobile, débauchée depuis par Volkswagen. « Nous vendons à tous les constructeurs mondiaux », affirme M. Goutard, et en particulier aux usines européennes et américaines des constructeurs japonais, avec lesquelles il compte réaliser 10 % de son chiffre d'affaires en 1996.

Producteur de « systèmes » complets (embrayage, climatisation, thermique moteur, sécurité), il se devait d'entrer de plain-pied dans l'électronique ; chose faite en 1992 grâce à un accord de partenariat conclu avec la firme d'électronique américaine Motorola.

En 1993, outre la baisse du marché automobile, Valeo devra aussi faire face aux fluctuations monétaires. Celles-ci n'ont pas, pour l'instant, fait perdre de marché à Valeo. « Nous avons déplacé le business », explique M. Goutard, en faisant tourner à plein régime les usines situées dans les pays à monnaie faible. Une mauvaise nouvelle pour l'emploi en France mais aussi pour les sous-traitants français de Valeo, à qui il demandait encore récemment une baisse des prix de 5 %. Une exigence qui avait suscité la colère de nombre d'entre eux.

ANNIE KAHN

Diminution des résultats de LVMH et Guinness

Le numéro un mondial du luxe LVMH (Moët Hennessy-Louis Vuitton) a enregistré, en 1992, une baisse de son bénéfice (– 19,5 %), sous l'effet des restructurations engagées par son allié Guinness, et du ralentissement de la consommation, notamment au Japon, son principal client. Le groupe de champagne, cognac, couture, maroquinerie et parfums affiche un résultat net de 3 milliards de francs, contre 3,7 milliards de francs en 1991. Le chiffre d'affaires a reculé de 1,7 %, à 21,6 milliards de francs.

Mais la marge nette du groupe (bénéfice/chiffre d'affaires) reste très confortable (14 %). Ainsi, pour son président, M. Bernard Arnault, « LVMH a bien résisté à la crise et continuera à résister en 1993 ». La cause principale du recul du résultat est externe. Elle provient des frais de restructurations (125 millions de livres, soit 1,025 milliard de francs) engagées par le brasseur britannique Guinness, dont LVMH détient 24 % du capital (le Monde du 14 janvier). Hormis cet impact, la baisse du résultat net n'aurait été que de 7 %. De son côté le groupe britannique de bière et spiritueux a enregistré une baisse de 11 % de son bénéfice net en 1992, à 524 millions de livres (4,2 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 7 %, à 4,36 milliards de livres. Guinness a traversé « honorablement la récession actuelle », a déclaré son président, M. Tony Greener, en mettant l'accent sur la hausse de 10 % du dividende.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATION

□ **M. Dominic Cadbury nommé président de Cadbury Schweppes.** – Cadbury Schweppes, le groupe britannique de confiserie et de boissons non alcoolisées, a annoncé, jeudi 18 mars, que M. Dominic Cadbury, cinquante-deux ans, actuel directeur général, allait devenir président de la compagnie en mai en remplacement de Sir Graham Day qui part à la retraite. Le descendant de John Cadbury, fondateur de la société en 1924, était directeur général depuis 1984. Le groupe a annoncé, le 10 mars, une hausse de 5 % de son bénéfice imposable en 1992, à 332,7 millions de livres (2,7 milliards de francs) et une amélioration de 4,3 % de son chiffre d'affaires à 3,37 milliards de livres.

COMMANDES

□ **L'Air Liquide : contrat de 180 millions de francs aux Etats-Unis.** – L'Air Liquide (gaz industriels) a remporté un contrat aux Etats-Unis pour la réalisation d'une unité de production d'électricité à partir de charbons gazéifiés et d'oxygène pour un montant de 180 millions de francs. Destec, société d'ingénierie du chimiste américain Dow, a commandé cette unité qui a la propriété de produire de l'énergie plus propre. Conçue dans les bureaux d'études de L'Air Liquide à San-Francisco et fabriquée dans les ateliers de la société à Montréal, cette unité sera mise en service début 1995 à Terre-Haute (Indiana).

□ **Technip/Bechtel remporte un contrat de 1,3 milliard de dollars à Abou-Dhabi.** – La joint-venture franco-américaine d'ingénierie pétrolière Technip/Bechtel a remporté un contrat clé en main d'un montant de 1,3 milliard de dollars (7,3 milliards de francs) pour la construction de nouvelles installations gazières à Abou-Dhabi. Cette opération représente le plus important projet de développement gazier actuellement au monde. L'achèvement des travaux est prévu d'ici au 31 décembre 1995. Technip/Bechtel a choisi Consolidated Contractors Company (CCC) en tant que sous-traitant pour la construction. Par ailleurs, la société Pritchard, sous-traitante de Technip, sera chargée de la réalisation d'une usine de récupération de soufre.

RÉSULTATS

□ **CIC-Paris : résultat net social de 25 millions de francs.** – Le CIC-Paris a enregistré en 1992 un résultat net social de 25 millions de francs, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 19 mars. Le résultat brut d'exploitation de la banque est en hausse de 3 %, à 541 millions de francs. Le produit net bancaire marque une très légère progression (+ 0,7 %) à 2,481 milliards, « sachant qu'en 1992 ont été entreprises et menées à bien une réorganisation en profondeur du réseau et sa spécialisation par marchés », souligne le communiqué. Les amortissements sont en nette hausse (+ 15,6 %), et la banque a réalisé « un effort de provisionnement accru, consécutif à la détérioration de l'environnement économique ». Le résultat a également supporté d'« importantes provisions » au titre des filiales (en particulier Bail Equipement) pour un montant de 150 millions.

□ **Pentland : hausse de 85 % du bénéfice en 1992.** – La société britannique d'équipements sportifs Pentland Group a annoncé, jeudi 11 mars, une hausse de 85 % de son bénéfice imposable avant éléments exceptionnels en 1992, à 36,3 millions de livres (290 millions de francs) contre 19,6 millions (156,8 millions de francs) en 1991, grâce à un quadruplement du produit de ses placements financiers. Pentland, qui dispose de 347 millions de livres de liquidités après sa sortie de Reebok et d'Adidas, « recherche des acquisitions appropriées », a indiqué le président, M. Stephen Rubin. En 1992, le bénéfice imposable après éléments exceptionnels a chuté de 65 % à 83,6 millions de livres contre 240 millions, l'année précédente. La vente de la participation dans Adidas a dégagé une plus-value de 47,3 millions de livres. L'exercice 1991 incluait lui un bénéfice exceptionnel de 220,4 millions, essentiellement sur la vente des actions de Pentland dans Reebok.

BOURSE

□ **Hermès sera introduit au second marché de Paris en juin.** – Le fabricant de produits de luxe Hermès sera introduit en juin au second marché de la Bourse de Paris, a annoncé M. Jean-Louis Dumas, gérant de la société en commandite qui contrôle Hermès, dans une interview, jeudi 18 mars, au quotidien les Echos. Au total, selon M. Dumas, l'opération pourrait permettre d'avoir « 20 % de flottant ». Il s'agira des 14 % placés auprès des trois grandes banques associées à Hermès (BNP, BFCE et la banque Hottinguer) et en fait répartis actuellement entre 60 institutionnels, auxquels s'ajouteront une augmentation de capital de 4 % ainsi que 2 % de stocks options proposées au personnel. Le cours d'introduction de l'action pourrait se situer entre 400 F et 600 F, précise M. Dumas, après division du titre par 30 et incorporation des réserves. L'action Hermès, précisent les Echos, s'échangeait de gré à gré à 13 000 F en fin d'année 1992, soit un rapport cours/bénéfice estimé à 30.

PARTICIPATIONS

□ **EMC Services va prendre 42 % de Credia (SOAF).** – EMC Services, filiale de la société publique Entreprise minière et chimique (EMC), va prendre 42 % du capital de la société Credia, du groupe SOAF. Credia exploite des unités mobiles de traitement des déchets (MAUD) installées sur camions semi-remorques, et projette d'installer à Nantes et Rennes deux centres régionaux d'élimination des déchets industriels et agroalimentaires, précise le communiqué d'EMC. SOAF et EMC Services, qui contrôle notamment la société Tredi, spécialisée dans l'élimination du pyralène, ont chacun un chiffre d'affaires annuel de plus de 500 millions de francs.

□ **Kelian (chaussures) : Astorg détient 10,17 % des droits de vote.** – La Compagnie d'investissement Astorg, contrôlée par la Compagnie de Suez, a franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de vote dans la société Stéphane Kelian, détenant désormais 74 302 droits de vote de cette société, soit 10,17 % des 730 074 droits de vote existants.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 19 mars ↑ Faible

La tendance était à la faiblesse, vendredi 19 mars, à la Bourse de Paris, où l'on observait quelques ventes de précaution à l'approche des élections législatives de dimanche. L'indice CAC 40, en baisse de 0,37 % à l'ouverture, affichait une avance marginale de 0,08 % vers 12 h 15. Plus tard dans la séance, les valeurs françaises s'appréciaient en moyenne de 0,15 %.

Le marché était préoccupé par le niveau du franc, qui s'échangeait à près de 3,4150 francs face au mark en début de matinée. « On peut s'attendre à une vague d'attaques contre le franc entre les deux tours [des élections législatives] », affirmait un opérateur.

Sur le Matif, le notionnel (échéance juin) reculait également en début de séance à 117,04 après une ouverture à 117,12.

La réaction de la Bourse à la baisse d'un demi-point du taux d'escompte allemand à 7,50 % a été assez modérée, après un petit « effet d'annonce » (pic de 1,5 % du CAC 40, qui retombait en clôture de 0,19 %). « La baisse était largement dans les cours », confirmait vendredi un opérateur.

Du côté des valeurs, les résultats médiocres, voire mauvais, de grandes sociétés – comme le GAN (baisse de plus de 80 % du bénéfice net en 1992) – pesaient également sur la tendance. Le cours de l'assureur reculait à la mi-séance de 5 % dans un marché de plus de 30 000 titres. Recul de 1,2 % de Michelin, frappé par des mesures de chômage technique et de rigueur salariale, et de Valeo (0,5 %). Le CCF, qui a annoncé une progression de son résultat 92, gagnait 0,7 %.

NEW-YORK, 18 mars ↑ Nette progression

Wall Street a fini en nette hausse, jeudi 18 mars, après l'annonce d'une baisse des demandes hebdomadaires d'allocation chômage aux Etats-Unis et de la détente du taux d'escompte allemand, qui ont entraîné une nouvelle chute des taux sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 465,64 points, en hausse de 38,90 points (+ 1,14 %). Les échanges ont été animés avec quelque 240 millions de valeurs traitées. Le nombre de titres en hausse a été deux fois supérieur à celui des valeurs en baisse : 1 257 contre 645, alors que 574 actions sont restées inchangées.

Le département du travail a annoncé une baisse de 10 000, à 351 000, des demandes d'allocation chômage durant la semaine achevée au 13 mars, et un recul de 15 000 des demandes durant la semaine précédente. De son côté, la Bundesbank a réduit d'un demi point, à 7,5 %, son taux d'escompte. Ces deux annonces ont entraîné une nouvelle chute des taux sur le marché obligataire, ce qui a bénéficié à la Bourse new-yorkaise, selon des analystes.

Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence du marché obligataire, est retombé à 6,79 % contre 6,87 % mercredi soir.

VALEURS	Cours du 17 mars	Cours du 18 mars
Alcoa	70 5/8	70 7/8
ATT	57 1/4	58 1/2
Boeing	34 3/8	34 1/2
Chase Manhattan Bank	35 1/8	35 1/2
Du Pont de Nemours	48 5/8	47 7/8
Eastman Kodak	54 1/4	55
Exxon	64 1/8	64 7/8
Ford	49 3/4	51 5/8
General Electric	87 1/8	89 3/8
General Motors	38 3/4	39 3/4
Goodyear	74	75 3/4
IBM	54 1/2	54 5/8
ITT	78 1/4	78 3/4
Mobil Oil	69 1/4	69 7/8
Pfizer	58 3/8	59 1/8
Schlumberger	58 5/8	59
Texaco	62 7/8	63
UAL Corp. ex-Allegis	114 1/4	116
Union Carbide	16 3/8	17
United Tech.	47	48 3/8
Westinghouse	13 1/2	13 5/8
Xerox Corp.	82 3/4	82 3/4

LONDRES, 18 mars ↓ Nouvelle baisse

La Bourse de Londres a clôturé en baisse pour la troisième séance consécutive jeudi 18 mars, déprimée par les suites du budget et les résultats décevants de Guinness qui ont éclipsé le premier recul du chômage britannique en trois ans et la baisse du taux d'escompte allemand. Après avoir évolué dans les deux sens, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 10,2 points soit 0,35 % à 2 879,7 points. Les échanges ont porté sur 699,9 millions d'actions contre 622,4 millions la veille.

Les boursiers ont accueilli sans enthousiasme l'annonce d'une réduction de 22 000 du nombre des demandeurs d'emploi en février et la réduction d'un demi-point du taux d'escompte allemand à 7,5 %. Au contraire, le recul du chômage réduit la nécessité d'une baisse des taux britanniques.

Sur le fond, le marché a continué à refléter l'impact négatif du budget sur les revenus des fonds de retraite, en raison de la modification de l'imposition des dividendes.

VALEURS	Cours du 17 mars	Cours du 18 mars
Allied Lyons	5,84	5,82
B.P.	3,04	2,98
B.T.R.	5,93	5,92
Cadbury	4,74	4,76
De Beers	9,63	10
Glaxo	6,32	6,23
G.U.S.	28,46	28,46
I.C.I.	12,08	12,13
Reuters	13,60	13,60
RTZ	6,53	6,51
Shell	5,77	5,70
Unilever	12,08	12,08

TOKYO, 19 mars ↓ Recul

La cote a terminé en baisse, vendredi 19 mars, à la Bourse de Tokyo, à la suite de prises de bénéfice dans un marché rendu prudent par la hausse du yen. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a cédé 190,73 points, soit 1,02 % à 18 537,17 points. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 650 millions de titres échangés jeudi à 620 millions de titres.

La détente des taux en Allemagne et la perspective de nouvelles mesures de relance au Japon ont toutefois freiné le recul. Selon un boursier, « le Nikkei a été affecté par des ventes liées à l'indice effectuées par les fonds d'investissement et par les ventes des investisseurs institutionnels ».

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 19 mars
Ajinomoto	1 300	1 240
Bridgestone	1 290	1 290
Canon	1 400	1 410
Fuji Bank	2 100	2 080
Honda Motors	1 470	1 360
Matsushita Electric	1 150	1 150
Mitsubishi Heavy	642	637
Sony Corp.	4 130	4 010
Toyota Motors	1 440	1 430

CHANGES

Dollar : 5,5840 F ↓

Le dollar reculait nettement vendredi matin 19 mars à 5,5840 F, contre 5,6400 F jeudi soir (5,6556 F au cours de la Banque de France). Plus important, le deutschemark s'envolait à 3,4150 F au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4085 F dans les échanges interbancaires, un niveau qui pourrait déclencher des interventions des banques centrales.

FRANCFORT	18 mars	19 mars
Dollar (en DM)	1,6618	1,6358
TOKYO	**18 mars**	**19 mars**
Dollar (en yens)	116,94	116,10

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (19 mars)	11 - 11 1/16%
New-York (18 mars)	2 15/16%

BOURSES

	17 mars	18 mars
(SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC	527,27	525,96
(SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40	1 967,28	1 963,52

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	17 mars	18 mars
Industrielles	3 427,81	3 465,64

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	17 mars	18 mars
100 valeurs	2 889,90	2 879,70
30 valeurs	2 249	2 247,30
Mines d'or	97,18	97,79
Fonds d'Etat	97,34	97,73

FRANCFORT

	17 mars	18 mars
Dax	1 685,98	1 696,19

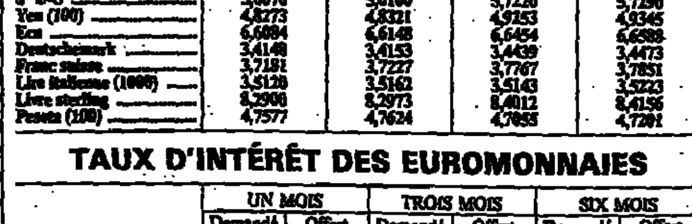
TOKYO

	18 mars	19 mars
Nikkei Dow Jones	18 727,90	18 537,17
Indice général	1 408,26	1 406,69

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

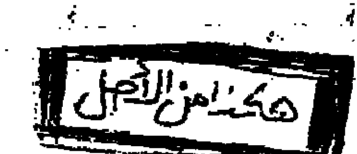
	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,6070	5,6100	5,7220	5,7290
Yen (100)	4,8273	4,8321	4,9253	4,9345
Ecu	6,6084	6,6148	6,6454	6,6588
Deutschemark	3,4148	3,4153	3,4439	3,4473
Franc suisse	3,7181	3,7227	3,7767	3,7851
Lire italienne (1000)	3,5120	3,5162	3,5143	3,5223
Livre sterling	8,2900	8,2973	8,4012	8,4156
Peseta (100)	4,7577	4,7624	4,7055	4,7201

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES



	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	3 1/4	3 3/8	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 3/16
Ecu	9 7/16	9 9/16	8 7/8	9	8 3/8	8 1/2
Deutschemark	8 1/4	8 3/8	7 11/16	7 13/16	7 5/16	7 7/16
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	4 7/8	5	4 5/8	4 3/4
Lire italienne (1000)	10 7/8	11 1/4	10 3/4	11 1/8	10 3/4	11 1/8
Livre sterling	6 1/8	6 1/4	5 15/16	6 1/16	5 13/16	5 15/16
Peseta (100)	16 3/8	17 3/8	14 7/8	15 7/8	13 5/8	14 3/8
Franc français	12 3/16	12 5/8	11 1/8	11 3/8	9 3/4	10 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 19 MARS

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
5240	C.N.E 3%	5360	5360	5360	....
905	B.N.P. T.P	980	977	977	-0 31
841	Cr.Lyon. T.P.	872	871	871	-0 11
1774	Renault T.P.	1870	1851	1860	-0 53
1716	Rhone Poul. T.P.	1930	1930	1935	+0 26
1080	Saint Gobain T.P.	1118	....	...	....
820	Thomson T.P.	880	876	876	-0 45
725	ACCOR	720	715	716	-0 56
770	Air Liquide	768	767	771	+0 39
635	Alcatel-Alsthom	848	847	848	....
1640	Als.Superm	2021	2010	2050	+1 43
300	A L S P I	337	335	335	-0 59
550	AGF Sté Centrale	583	583	583	....
1140	Axa (ex Cie Midi)	1300	1295	1299	-0 08
164	Bafip	168 90	165	178 90	+5 92
76	Bail-Equipem.	85	84	83 50	-1 76
716	Bail Investiss	823	825	828	+0 61
485	Bancaire	458	455	468	+2 18
640	Bazar H.-V.	684	685	681	-0 44
1160	Berger (M)	1318	1305	1300	-1 37
375	Bertrand Faure	413	....	....	....
1140	Bic	1132	1139	1129	-0 27
1100	B.I.P.	1120	1113	1113	-0 63
143	BIS	157	157	154	-1 91
490	B N P (CI)	507	509	512	+0 99
480	Bolloré Tech	500	500	498	-0 40
2900	Bongrain	2850	2850	2865	+0 53
555	Bon-Marché	550	550	550	....
640	Bouygues	679	679	680	+0 15
84	BP France	91 50	91	91 05	-0 49
955	B S N	971	977	978	+0 72
1250	Canal Plus	1249	1248	1268	+1 52
173	Cap Gem.S	194 80	192 10	194	-0 41
210	Carnaudmetalbox	225 80	225 20	225 50	-0 13
2580	Carrefour	2555	2530	2558	+0 12
160	Casino	152	151	151 70	-0 20
106	Casino ADP	104 50	105 10	105	+0 48
530	Castorama D.I.	580	578	578	-0 34
236	C.C.F	244 40	244 50	245 20	+0 33
30	CCMC Ly	36 50	35 90	35 20	-3 56
445	C.D.M.E	440	440 70	448	+1 82
166	C.E.G.I.D.	171 90	167	165	-4 01
50	Centrest (Ny)	50	50	50	....
370	C.E.P. Comm	413	415	415	+0 48
94	Cerus	92 40	91 20	91 10	-1 41
1140	Cetelem	1281	1285	1279*	-0 16
265	CF Int.	289	280	281	-2 77
300	CGI Info	333	331	331 20	-0 54
1080	C G I P	1154	1140	1140	-1 21
640	CGP	640	....	....	....
1370	Chargeurs S A	1258	1265	1270	+0 95
250	Christian Dior	256 80	259	252 50	-1 67
520	C I C A (M)	580	....	....	....
290	Ciments franc.	325	321	311	-4 31
540	Clarins	575	574	569	-1 04
405	Club Méditer	418 40	421	420	+0 38
900	Colas	1053	1058	1040	-1 23
219	Cpt. Entrep.	219	....	....	....
1220	Compt Mod.	1307	1305	1304	-0 23

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
261 80	CPR (Paris Rés.)	314	314	315	+0 32
1090	Créd. Foncier	1130	1125	1132	+0 18
390	Crédit Loc France	414 90	411 20	413	-0 46
540	Cr Lyon (CI)	540	545	552	+2 22
1240	Crédit Nat	1376	1372	1373	-0 22
530	CSEE	521	521	522	+0 19
3440	Damart	3620	3688	3650	+0 83
385	Dassault Aviation	380	386	382	+0 53
250	Dassault Electr	265	260	263	-0 75
1410	De Dietrich	1504	1504	1500	-0 27
510	Degremont	530	533	527	-0 57
43	Dév.P.d.C.(Li)	52	52	50	-3 85
83	Dév.R.Sud-Est	76	77 50	76 50	+0 68
295	D M C	288	288	288	..
440	Docks France	473 50	473 30	473 50	....
107	Dynaction	155	150	146	-5 81
2340	Eaux (Gle)	2295	2290	2314	+0 83
690	E.B.F	744	745	745	+0 13
425	Ecco	403	401 10	401	-0 50
350	Elf Aquitaine	373 10	373	376 20	+0 83
1010	ElfSanofi(ExSanofi)	1013	1013	1015	+0 20
250	Erap-Elf (Certif)	272 90	272	274 50	+0 59
645	Eridania-Beghin	667	665	667	...
440	Essilor	435	436	435 10	+0 02
200	Essil.Int.(DP)	207	215 50	214 80	+3 77
735	Esso	807	800	800	-0 87
1520	Eurafrance	1720	1718	1690	-1 74
440	Euro RSCG	530	530	534	+0 75
73	Eurodisneyland	87 70	87 60	88 20	+0 57
1030	Europe 1	1020	1018	1024	+0 39
39	Eurotunnel	40	40 20	40 50	+1 25
125	Finextel	134 50	135	136	+1 12
300	Fives Lille	306	308 90	306	....
710	Fougerolle	819	819	820	+0 12
3850	Fromager. Bel	3860	3860	3850	-0 26
1700	Gal.Lafayette	1627	1645	1645	+1 11
380	G.A.N.	420	385	400 90	-4 55
390	Gascogne (B)	373 30	373 20	372	-0 35
1380	Gaz et Eaux	1382	1380	1385	+0 22
560	Géophysique	580	580	580	....
680	Groupe André SA	753	751	751	-0 27
550	Groupe Cité	581	582	582	+0 17
410	GTM-Entrep	407	408	406	-0 25
1480	Guyenne-Gas.	1512	1510	1505	-0 46
430	Havas	478	478	480 10	+0 44
240	Idia	239	237	235 60	-1 46
390	Imétal	378	385	380	+3 17
143	Immob. Phénix	144 40	140 50	143	-0 97
147	Ingénico	182	179	181 50	-0 27
8690	Inst. Mérieux	8910	8870	8960	+0 56
450	Interbail	486	475	484 90	-0 23
480	Intertechnique	512	510	506	-1 17
1120	J. Lefebvre	1136	1100	1120	-1 41
490	Klepierre	605	605	603	-0 33
570	Labinal	675	665	667	-1 19
340	Lafarge	355 50	355	355 40	-0 03

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
88 73	Lagardère Group.	93 60	93 60	93 10	-0 53
280	Lebon	289	290	290	+0 35
4350	Legrand	4717	4685	4675	-0 89
2250	Legrand (DP)	2515	2515	2520	+0 20
173	Legris Industries	182 50	184	183	+0 27
735	Locindus	825	831	831	+0 73
3360	L.V.M.H.	3442	3402	3410	-0 93
450	Lyon.Eaux/Dumez	449 70	449 50	451	+0 29
37	Majorette Ly	37	..	....	...
315	Mar. Wendel	326	325	328	+0 61
117	Matra-Hachette	115 60	115 50	116	+0 17
84	Metaleurop	75	76	75 90	+1 20
13 50	Métrologie In.	17 10	17 05	17 40	+1 75
161	Michelin	171	169 80	169	-1 17
93	Moulinex	93	93	94	+1 08
940	Navig. Mixte	921	918	919	-0 22
133	Nord-Est	136 50	136 50	136 10	-0 29
285	Nordon (Ny)	338	336	335	-0 89
53	Olipar	52	52	51 50	-0 96
1070	Oréal	1133	1135	1135	+0 18
420	Paribas	417 50	411 20	416 10	-0 34
230	Pechiney Int.	229	231	231 50	+1 09
295	Pechiney (CIP)	286 90	285 50	290	+1 08
395	Pernod Ricard	409 90	408	408 50	-0 34
640	Peugeot	559	555	557	-0 36
660	Pinault-Printemps	680	690	675	-0 74
835	Plastic-Omn.	780	775	773	-0 90
285	Polliet Ex.Lamb.Fr	315	318	324	+2 86
955	Primagaz	930	930	940	+1 08
620	Promodès	685	685	684	-0 15
310	Radiotechn.	303 90	296	295 20	-2 86
6570	Redoute (La)	7530	7540	7480	-0 66
147	Rémy Cointreau	158	157 90	163	+3 16
565	R. Poulenc A	579	580	580	+0 17
585	R. Poulenc CIP	560	559	559	-0 18
42	Rochette(La)	43	42 60	42 30	-1 63
505	Roussel Uclaf	571	575	576	+0 88
2870	R. Impé Ly	3215	3210	3249	+1 06
150	Sade (Ny)	153	....	....	....
2890	Sagem	3020	3020	3019	-0 07
535	Saint Gobain	516	511	517	+0 19
1200	Saint Louis	1159	1155	1160	+0 09
1500	Salomon Ly.	1489	1478	1485	-0 27
320	Salvepar (Ny)	350	350	350	....
1580	S A T	1596	1596	1596	...
285	Saul. Chât.	285	285	285 10	+0 04
825	Saupiquet (Ns)	950	950	945	-0 53
690	Schneider	685	682	685	...
17	SCOA	17 20	17 10	17 25	+0 29
525	Scor s.a.	554	550	550	-0 72
380	S.E.B.	407	409	409 50	+0 61
460	Sefimeg	469	469	460 10	-1 90
140	Sélectibanque	148 90	149	149 50	+0 40
175	Sextant A.	187 70	182 60	185 40	-1 23
585	S F I M	713	700	700	-1 82
225	S.G.E.	216 80	215	216 80	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
465	Simco	512	508	508	-0 78
340	Sk. Rossignol	979	980	1043	+6 54
440	Sligos	482	482	485	+0 62
635	Société Géné.	625	624	628	+0 48
42	Sodecco(B)	50	48	50	....
78	Sodero(Ns)	85 10	85 10	85	-0 12
995	Sodexho	1021	1015	1012	-0 88
85	Sogenal(Ny)	90 10	89 10	88 60	-1 66
1360	Sommer-Allib.	1409	1399	1381	-1 99
415	SOPHIA	457	457	457	.
1120	Sovac	1216	1221	1220	+0 33
405	SPEP	360	360	362 50	+0 69
350	Spie-Batignol	408	408	405	-0 74
575	Strafor Facom	618	615	607	-1 78
295	Suez	320	318 10	318 30	-0 53
1220	Synthélabo	1195	1202	1200	+0 42
162	Thomson CSF	147	146 50	149	+1 36
240	Total	252 90	252	252 50	-0 16
150	– (certif)	178 50	178	178 50	...
545	U.A.P	567	557	568	+0 18
265	U F B Locab.	274	272	267	-2 55
260	U.G.C. DA (Bobur)	240	240	240	..
440	U I C	566	570	572	+1 06
475	U I F	520	508	510	-1 92
780	U I S	764	763	763	-0 13
330	Unibail	386	385 50	385 20	-0 21
770	Valéo	763	754	756	-0 92
161	Vallourec	143 90	149	145	+0 76
245	Via Banque	277	278	278	+0 36
250	Worms et Cie	275	276	273 60	-0 51
1610	Zodiac	1785	1764	1778	-0 39
865	Elf Gabon	912	913	913	+0 11
103	Amax	110 90	107 90	107 60	-2 98
91	Amer. Barrick	91 60	90 40	90 95	-0 71
131	Amer Express	158	157 90	155 50	-1 58
290	A.T.T	320 10	328 10	330	+3 09
119	Anglo Amer.C.	123 60	121 10	122 60	-0 81
210	Amgold	230	240	240	+4 35
215	Banco Santander	230	229	230	....
785	B.A.S.F	795	801	810	+1 89
940	Bayer	923	935	936	+1 41
46	Blenheim Plc.	49	48 40	48 40	-1 22
28	Buffelsfont.	30 95	31 05	32 70	+5 65
162	Chase Manh.	198 20	199	197 70	-0 25
2070	Daimler Benz	2055	2089	2089	+1 65
85	De Beers	82 70	81 80	83 70	+1 21
2320	Deutsche Bank	2441	2448	2452	+0 45
1280	Dresdner Bank	1411	1427	1423	+0 85
42	Driefontein	45 50	45 60	47	+3 30
260	Du Pont-Nem.	268	268 20	268	+0 75
275	Eastman Kodak	310	313 20	310	....
12	East Rand	12 70	12 60	13 75	+8 27
30	Echo Bay	31 60	31 85	32 30	+2 22
168	Electrolux	171 10	...	...	..
161	Ericsson	173 10	171	171	-1 21
345	Exxon Corp	361	363 80	362 10	+0 30

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
260	Ford Motor	284	288 40	290	+2 11
38	Freegold	41 30	42 50	44	+6 54
11 50	Gencor	13 60	13 30	13	-4 41
455	Gén. Elect.	500	498 60	498	-0 40
215	Gén. Motors	227 80	224 80	224 80	-1 32
350	Gén. Belgique	365 50	368 20	368 20	+0 74
37	Gd. Métropol	38 05	38 40	38	-0 13
37	Guinness	39 80	38 50	39 20	-1 51
20	Hanson PLC	20 45	20 30	20 05	-1 96
13 50	Harmony Gold	14 10	14 45	15 20	+7 80
405	Hewlett Packard	430		...	.
31	Hitachi	37 10	37	37 10	..
905	Hoechst	847	840	836	-1 30
94	I.C.I.	103	102 80	104	+0 97
280	I.B.M.	307 30	306 30	305	-0 75
410	I.T.T	441	444 30	444 30	+0 75
164	Ito Yokado	182	182	181 90	-0 05
49	Matsushita	54 70	54 70	54 70	.
270	Mc Donald's	297 50	298 40	298 40	+0 30
210	Merck	208 20	206	206	-1 06
570	Minnesota M.	612	613	613	+0 16
39	Mitsubishi	45 10	45 60	45 60	+1 11
380	Mobil corp.	389 30	389 10	385	-1 10
335	Morgan J.P.	375	389	389	+3 73
4010	Nestlé	4298	4325	4401	+2 40
129	Norsk Hydro	136 80	137 50	137 20	+0 29
86	OFSI	90 50	94	95	+4 97
1290	Pétrofina	1404	1421	1449	+3 21
395	Philip Morris	369 20	364 90	364 30	-1 33
70	Philips	72	72	72 60	+0 83
77	Placer Dome	78 45	77 50	78 65	+0 25
275	Procter Gamble	300	285	285	-1 67
173	Quilmès	176	176 90	176 90	+0 51
17 50	Randfontein	20 10	21	22 10	+9 95
250	Rhone Poul. Rorer	267	265 20	264 70	-0 86
460	Royal Dutch	488 60	490 50	489 30	+0 14
52	R T Z	55 10	55 10	55 10	.
15 50	Saat.& Saatch	15 45	15 60	15 40	-0 32
25	St Helena	27 60	27 80	28 60	+3 62
310	Schlumberger	340	332 20	330 70	-2 74
46	Shell transp.	48 20	47 85	48	-0 41
2230	Siemens	2191	2203	2211	+0 91
184	Sony	198	192	196	-1 01
86	Sumitomo Bank	96 90	98 10	98	+1 14
151	T D K	169 50	164 60	167 90	-0 94
60	Telefonica	59 50	60 20	60 05	+0 92
28	Toshiba	29 50	29 50	29 40	-0 34
585	Unilever	646	647	650	+0 62
245	Uni. Techn.	265 30	259 80	258 50	-2 56
230	Vaal Reefs	237 50	242 60	247	+4 00
950	Volkswagen	1000	1010	1012	+1 20
285	Volvo	271 20	...	...	..
89	West. Deep	88 45	91	95 50	+7 97
450	Xerox Corp	474	471	471	-0 63
111	Yamanouchi	112	111 30	111 30	-0 63
5 50	Zambia Cop	6 05	5 90	5 90	-2 48

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nominal	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	....	6 71
10,80% 78/94	100 70	5 79
Emp.Etat 13,4% 83	102 77	3 23
10,26% mars 86	107 55	0 19
OAT 10% 5/2000	114 76	8 11
OAT 9,9% 12/1997	109 91	2 60
OAT 9,8% 1/1996	106 11	1 28
PTT 11,2% 85	107 50	3 14
CFF 10,25% nov 90	115	0 11
CNA 10 % 1979	101 05	0 69
CNB Bques 5000F	....	1 83
CNB Paribas 5000F	....	1 83
CNB Suez 5000F	97 80	1 83
CNI 1/82 5000F	98 85	1 83
CNT 9 % 88	....	7 87
CRH 10,90% déc.85	112 02	2 12
CHARB FCE 3% 100	168 50	....
CNCA	1080	....
Cerus	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	801	....
Thoms. cv 9,2% 86	755	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr	1556	....
Arbel	390	390
Bains C.Monaco	901	902
B.Hypoth.Europ.	211	....
B.N.P. Intercont	350	352
Bénédictine	2245	2245
Bidermann Internat.	440	....
Blanzy Ouest	1274	....
B T P	30	29 45
Cambodge	920	....
Carbone Lorraine	389 90	360
Case Pochain	2 50	....
C.B.C.	316	318 10
C.E.G.F (Frigor.)	575	580
Centenaire Blanzy	375	370
Caragen	26	....
Champex Ny	15	....
CIC (CIP)	190	183 90
C.I.T.R.A.M. (B)	2200	....
Cie Industrielle	4440	4501
Cpt Lyon Alemand	300	300
Concorde	690	671
Conser.Mét.Prov	15 60	....
Crédit Gén.Ind.	108	...
Cr Universel (Cie)	300	....
Darblay	625	....
Didot Bottin	580	577
Eaux Bassin Vichy	3010	....
Ecia	284 90	282 10
Ent.Mag. Paris	4235	....
Eridania-Béghin Cl.	545	545
Fidei	385	385

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Finalens	301 40	....
F.I.P.P.	70	68
F.N.A.C.	2150	2120
Foncière (Cie)	502	505
Foncina	358	361
France I.A.R.D.	530	535
France SA (La)	1806	1780
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	599	609
Gerelin	292	278
Gévelot	489	....
G.F.C.	402	403
Groupe Victoire	940	976
G.T.I (Transport)	220	221 50
Immobail	385	390 50
Immobanque	775	762
Im.Marseillaise	4580	4580
Invest.(Sté Cie.)	2900	3000
Lille Bonnières	1149	1149
Louvre	2620	2599
Lucia	216	215
Machines Bull	23	22 10
Mag.Uniprix	193	....
Métal Déployé	280 70	....
Mors	42 35	45
Navigation (Nle)	138 20	140
Optorg	270	279
Oréal (CI)	623	630
Origny-Desvroise	724	735
Palais Nouveauté	1400	1448
Paluel Marmont	410	410
Parfinance	219	208
Paris France	194	....
Paris Orléans	200	200 50
Parthena Invest	282	270
Piper Heidsieck	680	680
Porcher	212	221
Promodès (CI)	420	420
Publicis	675	669
Rochefortaise	153	150
Rosario	150	146
Rougier	151	165
S.A.C.E.R.	635	. . .
S.A.F.A.A.	256	..
S.A.F.I.C Alcan	204	....
Saga	345	345
Saint Dominique (F.)	115	....
Salins du Midi	545	542
Savoisienne M.	150	150
Sita	675	676
S.I.P.H.	80	...
S.M.C.I.	42 50	42 50
Soial	470	....
Softo	212	....
Soflom (ex Satam)	61	63
Solragi	2700	....
Soudure Autogène	715	715
Sovabail	315	....
Sami	629	...
Taittinger	2100	2080
Testut-Aequitas	88	...
Tour Eiffel	245	....
Ufiner	1160	....
Vicat	410	410 10
Viniprix	1501	1501
Virax	110	107
Maroc Sté Brasseries	290	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	580	....
Akzo Nv Sico	453	....
Alcan Aluminium	104 50	104
American Brands	209 60	....
Arbed	425	....
Asturienne Mines	109	109
Banco Popular Espa.	595	590
B.Reglemens Int.	21300	21500
Can.Pacifique	82	79 50
Chrysler Corp	218	224
C I R	4 24	....
Commerzbank	1005	1010
Dow Chemical	300	293
Fiat	17 30	17 90
GBL (Brux Lamb.)	520	520
Gevaert	1210	....
Glaxo Holdings Ltd	54	56
Goodyear Tire	414	414
Grace and Co (WR)	212 90	208
Honeywell Inc. Im.	179 60	....
Johannesburg	59 70	...
Koninklijke Pakhoed	67 10	....
Kubota	25	26 80
Noranda Mines	82 20	. .
Olivetti priv.	4 75	4 55
Pfizer Inc	330	339
Ricoh	29 70	....
Robeco	320 10	320 20
Rodamco NV	158	158
Rolinco	313 30	313
Saipem	4 32	..
Sema Group	24	...
SKF Aktiebolaget	57 20	60
Tenneco Inc	250	...
Toray Ind.	28 10	....
West Rand Cons.	5	5 25

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	....
Calciphos	87	....
C G H Cogenhor	7	...
Coparex	570	570
Europ. Accum.	80	80
Europ Soufres Ind.	6 65	...
Gay Degrenne	400	...
Lecteurs du Monde	250	...
Nicolas	945	....
Office Cent. Pharma.	845	845
Paracp. Percier	190	190
Rorento N.V.	258 10	258 60
St-Gobain-Emballage	1780	....
Schlumberger Ind.	515	515
S.E.P.R.	1386	....
S.M.T. Goupil	3	...
S.P.R. act. B.	300	...
Waterman	1100	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	570	550	Gravograph	182	182
B.A.C.	23 70	....	Guintoli	605	...
Boiron (Ly)	469	467	I.C.C.	215	215
Boisset (Lyon)	233	233	Idianova	79 50	77 90
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	780	782	Immob. Hôtelière	1200	1199
Calberson	278	285	Internt. Computer	126 20	126 90
Cardif	950	950	I.P.B.M.	37 60	37 40
C.E.G.E.P.	180	180	Molex	177 40	....
C.F.P.I.	207 50	205	N.S.C. Schlumberger	720	700
C.N.I.M.	1169	1179	Publ.Filipacchi	715	715
Codetour	301	302	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	317	317
Creeks	110	110	Select Invest (Ly)	96	96
Dauphin	291	291	Serbo	168 50	
Devanlay	1386	1355	Sopra	340	340
Dolisos	120	108 30	TF1	463 70	470
Editions Belfond	190	...	Thermador H. (Ly)	350	344 90
Europ. Propulsion	200	....	Unilog	210	205
Finacor	126 40	125	Viel et Cie	145	142
G.F.F. (group.fon.f.)	33 45	33	Y. St-Laurent Groupe	775	785
G.I.M.	460	465			

SICAV (sélection) 18/3

VALEURS	Emission Frais inc.	Rachat net
Actilion	220 18	214 29
Actimonétaire C.	30777 43	30777 43
Actimonétaire D.	30777 43	30777 43
Améri-gan	7693 54	7397 63
Amplitude	696 65	676 38
Aragone trésor	704143 00	704143
Associa Première	31506 53	31506 53
Associc	1109 97	1109 97
Atout Futur	467 71	456 30
Aurecic	1265 26	1228 41
Avenir Alizes	1808 66	1773 20
Axa Capital	191 11	185 54
Axa Court Terme	8617 24	8617 24
Axa Cro.Ex.Dr Inve.	982 12	953 51
Axa.Ep.Fr Ex Agepargn	839 22	814 78
Axa Europe	133 34	129 46
Axa Investiments	115 24	111 88
Axa NPI	125 66	122
Axa Ob.Fr.Expans.	157 56	152 97
Axa.Ob.In.Ex Mu.U Sa.	143 14	138 97
Axa Prem Ex Agepra.	127 39	123 68
Axa Sél.Ex.Dr Sele	158 69	152 13
Axa Valeurs PER	135 17	131 23
Cadence 1	1089 39	1068 03
Cadence 2	1074 71	1053 64
Cadence 3	1067 52	1046 59
Capimonétaire	6777 94	6771 17
Capiobli.	7118 49	6978 91
Capitacic	1467 03	1445 36
Coexis	1449 64	1414 28
Comptavalor	3798 21	3792 52
Credinter	479 55	464 61
Crédit Mutuel Capital	1387 42	1360 22
Cred.Mut.Ep Cour.T	719 12	719 12
Cred.Mut.Ep.Indus.	102 82	100 07
Cred.Mut.Ep.J.	75142 58	75142 58
Cred.Mut.Ep Long.T	211 10	205 45
Cred.Mut.Ep Monde	1256 02	1222 40
Cred.Mut.Ep.Quatre	1123 49	1093 42
Dieze	1467 24	1431 45
Drouot France	925 33	898 38
Drouot Sécurité	250 86	243 55
Ecocic	1144 10	1110 78
Ecuper	134 17	130 26
Ecur. Capitalisation	2838 58	2810 48
Ecur Expansion	520020 67	519241 81
Ecur Géovaleurs	2456 27	2384 73
Ecur. Investissement	161 48	156 78
Ecur. Monepremière	72653 11	72653 11
Ecur. Monétaire	42563 50	42563 50
Ecur Trésorerie	2622 42	2622 42
Ecur. Trimestriel	2084 31	2083 67
Elancel	119 72	116 23
Energie	292 86	279 58
Eparcic	3902 34	3902 34
Eparcourt-Sicav	4661 04	4649 42•
Epargne Associat.	27365 43	27053 65
Epargne-Unie	1405 25	1370 98
Euli Cash capi.	8491 02	8491 02•
Eurco Solidarité	1138 66	1125 41
Eurocic Leaders	1075 40	1044 08
Eurodyn	1229 36	1199 38
Euro Gan	6397 48	6151 42
Fonsicav	15634 67	15634 67
France-gan	11060 17	10634 78

VALEURS	Emission Frais inc.	Rachat net
France Garantie	286 79	286 22
France Obligations	517 75	512 62
Francic	489 45	475 19
Francic Pierre	113 21	109 91
Francic-Régions	1189 08	1164 45
Fructi-Associations	37 96	37 96
Fructi-Capi	46 46	45 77
Fructidor	245 25	241 63
Fructifrance action C	990 26	966 11
Fructifrance action D	968 17	944 56
GAN Rendement	5414 14	5334 13
Gestilion	16196 54	16115 96
Gest Associations	184 52	180 46
Horizon	1377 82	1337 69
HLM Monétaire	15093 87	15093 87
Indicia	1106 79	1084 93•
Indust.Fse.Court.T	1595 06	1595 06
Interepar	111528 38	108279 98
Interoblig	15762 89	15453 81
Intersélection Fce	532 04	521 61
Japacic	166 46	161 61
Jeunépargne	309 25	304 68
Lasaude	2430 17	2426 53
Lion Association	11311 21	11311 21
Lion Institution	33078 44	32995 95
Lionplus	1084 88	1073 41
Lion Trésor	2371 86	2348 38
Lion 20 000	28290 72	28290 72
Livret Bourse Inv.	605 75	588 11
Livret Portefeuil	755 19	733 19
Méditerranée	184 89	179 50
Mensuel CIC	10300 40	10198 42
Moneden	73820 24	73820 24
Mone.J.	39129 08	39129 08•
Monévalor	44355 96	44355 96
Mutualité dépôts	14605 67	14576 52
Natio Court Terme	102843 00	102535
Natio Court Terme2	308580 00	308580
Natio Epargne	19323 62	19132 30
Natio Ep. Capital	11942 76	11824 51
Natio Ep. Croissance	1840 39	1791 13
Natio Ep Obligations	219 01	213 15
Natio Ep. Retraite	132 69	129 14
Natio Ep Trésor	8488 19	8471 25
Natio Ep. Valeur	477 03	464 25
Natio Fran. index	1073 06	1044 34
Natio Imm.	1209 71	1177 33
Natio Inter	1646 03	1601 98
Natio Monétaire	27249 11	27249 11
Natio Opportunités	1121 71	1091 69
Natio Patrimoine	1399 85	1382 38
Natio Perspectives	1132 05	1101 75
Natio Placements	63933 08	63933 08
Natio Revenus	1072 12	1061 60
Natio Sécurité	11959 32	11959 32
Natio Valeurs	934 60	909 69
Nippon-Gan	5447 82	5236 29
Nord Sud Dévelop	1753 95	1750 45
Obli-Associations	171 02	169 33
Oblicic-Mondial	2860 59	2818 32
Oblicic-Régions	1111 72	1095 29
Oblifutur	3164 69	3087 50
Oblig. tres caté.	193 22	190 36
Oblilion	1568 50	1552 97
Oblisécurité Sicav	13986 59	13986 59

VALEURS	Emission Frais inc.	Rachat net
Oraction	1166 97	1138 51
Paribas Capitalisation	1691 21	1686 22
Paribas Opportunités	133 59	128 13
Paribas Patrimoine	618 82	593 59
Patrimoine Retraite	241 98	237 24
Pervalor	615 05	602 99
Poste Croissance	23500 51	23477 03
Poste Gestion	71289 53	71289 53
Première Oblig.	11413 06	11401 66
Prévoy. Ecureuil	122 05	120 84
Priv'Associations	31811 15	31811 15
Proficus	1031 95	1006 78
Quartz	144 99	141 45
Rentacic	166 33	163 87
Revenus Trimestr.	5471 25	5417 08
Revenu-Vert	1194 96	1165 61
St Honoré Vie & Santé	1021 34	975 03
St Honoré Bons du Tr	12100 42	12040 22
St Honoré Invest.	818 43	781 32
St Honoré Pacifique	648 23	618 84•
St Honoré Real	16207 66	16143 09
Sécuricic	1875 79	1875 79
Sécuri-Gan	12746 09	12496 17
Sécuritaux	1501 06	1501 06
Sicasden	734 10	723 25
Sicav Associations	1990 27	1990 27
SFI-CNP Assur	715 71	694 86
S.G. Fr. opport. C et D.	1283 94	1258 76
Sicav 5 000	469 58	457 01
S.I. Est	1394 78	1354 16
Sivafrance	730 91	711 35
Sivam	427 11	416 68
Sivarente	231 85	227 30
Sivinter	472 31	459 67
S.N.I.	1170	1135 92
Sogenfrance Capita.	1234 37	1210 17
Sogenfrance Distribu.	1192 45	1169 07
Sogépargne	322 54	316 22
Sogemer	1385 23	1358 07
Soleil Investissements	617 56	593 81
Solsace	2255 71	2250 08
State Street Act. Eur	9914 95	9579 66•
State Street Act. Fces	11127 20	10803 11•
St. Str. Act.Japon	11902 42	11499 92•
State Street Emer Mts	13034 20	12407 55•
St.Street OAT Plus	11615 25	11387 50•
Stratégie Actions	898 24	863 69
Stratégie Rendement	1539 68	1491 22
Techno-Gan	5823 19	5599 22
Thesora	727 83	720 62
Trésor Plus	1415 83	1401 81
Trésor Trimestriel	1054 64	1044 20
Trésoricic	140928 01	140928 01
Trilion	5289 08	5221 20
Uni-Associations	121 27	121 27•
Uni-Foncier	1328 31	1295 91
Unifrance	621 17	606 02
Uni Régions	1266 50	1235 61
Univar	252 64	252 64•
Univers Actions	1362 26	1329 03
Univers Obligations	1856 75	1909 02
Valorg	2211 02	2208 81
Valrea	57651 15	57622 34
Winterthur St-Honoré	230 98	220 51

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 19/3	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 655	....	5 4	5 9
Ecu	6 801	....	....	....
Allemagne (100 dm)	340 800	....	329	349
Belgique (100 F)	16 540	....	15 9	16 8
Pays-Bas (100 fl)	303 090	....	291	311
Italie (1000 lires)	3 518	....	3 2	3 7
Danemark (100 krd)	88 520	....	84	92
Irlande (1 iep)	8 268	....	7 8	8 5
Gde-Bretagne (1 L)	8 291	....	7 8	8 6
Grèce (100 drachmes)	2 510	....	2 1	2 8
Suisse (100 f)	370 130	....	358	378
Suède (100 krs)	72 390	....	67	76
Norvège (100 k)	80 080	....	75	84
Autriche (100 sch)	48 734	....	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 761	....	4 4	5
Portugal (100 esc)	3 685	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 520	....	4 3	4 7
Japon (100 yens)	4 833	....	4 7	4 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/3
Or fin (kilo en barre)	60000	59800
Or fin (en lingot)	60350	59750
Napoléon (20f)	344	349
Pièce Fr (10 f)	325	.....
Pièce Suisse (20 f)	348	342
Pièce Latine (20 f)	340	349
Souverain	438	437
Pièce 20 dollars	2125	2240
Pièce 10 dollars	1105	1105
Pièce 5 dollars	650	.....
Pièce 50 pesos	2235	2225
Pièce 10 florins	359	352

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 18 mars 1993

NOTIONNEL 10 %.
Nombre de contrats estimés : 198 001

COURS	Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	114,70	117,04	117,24
Précédent	114,96	117,04	117,24

CAC 40 A TERME
Volume : 21 784

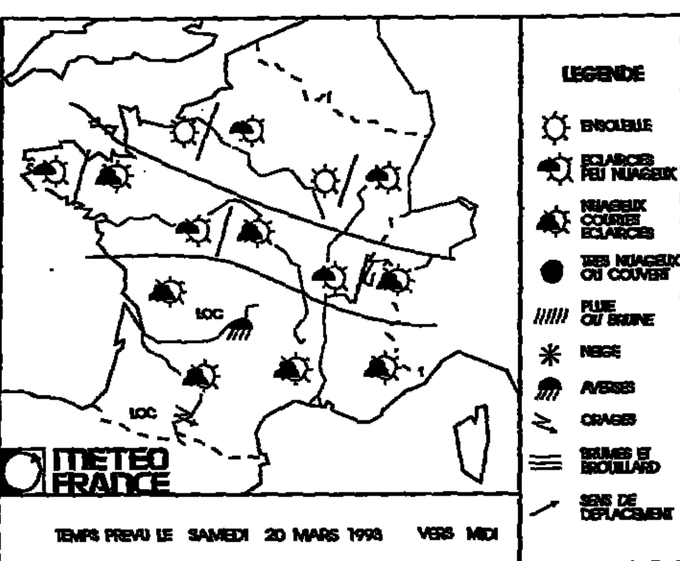
COURS	Mars 93	Avril 93	Mai 93
Dernier	1 984	2 006	2 027
Précédent	1 995	2 015,50	2 030,50

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 MARS 1993 A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS 1993



Samedi : nuageux et instable au Sud. Soleil au Nord. – Sur Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence-Cote d'Azur, le ciel sera très nuageux le matin et le temps deviendra lourd avec des ondées ou même des orages.

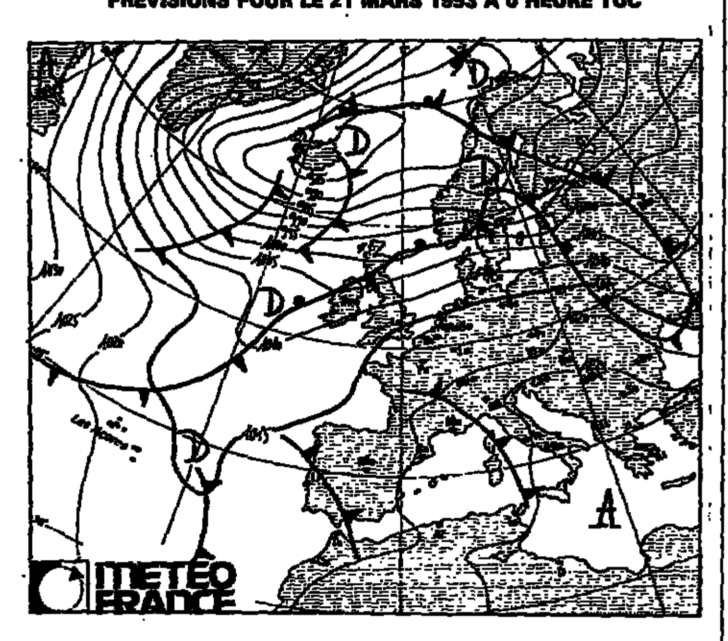
De la Bretagne au Centre et à Rhône-Alpes le ciel sera voilé le matin. Les nuages s'épaissiront en cours de journée et un risque d'ondée n'est pas exclu.

De la Normandie à l'Alsace et au Nord-Pas-de-Calais, la journée sera bien ensoleillée. Quelques nuages élevés arriveront par le sud en fin de journée.

Les températures matinales seront de l'ordre de 1 à 5 degrés dans le Nord-Est, 6 à 9 degrés dans l'Ouest et le Sud-Ouest et 5 à 7 degrés dans le Centre-Est et 8 à 11 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 15 à 18 degrés sur la moitié Nord, 17 à 20 degrés sur la moitié Sud, localement 14 degrés près des côtes.

PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-3-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 18-3-1993 à 18 heures TUC et le 19-3-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	16	6	C
BIARRITZ	16	10	C
BORDEAUX	26	6	B
BOURGES	21	7	N
BREST	13	7	D
CAEN	12	5	C
CHERBOURG	12	4	N
CLERMONT-FER.	22	3	N
DIJON	21	5	N
GRENOBLE	14	5	D
LILLE	13	6	N
LIMOGES	21	10	C
LYON	22	8	N
MARSEILLE	21	9	N
NANCY	16	6	C
NANTES	17	7	C
NICE	14	11	C
PARIS-MONTS.	16	8	C
PAU	24	8	B
PERPIGNAN	21	7	D
POINTE-A-PITRE	29	23	D
RENNES	12	7	C
ST-ETIENNE	22	2	D
STRASBOURG	18	5	C
TOULOUSE	23	6	N
TOURS	19	7	C

ÉTRANGER			
ALGER	22	6	N
AMSTERDAM	13	4	D
ATHÈNES	17	9	D
BANGKOK	36	27	N
BARCELONE	28	6	D
BELGRADE	16	6	C
BERLIN	12	3	D
BRUXELLES	12	4	D
COPENHAGUE	9	5	D
DAKAR	24	19	D
GENÈVE	20	3	N
ISTANBUL	8	6	N
JÉRUSALEM	10	4	D
LE CAIRE	17	8	D
LISBONNE	19	14	D
LONDRES	15	1	D
LOS ANGELES	18	13	D
LUXEMBOURG	12	5	C
MADRID	24	6	N
MARRAKECH	28	12	D
MEXICO	21	7	D
MILAN	25	3	D
MONTRÉAL	-12	-21	D
MOSCOU	4	-1	C
NAIROBI	26	15	N
NEW-DELHI	27	14	D
NEW-YORK	-3	-10	D
PALMA	19	3	D
PÉKIN	11	1	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	16	6	B
HONGKONG	–	–	–
SÉVILLE	26	14	N
SINGAPOUR	28	22	C
STOCKHOLM	9	1	D
SYDNEY	25	18	D
TOKYO	12	4	C
TUNIS	18	8	N
VARSOVIE	11	8	D
VENISE	18	6	B
VIENNE	20	10	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

Sonia
a la joie d'annoncer la naissance de

Laura et Lisbeth,

le 22 février 1993.

Anne et Vincent
POTONNIER-KÉVORKIAN,

58, route des Gardes,
92190 Meudon.

– M. et Mme J.-A. NIJDAM,
Mme J. NIJDAM-BAUDE,
Mme G. LEVEAU-PAGNOUX,
ses arrière-grands-parents,

M. et Mme Michel ESCOFFIER,
M. et Mme Michel LEVEAU,
ses grands-parents,

Thibaud et Armelle ESCOFFIER,
ses parents,

ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Manon, Marie, Edith,

le 17 mars 1993 à Paris.

Décès

– M. Jean Becot,
son époux,
M. et Mme François-Xavier Becot,
Mlle Armelle Becot,
ses enfants,
Mme Elisabeth Souillac,
Mme Jean Lafon
et ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marcel Souillac
et leurs enfants,
Le docteur Henri Souillac
et ses enfants,
Mme Henri Locquet,
Mme Isa Franco Nobre,
son aide fidèle,
Ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jean BECOT,
née Bernadette Souillac,

survenu le 17 mars 1993, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 20 mars, à 10 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Brive (Corrèze), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Sans fleurs ni couronnes.

31, rue de Lubeck,
75116 Paris.

– *Mme Marie-Claire Mendès France,*
M. Pierre Bérégovoy,
L'Institut Pierre-Mendès-France,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges BOURDAT,
ancien sous-préfet,
officier de la Légion d'honneur,
chef de cabinet du président
Pierre Mendès France,

survenu le 17 mars 1993, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu au crématorium du cimetière intercommunal de la Fontaine-Saint-Martin, 94460 Valenton, le lundi 22 mars, à 9 h 30.

96, rue de Longchamp,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Graziella Carvallo,
son épouse,
Mme Noëlle Carvallo,
sa fille,
ses petits-enfants,
Mme Graziella Molinaro,
Mme Sandra Rosquellas Carvallo,
M. Roman Rosquellas Carvallo
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre CARVALLO,
officier de la Légion d'honneur
à titre militaire,

à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, à Amposta (Espagne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Champagne-au-Mont-d'Or.*
Mme Charles Foatelli, son épouse,
Danielle Foatelli,
Gilles Foatelli,
Séverine et Jean-Pierre Carret,
ses enfants,
Armelle, Géraldine, Eric,
Jean-Simon, Cécile Benjamin,
ses petits-enfants,
M. et Mme Paul Chatelet,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Foatelli, Pietri, Cesari, Solard, Coste-Chareyre et Cottin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles FOATELLI,
secrétaire général honoraire
de la ville de Lyon,

survenu le 17 mars 1993, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Cérémonie religieuse en l'église de Champagne-au-Mont-d'Or, à 8 h 30, le samedi 20 mars.

Inhumation à Nivolas-Vermelle (Isère) vers 10 h 15.

Condoléances sur registres.

Ils rappellent à votre souvenir

Marie-Geneviève FOATELLI,

sa belle-fille,
décédée en 1990.

Gabrielle LÉVY BUHLER
née Schneeberger,

nous a quittés entourée de l'affection des siens, le 12 mars 1993, dans sa cent unième année.

Ceux qui l'ont connue se souviendront de sa bonté.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

2, villa Guibert,
Paris-16e.

– Pierre Lamarque, son époux,
et Raymonde Roméis, sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Mireille OSMIN-LAMARQUE,
présidente honoraire de la Fédération
des œuvres laïques de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 17 mars 1993, à son domicile, 133, bd Saint-Germain, Paris-6e.

L'incinération aura lieu le 24 mars, au columbarium du Père-Lachaise, Paris-20e, à 10 h 45.

Fille d'un des amis les plus proches de Jules Guesde, Léon Osmin, qui termina sa carrière de journaliste au *Populaire*, Mireille Osmin fut dès son adolescence une militante socialiste. Très éloquente, elle suscitait l'enthousiasme des foules devant lesquelles elle développait l'idéal socialiste qui l'animait. Elle fut secrétaire nationale des Jeunesses socialistes et Léon Blum l'appela à son cabinet au triomphe du Front populaire auquel elle avait largement participé. Sous la IVe République, elle fit partie du comité directeur du Parti socialiste, où elle représentait l'opposition à Guy Mollet, en particulier à propos de l'expédition de Suez. Elle fut parmi les fondateurs du PSA.

Son attachement à la laïcité des institutions publiques la porta à militer au sein de la Fédération des œuvres laïques de la Seine, puis de Paris. Elle en fut présidente durant plusieurs années et elle poursuivit son action en faveur de la liberté de conscience et l'égalité des chances en qualité de présidente honoraire. Elle était entourée d'affection.

– Paris - Lombard.

Mme Victor Wulwek,
sa mère,
Diane Wulwek,
sa sœur,
Almudena Altozano,
sa fiancée,
Didier Triniol,
son cousin et ami,
Et M. Ali Elsamman,
M. et Mme Claude Fleck
et leur fils,
M. et Mme Jean-Guy Triniol
et leurs enfants,
Mme Claire Wulwek-Kohlman
et ses enfants,
Mme Hermenerildo Altozano
et ses enfants,
Les familles Landry, Girardin, Pichon, Bonnet,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du *départ* de

François-Julien WULWEK,

survenu le 13 mars 1993, dans sa vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 22 mars, à 11 heures, en l'église de Lombard (Doubs).

5, rue Fontaine,
25440 Lombard.
27, villa Saïd,
75116 Paris.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreuses marques de sympathie qui lui ont été *témoignées lors du décès de*

S.E. *Claude Talbot* CHARLAND,
ambassadeur du Canada en France

l'ambassade du Canada prie tous ceux qui se sont associés à son deuil d'accepter l'expression émue de sa profonde reconnaissance.

35, avenue *Montaigne,*
75008 Paris.

– *Mme Françoise Réveillaud,*
Ses enfants et la famille,
très touchés des marques de sympathie, qui leur ont été témoignées lors du décès du

docteur René-Jean RÉVEILLAUD,

remercient de tout cœur tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

4, boulevard de la Bastille,
75012 Paris.

Anniversaires

– *Il y a un an*, dans la nuit du 21 au 22 mars 1993,

Timothée BLATIN

nous *quittait*, à l'âge de vingt-cinq ans.

Pour ceux qui l'ont connu et aimé, il est *toujours extraordinairement présent.*

– Le 20 mars 1990,

Antoine PINGAUD

est mort du sida à quarante ans.

Ceux qui l'*aimaient* restent dans la tristesse et le manque.

– Le 20 mars 1989 mourait

France POUMIRAU.

Quatre ans ont passé.

« Comme les soirs apprennent des planètes à apprivoiser l'infini. »
Rainer Maria Rilke

– Que tous ceux qui l'aimaient s'unissent aujourd'hui à nous dans le lumineux souvenir de

Valérie QUENNESSEN,

disparue le *19* mars 1989, à l'âge de trente et un ans.

Marie, Jean-Louis, Stéphanie,
François, Antoine, *Elsa-Louise,*
Et tous les siens qu'elle ensoleillait.

– Nancy.

En ce septième anniversaire de sa disparition, sa famille et ses amis vous demandent une pensée pour

François-Frédéric

et pour son père

Claude SOURDIVE.

Conférence

– *Conférence* du grand spécialiste polonais Jozef Hen sur Montaigne et la tradition chevaleresque : « Montaigne à cheval ». Samedi 20 mars à *15* heures, salle *Louis-Liard* de la Sorbonne.

Société internationale des amis de Montaigne, BP Paris Bourse 913, 75073 Paris Cedex 02.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMANN

Examens

LES approches d'examens, tous les étudiants le savent, sont fertiles en héroïques résolutions de dernière minute, en cavalcades frénétiques, en activisme plus ou moins désespéré. On ne fut donc pas étonné de voir Jack Lang, à soixante-douze heures de l'échéance, saisir affectueusement le bras de Salman Rushdie au sommet de l'Arche de la Défense, sous le regard des caméras et la protection de quarante policiers d'élite, attentifs à déjouer toute tentative d'assaut en dirigeable. Quelques heures plus tard, Jacques Chirac bravait l'étuve des vestiaires du parc des Princes, après une autre fin de partie *haletante entre le Paris-Saint-*Germain et le Real de Madrid. D'autres caméras, celles de Canal Plus, donnèrent longuement à l'événement toute sa signification.

La contagion de l'héroïsme n'épargnant pas les chroniqueurs, on s'était résigné, dans un dernier coup de collier, à veiller jusqu'au «Grand jury d'honneur» de TF 1 (dont les débats roulèrent jusqu'à minuit et demi). Six candidats y affrontaient le désormais indispensable «panel» – un ouvrier, un juge, une infirmière, une «responsable d'une unité de communication» (sic), etc. Assis à une table, les candidats, à l'appel de MM. Carreyrou et Villeneuve, venaient se placer debout à la barre des inculpés, pardon, des «mis en examen» (eux aussi), derrière laquelle ils s'efforçaient de répondre à la colère du «panel».

Tarzan, le chauffeur routier emblème des barrages de l'été dernier, les interrogea d'abord abruptement sur le montant du SMIC. Heureusement pour eux, Dominique Strauss-Kahn et Nicolas Sarkozy avaient révisé, et indiquèrent un montant approximativement exact – mais brut, fit remarquer le communiste Jean-Claude Gayssot, qui s'empressa, pour l'édification générale, de le traduire en «net». Fort de ce succès, Tarzan, dans le feu de la discussion, se risqua à appeler Dominique Voynet *«ma petite dame»*, ce qu'elle n'apprécia guère – *«je ne vous appelle pas «petit Monsieur»*. Interrogée sur sa réaction au cas où sa fille souhaiterait épouser un immigré, Marie-France Stirbois révéla que c'était le cas : Mme Stirbois était sur le point de convoler avec un Italien, *«et c'est pas si mal»*, précisa énigmatiquement la maman, sans que l'on saisît si, dans son esprit, ce «c'est pas si mal» signifiait que c'était plutôt bien ou que ç'aurait pu être pire. *«Un homme politique n'a pas avant tout besoin d'être intelligent»*, conclut Dominique Voynet, avec pertinence et à-propos.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ *Film à éviter* ; ■ *On peut voir* ; ■■ *Ne pas manquer* ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 19 mars

TF 1

20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. *Le fil de la vie; Le couloir* infernal; Un pour tous, tous pour un; Elephant Circus; Incendie aux Indes; Hélicoptère.

22.25 Magazine : Ushuaïa. Cinq femmes dans les lumières d'Ushuaïa. A l'assaut des records; La Fiancée de la mer; La Femme aux serpents.

23.25 Divertissement : Sexy Dingo.

23.55 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

0.45 Divertissement : Le Bébête Show.

0.50 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.00 Journal, Campagne électorale. *PS (1 min)*; *RPR (1 min)*; *UDF (1 min)*; *PC (1 min)*; *autres partis (30 secondes chacun).*

20.50 Journal des courses et Météo.

20.55 Série : *Nestor Burma*. Un croque-mort nommé Nestor, de Maurice Frydland.

22.30 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Jean Raspail, *(Sept cavaliers quittèrent la ville au crépuscule par la porte de l'Ouest qui n'était plus gardée)*; Jacques Dorfmann, réalisateur du film *Agaguk*; Bernard Saladin d'Anglure, ethnologue, spécialiste des Inuits; Michèle Sacquin, commissaire de l'expositon *le Printemps des génies*, à la Bibliothèque nationale; Sophie Avon *(les Hauts-Fonds)*; Béatrice Cazelles, directrice du centre Jeunes Vocations; Emmanuelle Bernard, treize ans, violoniste; Michaela Resetova, douze ans, pianiste.

23.55 Journal et Météo.

0.20 Cinéma : Le jour se lève. ■■■ Film français de Marcel Carné (1939).

FRANCE 3

18.05 Campagne électorale.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 43, ouvrage collectif sous la direction de Jean Maitron.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 ▶ Magazine : Thalassa. *Le Combat des bateaux-serpents.*

21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Bernard Clavel. Russie : le métro rouge; France : la truffe, un don du diable?; Côte-d'Ivoire : Samoxa, griot chasseur.

22.50 Journal et Météo.

23.15 Magazine : Le Divan. Bruno Masure.

23.35 Série : *Les Incorruptibles*.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : Cauchemar. De John Pasquin

22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.

22.53 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Danse avec les loups. ■■■ *Film américain de Kevin Costner (1990).*

ARTE

20.40 Magazine : Transit.

22.10 Magazine : Macadam.

23.05 Documentaire : L'Ecrivain, le peintre et le funambule.

23.55 Musique : *Montreux Jazz Festival*.

M 6

20.45 Téléfilm : Affaire personnelle. *De David Robertson.*

22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.

23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital.

23.50 Magazine : Emotions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives.

21.28 Poésie sur parole.

21.32 Musique : Black and Blue. Ella Fitzgerald, une vie.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 *Du jour au lendemain*. Dans la bibliothèque de... Edwy Plenel.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Olivier-Messiaen) : Magnificat primi toni BWV 203, de Buxtehude; Meine Seele erhebet den Herrn, Choral Schubler BWV 648, Fuga sopra il Magnificat BWV 733, de Bach; Suite pour orgue nº 2 op. 53, de Vierne; Fantaisie-improvisation sur Ave Maris Stella, Choral-improvisation sur Victimae Paschalis, de *Tournemire, par* Aude Heurtematte, orgue.

23.09 Feuilleton : Maldoror.

23.19 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de la Villa à Paris : la chanteuse Renée Manning.

1.05 Papillons de nuit.

Samedi 20 mars

TF 1

13.15 *Magazine : Reportages*. La concierge est dans l'escalier, de Dominique Thouars et Jean-Claude Bruzzi.

13.50 Jeu : Millionnaire.

14.15 La Une est à vous *(et à 16.55).*

15.15 Téléfilm : Les Rapides du canyon. De Reza Badiyi.

17.30 Magazine : Trente millions d'amis.

18.00 *Divertissement* : Les Roucasseries.

18.30 Divertissement : Vidéo gag.

19.00 Série : Beverly Hills.

19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Divertissement : Les Grosses Têtes. Emission présentée par Philippe Bouvard.

22.40 Téléfilm : Justice aveugle. De Lee Philips.

0.20 Magazine : Formule sport. *Football*; *Handball*; *Voile*; *Trial*; *Rugby.*

FRANCE 2



13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Les Inuits : un si beau passé.

14.05 Magazine : Animalia. Enigmes animalières.

14.45 Magazine : Sport passion. A 15.00, Rugby (Tournoi des Cinq Nations) : France-pays de Galles; A 16.30 (Tournoi des Cinq Nations) : Irlande-Angleterre, 2e mi-temps; A 17.30, Tiercé, en différé de Saint-Cloud; A 17.50, *Cyclisme : Milan-San Remo.*

18.55 INC.

19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Antoine de Caunes.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Divertissement : Surprise sur prise. Présenté par Marcel Béliveau et Georges Beller. Avec Thierry Beccaro, Denis Levasseur, Muriel Hermine, Patrice Laffont, Marie-Josée Pérec, Georges Fillioud.

22.25 Magazine : Ardimat. *Invités : Marie-Pierre Casey*, Yves Lecoq, Pauline Ester.

23.40 Journal et Météo.

23.55 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. L'Escadron de la nuit, de Christopher Olgiati.

1.05 Sport : Rugby. Tournoi des Cinq Nations : Irlande-Angleterre.

FRANCE 3

13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.

14.00 Série : La croisière s'amuse.

15.55 Série : Matlock.

17.40 Magazine : Montagne. Les Frères Bapst.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour. *Dublinois*, de James Joyce.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).

20.15 *Divertissement* : Yacapa.

20.45 ▶ Téléfilm : Jour de colère. De David Delrieux.

22.10 Journal et Météo.

22.35 Magazine : Repères. Présenté par Jean-Pierre Elkabbach. Al Gore, vice-président des Etats-Unis; Philippe Djian, écrivain; Guy Roux, entraîneur de l'équipe d'Auxerre; Christian Liaigre, *designer.*

23.30 Magazine : Musiques sans frontière. Quelques Afriques : le Cameroun, le Niger, le Burkina-Faso.

0.15 *Continentales Club*. Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

13.30 *Magazine* : L'Œil du cyclone.

14.00 Le Journal du cinéma.

14.05 Téléfilm : Epreuves d'amour. De Stephen Gyllenhaal.

15.45 Les Superstars du catch.

16.40 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA : New-York-San-Antonio.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

18.00 Dessin animé : Les Razmoket.

18.25 *Décode pas Bunny*.

19.20 Animaux superstars. Serpents.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Le Top.

20.30 Téléfilm : Cache-cache avec la mort. De Vincent McEveety.

22.00 Flash d'informations.

22.05 Documentaire : Vanessa, l'album. De Dominique Colonna.

23.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 29e journée du championnat de France de D1.

23.30 Cinéma : Street Trash. ■ Film américain de Jim Munro (1986).

1.05 Cinéma : La Vie, l'amour... les vaches. □ Film américain de Ron Underwood (1990) (v.o.).

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).

19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. L'Ecosse.

19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et britanniques de la semaine du 20 mars *1943.*

20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Aménager.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Documentaire : Un destin sicilien. De Robert Young.

22.00 Téléfilm : I Love Vienna. De Houchang Allahyari.

23.40 Musique : Montreux Jazz Festival. Les meilleurs moments des vingt-six ans du festival.

0.10 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff., 50 min).

M 6

13.00 Série : O'Hara.

13.55 Série : Supercopter.

14.50 Série : Les Champions.

15.40 Variétés : Matchmusic. Niagara/Etienne Daho.

16.40 Magazine : Culture rock. La saga des monstres du hard rock.

17.10 Série : Le Saint.

18.15 Série : Le Monstre *évadé de l'espace*.

19.05 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. BMW au Nurburgring; Le Salon du cabriolet; La Mondéo; Le triomphe des Triumph; La voiture qui n'existe pas; La rubrique infos.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 *Divertissement :* Tranche de rire. Coluche, Eric Thomas.

20.40 Téléfilm : La Deuxième Vie du colonel von Streider. *O'Ian Sharp.*

0.05 Série : L'Exilé.

0.50 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Guy Schoeller, éditeur.

20.45 Nouveau répertoire dramatique. *Automne et hiver* (1), de Lars Noren, texte français de Marie-Catherine de La Roche, Jean-Louis Jacopin et Per Nygren.

22.35 Musique : Opus. *Le Pibroch pour cornemuse.*

0.05 Rencontre au clair de la nuit... Avec Marc Quaghebeur et Emile Van Balberghe (Mémoire et poésie).

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique (en direct du Metropolitan Opera de New-York) : Ariane à Naxos, de R. Strauss, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. Ion Marin; sol. : Jessye Norman, Suzanne Mentzer, Puth Ann Swenson, Thomas Moser, Thomas Stewart.

23.35 Carrefour de la guitare. Par Robert J. Vidal.

0.30 Cabaret. Par David Jisse. Escale berlinoise.

1.02 Maestro. Rafael Kubelik, par David Jisse.

Dimanche 21 mars

TF 1

11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France, avec le match de D1 Bordeaux-Saint-Etienne; Nantes-Marseille.

11.55 Jeu : Millionnaire.

12.20 Jeu : Le Juste Prix.

12.50 Magazine : A vrai dire.

13.00 Météo et Journal.

13.20 *Série : Rick Hunter*, inspecteur choc.

14.15 Série : Perry Mason.

15.50 Série : Starsky et Hutch.

16.45 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.

16.55 Disney Parade.

17.55 Côté enfants.

18.00 Magazine : Des millions de copains.

18.58 Tiercé, Elections législatives, Journal et Météo.

19.40 Soirée électorale. Avec Gérard Carreyrou, Jérôme Jaffré, Anne Sinclair, Jean-Pierre Pernaut, Jean-Claude Narcy, Claire Chazal, Jean-Pierre About, Jean-Marc Sylvestre, Ruth Elkrief et des liaisons en direct avec Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Nice.

0.00 Cinéma : Chocolat. ■■ Film français de Claire Denis (1987).

FRANCE 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église *Saint-Lucien de La Courneuve* (Seine-Saint-Denis).

12.00 Documentaire : Des trains pas comme les autres.

12.59 Journal et Météo.

13.25 Dimanche Martin.

14.55 Série : Mission casse-cou.

15.45 Dimanche Martin (suite).

17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. L'Enigme du *Britannic.*

18.25 Flash d'informations.

18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme; Escrime; Football; Rugby; Handball; Boxe.

19.20 Journal des courses, Météo.

19.30 Soirée électorale. Commentaires d'Arlette Chabot, Alain Duhamel, Pierre *Giacometti* et Albert du Roy. A 19.40, les nouvelles de la journée. A 20.00, estimations BVA - France 2 - Europe 1-*Paris-Match*. Résultats en direct d'une trentaine de points répartis à travers la France; réactions des personnalités politiques invitées; *analyses et prospective avec* les chroniqueurs politiques des rédactions de France 2 et d'Europe 1. A 22.00, débat entre les représentants des formations politiques.

23.35 Cinéma : Coup double. □ Film américain de Jeff Kanew (1986).

FRANCE 3

12.05 Télévision régionale.

12.45 Journal.

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. La forêt japonaise.

13.30 Téléfilm : Echec et Meurtre. De C. Mark Cullingham.

15.05 Magazine : Sport 3 dimanche. A 15.05, Présentation; 15.10, Tiercé à Auteuil; A 15.20, Masters de la perche à Grenoble; A 15.30, Jumping international de Bercy; A 15.35, La légende de Louison Bobet, documentaire de *Jean-Paul Ollivier*; A 16.30, Jumping (suite); A 17.00, Escrime Challenge Monal BNP à Coubertin.

17.30 Dessin animé : Les Simpson.

***18.00 Magazine : Jamais sans* mon livre.** Invités : Roland Topor *(Pense-bêtes)*; Massin *(la Lettre et l'Image)*; Mathieu Lindon, à propos de *L'un des nôtres* et de *Mon Antonia*, de Willa Cather; Jean-Louis Ezine, à propos du *Contraire du coton*, de Jean-Baptiste Harang.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.

19.30 Soirée électorale. A 20.15, les résultats de votre région. A 20.30, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nantes, Rennes, Strasbourg et Toulouse sont susceptibles de poursuivre leur soirée électorale et de ne pas diffuser «Le Bêtisier».

20.30 Divertissement : Le Bêtisier.

21.25 Soirée électorale (suite). *Résultats nationaux.* A 21.30, décrochage par régions. A 23.00, résultats nationaux, analyses et débats en direct de Paris.

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 14.00* —

12.30 Flash d'informations.

12.35 Magazine : Télés dimanche.

13.30 Divertissement : *La Semaine* des Guignols.

14.00 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. L'Affaire Kamel Benami

15.25 ▶ *Documentaire :* Vanessa, l'album.

16.15 Documentaire : Danse avec les loups.

16.40 Documentaire : *Y a-t-il un pilote* parmi les dauphins? De Tony Bomford.

17.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux (rediff.).

18.00 Cinéma : Promenades d'été. ■■ Film français de René Féret (1991).

— *En clair jusqu'à 20.35* —

19.25 Flash d'informations.

19.30 Ça cartoon (et à 20.02).

20.00 Flash d'informations.

20.20 Magazine : Dis Jérôme?

20.25 *Flash d'informations*.

20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : J'embrasse pas. ■■ Film franco-italien d'André *Téchiné (1991).*

22.25 Flash d'informations.

22.35 Magazine : L'Equipe du dimanche. Football : championnat de France en différé, Lens-PSG. Boxe : Prince Charles Williams (Etats-Unis)-Henry Maske (Allemagne).

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Documentaire : L'Ecrivain, le peintre et le funambule. De Claude Mouriéras (rediff.).

17.45 Magazine : Via Regio.

18.15 Documentaire : Palettes. Paolo Véronèse (rediff.).

19.00 Série : Trois étoiles. D'Antoni Janes (6e épisode).

19.30 Magazine : *Mégamix*.

20.30 8 1/2 Journal. Spécial élections législatives.

20.45 Feuilleton : Die Zweite Heimat. *D'Edgar Reitz.*

22.35 8 1/2 Journal. Spécial élections législatives.

22.40 Cinéma : Aimez-vous Brahms? ■ *Film américain d'Anatole Litvak (1961)* (v.o.).

M 6

12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.

12.55 Série : O'Hara.

13.50 *Série : Cosmos 1999*.

14.45 Série : Soko, brigade des stups.

15.40 Magazine : Fréquenstar.

16.35 Musique : Flashback.

17.05 Série : L'Exilé.

17.50 Série : Clair de lune.

18.55 Série : Tonnerre mécanique.

19.54 Six minutes d'informations, Elections législatives, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Elections législatives. Les premiers résultats. Emission *suivie de Sport 6.*

20.50 Cinéma : Nadine. ■ Film américain de Robert Benton (1987).

22.30 Législatives express. Les résultats commentés par Serge Molitor.

23.00 Cinéma : La Femme flambée. ■■ Film allemand de Robert Van Ackeren (1983).

0.45 *Six minutes première* heure, Elections législatives.

FRANCE-CULTURE

20.35 *Atelier de création radio*phonique. Trames (musique-texte).

22.00 Spécial élections législatives.

22.35 Musique : Le Concert (donné le 7 novembre 1992). Œuvres de Milhaud, Amy, Beethoven, par le Quatuor Parisii.

0.10 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert de jazz (donné à la Grande Parade du jazz de Nice en 1982 et en 1992) : Chasin'the Bird, de Parker. *The Collector, de Marsalis.* Down Home with Honey Suite, de Marsalis.

22.33 Autoportrait. Mauricio Kagel, par Stéphane Goldet.

23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Concerto pour violon et orchestre, de Ditters Von Dittersdorf; Symphonie en fa majeur op. 14, de Mlynarski.

1.00 Les Fantaisies du voyageur.

Le Monde

Les élections législatives des 21 et 28 mars

M. Bérégovoy dénonce une droite « régressive » et « irresponsable »

Le poing à la rose, emblème des socialistes, ne figurait pas sur la tribune. Mais lorsque la musique retentit pour clore le meeting commun qu'ils venaient de tenir à Conflans-Sainte-Honorine, MM. Pierre Bérégovoy et Michel Rocard ont fièrement brandi une rose sous les applaudissements de quelque 800 militants enthousiastes.

La tradition des réunions du PS était respectée. Comment aurait-il pu en être autrement puisque les deux hommes venaient de placer clairement leurs interventions *sous le signe du socialisme?*

Les propos élogieux que l'actuel et l'ancien premier ministre se sont mutuellement décernés n'ont pu, toutefois, camoufler leurs différences d'analyse. Certes, M. Rocard a salué *« le courage et l'opiniâtreté »* de M. Bérégovoy, *« un homme dont tous saluent l'intégrité, même, avec une parfaite hypocrisie, ceux qui tentent de la salir ».*

Certes, son invité d'un soir a lancé : *« Il faut voir loin pour voir juste, aime à dire François Mitterrand. Avec le président nous avons beaucoup à faire ; avec Michel Rocard aussi, et je lui dis mon amitié et mon soutien pour aujourd'hui et pour demain. »*

Un soutien que ne pouvait qu'apprécier le maire de Conflans qui a fait remarquer, en évoquant le « big bang » : *« Pour des raisons qu'il est inutile de cacher (...) les électeurs de la 7e circonscription des Yvelines ont une responsabilité un peu particulière. De la décision qu'ils prendront, et ils le savent, dépend beaucoup de la suite pour Conflans et les Yvelines, bien sûr, mais aussi au-delà. »*

M. Bérégovoy, se refusant à jouer les *« pénitents qui voudraient qu'on leur pardonne d'avoir bousculé les torpeurs conservatrices »*, a souligné les progrès accomplis depuis douze ans, affirmant : *« Aujourd'hui, la France n'a rien à envier à l'Allemagne du point de vue de la qualité profonde de son économie. Elle n'a rien à envier à personne du point de vue de la protection sociale (...) Elle n'a rien à envier à la Grande-Bretagne du point de vue de l'Etat de droit. Elle n'a rien à envier à l'Europe du Nord du point de vue de la protection de la nature. »*

Le premier ministre a dénoncé l'action et le programme d'une droite *« régressive, irresponsable et démagogique »*, qui *« a des clientèles dont elle entend satisfaire les appétits ». « Elle a le patronat, qui ne se cache pas de la soutenir, elle a les corporatismes de tout bord qui attendent avec impatience son retour*, a-t-il dit. *Chaque fois qu'il a fallu, au nom de l'intérêt général, résister au corporatisme, nous avons trouvé la droite du mauvais côté. »* La droite, enfin, pour M. Bérégovoy, est *« déphasée »*, car *« elle n'a pas vu la société française changer ».*

Sur cette critique, M. Rocard est d'accord, puisqu'il a demandé : *« Se sont-ils amendés pendant ces cinq ans ? Charles Pasqua est-il devenu plus ouvert ? Edouard Balladur est-il devenu plus proche ? Jacques Chirac est-il devenu plus conséquent ? Valéry Giscard d'Estaing est-il devenu plus social ? »* Le refus de l'adversaire est toujours le meilleur ciment de l'unité.

Th. B.

Au tribunal correctionnel de Paris

M. Jean-Marie Le Pen débouté de sa plainte en diffamation contre M. Jean Kahn

La 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Jean-Yves Monfort, a débouté jeudi 18 mars M. Jean-Marie Le Pen, qui poursuivait en diffamation le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIJF), M. Jean Kahn.

Le leader du Front national s'estimait diffamé par les propos tenus par M. Kahn après la profanation du cimetière juif d'Herrlisheim (Haut-Rhin) (*le Monde* du 2 septembre 1992). M. Kahn avait fait un rapprochement avec les événements de Rostock, en Allemagne, avant d'ajouter que le discours de M. Le Pen, le 23 août à La Trinité-sur-Mer était *« également une incitation à la haine raciale ».*

Le tribunal a jugé que le caractère diffamatoire des propos était avéré, mais il a reconnu la bonne foi de M. Kahn qui, selon le tribunal, a voulu, *« avant tout, dénoncer avec sincérité et dignité la recrudescence de la haine antisémite et mettre en garde avec force et conviction l'opinion publique contre ceux qui inspirent des comportements odieux ».*

Les magistrats ajoutent que M. Le Pen avait usé, dans ce discours *« de combat »*, *« de la plus grande liberté de ton, en prenant parti d'une façon tranchée et souvent véhémente, en employant des images fortes et parfois provocantes, sur des questions politiques, sociales ou morales qui touchent très directement la sensibilité du public et suscitent très légitimement la vigilance des citoyens responsables ».*

Le bilan le plus lourd depuis le début de l'Intifada

Quatre morts et plus de cent soixante blessés par balles à Gaza en trois jours

Le chef de la délégation palestinienne aux *négociations bilatérales de paix avec Israël*, le Dr Haïdar Abdel Chafi, a démenti, jeudi 18 mars, des informations de la télévision israélienne selon lesquelles il aurait été la cible d'un attentat dans la bande de Gaza, où, le même jour, deux Palestiniens ont été tués et près d'une cinquantaine d'autres blessés par balles. Selon l'armée israélienne, les deux morts auraient été victimes de tirs palestiniens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Particulièrement violente à Khan Younes, dans le sud du territoire de Gaza, la vague d'émeutes contre l'occupation militaire a fait, en *trois jours, quatre morts* chez les manifestants et plus de cent soixante blessés par balles. Trois d'entre eux l'ont été grièvement jeudi et un jeune de douze ans a notamment perdu *un œil*, ont rapporté les médecins.

Jamais depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, le bilan des violences n'avait été aussi lourd. Jamais la répression conduite par l'armée n'a été, semble-t-il, aussi brutale que ces jours-ci. De nombreux infirmiers, ambulanciers, fonctionnaires internationaux, agents du Comité international de la Croix-Rouge et journalistes rapportaient que des *soldats postés à Khan Younes*, sur des toits de maisons palestiniennes réquisitionnées, tirent posément sur les jeunes manifestants. Un photographe de l'agence Reuter affirme avoir entendu, jeudi, cet échange entre l'un des tireurs et son officier : *« Voilà, j'en ai un. En voulez-vous un autre ? » « Oui »*, aurait rétorqué le gradé.

Les « ultras » se frottent les mains

Le mouvement israélien la Paix maintenant, en pleine crise d'identité depuis *la victoire* électorale travailliste en juin 1992, a demandé par lettre au premier ministre un débat urgent sur la situation à Gaza. Les « colombes » d'Israël *craignent qu'en* l'absence d'une solution politique rapide la violence ne s'exacerbe plus encore dans les semaines qui viennent. Jeudi soir, lors d'une réunion spéciale des *services de sécurité* à Jérusalem, il a été décidé que l'armée prêterait main forte le 19 mars à la police pour contrôler les mouvements des deux cent mille *Arabes musulmans attendus* à la grande mosquée al-Aqsa pour le dernier vendredi de prières avant la fin du ramadan. Depuis près d'une semaine déjà, toutes les permissions des *policiers ont été supprimées* et les contrôles renforcés un peu partout en Israël et dans les territoires occupés.

Inutile de dire que les « ultras » dans les deux camps se frottent les mains devant la dégradation de la *situation et se réjouissent* à l'idée que le processus de négociations israélo-arabes, lancé à Madrid en novembre 1991, pourrait être définitivement compromis. Les *cent et quelque mille colons juifs* installés par le gouvernement précédent au milieu de deux millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires multiplient, depuis une semaine, les manifestations contre le pouvoir, les violences et les raids de représailles, *contre les biens* et les personnes arabes. Mercredi, ils avaient incendié une station d'essence de Cisjordanie. Jeudi, ils ont installé une veille permanente devant la résidence du premier *ministre* à Jérusalem en mémoire des cent soixante et un Israéliens tués par des Palestiniens depuis le début de l'Intifada.

Pendant la même période, six fois plus de Palestiniens ont été tués par des balles israéliennes. Inquiète de la situation, l'OLP, de Tunis, a *demandé que les Nations* unies prennent en charge la protection des populations palestiniennes. A Amman, en revanche, un porte-parole du mouvement de la résistance islamique Hamas, M. Ibrahim *Ghosheh*, a *prévenu que* cette organisation allait tout faire pour étendre l'émeute à la Cisjordanie. Cette région, appelée de son nom biblique – Judée et Samarie – par la droite israélienne, compte, avec la partie orientale de *Jérusalem* annexée en *1967*, plus de 1 200 000 Palestiniens. Opposé depuis le début aux négociations israélo-arabes, le Hamas se félicite que le processus *« batte en retraite de jour en jour »*.

De fait, même parmi les modérés qui négociaient avec l'Etat juif, le climat est au pessimisme le plus sombre. Bloqué depuis trois mois à la suite de l'expulsion par Israël de plus de quatre cents Palestiniens présumés islamistes, le processus de paix reste, jusqu'à nouvel ordre, *dans l'impasse la plus totale.*

PATRICE CLAUDE

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 27 à 34

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1993 a été tiré à 539 999 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : Douai cherche sa boîte à idées

Pour motiver son personnel, la municipalité du Nord essaie de transposer le système de suggestions en vigueur dans l'usine Renault. Pourquoi ce qui a réussi dans une entreprise ne marcherait-il pas dans un établissement public ? Pourtant, certaines résistances menacent d'alourdir le système.

« L'Economie » : tourmente salutaire en Italie

Les Italiens assistent avec un mélange d'inquiétude et de soulagement *à l'écroulement du système politico-économique fondé* sur la corruption et le clientélisme. Malgré l'austérité sévère imposée par le gouvernement Amato, ils croient au sursaut de leur pays, dopé par la dévaluation de la lire.

En raison des élections législatives, le supplément « le Monde-L'Economie » paraîtra exceptionnellement dans nos éditions datées 21-22 mars.

M. Michel Perrin nommé ambassadeur en Slovaquie

M. Michel Perrin a été nommé, début mars, ambassadeur de France en Slovaquie.

[Né en 1931, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Michel Perrin a été en poste notamment à Saïgon (1962-1965), au gouvernement militaire français de Berlin (1967-1973, puis 1976-1980). Il a été ensuite ambassadeur à Quito (1983-1987), puis à Bamako (1987-1991). Depuis septembre 1991, il était membre de la mission européenne de contrôle du cessez-le-feu dans l'ex-Yougoslavie.]

□ **FOOTBALL : coupe de l'UEFA.** – *Le Paris-SG* rencontrera la *Juventus de Turin, et Auxerre sera opposé à Dortmund en demi-finales de la Coupe de l'UEFA.* Les deux équipes françaises se déplaceront pour les matches aller fixés au 7 avril avant d'accueillir leurs adversaires le 21 avril. Ces dates sont toutefois susceptibles d'être changées en fonction des retransmissions des rencontres à la télévision.

Avec l'avis favorable du CSA

France 3 bientôt autorisée à augmenter la durée de ses messages publicitaires

Alors que l'opposition envisage de réduire la capacité publicitaire des chaînes publiques, le gouvernement est revenu à la charge pour l'augmenter. Saisi d'un projet de décret par le gouvernement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu, le 16 mars, un avis favorable à l'augmentation de la publicité sur France 3. La durée publicitaire pourrait ainsi passer, *dans les prochains* jours, à douze minutes maximum par heure au lieu de dix minutes aujourd'hui.

En revanche, le CSA a campé ferme sur ses positions précédentes, en maintenant l'idée qu'une nouvelle rédaction des articles 58 et 60 du cahier des charges de France 2 ne devait pas permettre la coupure d'émissions de jeux ou d'émissions de plateau par des écrans publicitaires. En octobre dernier, une violente polémique avait opposé les chaînes privées (TF 1 et M6) au gouvernement sur ce sujet.

Remaniement de l'état-major du groupe Pinault-Printemps

Mouvement d'hommes à l'état-major du groupe Pinault-Printemps : à compter du 1er mai, c'est un industriel confirmé, M. Pierre Blayan (quarante-deux ans), président de Pont-à-Mousson, qui *deviendra président du directoire* de la société. Mais celle-ci verra son directeur général, M. Jean-Paul Huchon, prendre du champ : il n'exercera plus de fonctions opérationnelles pour devenir conseiller de M. François Pinault – fondateur et *principal actionnaire du groupe* Pinault-Printemps – au sein d'Artémis, le holding familial récemment créé pour développer les nouvelles activités, notamment dans la finance. M. Huchon, ancien directeur de cabinet de M. Michel Rocard, aura donc les mains plus libres *pour s'adonner à sa passion* : la politique.

Ainsi prend fin « l'intérim » assuré par M. Pinault depuis le départ, le 21 décembre, de M. Jean-Jacques Delort de la présidence du directoire de Pinault-Printemps. M. Blayau, inspecteur des finances et ancien élève de Normale supérieure, a mené depuis onze ans une brillante carrière au sein du groupe Saint-Gobain, et plus particulièrement depuis 1984 chez Pont-à-Mousson, où il s'est taillé une solide réputation de gestionnaire.

À nos lecteurs

En raison de l'abondance de l'actualité, la publication de la page POINT/Prix du livre, annoncée dans notre dernier numéro, est reportée à une date ultérieure. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir accepter nos excuses.

□ **Nouvelle-Calédonie : attentat contre des véhicules de M. Richard Kaloï (FLNKS).** – Un attentat a totalement détruit, dans la nuit de jeudi 18 à vendredi 19 mars, à Nouméa, deux véhicules appartenant à M. Richard Kaloï, président de la province des îles Loyauté (FLNKS). Aucune revendication n'a *été rendue publique.*

Le Monde

SANS • VISA

L'île de Pâques



dans l'œil de Hollywood

Une nouvelle vague de « colonisation » s'est abattue sur la population de l'île de Pâques, cette fois-ci moins rude que celles qui l'ont précédée, puisqu'il ne s'agit que des caméras et des hommes de Kevin Costner venus tourner l'histoire – et la légende – d'une civilisation perdue.

DEPUIS que l'amiral hollandais Jacob Roggeveen a ouvert le bal de ses visiteurs le soir du dimanche de la Résurrection de 1722, l'île de Pâques en a attiré de nombreux, tous intrigués par cette île, le morceau de terre au monde le plus éloigné de toute autre terre. Point perdu dans l'océan, mais nommé *Te Pito* – nombril du monde – par ses habitants, qui aiment entretenir la magie régnant sur ces 117 kilomètres carrés arides aux roches escarpées, à la terre rouge et dont certains paysages font penser aux highlands d'Ecosse. Cinq volcans démentent cette impression : trois se dressent à chaque pointe du triangle insulaire, deux à l'intérieur des terres. Ils ne sont pas tous accessibles. Aujourd'hui encore, l'île est sauvage : les chevaux y sont plus nombreux que les jeeps, mais aussi plus adaptés à des chemins que les violentes pluies de mars et d'avril rendent souvent impraticables. Le visiteur, une fois les mois de janvier et de février oubliés, tente de passer inaperçu et de se fondre dans l'atmosphère de Rapa Nui (nom polynésien de l'île de Pâques) et s'adonne à la contemplation des *moai*, les gigantesques statues qui tournent le dos à la mer pour regarder les étoiles.

L'île de Pâques s'est toujours méfiée des grands débarquements : on se souvient encore ici des raids péruviens de 1862 qui, pour fournir des esclaves aux mines du continent, n'épargnèrent guère plus d'une centaine d'habitants. L'étranger est accueilli, à condition qu'il accepte d'abandonner son cartésianisme pour entrer dans le songe de Rapa Nui, où les mythes et l'Histoire se mêlent pour ne plus être dissociés. Il était donc écrit que cette terre de légendes, léguée par les anciens, devait finir par attirer l'usine à rêves du monde moderne, Hollywood.



La première équipe de *gringos* a débarqué au début de l'année, afin de préparer un tournage de douze semaines qui a commencé le 1er mars. La vie en a été bouleversée. Comme à chaque arrivée d'expédition depuis le dix-huitième siècle, les étrangers ont envahi l'île plus qu'ils ne s'y sont installés. *Rapa Nui*, puisque tel devrait être le nom du film, est réalisé par Kevin Reynolds, le cinéaste de *Robin des Bois*, et produit par Kevin Costner, l'acteur-réalisateur-producteur de *Danse avec les loups*. Ce dernier est toujours attendu avec curiosité par les Pascuans, qui ont prodigué à l'équipe du film l'accueil réservé d'ordinaire aux touristes qui débarquent des deux vols hebdomadaires de la compagnie Lan Chile : amical et fleuri, intéressé, mais légèrement condescendant.

Lorsque le *Chacabuco* a débarqué 200 tonnes de matériel, les autochtones ont compris qu'arriverait bientôt une denrée recherchée par une communauté vivant principalement du tourisme et des subventions de l'Etat chilien : du travail bien rémunéré. L'équipe du film a certes fait savoir que trois acteurs non pascuans, aux traits vaguement polynésiens, occuperaient les rôles principaux : le *top model* canadien Sandrine Holt, d'ascendance franco-chinoise, l'acteur hawaïen Jason Scott Lee et le Portoricain Essai Morales. Mais, a-t-on aussitôt ajouté, sept cents figurants pourraient travailler sur le film... Pour une île de deux mille huit cents habitants, c'était plus qu'une aubaine : une bénédiction. Une seule contrainte était annoncée : parler anglais.

Alors les Pascuans s'y sont tous mis, organisant des cours d'anglais dans les préaux du lycée public d'Anga-Roa, la petit capitale de l'île, construite autour d'une seule rue pavée, Policarpo Toro. Toutes sortes de gens y ont participé, attirés par les caméras ou la rémunération promise : pêcheurs, artisans, restaurateurs, guides, prostituées occasionnelles pour marins de passage, jeunes habituellement en proie au désœuvrement et à l'alcoolisme, et jusqu'aux conseillers municipaux.

Pascual Pakarati, conseiller appartenant au parti conservateur chilien UDI, a même pris des cours particuliers pour être sûr d'avoir un petit rôle lui permettant de revivre, le temps du film, le glorieux passé de son île. L'hôtel de luxe Anga Roa, situé un peu en dehors de la ville, vers l'ouest, a été le théâtre, pendant tout le mois de janvier, du défilé de centaines d'habitants venant remplir des fiches signalétiques dans l'espoir d'être sélectionnés comme figurants. Au total, quatre cent cinquante d'entre eux auront été choisis, pour 30 dollars par jour. Les candidats malheureux se rattrapent dans les travaux liés aux décors et aux costumes. Le réalisateur a en effet entrepris de reconstruire l'île de Pâques telle qu'elle était avant l'arrivée des Occidentaux.

Le résultat se situe entre merveille et carton-pâte. Merveilleuses, ces capes traditionnelles que les femmes portaient souvent comme seul vêtement. Les habitantes de l'île ont retrouvé les méthodes ancestrales pour tisser ces parures dont les couleurs font penser au plumage d'un oiseau. *« Trop beau »*, a répondu l'équipe du film, qui a chargé un de ses membres de « vieillir » les capes afin de leur conférer « une authenticité » à l'écran.

De notre correspondant
Bruno Adrian

Lire la suite page 29

AU SOMMAIRE

La belle forteresse

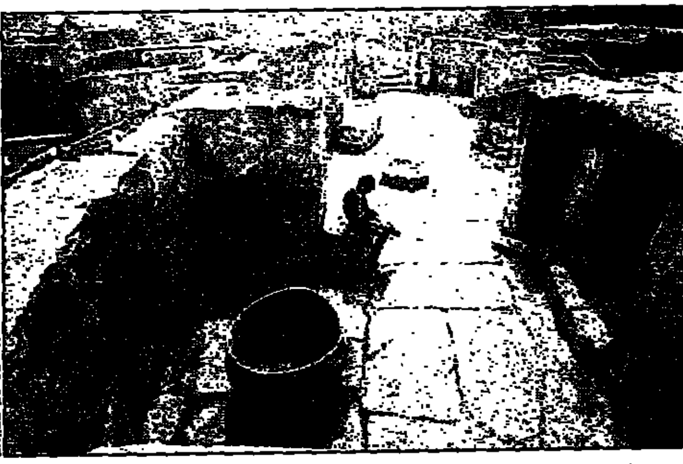
MALTE

Si la pierre a un pays, ce ne peut être que Malte. Ici, on ne voit qu'elle. Et Dieu qu'elle est belle ! Blonde comme le miel et tendre comme la glaise, elle s'est donnée généreusement à tous les Pygmalion qui ont voulu la modeler. Aujourd'hui encore, ce calcaire doré s'offre sans compter aux bâtisseurs, façonnant ainsi un somptueux univers minéral où les différentes architectures se mêlent harmonieusement. L'archipel de Malte – un nom bien pompeux pour ces derniers petits cailloux européens posés sur la mer, juste avant l'Afrique, au sud de la Sicile – est composé principalement de trois îles : Malte, Comino et Gozo. Du ciel, on ne distingue qu'un enchevêtrement de cités monochromes épousant les courbes du relief et de champs bordés de pierres. Les côtes, découpées, ne sont qu'une suite de hautes falaises et de baies profondes, dominées par d'austères fortins.

Les premiers habitants, des marins doublés de paysans, débarquèrent de Sicile, vers 4000 avant J.-C. A l'époque, les îles étaient recouvertes de forêts et fournissaient bois et gibier en abondance. Malte se couvre alors d'impressionnants temples mégalithiques dédiés à des déesses obèses, symbole de fertilité. Des temples que l'on visite encore, tels Tarxien, Hagar Quim et Mnajdra, site d'une suprenante beauté avec ses trois temples posés sur un promontoire pelé, face à la mer. Le vent s'y faufile entre les murs cyclopéens, grossièrement maçonnés et gravés de spirales et de dessins abstraits. Au crépuscule, le soleil descend lentement derrière les pierres dressées et dessine de longues ombres sur l'herbe rase. Vers l'an 2000 av. J.-C., ce peuple disparaît mystérieusement laissant la place à de nouveaux migrants. En attendant que les Phéniciens, navigateurs intrépides depuis qu'ils ont appris à voguer de nuit comme de jour, s'aperçoivent de l'importance stratégique de Malte et y installent des comptoirs commerciaux.

Ce sera ensuite au tour des Carthaginois, des Grecs et des Romains d'utiliser ces îles pour y réparer leurs navires et s'y approvisionner en miel et en huile. Avec le déclin de l'empire romain, viendra le temps de l'oubli. Ainsi n'y trouve-t-on pratiquement aucun vestige byzantin.

En 870, des corsaires arabes, adeptes du trafic d'esclaves, s'emparent d'un archipel dont ils marqueront durablement la langue et la civilisation : architecture arabo-berbère, maisons cubiques au toit plat, femmes voilées pendant des siècles, etc. Sans arriver, cependant, à islamiser les habitants, fervents catholiques.



Le temple de Tarxien

Toujours très convoitée, Malte sera soumise par les Normands et rattachée à la Sicile avant de voir débarquer, entre deux attaques pirates, les Allemands, les Angevins puis les Espagnols qui y resteront jusqu'en 1530, date à laquelle Charles Quint cédera l'île à l'ordre des chevaliers de Saint-Jean en échange... d'un faucon, le fameux faucon maltais !

Créé par un groupe de moines volontaires pour secourir les malades, au temps des croisades – en quelque sorte la première force mutinationale à vocation humanitaire, – l'Ordre devait devenir, au fil des ans, une organisation militaire ferraillant avec conviction contre l'Ottoman. Dès qu'ils furent maîtres de Malte, les chevaliers s'empressèrent de la fortifier, transformant l'île en forteresse dressée contre les Turcs. Ces derniers, en 1565, en firent le siège pendant cinq mois avant de repartir, vaincus, à la grande colère de Soliman le Magnifique qui devait mourir quelque temps après. Reconnaissants, les princes chrétiens envoyèrent aux vainqueurs des espèces sonnantes et trébuchantes, tandis que le pape y dépêchait ses architectes.

Une véritable fièvre s'emparait alors de l'île où on allait construire, encore et encore. Construire mais aussi orner. C'est ainsi que naquit la ville de La Valette qui doit son nom au grand maître de l'ordre, Jean Parisot de la Valette. *« Une ville construite par des gentilhommes pour des gentilhommes. »* Une vieille ville, avec des rues se coupant à angle droit et d'où l'on voit le port de partout. Palais, maisons, églises, pas un mur, pas une porte, pas une fenêtre qui ne soit sculptée et somptueusement ornée, transformant chaque rue en musée. Perle dans cet écrin précieux, la cathédrale Saint-Jean, œuvre de Girolamo Cassar. Autant l'extérieur en est austère, autant l'intérieur déploie une richesse à faire tourner la tête avec, notamment, son sol constitué de pierres tombales incrustées de marbre, les fresques de ses voûtes et ses murs sculptés. Niché dans un petit oratoire, un tableau du Caravage, *la Décapitation de Saint-Jean*, mériterait d'être mieux éclairé. A ne pas manquer, également, le Palais des grands maîtres, pour sa collection d'armures et son ensemble de tapisseries des Gobelins (les « Tentures des Indes ») et, bien sûr, l'Infirmerie sacrée de l'ordre de Malte, ne serait-ce que pour y admirer la salle des malades, longue de 161 mètres. Loin de l'agitation commercante et touristique, au centre de l'île, la vieille ville de Mdina, ancienne capitale, somnole sur son piton rocheux. Une succession de petites places pareilles à des décors de théâtre, de facades somptueuses où le baroque l'emporte sur le normand et de ruelles tortueuses où s'engouffre le vent. De vieilles femmes vêtues de noir bavardent sur le seuil d'une porte tandis qu'un colporteur tire un chariot plein d'ustensiles de cuisine tout en lançant, à intervalles réguliers, son cri de reconnaissance. Une promenade hors du temps.

Pour le plaisir des yeux, aller musarder dans les ports de pêche, tel Marsaxlokk, fiers de leurs flotilles colorées aux embarcations ornées des yeux d'Osiris, la protectrice des pêcheurs. Plaisir du goût avec un poisson grillé et un petit vin blanc sec, dégustés à la terrasse d'une auberge, dans la brise tiède d'un port gorgé d'odeurs.

A quelques minutes de bateau – les longues distances n'existent pas à Malte, – l'îlot de Comino. Un seul hôtel et quelques troupeaux de moutons. L'endroit rêvé pour fuir le monde. Quant à l'île de Gozo, plus agricole et plus paisible que sa grande sœur, Malte, on dit qu'Ulysse y séjourna dix ans, auprès de la nymphe Calypso. Ile curieuse où de minuscules villages au style mauresque se blottissent autour de grandioses églises qui se donnent des airs de cathédrale. Un paysage rural qui donnerait du talent au plus mauvais peintre du dimanche. Champs d'argile rouge, bordés de pierres blondes, s'accrochant au flanc des collines avec, çà et là, le vert intense des cultures.

Malte, toute de douceur italienne et de civilité britannique. Des Britanniques qui, après un bref passage des troupes napoléoniennes et la dispersion des Chevaliers à travers le monde, investirent une île dont ils devaient faire une base navale pendant plus d'un siècle et demi. Malte où se mêlent l'ombre fraîche du baroque et le feu africain du sirocco.

De notre envoyée spéciale
Armelle Cressard

Guide

• ***Préface.*** Ne pas se tromper de voyage. Malte (environ 350 000 habitants) séduit davantage par ses sites et son histoire que par la beauté de ses plages. Une séduction culturelle et artistique qui lui permet de se présenter comme une « île musée », une « île artiste », une « île théâtre » et une « île sacrée » (360 églises) avec une Semaine sainte, du 2 au 11 avril, célébrée avec faste et splendeur. On peut découvrir l'archipel (316 km²) en quelques jours, voire en quelques heures, la plus grande île, Malte, ayant 27 km de long et 14 de large.

Partir. En avion, Air Malta (37, rue Lafayette, 75009 Paris, tél. : 48-74-39-56 et Minitel 3615 code Air Malta) assure un vol régulier (2 h 30) et tri-hebdomadaire de Paris et, une fois par semaine, de Lyon et Marseille. De 2 600 à 3 500 F A/R. A compter d'avril, charters de Bordeaux, Nantes et Toulouse. De nombreux voyagistes programment Malte. Citons Chorus, Cosmovel, Donatello, Eden, Fram, Jet Tours, Jumbo, Look Voyages, Nouvelles Frontières, Plein Sud, Republic Tours, Rev'Vacances, Voyageurs associés, etc. Liste complète à l'Office du tourisme.

Savoir. Carte d'identité ou passeport valide. Pas de décalage horaire. Climat méditerranéen, chaud et sec l'été, doux en hiver, pluvieux à l'automne. En moyenne 15 degrés en janvier, 30 en juillet. Le réseau routier (un peu plus de 1 000 km) est asphalté et la circulation – on roule à gauche – sans problème, hormis dans les villes, où il est difficile de se déplacer et pratiquement impossible de stationner. La plupart des Maltais parlent deux langues, le maltais (langue sémite s'écrivant en caractères romains) et l'anglais, seconde langue officielle, voire l'italien ou le français.

Étapes. Voir l'île de Gozo, Mdina, les ports de Marsaxlokk et Marsascala, et La Valette, où un son et lumières, *The Malta Experience* (Mediterranean Conference Centre, Merchants'St.) raconte l'histoire de l'archipel. Côté hébergement, réouverture de palaces rénovés (le Corinthia Palace à Attard et, surtout, Le Phoenicia à La Valette) propres à séduire les nostalgiques de l'atmosphère britannique.

Saveurs. Partagée entre les influences italienne (pasta, pizzas, lasagnes, raviolis) et anglo-saxonne (fish and chips, eggs and bacon), la cuisine locale est variée, riche, et pleine de surprises, dont de savoureuses soupes. Des produits de la mer très frais (espadons, thons, poulpes, calamars), quelques fromages de brebis, d'excellents vins et un pain très croustillant.

Lire. Guide Visa (Hachette), Berlitz, Marcus, Nagel et, en anglais, les guides de J. D. Evans et de D. H. Trump, sur l'archéologie.

S'informer. Office du tourisme de Malte, 9, cité Trévise, 75009 Paris, tél. : 48-00-03-79 et Minitel 3615 code Malte. Outre des brochures touristiques, on peut s'y procurer une bibliographie sur Malte. •

TÉLEX

Traverser le Canada d'est en ouest ou vice versa, au départ de Toronto ou de Vancouver. Une proposition du voyagiste canadien National à bord des trains Via Rail. Un voyage de 3 jours et 3 nuits, en couchettes ou en wagons-lits, qui coûte respectivement 2 465 F et 3 120 F jusqu'au 30 avril, 3 000 F et 3 900 F du 1er mai au 6 juin, et 4 000 F et 5 200 F jusqu'au 30 septembre. Renseignements dans les agences de voyages.

Salon nautique de printemps, du 27 mars au 4 avril, à Marseille Prado-Plage, dans la baie du Centre méditerranéen de voile. Pour ce salon d'avant saison, quelque 450 bateaux seront exposés (à flot pour les plus de 6,50 m), présentant un large éventail des gammes existantes en matière de voiliers, bateaux à moteur et pneumatiques. Côté animation, des journées thématiques : pêche sportive, vieux gréements, motonautisme, etc.

Paris-New-York à 990 F l'aller simple jusqu'au 3 avril, départ le samedi et retour le vendredi au même prix jusqu'au 10 avril. C'est ce que propose le voyagiste Council Travel, qui programme également un New-York-Los Angeles, lui aussi à 990 F l'aller simple, départ dimanche et vendredi, retour lundi et samedi ainsi que des vols quotidiens de Paris et de province vers 130 villes des Etats-Unis. Renseignements dans les agences de voyages, les agences Council Travel et par Minitel 36.15 code Council.

Victime d'une omission dans un télex récent, la nouvelle compagnie aérienne AOM French Airlines (née de la fusion de Minerve et d'Air Outre-mer) nous rappelle qu'elle dessert depuis plusieurs années, via Los Angeles, la Polynésie, et que son vol hebdomadaire à 6 200 F A/R en période verte, associé au voyagiste Kuoni et à la chaîne d'hôtels Sofitel, permet de proposer une semaine dans l'île de Moorea à moins de 9 000 F (avion+hôtel). Renseignements dans les agences de voyages et par Minitel, 3615 code AOM.

Vol spécial pour aller soutenir l'équipe de France de football qui rencontre l'Autriche, le 27 mars à Vienne, dans le cadre des qualifications pour la Coupe du monde de 1994. Une initiative de Nouvelle Liberté, filiale d'Air Liberté, avec, compris dans le prix (3 450 F par personne), les transferts, le déjeuner, la visite de la ville et une place assise au stade en tribune numérotée. Renseignements au 40-26-25-55 et dans les agences de voyages.

Vacances câlines proposées par l'association VVF, qui invite les parents de bambins de moins de six ans à faire l'école buissonnière en partant en dehors des vacances scolaires, solution idéale pour découvrir la France dans les meilleures conditions. Deux formules : « Plein club » dans huit villages (Côte d'Azur, Landes, Alpes et Auvergne) dotés de clubs pour les 3 mois/6 ans et « Relais bambin », en résidence ou gîte familial, avec accueil des tout-petits cinq demi-journées par semaine, en mai, juin et septembre. Le tout à des prix « tendres ». Renseignements au 97, cours Gambetta, BP 3363, 69405 Lyon Cedex 03 ; tél. : 78-95-76-50.

L'Inde en familles

Les temps sont durs pour les candidats au voyage en Inde. Depuis un certain temps déjà, le Cachemire, point de départ de la somptueuse route montant vers le Laddakh, a cessé d'être un paradis touristique et fermé ses portes aux visiteurs étrangers. Aujourd'hui, c'est Bombay, ville symbole de l'« Inde qui décolle », qui, une nouvelle fois en l'espace de trois mois, est victime de la violence (*le Monde* daté 14-15 mars) après les émeutes provoquées dans la ville à la suite de la destruction, en décembre dernier, de la mosquée d'Ayodhya, par des hindouistes fanatisés. Minée par des conflits ethniques, religieux et sociaux, s'affirmant, une fois de plus, victime d'un *« complot international »* (formulation visant en fait le Pakistan voisin), la « plus grande démocratie du monde » tremble sur ses bases et s'interroge sur son avenir.

Grande est, dans ces conditions, la tentation du touriste « classique » de se détourner, tout simplement, d'une destination jugée actuellement trop instable pour favoriser une découverte sereine et paisible. Reste, cependant, d'autres voies, d'autres approches, peut-être plus appropriées en ces temps troublés. Celle, par exemple, offerte par l'association Perspectives indiennes (25, rue du Château, 92200 Neuilly, tél. : 40-22-96-84), dont la mission est de promouvoir les rencontres et les échanges entre Indiens et Français et qui propose de découvrir « l'Inde autrement » par le biais d'une « plongée » dans la vie quotidienne des habitants de cet immense sous-continent. D'une part, en partageant la vie d'une famille indienne, ce qui implique quelques rudiments d'anglais, l'acceptation des différences culturelles (à commencer par les conditions de logement et la nourriture), une ouverture et une curiosité d'esprit. D'autre part, en découvrant la vie d'une ville, de l'intérieur, et les problèmes auxquels est confronté le pays, au travers des diverses facettes de son activité sociale, économique, culturelle et religieuse.

Sont organisés à cet effet, au cours de l'été, des séjours en famille, soit de 3 semaines (3 jours à Bombay, 18 jours à Nasik (état du Maharashtra) ou à Bhavnagar (Gujerat), du 27 juillet au 17 août (8 900 F), soit de 2 semaines (3 jours à Bombay, 7 jours en famille à Ghokak (Karnataka), 5 jours de circuit touristique pour découvrir les temples de l'Inde du Sud), du 27 juillet au 10 août. Les prix indiqués comprennent l'avion, les transports intérieurs, l'hébergement, les repas, les visites, les rencontres et les assurances. Date limite d'inscription : le 11 juin.

A signaler une formule similaire en Malaisie où des séjours sont organisés dans une famille d'origine malaise, chinoise ou indienne et, à Bornéo, Dayak ou Iban. L'occasion de participer aux activités quotidiennes de vos hôtes (planter du riz, faire le marché, préparer les repas) et de vivre de l'intérieur une des nombreuses fêtes locales. Compter environ 2 650 F par personne pour une semaine. Brochure disponible à l'Office du tourisme de Malaisie, 29, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 42-97-41-71 et renseignements au 42-78-50-03.

L'histoire en bateau

Espace apparemment homogène, cadre d'un art de vivre fondé sur le soleil et la mer, creuset de cultures successives (celles des explorateurs phéniciens, des marchands grecs, des conquérants romains), la Méditerranée a été également un lieu d'affrontements sans merci entre les trois religions monothéistes, affrontements illustrés par un millénaire de guerres saintes. Des images contrastées que propose de faire découvrir la croisière organisée, du 26 juin au 3 juillet, par le magazine *l'Histoire* à bord de *The Azur*, paquebot de la compagnie Chandris. Une croisière qui, au départ de Venise, mettra le cap sur la Grèce et ses îles (Corfou, la côte ionienne du Péloponnèse, Santorin, la Crète) puis sur les rivages de la Turquie avec, notamment, Ephèse, pour s'achever, après une escale à Mykonos, au pied de l'Acropole, à Athènes, avant le retour à Venise.

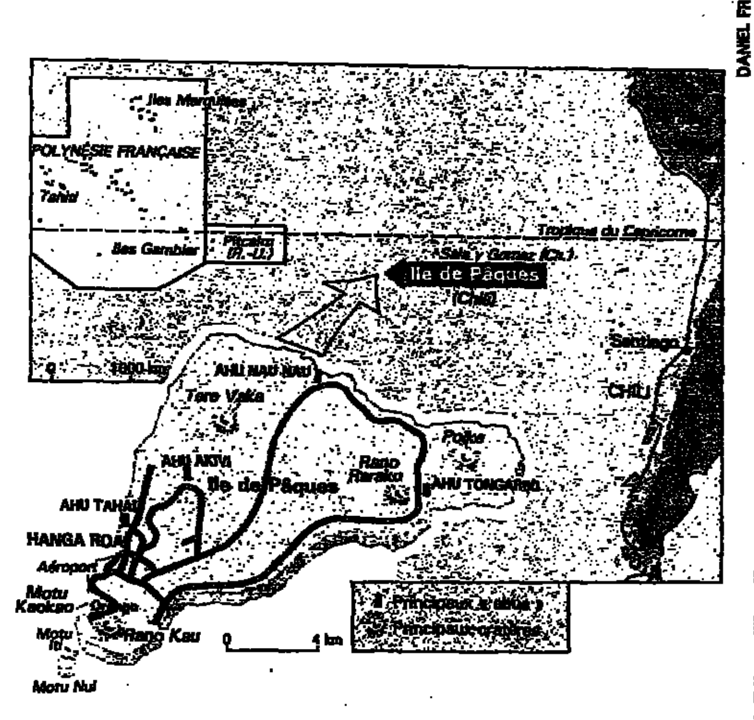
Une leçon d'histoire commentée par quelques-uns des meilleurs spécialistes de la Méditerranée : Hervé Duchêne, qui évoquera les sanctuaires et la colonisation grecs, Pierre Chaunu, la bataille de Lépante et le destin de la diaspora sépharade, Claude Aziza, les empires maritimes et la représentation de la mythologie grecque au cinéma, Michel Winock, l'aventure du canal de Suez et la dimension méditerranéenne des deux guerres mondiales, et Pierre Assouline, qui traitera, lui, les minorités religieuses et la création de l'Etat d'Israël. De quoi, assurément, mieux comprendre la mosaïque méditerranéenne.

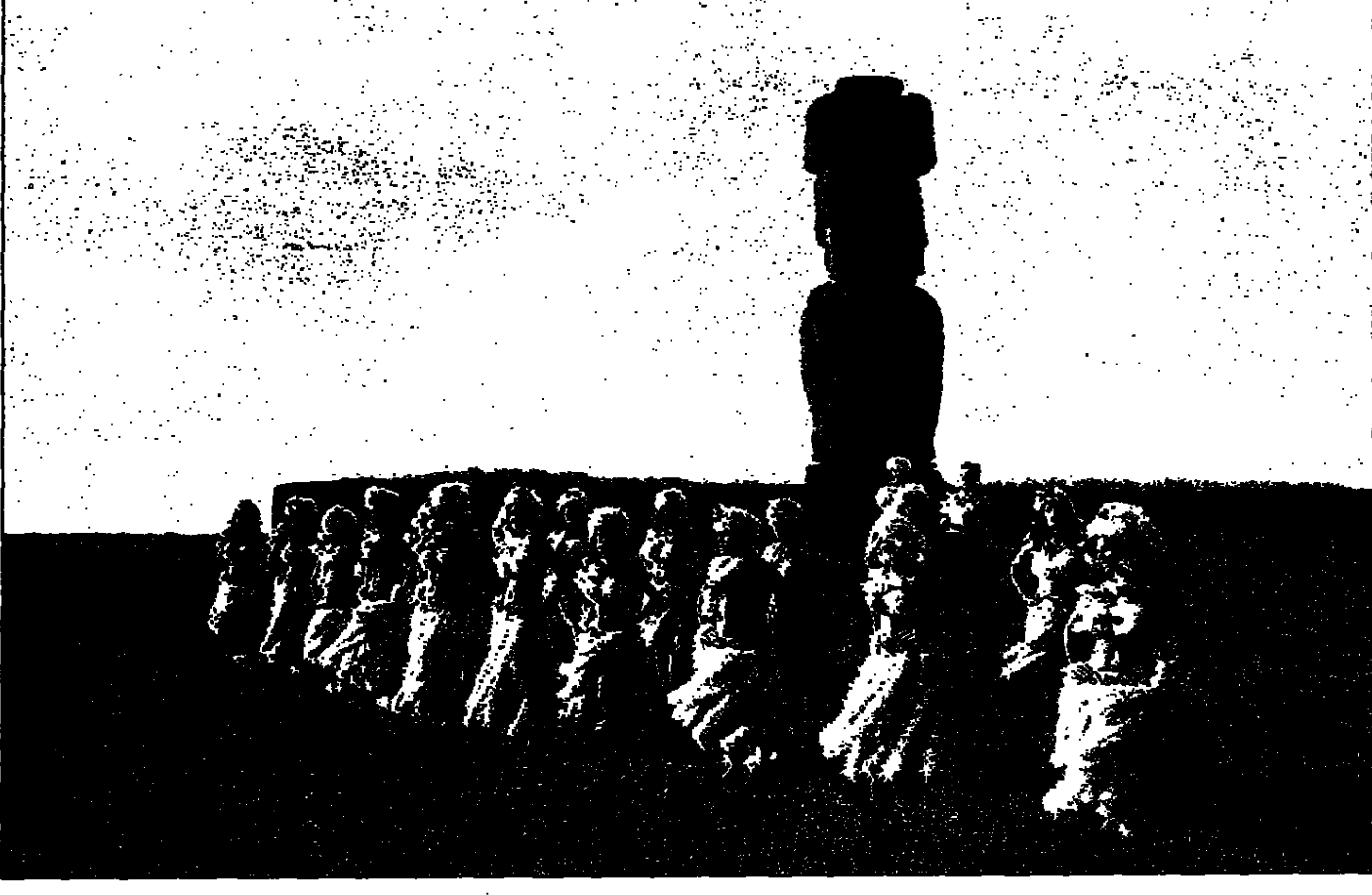
Quant à la mosaïque des prix, liée au type de cabine choisi (onze catégories pour 335 cabines), elle s'étend de 4 600 F par personne pour une cabine intérieure occupée par 4 personnes, à un peu plus de 11 000 F pour une cabine extérieure double. Des prix comprenant le logement en pension complète et les acheminements en train 2e classe au départ des principales villes de France mais auxquels il faut ajouter le coût des excursions proposées à Olympie, Santorin, Knossos, Ephèse et Athènes. Une plaquette spéciale peut être obtenue auprès des Croisières Chandris, 35, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris, tél. : 40-41-09-22. Renseignements dans les agences de voyages et inscriptions auprès de Business Communication, 51, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris, tél. : 45-65-46-00.

La Hollande en fleurs

Il était une fois, au Moyen Age, un vaste domaine, propriété de la comtesse Jacoba van Beieren. La comtesse et sa suite avaient l'habitude d'aller chasser sur des terres où l'on cultivait, par ailleurs, légumes et herbes aromatiques pour la cuisine du château. En néerlandais, cuisine se dit *Keuken* et jardin *hof*. C'est sur ce site, ainsi dénommé Keukenhof, que, chaque année en Hollande, quand la campagne se transforme en un somptueux patchwork de couleurs vives, s'ouvre le plus vaste parc floral d'Europe : 28 hectares et près de six millions de bulbes plantés. Du 25 mars au 23 mai, des visiteurs venus de toute l'Europe (750 000 en 1992) pourront apprécier la beauté des fleurs à bulbe pendant toute la durée de leur floraison (dans les champs, les fleurs sont immédiatement coupées) au fil de jardins spécialisés, les uns dans les tulipes et les hyacinthes, les autres dans les jonquilles et les narcisses. Exposition en plein air, Keukenhof, situé près d'Amsterdam, comprend également une zone de 7 000 km² de pavillons où sont présentées neuf expositions florales, nommées « Parades », regroupant plus de 500 variétés. Egalement à l'honneur, les arbustes et les arbres en fleurs ainsi que sept jardins à thème (senteurs, couleurs, bordures, style aquatique, etc.), sources d'inspiration pour les jardiniers amateurs. Heures d'ouverture : de 8 heures à 19 h 30. Prix : 44 F pour les adultes, 21 pour les moins de treize ans. Renseignements auprès de l'Office néerlandais du tourisme, 31-33, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-41-25 et Minitel 3615 code Hollande.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard.




DANIEL FRASNAY/VU

L'île de Pâques dans l'œil de Hollywood

Suite de la page 27

Il n'est pas certain que les îliens aient apprécié de voir le produit de dizaines d'heures de travail être roulé dans la terre, froissé, déchiré. D'autres activités du film semblent heureusement plus constructives. Près de l'entrepôt municipal, à Anga-Roa, a été créée une pépinière de cocotiers. Les seuls arbres de cette espèce se trouvent actuellement au nord de l'île, légèrement à l'ouest de la crique d'Anakena. Ils *contribuent à faire de cette plage de* sable fin et d'eau claire un endroit paradisiaque, surveillé par le Ahu Nau Nau, un groupe de sept statues restaurées en 1979. Autrefois *cependant, Rapa Nui comptait de* nombreux arbres, cocotiers ou autres. Les tempêtes et l'utilisation massive du bois pour le transport des statues, la sculpture de figurines ou la gravure de plaquettes ont contribué à leur extinction.

Les cocotiers de la pépinière seront destinés avant tout au reboisement et peu d'entre eux serviront au tournage du film. La majorité des arbres qui apparaîtront à l'écran sortiront en fait d'un hangar de la ville où ils sont fabriqués à base de troncs d'eucalyptus importés, sur lesquels sont collées de vraies feuilles, et seront « plantés » près de Hanga Tu'U Hata, la « ville » spécialement construite pour l'occasion, qui rassemble une quantité impressionnante de ces maisons-bateaux que l'on peut voir à l'ouest de l'île. Le décor accueillera également quinze *moai* sortis d'un autre atelier qui les « produit » à partir d'un alliage de fer et *d'éponge durcie.*

L'île de Pâques, pourtant fabuleux décor naturel, en rajoute dans l'artificiel pour se mettre en scène. Tout cela au service d'une histoire d'amour sur *fond de rivalités claniques* et de guerre entre « Grandes Oreilles » et « Courtes Oreilles ». Des histoires plus que de l'Histoire. Mais qu'importe. Qu'importe en *effet si cette lutte entre deux ethnies* d'origines différentes, l'une venue de l'ouest et l'autre de l'est, s'éloigne chaque jour du domaine de l'Histoire pour rejoindre celui de la légende. Les nouvelles explications ne l'ont pas effacée de la mémoire collective des Pascuans, qui aiment percevoir leur île comme le lieu de rencontre et d'affrontement entre deux cultures, la polynésienne et la précolombienne. Il semble pourtant acquis aujourd'hui que l'ensemble des habitants de l'île pratiquaient l'allongement des oreilles. Claudio Cristino, le directeur du Musée Rapa Nui, souligne que l'erreur est venue d'une mauvaise traduction du terme *eepe*, qui signifie « abondance », confondu avec *epe*, « oreille ». Les prétendus « Grandes Oreilles », les *Ana Hanau Eepe*, représentaient en fait ceux qui sont nés dans l'abondance, opposés aux Arikis, ceux qui se destinaient au culte des anciens.

La fameuse bataille fut, en fait, une révolution sociale avant la lettre. Les vainqueurs en furent les guerriers, les Matatoas, qui instaurèrent le culte de Tangata Manu, l'homme-oiseau. Orongo, à la pointe sud de l'île, porte les stigmates de ce culte qui cachait une compétition pour le pouvoir : maisons et autres constructions y voisinent avec les pétroglyphes en l'honneur du dieu Make Make. Du haut de cette falaise escarpée, l'on aperçoit un groupe de trois îlots rocheux, *le plus éloigné étant celui* de Motu Nui, où celui des compétiteurs qui trouvait le premier œuf d'hirondelle de printemps était promu demi-dieu, homme-oiseau.

Qu'importent donc les approximations historiques du film puisque la mythologie guerrière est toujours présente, qui s'exprime par les chants traditionnels pascuans, longues incantations qui implorent : *« I Anakena Au I Mate Ai, Ko Te Kopiti, Ka Uira, Ka Huira, Te Tau'a »* (« A Anakena je fus vaincu, et beaucoup avec moi. La guerre brille, la guerre revient toujours »). *Qu'importe, puisque, au-*delà de la traditionnelle histoire d'amour de Hollywood, on ne doute pas un instant, parmi les îliens, que l'élément essentiel restera les *moai*, et qu'ils imprégneront le film de leur majesté.

Ils « sont » l'île de Pâques, source de sa grandeur et aussi de sa perte. La décadence de Rapa Nui ne provient-elle pas de son organisation tout entière tournée vers le culte des anciens et la fabrication des statues? *Le raffinement de la sculp*ture absorbait toute l'énergie créatrice de l'île, son gigantisme toute la main-d'œuvre. La surpopulation – l'île comptait alors près de 15 000 habitants – et les guerres tribales portèrent le coup de grâce à une société qui s'effondra au XVIe ou au XVIIe siècle. Les fils d'Hotu Matua, dont on dit qu'il débarqua à Anakena pour fonder la civilisation pascuane, ont eux-mêmes *détruit* une culture de mille trois cents ans créée en dépit d'un isolement complet.

Le regard aveugle des *moai* intrigue, leur taille impressionne, leur finesse émerveille et leur nombre *étonne*. En plus des groupes de statues redressées à la suite des campagnes *de restauration, de nombreuses* pierres sculptées gisent, renversées, cassées, le visage tourné contre terre, ou bien vers le ciel en signe d'impuissance. Elles sont plus d'un millier. Edifiées entre le IXe et le XVIe siècle, les *moai* reposaient sur des autels érigés en l'honneur des ancêtres *divinisés, les Ahu* et qui faisaient face aux maisons des chefs de famille ou de clan. Leur architecture mégalithique cachait sans doute des sanctuaires. Les *moai, dont* la hauteur varie de 3 à 8 mètres et le poids de 8 à 60 tonnes, provenaient de la carrière du volcan *Rano Raraku, situé* au sud de l'île, et distant jusqu'à parfois 10 kilomètres des Ahu côtiers.

Le volcan est sans conteste la merveille de l'île, son cœur et son essence. A son pied, sur une terre rouge couverte d'herbe, se dressent une cinquantaine de *moai* légèrement inclinés, faits d'une énorme *tête et d'un torse. La* pente douce cède la place au volcan proprement dit, d'une hauteur de 150 mètres. Il s'agit en fait d'un atelier géant, la plupart des rochers cachant des *moai* en cours d'élaboration, témoignages d'un brusque arrêt de l'activité de sculpture sur l'île. Il est dif*ficile* de compter ces statues inachevées : cent, deux cents, on ne sait. On se surprend à essayer de les distinguer, pour se rendre compte soudain que l'on vient de marcher sur un nez de 3,50 mètres, proéminence d'un *moai* de 22 mètres qui n'a jamais été séparé complètement *de sa roche d'origine. Même si l'on* avait tenté de le redresser, il est peu probable que ses 70 tonnes auraient pu être soulevées.

Au sommet du volcan, ayant gravi la pente au long d'un raidillon, le marcheur est submergé par l'impression d'être parvenu au *terme de son initiation : à ses pieds*, un lac de cratère, et autour, sur une dénivellation envahie par les herbes, une centaine de statues le regard rivé sur le lac. Les *moai* du volcan sont fort bien conservés et n'ont apparemment pas eu à souffrir des guerres tribales ni des exac*tions des Blancs qui ont détruit* tous les groupes situés sur les côtes.

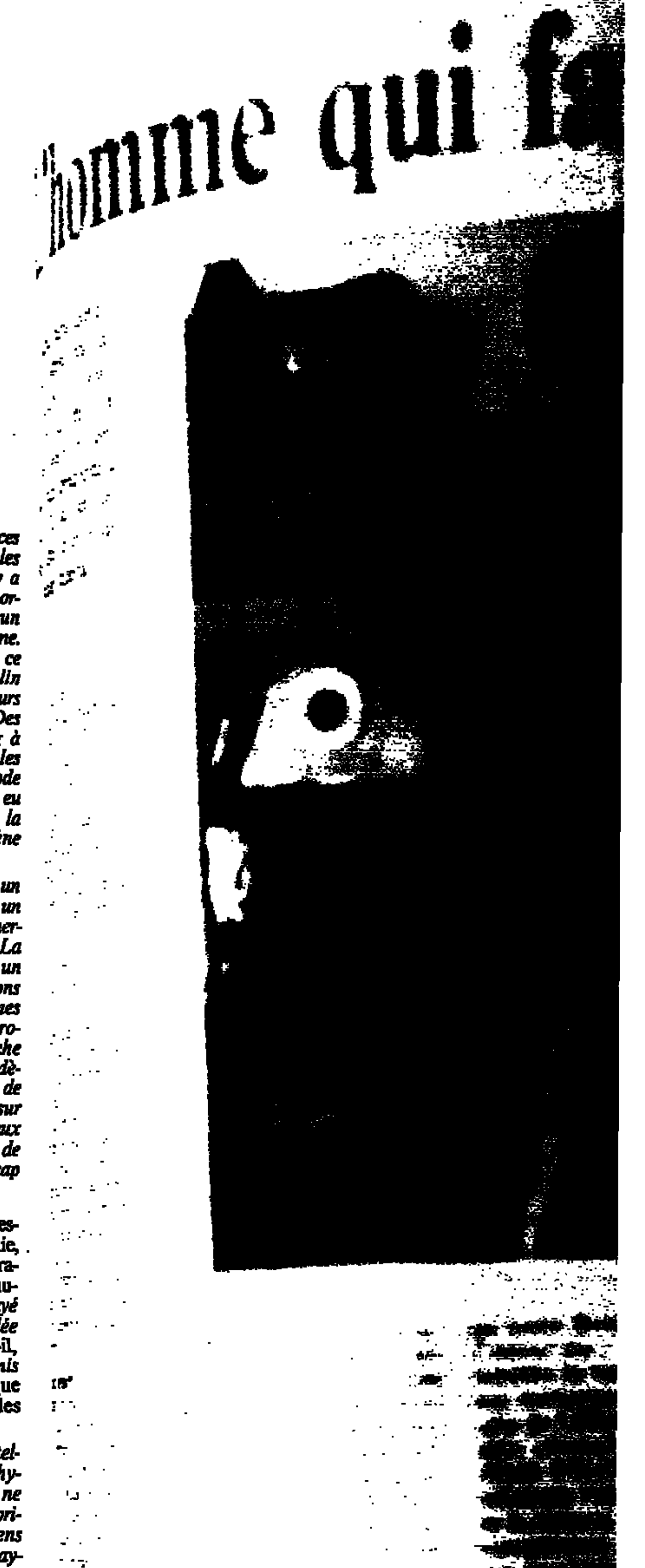
Au sud du volcan se dressaient pourtant de fabuleuses constructions. Mais d'Ahu Tongariki il ne reste aujourd'hui, après le raz-de-marée de 1960, que des pierres éparses sur une étendue de 2,8 hec*tares. Témoin du désastre*, un gigantesque *moai* gît, brisé en deux, géant décapité aux orbites vides. Face à cette *désolation*, on a peine à croire qu'Ahu Tongariki fut autrefois un ensemble formé d'une plate-forme centrale prolongée par deux extensions latérales sur laquelle régnaient quinze statues de 8 mètres de haut, d'un poids individuel de 60 à 70 tonnes. Elles étaient coiffées d'un chapeau *cylindrique* de pierre rouge, le *pukao*, transporté depuis la carrière de Puna Pau, au centre de l'île. Au total, le monument atteignait 14 mètres de *haut, pour une longueur* de 220 mètres.

L'UNESCO a fini par s'émouvoir de la destruction progressive du *patrimoine pascuan. Elle* a envoyé, en 1981, un expert polonais, M. Wieslaw Domaslawski, afin qu'il procède à un diagnostic général sur l'état des statues et qu'il *mette au point* une *méthode de* conservation de la pierre volcanique. Le rapport est resté sans suite, l'organisation internationale manquant de fonds. Onze ans plus tard, la puissance financière japonaise a promis à M. Domaslawski de revenir sur l'île. Le constructeur japonais de grues Tadano a offert, en 1992, 1,4 million de dollars pour la restauration d'Ahu Tongariki. Les tests ont déjà commencé, plusieurs solutions – dont celle d'une injec*tion de ciment dans les statues* – s'avérant infructueux à l'usage. Le scientifique essaie, dans un premier temps, de trouver une solution au problème de l'érosion. La stopper *risque fort de représenter une entre*prise difficile. Il faudra sécher chaque pierre, chaque statue. La roche volcanique est en effet poreuse, et absorbe l'humidité ambiante. Puis ce sera le nettoyage, destiné à évacuer tous les micro-organismes présents. Les *moai* pourront alors être *redressés sur leur Ahu reconstitué*, un mortier à base de silice leur étant appliqué jusqu'à une profondeur de 10 centimètres.

Pourtant, les Pascuans regardent avec *une certaine méfiance les tra*vaux d'approche des trois personnes de l'équipe du savant polonais, dont on sait qu'elle ne représente que l'avant-garde d'une *présence japonaise.* C'est ainsi qu'une île qui n'a jamais été maîtresse de son destin – en proie aux aventuriers tout au long du XIXe siècle, elle est aujourd'hui sous le contrôle de la marine chilienne – se met à craindre que le cadeau nippon ne soit empoisonné, et qu'il n'annonce de futurs lourds investissements touristiques et commerciaux *sur une île qui serait un* relais maritime et aérien logique entre l'empire du Soleil-Levant et l'Amérique latine. On ne veut pas, ici, que la terre soit bouleversée, *détruite, changée et que l'on oublie* sa fonction sacrée. Juan Chavez, l'un des sages du conseil des anciens, comité informel représentant les trente-six familles natives de l'île, *surveille scrupuleusement* les velléités d'implantation touristiques risquant de défigurer le territoire. Déjà avait couru la rumeur d'un projet de Club Méditerranée *sur la plage d'Anakena.*

Une autre crainte existe toutefois *face à ces projets* de *redressement* des *moai*. Celle de savoir où s'arrêtera la restauration. Certaines statues situées à l'ouest de l'île, telle Ahu Tahai ou Ahu Akapu, ont été *restaurées en 1968 avec leurs* « yeux » : des fragments de coraux blancs taillés et polis, de 35 centimètres de long, au milieu desquels se trouve un iris rouge en tuf volca*nique. Les moai avaient perdu leur* intrigant « regard aveugle ». Si l'on reconstitue totalement Ahu Tongariki, il faudra peindre les statues de différentes couleurs, ce qui les rapprochera de l'art totémique primitif, mettant fin à leur esthétisme épuré digne de l'art moderne. Le mystère de l'île pourrait ne pas y survivre. Et de cela on ne veut pas. L'île de Pâques accepte plus volontiers de voir fleurir les théories les plus délirantes sur ses statues, *même quand elles affirment que* l'île fut peuplée d'extra-terrestres... Décidément, Rapa Nui préférera toujours les rêveurs aux archéologues.

De notre correspondant
Bruno Adrian




P. TAIRRAZ

Chamonix et Compagnie

Seul et responsable face à la montagne, le guide sait qu'il appartient à une confrérie solidaire, la compagnie. Rencontre avec plusieurs membres de l'une des plus anciennes, celle de Chamonix.

« A *de Saussure, Chamonix reconnaissante.* » La dédicace, pas plus que la célèbre statue érigée au bord de l'Arve en 1887, ne prêtent à la nuance. L'illustre Helvète, lunette en main, arc-bouté sur sa distinction, affronte avantageusement du haut de son piédestal le mont Blanc en personne. De la silhouette servile qui lui désigne d'une main le sommet tout en le protégeant de l'autre, nous ignorerions tout si l'Histoire ne s'y était un peu plus intéressée que le sculpteur.

Ce Jacques Balmat que le bronze rabougrit (il mesurait tout de même 5 pieds 3 pouces), en ouvrant dès 1786 par un bivouac dans la neige avec le docteur Paccard la voie vers *une cime réputée maudite, un an* avant son ascension avec l'universitaire genevois, est devenu le prototype du guide chamoniard, à la fois marginal d'esprit et paysan de corps, issu d'une famille solidement ancrée dans la vallée. Il est l'élément qui complète et soude la trinité qui allait faire la fortune de Chamonix, l'homme du cru, robuste et infatigable intermédiaire qui conduit de riches visiteurs étrangers dans un espace naturel exceptionnel.

L'affaire prospère si vite, l'Anglais ayant pris le relais du Suisse, que, dès 1821, la municipalité réglemente ce qui est devenu un métier à temps partiel. Et le 9 mai 1823, une ordonnance de la chambre des comptes de Turin crée la Compagnie des guides de Chamonix, établissant des principes qui, au fond, demeurent en vigueur : le «tour de rôle» (qui permet à chacun, outre sa clientèle propre, de choisir lorsque vient son tour le client de la Compagnie), la caisse de secours (les victimes sont nombreuses), la cooptation, mais aussi les normes d'encadrement, et les amendes. Des principes d'égalité, de solidarité, de discipline solidement refermés sur eux-mêmes, qui viennent étayer un métier de liberté.

Une liberté cependant moins assurée que l'espace où évoluent les guides. Jusqu'aux débuts de notre siècle, n'étaient leurs exploits, «ceux qui vont devant» n'auraient en effet souvent été considérés par ceux qui les engageaient que comme des domestiques (hautement) spécialisés. Il faut attendre l'après-guerre pour que l'on éprouve la nécessité de décréter que *«les alpinistes ont le devoir de se comporter de manière convenable à l'égard des guides»*, et que disparaisse, dans les années 60, l'infamant livret où le touriste pouvait *coucher ses «observations»*.

Le guide, *«de simple exécutant, a acquis progressivement une figure de maître»* (1). Nous sommes aux temps des *«chevaliers de l'Alpe»*, des *«coureurs des cimes»*, des *«aristocrates de la montagne»*, des *«archanges modernes»*. Celle des Terray et Rebuffat, d'origine citadine, qui entrouvriront à titre exceptionnel les portes de la Compagnie dans les années cinquante, où était parvenu à se glisser en 1930 Roger Frison-Roche, premier de la cordée de tous les «étrangers». Mais un Lachenal devra encore présenter trois fois sa candidature avant d'être accepté.

Car la Compagnie est la plus représentative, la plus prestigieuse, la plus innovante, mais aussi la plus conservatrice. Elle dispose d'un outil de travail inégalé, une véritable rente de situation professionnelle, l'été avec le mont Blanc et l'hiver avec la vallée Blanche, depuis qu'elle est accessible par l'aiguille du Midi. L'installation en 1954 de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (la «Sorbonne des neiges») à Chamonix a renforcé sa position *stratégique centrale*, sa possibilité de préemption des éléments les plus brillants.

Une ouverture dont elle n'abuse pas. L'article stipulant que ses membres doivent être originaires du canton a disparu des statuts *mais n'en demeure pas moins présent* dans les esprits des cent trente-cinq guides qui approuveront ou non l'entrée d'un nouvel «étranger». La jeunesse apportant avec son étrangeté propre la tentation de déplacer le métier sur le terrain du sport. Un mot que la plupart des guides détestent : ils ne veulent pas être ces «sportifs» que l'autorité de tutelle voit en eux. Montagnards ils demeureront. Et s'ils ne sont pas nés chamoniards, il faudra bien qu'ils apprennent à le devenir. Patiemment.

***«La Compagnie** est née avant que la Savoie ne devienne française*, aime à rappeler son président, Jean-Claude Charlet. *Nous étions sardes. Nos mentalités s'en ressentent encore, autant que de la géographie. Nous ne sommes plus au temps où il fallait trois générations au cimetière pour entrer chez nous, mais il manque quelque chose à ceux qui ne sont pas nés dans le canton. Un petit Ravanel de la cinquième génération a vécu dans les récits de son grand-père.* «T'es le fils à qui?» *lui a t-on demandé. Aux jeunes qui ne pensent qu'à grimper les murs à l'envers, il nous faut greffer cette sensibilité absente, cette culture montagnarde. Un Devouassoux, un Balmat, un Couttet, un Ducroz, un Payot qui emmène quelqu'un au Grépon voit le rocher usé par les clous de ses ancêtres. Ils se souvient combien ils vivaient pauvrement.*

» La montagne appartient à tous, mais il y a des codes à respecter : un guide de la Compagnie connaîtra la bonne benne, les bons horaires, le bon chemin. En revanche, il n'osera pas trop sortir des créneaux des aînés, alors qu'un jeune venu de l'extérieur ne va pas hésiter. A vingt ans, la montagne est ludique, à trente technique (c'est l'âge des exploits), à quarante plus spirituelle. Un guide coûte assez cher, et quand les clients ont les moyens financiers de se payer une grande course, ils n'en ont plus toujours les moyens physiques. Dans une cordée, les émotions sont communes, le guide et son client sont comme des copains de taule qui vivent des choses fortes ensemble. Il faut que ça colle, comme un couple. Car en montagne, il y a toujours des moments où l'on souffre. Même au mont Blanc.»

***«Toute l'histoire se passe** dans la salle du tour de rôle*, ajoute Bernard Prudhomme, ancien patron de la Compagnie, devenu celui de l'office de tourisme, exemple de reconversion, presque de reconquête, par les guides d'un territoire qu'ils avaient délaissé. *C'est la montagne qui est le lien. Lorsqu'un client, chef d'entreprise, se trouve face à son guide, il est soudain entre les mains de quelqu'un qui décide pour lui, et c'est quelqu'un qui a choisi de fuir un peu cette société pour retrouver d'autres valeurs. C'est la vie inversée.*

» Ceux qui ont cinq ou six générations derrière eux, installés dans la vallée depuis le début du dix-septième siècle, ont eu longtemps une voix plus importante que ceux qui n'en avaient qu'une. Le comité de direction de la Compagnie était représentatif des traditions. Il se retranchait sur l'Histoire en réaction spontanée. Mais modelés par leur travail, par la longue attente d'une éclaircie, les guides savaient s'adapter. Paradoxalement, depuis que le poids des grandes familles a diminué, les positions sont encore plus dures. On a fait entrer des gens qui répondaient à des besoins non couverts, comme l'escalade en collectif. Mais si nous arrivons un jour à 50 % de Chamoniards et 50 % d'extérieurs, où sera notre identité?»

Claude Jaccoux, «étranger» (il est né à Servoz, à 12 km de Chamonix, mais a fait ses études à Paris), entré à la Compagnie à l'époque où les «étrangers» étaient rares, ne dit pas autre chose : *«Trop de fermeture conduit à la sclérose, mais trop d'ouverture conduit à la disparition de l'identité. La Compagnie est une entité très forte. Une puissance. Elle a des arguments. Il ne s'agit pas de fermer pour des raisons économiques, mais pour garder un quota assimilable, pour éviter de devenir une entreprise commerciale. De l'extérieur, on ne voit pas toujours la différence, mais les vieux clients savent. Il ne leur viendrait à l'idée de grimper avec personne d'autre.*

» Les guides de la Compagnie ne sont pas supérieurs, c'est l'esprit qui est différent. Il est plus rare d'avoir des problèmes avec eux qu'avec les indépendants parce qu'il y a toujours le regard de chacun sur les autres. Il y a chez nous une discipline réelle. Ceux qui choisissent ce métier sont toujours un peu frappés. Ce sont des personnages excessifs. Un jeune seul risque d'effectuer des trucs hors normes. Or dès que vous êtes en montagne, vous êtes en insécurité : plusieurs guides sont morts dans la vallée Blanche.

» D'autant que les nouveaux clients sont moins axés sur la montagne elle-même, sur les longues courses d'autrefois, comme le Grépon. Ils préfèrent des courses plus courtes, plus techniques, plus d'escalade. Sans doute seraient-ils prêts à se passer de la marche d'approche, qui fait pourtant partie du plaisir. Sans elle, comment voir le soleil se lever?»

Christophe Profit est le modèle de cette nouvelle génération assoiffée de rapidité et de technicité. Il est aussi l'exemple type du brillant jeune «étranger» qu'a su intégrer la Compagnie : *«Quand j'ai fait la face ouest des Drus en 3 h 10 en 1982, je n'ai jamais ressenti la moindre jalousie des guides de Chamonix. Bien au contraire, les dirigeants de la Compagnie m'ont alors demandé d'y entrer. L'image de la Compagnie m'impressionnait. Depuis l'âge de huit ans je voulais être guide, comme Desmaison. Lorsqu'on me demande : «Etes-vous alpiniste de haut niveau ou grimpeur?», je réponds : «je suis guide de haute montagne.» Tout de même, j'aurais aimé naître plus tôt, avant qu'il n'y ait une voie tous les mètres sur le mur des Jorasses. Maintenant tout a été fait. Tous les itinéraires logiques et beaux sont faits.*

» A Chamonix, tout est possible. Il y a ici une densité sans égale au monde : la glace, le rocher, le ski dans un espace très réduit, facilement accessible. Le versant italien du mont Blanc est purement himalayen. A chaque fois que je descends la vallée Blanche, c'est l'émerveillement. On peut faire des voyages très rapides dans des parois très raides. Les clients qui ont le niveau pour entreprendre une grande course sont une chance extraordinaire pour un guide. J'ai prévu de faire prochainement la face nord des Droites avec l'un de ceux-là. On descend à ski au pied par les Grands-Montets, on grimpe la paroi dans la journée et on redescend à Chamonix à skis.

» Quand j'ai fait le K2 avec Pierre Beghin, on a pris des risques énormes. On allait vers des choses extrêmes, dans une logique de réussite où l'on ne peut pas accepter l'échec de redescendre. Le sommet nous attirait comme un aimant. Avec un client, on n'a pas le droit de prendre le moindre risque, cela fait la balance. On est plus conscient des difficultés de la montagne avec quelqu'un qui veut apprendre, on les relativise mieux, cela aide à aller plus loin. Les gens nous remettent leur vie. Ils ont une confiance totale. On ne peut pas défaillir à cette confiance. On doit les ramener intacts. Le métier de guide est toute ma vie. Rien n'est plus satisfaisant que de prendre un client au tour de rôle, et passer une journée dans l'anonymat, car c'est un peu frustrant de n'exister que par son image.»

L'image est précisément le domaine où s'est partiellement reconverti Denis Ducroz, guide-cinéaste, qui rechigne moins qu'il y paraît à reprendre son piolet et sa médaille : *«L'évolution sociale du métier ne me met pas à l'aise. J'étais aspirant-guide en 1968 et je n'ai rien renié d'alors. L'alpinisme était en marge de la société. Les gens s'épanouissaient en montagne. Quand la journée était finie, les yeux dans la soupe on avait encore des choses à se dire. Nous recherchions la chaleur humaine dans un monde glacé. Pourquoi les gens paient-ils un guide? Pour éviter la foule. Tant qu'il restera de ces êtres fragiles et douillets pour aller se mettre volontairement dans des endroits pareils, pour avoir froid, pour avoir mal, nous serons nécessaires. Avec nous, les fuyards ont leur territoire.*

» Aujourd'hui, la montagne se rétrécit. Elle n'a plus rien de magique. On se bat pour avoir des places au refuge, on se bat pour être les premiers aux voies. Quand il y a deux cents personnes sur la voie normale du Tacul, ce n'est plus un 4 000, même si le froid est le même. Les années 80 ont transformé ce monde marginal en un tremplin social pour de jeunes héros, auteurs d'exploits prodigieux d'ailleurs. Des performers, *adeptes du jogging à toute heure. Et l'on vous tue les yeux avec des gravures de mode transformées en grimpeurs. J'ai eu l'impression que la beauté de la montagne descendait dans l'arène pour se vendre.*

» Longtemps, les guides ont eu un second métier. Puis c'est devenu un métier à part entière. Il a fallu chercher le client été comme hiver. La marginalité fabuleuse devenait un gagne-pain. Alors que nous courons des risques énormes, nous sommes moins payés qu'un quelconque professeur de golf. Ce qui n'empêche pas les autorités qui nous considèrent comme quantité négligeable de venir jouer du coude pour être sur notre photo le 15 août. Alors ceux qui ont sauvegardé leur approche de l'alpinisme, qui ont su garder le cap dans ce monde là, je les salue.»

Lionel Wiboult est l'un d'eux. Respecté par tous dans la Compagnie, attentif aux clients comme aux traditions, regrettant le manque d'humilité des uns, *«ceux qui ont payé et vous disent : «C'est ça la vallée Blanche! Facile!»*, *«alors*, dit-il, *qu'une fois, je l'ai ouverte, j'ai mis neuf heures!»*, comme le manque de fermeté dans la défense des autres.

«Trop souvent, les clients sont tellement concentrés sur l'exploit physique qu'ils ne voient rien. Ils ne regardent pas alors que c'est un privilège d'aller là. Quand je ne sens pas leur émerveillement face au paysage, je me détache d'eux. Nous sommes là pour leur montrer la beauté. Il faut aimer les lieux que vous fréquentez et donner de l'affection, instaurer une relation amicale qui ne leur permette plus de se passer de vous. Il ne suffit pas de les guider, il faut donner de soi-même pour les garder. La connaissance du client pas plus que celle des itinéraires ne s'apprennent à l'école. Dix années sont nécessaires avant d'appréhender le massif et prétendre emmener quelqu'un dans une grande course.

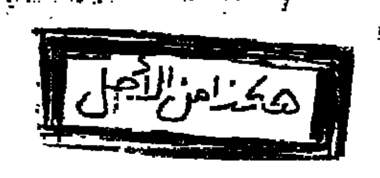
***» Il faut tout calculer** : la compétence technique du client, sa condition physique, son moral, son acclimatation. Prévoir l'équipement, mettre en facteur votre propre connaissance de l'itinéraire, les temps de passage, l'état de la montagne, suivre l'évolution de la météo. Si vous perdez du temps dans l'approche, la température monte, la paroi dégèle, en une heure tout change, vous enfoncez, devez faire des pas plus hauts qui vous ralentissent, et dans la descente vous allez dans la zone rouge. Qu'une pierre se descelle et tout se dégrade. Entrer en zone rouge, c'est perdre un client.*

» Moi, j'étais prêt à faire des génuflexions devant les anciens pour entrer à la Compagnie. Maintenant, il y a des jeunes qui ne sentent plus cela. Ils viennent chercher une carte de visite et des occasions de travail. Certains de nos aînés attendaient le client en costume pied-de-poule. Quand vous vous retrouvez devant un type en short et débardeur, encore suant de sa course, pouvez-vous sereinement vous dire : «Je vais confier ma vie à ce gars là» ? Le gars est fort, bien sûr il se met les pieds sur les oreilles, mais ça ne va pas. Assurément, il n'y a pas de problème dans la technique, c'est dans l'éthique qu'il y en a...»

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Pour ce qui suit, lire «Le touriste et son guide», par Philippe Bourdeau, dans la *Revue de géographie alpine* n° 4, 1991.

► **Lire : *Guides de haute montagne*, de Jean-Olivier Majastre et Erik Decamp. Glénat, 192 p., 140 F.**





ompagnie

L'homme qui faisait parler les pierres

On a reparlé, mardi dernier, du collectionneur que fut Roger Caillois, à l'hôtel Drouot, où était mis en vente des objets et des tableaux ayant appartenu à l'écrivain. Retour sur les grandes étapes de ce voyageur du monde minéral.



MICHÈLE DANIEL

Roger Caillois chez lui à Paris.

A celui qui n'a jamais ramassé un caillou, on ne jettera pas la pierre. Prosaïque, celui-ci, comme un savon usé, d'un pâle orangé légèrement strié de traces grises; archaïque, cet autre, imitant le bois fossile qu'il aurait pu être; artistique, ce galet de granit noué d'une résille de fils calcaires. Talismans. Chacun est libre de sa collection, et de l'intime conviction de savoir la déchiffrer.

De ces rencontres de hasard, passe-temps léger et aléatoire, certains ont nourri une passion, engagé des recherches éperdues, entrepris une confrontation sans fin avec le miroir immémorial, défiant l'apparente impassibilité du minéral pour en élucider les secrets, exprimer au plus juste le spectacle offert par les pierres tranchées : transparence accidentée des cristaux, cœur tourmenté des agates, géométrie délicate des jaspes. Maître de lecture de cette lithographie originelle, décodeur acharné de leur «écriture», Roger Caillois fut cet homme qui faisait parler les pierres.

L'année de sa mort, en 1978, il affirmait dans *le Fleuve Alphée* combien il aurait voulu – trop tard! – se détourner des livres, de tous les savoirs accumulés qu'il avait lui-même maniés en virtuose, et, faisant une fois encore l'éloge de l'aridité, se retrouver face au mystère premier. Paradoxal autant que les agates qu'il aimait à sonder de sa plume acérée, l'écrivain, peu de temps avant sa disparition brutale (1), s'admettait enfin comme poète, lui qui n'avait d'abord cessé de pourfendre la littérature au profit d'une *«science de l'imagination»*. Les pierres – pierre philosophale, pierre angulaire – avaient joué leur rôle dans cet accomplissement. On pouvait dater de 1966, de la parution du recueil intitulé simplement *Pierres*, la conversion de Caillois à sa vocation, selon Odile Felgine qui vient de soutenir la première thèse consacrée à la vie et à l'œuvre de l'académicien, et qui s'apprête à publier sa biographie (2).

Les critiques se sont penchés sur les écrits de Caillois, à maintes reprises. Ils ont loué cette prose poétique qui refuse l'effusion, emprunte à la pierre scrutée la froideur du marbre et la netteté de l'obsidienne. Ils ont dit la place éminente de cet auteur à la fois célèbre et mal connu, contradicteur de Malraux et découvreur de Borges, surréaliste entré à l'Académie, attiré par le fantastique naturel, et puriste maniant la langue avec un soin *«philatélique»*.

Pourquoi parler de Caillois aujourd'hui? Pour au moins deux raisons. L'une est circonstancielle : la mise en vente, à Drouot, il y a quelques jours, d'une grande partie de la collection d'objets et d'œuvres d'art de Roger et Aléna Caillois. Leur musée imaginaire en quelque sorte. L'autre est, ou devrait être, permanente : la présence, au Muséum d'histoire naturelle, des principaux minéraux rassemblés et décrits par l'écrivain à la poursuite de son *Esthétique générale*. Encore que notre dernière visite à la galerie de minéralogie ne nous ait pas permis d'y retrouver la vitrine où les cailloux de Caillois étaient présentés, après leur entrée en 1986 dans les collections du Muséum.

Après quelques années, ils ont été mis en réserve. Peut-on espérer qu'en dépit de l'abondance de leurs richesses et de la difficulté qu'il y aurait à les montrer toutes, le département et son directeur, Henri-Jean Schubnel, ami de Caillois et négociateur de la dation inusitée qui a permis que cette collection ne soit pas dispersée, sauront trouver un espace de présentation (et de commentaire) permanent pour un ensemble qui a sans doute moins de valeur scientifique que littéraire. Replacer certains éléments aux côtés de leurs semblables est encore moins satisfaisant : quelle signification a, rangé avec les autres, ce *«bloc d'argent natif de Kongsberg»*, reconnu par les savants, que Caillois tenait, lui, pour une coulée de métal recristallisée lors du bombardement et de l'incendie du musée de Budapest et donc pour *«un témoignage de la barbarie stalinienne»*? Que deviendraient *le «binocle», la «vulve», l'«étoile»* ou *l'«œil bleu»*, s'ils retournaient au statut de *«silices micro-cristallisés depuis quelques milliers d'années»* de leur fiche d'état civil?

Pyrites, améthystes, rhodocrosites, calcédoines, jaspes, on ne peut reprocher à la science de n'avoir pas su parler en poète. Même s'il n'est pas le premier des collectionneurs – les Chinois avant lui, les rois de France par goût ou par tradition, ou ces artistes italiens de la Renaissance qui peignaient sur pierre –, l'originalité de Caillois est d'être allé vers des pierres qui l'inspiraient et l'aidaient à porter son verbe à incandescence. Un jeu, un exercice.

On ne proposait pas de pierres à l'hôtel des ventes, sinon celles qu'il fit monter en bijoux pour Aléna, par un joaillier ami, Jean Vendôme, compagnon de ses expéditions à Itar-Oberstein, en Allemagne, où il faisait tailler à sa guise certaines de ses acquisitions, fendre et ouvrir les agates par les derniers spécialistes de ce travail en Europe. Mais la vente du 16 mars fut l'occasion de voir rassemblé dans le bric-à-brac chaleureux de Drouot un ultime collage subreptice : œuvres d'art d'amis peintres et graveurs, livres dédicacés par Breton ou Tzara et ces *«objets-fées»* que Caillois avait choisis, *«objets-carrefours»*, ceux qu'il estimait susceptibles d'être des *«appâts pour l'imaginaire»*.

Parmi eux, figurait un masque, trouvé aux Puces en 1936, nous a confirmé Roland Caillois, le frère de l'écrivain. C'est un loup de fer gainé de cuir et, pour protéger le nez et le bas du visage, lui est attachée une résille de métal. En correspondance directe avec celui qu'André Breton représente dans *l'Amour fou* – étrange visière de lamelles de métal noir distribuée aux combattants des tranchées –, celui de Caillois venait des universités allemandes et des duels rituels d'étudiants. Mêlant plus nettement l'idée de la fête à celle de la violence, il intriguait comme transposition armurée d'un masque de carnaval.

Roland Caillois se souvient comment l'étudiant de la rue d'Ulm s'était fait, dans la maison familiale de Vitry-sur-Seine, un bureau au second étage, l'avait tapissé de gris, ordonné, puis encombré de choses choisies pour leur étrangeté – dont le masque et une boule de cristal – et comment, délaissant ce lieu trop nettement voué à la réflexion, il s'en revenait écrire fébrilement parmi le bruit de la radio et des conversations, dans la salle à manger, sur un coin de table.

La dent de narval qui voisinait à Drouot avec le masque de fer est au contraire l'un des derniers objets acquis, décrit amplement par Caillois comme source des mythologies de la licorne avant même son achat. Tenue verticalement sur un socle, longue de 2 mètres, elle frappait, placée devant un miroir, les visiteurs de l'appartement de l'avenue Charles-Floquet, par ailleurs orné de nombreux cristaux. L'écrivain en avait fait l'argument d'une réflexion sur la dissymétrie, les erreurs inexpliquées de la nature et leur influence sur l'imaginaire des hommes.

Roger Caillois a relaté (3) le souvenir précoce et précis qu'il avait de son premier objet-carrefour : un mousqueton. Dans cette ferme où, né à Reims à la veille de la guerre de 1914 (le 3 mars 1913), il grandissait à l'écart de ses ravages – loin aussi du moindre des livres qui allaient l'obséder tant par la suite –, il avait remarqué, et désiré, un ordinaire mousqueton dont le frappait spontanément l'analogie avec un os de lapin. Dans la Champagne crayeuse, peu de cailloux remarquables. Dans Reims bombardée où il finira par entrer à l'école (et apprendra à lire instantanément) l'enfant joue parmi les ruines, panorama insistant de la vanité des ambitions. D'où, plus tard, une attirance pour les architectures souterraines, les temples creusés dans le sol de l'Inde et du Proche-Orient. Et pour les paysages vides, et même stériles, comme il le notera dans le texte intitulé *Patagonie*.

Le goût des pierres viendrait plus tard. Beaucoup plus tard. Après l'école et le lycée à Reims, champ libre où il participe au Grand Jeu conçu par ses aînés, René Daumal, Roger Vailland et Roger Gilbert-Lecomte; après l'Ecole normale et l'agrégation de grammaire, qui ne l'empêchent ni d'être repéré et recruté par André Breton (en 1932) ni de s'en écarter (en 1935) tout en demeurant l'ami, le «correspondant» des surréalistes (ce qui est rare); après la rencontre avec Bataille et Leiris; après le séjour en Argentine où, venu pour trois mois, il restera le temps de la guerre, devenant ainsi une sorte d'agent littéraire du monde libre avant d'être à son retour à Paris l'ambassadeur permanent des écrivains sud-américains et, enfin, à l'Unesco, le haut défenseur des langues et des civilisations.

Le coup de foudre initiatique est un coup de bleu : une labradorite aperçue dans une vitrine, en 1952, affirment les plus précis, qui lui rappelle d'abord une première passion, les papillons. Et plus exactement le bleu intense et à éclipses du *morphos* brésilien. Achats, trouvailles, cadeaux, échanges, troc, favorisés par de nombreux voyages, aideront à la construction d'une véritable collection, dès la fin des années 50, après l'installation dans l'appartement de l'avenue Charles-Floquet. Les minéraux, sur les meubles, en vitrine dans l'une des chambres, véritables *«tableaux involontaires de la nature somnambule»*, forment l'environnement familier de celui qui ne cesse de les observer, d'y affiner son regard avide de myope extra-lucide, fasciné par ces cailloux qui, selon la confidence de l'un de ses fournisseurs de la rive gauche, *«le font délirer»*.

A partir de 1962, remarque Odile Felgine, *«il n'a cessé d'écrire sur elles»*. Soucieux d'exprimer leur secret enfoui, de forcer leur silence. Immobiles et peut-être immuables. Pérennes et sereines. *«Je parle de pierres qui ont toujours couché dehors ou qui dorment dans leur gîte dans la nuit des filons»*, prévient l'auteur en dédicace de *Pierres* (1966), premier recueil qui contient des notes historiques sur les manières chinoises et ancestrales de révérer les minéraux et les premiers rapports de passage à la loupe sous l'œil du visionnaire. *«Personne n'en fit des palais, des statues, des bijoux; ou des digues, des remparts, des tombeaux (...). Elles sont du début de la planète, parfois venues d'une autre étoile (...). Elles sont d'avant l'homme (...). Elles ne perpétuent que leur propre mémoire.»*

«Venu d'une autre étoile», ce météorite contenant un diamant a dû enchanter l'amateur de hasards intersidéraux. Comme l'enchantait la présence, parfois, au centre d'un nodule d'agate, *«anormalement léger»*, d'une eau captive depuis la formation du monde. *«Le désir naît de voir cette eau antérieure»*, écrit Caillois. On peut la deviner en érodant soigneusement la gangue jusqu'à obtenir une transparence de son habitacle, mais qu'il faut se garder d'ouvrir, car, alors, le miracle expire, tel une lampe d'Aladin, par évaporation instantanée.

Les corrélations, les correspondances troublantes du végétal au minéral, d'un monde fini où les formes s'imitent en toute innocence et où la main humaine tâtonne pour inventer, par artifice, ce qui de tous temps exista, alertent la fibre pessimiste d'un apôtre de la mort – ou de l'inutilité – de l'art. Complexe, sinon contradictoire, il n'hésite pourtant pas à signer avec le graveur Raoul Ubac ses *Pierres réfléchies*. Mais que ses amis peintres, Josef Sima, Masson, Alechinsky, ou bien Fautrier *«l'enragé»*, comme l'a désigné Jean Paulhan, griffent leurs toiles de signes proches en abstraction des «œuvres» de la nature, ne détourne pas «l'homme de marbre» des *«traînées irrégulières dont les ondes azurées traversent la stupeur de l'agate»*, ni de la *«démence graphique»* des jaspes de l'Oregon, ni du *«givre imprégné d'obscur, formé de cristaux plus étincelants encore que ses ténèbres»* d'un onyx (*l'Ecriture des pierres*, Skira, 1970). Devenue le noyau d'une philosophie, l'entreprise analytique va au-delà du jeu – tout décrire – auquel se livrera Francis Ponge dans *le Parti pris des choses*.

Une quête révélatrice des contradictions violentes d'un spécialiste qui aspire à l'innocence de l'inculte, d'un mystique qui refuse de croire, d'un amateur de vie qui se rêve suprêmement «indifférent». Comme ce personnage de *l'Aile froide* (4), court texte de jeunesse envoyé à la NRF, retiré par son auteur *in extremis* pour *«excès de lyrisme»*, et qui, sous couvert de la description du glacier de ce nom, analyse le charme particulier et l'empire absolu sur les femmes d'un homme qui prétendrait constamment se tenir éloigné d'elles, pour mieux s'en approcher.

Michèle Champenois

(1) Entretien paru dans *le Nouvel Observateur* le 28 novembre 1978.

(2) A paraître aux éditions Critérion.

(3) Dans *le Fleuve Alphée*, Gallimard. Coll. «L'imaginaire».

(4) Ed. Fata Morgana.

Bridge

nº 1528

LA CHUTE DE CHARLEMAGNE

Une entame favorable et une bonne reconstitution des mains ont permis de prévoir la chute du Roi de Cœur et de faire le top dans cette donne d'un Festival à Cannes.

Nord : ♠ A D V 9 ♡ A D 8 3 ◇ R 9 8 ♣ 10 2

Ouest : ♠ 6 4 2 ♡ V 9 2 ◇ 7 5 3 2 ♣ V 5 3

Est : ♠ 10 ♡ R 7 ◇ A D V 10 ♣ R 9 8 7 6 4

Sud : ♠ R 8 7 5 3 ♡ 10 6 5 4 ◇ 6 4 ♣ A D

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Guizzardi	Y...	Pujol
-	-	1 ♣	1 ♠
passe	2 ♣	passe	2 ♡
passe	4 ♠	passe	passe...

Ouest ayant entamé le 3 de Trèfle pour le Roi d'Est, *comment Martine Pujol en Sud a-t-elle fait* ONZE levées (une de mieux) contre toute défense à QUATRE PIQUES?

Réponse :

La déclarante a pris avec l'As, puis elle a fait tomber les atouts adverses en *trois tours. Ensuite, convaincue* qu'Est devait avoir le Roi de Cœur dans son ouverture, elle a tiré l'As de Cœur et a joué la Dame de Trèfle pour reprendre la main et éliminer cette couleur. Enfin la déclarante a *joué le 5 de Cœur* et, sur le 9 d'Ouest, elle a mis *un petit Cœur du mort.* Est a pris avec le Roi de Cœur (qui était maintenant sec), et il n'a plus eu d'autre choix que de réaliser l'As de Carreau ou de continuer Trèfle pour la défausse du 4 de Carreau et la coupe du mort...

LA BASCULE DE ROSATI

Ce sont les joueurs eux-mêmes qui signalent aux journalistes les coups exceptionnels. Voici l'un des plus rares. Il a eu lieu au cours des Olympiades de Venise, et c'est le champion Lauria qui a expliqué comment son partenaire Rosati avait pu gagner une manche à Cœur dans le match Italie-Islande.

Nord : ♠ R 9 4 ♡ R V 9 4 ◇ A 10 7 6 ♣ 7 4

Ouest : ♠ V 8 7 6 5 2 ♡ A 7 6 ◇ R 9 8 ♣ D

Est : ♠ A 10 3 ♡ D ◇ V 5 4 2 ♣ V 8 5 3 2

Sud : ♠ D ♡ 10 8 5 3 2 ◇ D 3 ♣ A R 10 9 6

Ann. : S. donn. E-O vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Rosati	X...	Lauria	Y...
1 ♡	1 ♠	4 ♡	passe...

Ouest a entamé la Dame de Trèfle prise par l'As de Sud qui a joué aussitôt la Dame de Pique. Est a pris avec l'As de Pique et il a continué Trèfle. Sud a mis le Roi de Trèfle (car Ouest pouvait avoir le Valet). Ouest, après avoir coupé avec le 7 de Cœur, a rejoué Pique. Le déclarant a fourni le Roi du mort (sur lequel il a défaussé le 3 de Carreau). Il a continué avec le *9 de Pique qu'il a coupé, puis a* joué le 3 de Cœur dans l'intention, si Ouest ne fournissait pas l'As, de mettre le Roi de Cœur et de terminer en double coupe. Mais Ouest s'est précipité sur son As et a rejoué atout. Comment Rosati, qui avait déjà perdu trois levées (As de Pique, Trèfle coupé et As de Cœur) *a-t-il fait le reste* pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense?

Note sur les enchères

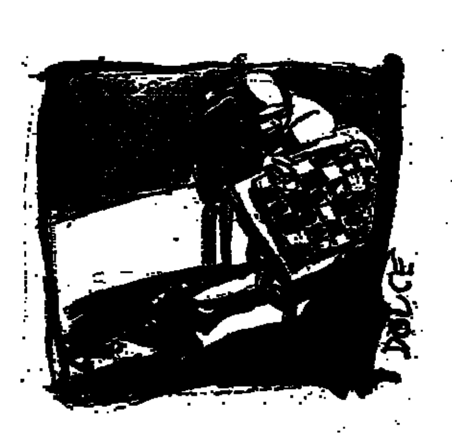
On peut trouver des raisons d'ouvrir avec le jeu de Sud, mais on peut en trouver encore davantage pour ne pas ouvrir même si la main vaut presque 13 points en comptant la distribution.

COURRIER DES LECTEURS

Le coup de l'impératrice (nº 1503)

Dans cette donne où la défausse d'une Dame empêchait de faire un « Baiser à la Reine » pour gagner le contrat de 3 SA, l'ancien champion du monde Robert Lattes s'est amusé à permuter le 5 de Carreau avec le 8 de Carreau pour que le déclarant puisse encore réaliser 9 levées. Mais ce coup devient un véritable problème...

Philippe Brugnon



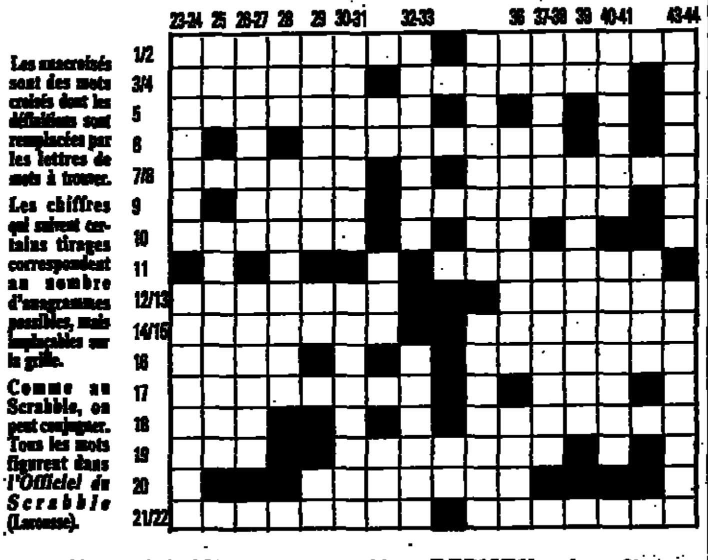
Anacroisés (R)

nº 759

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. EEIMMNST (+ 1). – 2. AORSTUU. – 3. ACEENO. – 4. ACERSSU (+ 6). – 5. DEIORSTU (+ 3). – 6. ADNORSTU. – 7. ALLSUU. – 8. ABDEEIU. – *9. EIIQRTU. – 10. EENSTV (+ 2).* – 11. CEEINRTU + S (+ 4). – 12. AACEENT. – 13. ACMUUV. – 14. BEHNOST. – 15. ADDEINU. – 16. AEEILRT (+ 3). – 17. EENOOSST. – 18. EEPRRST *(+ 1). – 19. ADIOSSU.* – 20. ABDEEIR. – 21. CEEEIMNS (+ 1). – 22. AELLMOS.

VERTICALEMENT

23. EMORRSU (+ 1). – 24. ABEEIINT. – 25. ACEILNNV. – 26. EEKNSTU. – 27. AENNNO (+ 1). – 28. EILNOSTT. – 29. AINNSTT. – 30. EEIMOSS (+ 1). – 31. EINOORSS (+ 3). – 32. CEEINQSU. – 33. CEENRU. – 34. AEINRSTT (+ 6). – 35. AADIPRS (+ 2). – 36. ABEEERUV (+ 1). – 37. AEIRST (+ 13). – 38. AAELNRS (+ 1). – 39. CEILRTUU + S. – 40. DEIRSU (+ 3). – 41. DEEISTU (+ 3). – 42. DENRSTU. – 43. EEEIMRTV.

SOLUTION DU Nº 758

1. ECHELLE. – 2. FOUGUEUX. – 3. ITALIEN (ENLIAIT LIAIENT LITANIE). – 4. FUMOIRS (FOURMIS). – 5. ROUGEOLE. – 6. TOSSANT. – 7. TIEDIES. – 8. INFRASON (FARINONS). – 9. QUIGNON. – 10. NATURELS. – 11. EXTASIEE. – 12. ETUDIA (AUDITE). – 13. EPISTEME, somme de connaissances (EMPIETES SEPTIEME). – 14. PLAQUES. – 15. THEMES. – 16. LAIUSSE. – 17. ATTACUS, papillon. – 18. EUPHONIE. – 19. NERONIEN. – 20. DECANAL (CANDELA). – 21. GRESILS (GLISSER). 22. EFFUSION. – 23. ETRENNE. – 24. COUTANT. – 25. APHONIES. – 26. FEERIES (FERIEES). – 27. REXISME. – 28. ASTATES, éléments radioactifs (TATASSE). – 29. LEROTS (STEROL). – 30. EUSSIONS. – 31. SENAIRES, vers de six pieds (ARSENIES ISERANES RENAISSE RENIASSE). – 32. BIONIQUE. – 33. PLACIDE. – 34. TUTEUR. – 35. ELAGUEES. – 36. SIESTAL. – 37. GLAUQUE. – 38. IODONS. – 39. DUSSIONS. – 40. ANEMONE. – 41. ASEXUELS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

nº 418

C PLUS FACILE!

La tentation d'accoupler deux consonnes identiques (SELLE, *MIETTE*) est telle qu'on a tendance à y succomber même lorsqu'une seule est requise : on joue par exemple « persiffler » au lieu de PERSIFLER. Mais il y a des cas où il faut savoir démarier deux consonnes. Avec AELLOV?, si VOLLEYA est implaçable (ou introuvable), il faut jouer ALVÉOLE ou VOLABLE. Dans ce domaine, ce sont les tirages avec deux C qui sont les plus difficiles à négocier. Le joueur a en effet tendance à faire du B.A-BA avec les lettres qu'il essaye d'ordonner; or le C se prononce [k] devant un L, un R, un A, un O, ou un U, [s] devant un E, un I, [s] encore s'il a une cédille. C'est la panique.

Voici deux exercices que nous vous avons CONCOCTÉS pour vous mettre *in situ.*

Trouvez l'anagramme des mots suivants en séparant leurs C.

Exemple : ACCORTE, ÉCORÇÂT.

1. SACCADER (2 solutions). – 2. ACCALMIE. – 3. ACCOLERA. – 4. ACCOLÉES. – 5. ACCORNÉE, ornée de cornes (héraldique). – 6. ACCORNÉS. – 7. OCCITAN. – 8. ACCAPARE. – 9. ACCEPTAL. – 10. ACCORA, étaya un navire. – 11. ACCORE. – 12. ACCORAL. – 13. ACCRÉTÉ, (matière) capturée par un astre (2 sol). – 14. OCCASES. – 15. BRUCCIOS, fromage corse. – 16. ACCÉDANT. – 17. ACCONIER, qui charge ou décharge un navire avec une allège. – 18. ACCOTANT. – 19. ACCRÛTES. – 20. ACCORDE.

Six ou sept plus un. Exemple : ACCISE + L = CALICES. 21. CANCEL, lieu de dépôt du sceau de l'Etat, + A. – 22. CANCEL + E. – 23. CANCEL + I. – 24. CANCEL + O. – 25. CANCEL + Y. – 26. ACCOLA + L. – 27. FACILE + C. – 28. COINCE + A. – 29. CITERA + C (2 sol.). – 30. ACCULA + R. – 31. RÉCITER + C. – 32. CIRCULE + A. – 33. *CIRCULE + E. – 34. CRÉATIF + C.* – 35. CALERAI + C. – 36. CONCLUT + A. – 37. COINCER + E.

Michel Charlemagne

Solutions des anagrammes : 1. CASCADER, CACARDES. – 2. CLAMEÇAL. – 3. CARACOLE. – 4. COALESCE, se soude. – 5. CORNACÉE, plante type aucuba. – 6. CONSACRE. – 7. COINÇÂT. – 8. CARAPACE. – 9. CAPACITÉ. – 10. CARACO. – 11. ÉCORÇA. – 12. CARIOCA. – 13. CRÉTACÉ, CÉTÉRAC, fougère. – 14. COCASSE. – 15. OBSCURCI. – 16. CADENÇÂT. – 17. COINCERA. – 18. CONTACTA. – 19. CRUSTACÉ. – 20. COCARDE. – 21. CANCALE. – 22. CÉNACLE. – 23. CALCINE. – 24. CALEÇON. – 25. CYCLANE. – 26. CLOACAL. – 27. CALECIF. – 28. COCAÏNE. – 29. CACTIER, ACTRICE. – 30. CARACUL. – 31. RECTRICE. – 32. CRUCIALE. – 33. CERCUEIL. – 34. FACTRICE. – 35. CALCAIRE. – 36. OCCLUANT. – 37. CICÉRONE.

Nº	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	JHNCDIA			
2	-OAUEILV	JIHAD (a)	H 4	48
3	G?OLRIR	EVOLUAI	I 8	68
4	UE?OEFR	RIGOL(A)RDE (b)	8 A	83
5	ASEIKED	FOREU(S)E	15 D	99
6	EIED+SPN	KAS	J 6	43
7	QONELSU	DEPEINS	3 H	90
8	OL+EEBUI	QUINES	L 1	42
9	HANOVRE	BILOQUEE	1 H	203
10	HORE+CEP	VAN	K 5	36
11	EUSALEM	REPROCHE	A 8	98
12	SALETMT	MEULAGES	C 3	74
13	AINNIGS	LUTTAMES	12 H	72
14	AEFBZRT	SAIGNIONS	10 C	66
15	EFB+TUYX	ERSATZ	[illegible]	70
16	FBTU+MET	SEXY	[illegible]	66
17	BTMT+NCA	FEUX	14 L	32
18	TMTNA+TD	BIC	14 H	27
19	TMTT+ORI	DENUA	N 11	19
	MOITIR		B 4	23
				1 259

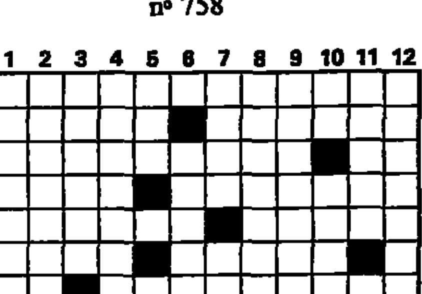
(a) L'anagramme HADJI perd 8 points. (b) GR(I)LLOIR, 11 E 82; 1. X, 1149; 2. Gueudon, 967; 3. Jacqueline Losty, 908; 4. Lise Hoch, 733; 5. Yvonne Le Métayer, 705; 6. Taffouneau, 682.

Club de Montrouge, 18 février 1993.
Tournois : 150, rue de Bagneux, le jeudi à 20 h 45.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est *l'Officiel du scrabble* (Larousse).

Mots croisés

nº 758



HORIZONTALEMENT

I. Ce va être leurs tours. – II. Bien russe. Drague. – III. En avoir est un adieu à l'inexpérience. En vrac. – IV. Pronom. C'est le fait d'un pessimiste. – V. Reprises. Mis en valeur. – VI. Quand ils sont certains, ils sont avancés. Vit et dit dans un rêve. – VII. Mesure. On les écoute et on les subit. – VIII. Dit la norme. Compte les temps. S'épancha. – IX. Staff. Direction. Au Sahara. – X. Coiffe ou passe à la poêle. Appel. Pronom. – XI. Passent avant tout.

VERTICALEMENT

1. Paraît plus tempéré qu'autrefois. – 2. Entrent dans la bande des quatre. – 3. On ne lui connaît pas de frein. Protégés. – 4. Particulièrement fort. Pour une solution. – 5. S'intéressa à l'éducation. Pronom. Dans le temps. – 6. Plaisent. – 7. Amorce de communication. Lestes. – 8. Sortent de l'oignon. A son heure. – 9. A déjà été dit. Article inversé. – 10. Six. Langue vernaculaire. – *11. Fit des comparaisons.* Vouée aux petits. – 12. Montages minutieux.

SOLUTION DU Nº 757

Horizontalement

I. Porte-drapeau. – II. Rieuse. Lapin. – III. Esses. Amolli. – IV. Tes. Ingénu. – V. Elevée. Encre. – VI. Nemours. Eh! – VII. Duel. FAO. Ems. – VIII. Arles. Nuirai. – IX. Aseptisent. – X. Tag. Via. Inné. – XI. Spécialistes.

Verticalement

1. Prétendants. – 2. Oiseleur. – AP. – 3. Ressemelage. – 4. Tue. Volés. – *5. Essieu. Sévi. – 6. Dé. Nerf. Pia.* – 7. AG. Santal. – 8. Almée. Oui. – 9. Paonne. Isis. – 10. Epluchèrent. – 11. Ail. Manne. – 12. Universités.

François Dorlet

Echecs

nº 1531

TOURNOI DES GRANDS MAITRES

Linares, mars 1993.
Blancs : V. Anand.
Noirs : V. Ivantchouk.
Défense Petroff.

1. é4	é5	15. Fé3 !	Fxd1
2. Cf3	Cf6	16. Fxf1	Th-é8 (p)
3. d4 (a)	Cxé4 (b)	17. Da4 !	Rb8
4. Fd3	d5	18. Td1 !	ç6
5. Cxé5	Cd7 (c)	19. Td3 !	Dé4 (q)
6. Cxd7 (d)	Fxd7	20. Ta3	a6
7. 0-0 (é)	*Dh4 (f)*	*21. Fd3 !*	*Dg4*
8. ç4	0-0-0	22. Tb3 ! (r)	Fxd4
9. é5 ! (g)	g5 (h)	23. Txb7+ !! (s)	Rxb7 (t)
10. Cç3 (i)	Fg7 (j)	24. Dxa6+	Rb8 (u)
11. g3 ! (k)	Dh3 (l)	25. Db6+	Ra8 (v)
12. Cxé4 (m)	dxé4	26. Dxç6+	Rb8
13. Fxé4	Fh5 (n)	27. Db6+	Ra8
14. Fg2 ! (o)	Df5	28. Fb5 ! abandon (w)	

NOTES

a) Une autre variante principale consiste en 3. Cxé5,d6 ; 4. Cf3,Cxé4 ; 5. d4,d5 ; 6. Fd3.

b) On a joué longtemps, depuis Steinitz, la suite 3..., éxd4 ; 4. é5, Cé4 ; 5. Dxd4, d5 ; 6. éxd6, Cxd6 ; 7. Cç3, Cç6 ; 8. Df4 jusqu'à ce qu'on s'aperçoive, récemment, que les différentes réponses des Noirs 8...,Dé7 ; 8...,Fé7 ; 8...,g6 et 8...,Ff5 laissaient *toutes un net avantage* aux Blancs.

c) Aujourd'hui, la continuation la plus populaire, bien que 5...,Fd6 (et aussi 5...,Fé7, quoique plus passif) assure aux Noirs un jeu solide ; par exemple, *5...,Fd6 ; 6. 0-0, 0-0 ; 7. ç4, Fxé5 ;* 8. dxé5,Cç6 ; 9. çxd5, Dxd5 ; 10. Dç2, Cb4 ; 11. Fxé4, Cxç2 ; 12. Fxd5, Ff5 ; 13. g4, Fxg4 ; 14. Fé4,Cxa1 ; 15. Ff4, f5 ; 16. Fd5+, Rh8 ; 17. Tç1, ç6 ; 18. Fg2, Tf-d8 ; 19. Cd2, Txd2 ! ; 20. Fxd2, Td8 ; 21. Fç3, Td1+ ; 22. Txd1, Fxd1 ; 23. f4, Cç2 ; 24. Rf2, Rg8 ; 25. a4, a5 ; 26. Fxa5, Cd4 ; 27. Ff1, Fb3 ! Nulle (Kasparov-Anand, Linares, 1991).

d) 6. Cç3 et 6. Dé2 sont moins prometteurs que cet échange, actuellement courant ; quant au sacrifice 6. Cxf7, il ne donne que la nullité après 6...,Rxf7 (et non 6...,Dé7 ; 7. Dé2 !) ; 7. Dh5+, Ré7 ; 8. Dé2, Rf7 ; 9. Dh5+, Ré7 ; 10. Dé2.

é) Ou 7. Dé2, Dé7 ; 8. 0-0, 0-0-0 ; 9. Cd2, Cxd2 avec égalité.

f) Non seulement une idée qui jouit d'une grande mode, mais aussi une suite efficace qui permet aux Noirs de roquer rapidement du grand côté. 7...,Fd6 semble également jouable : 8. ç4,ç6 ; 9. Cç3, 0-0.

g) Afin d'attaquer sur l'aile-D et d'empêcher les Noirs de jouer le F-R en d6 ; ainsi, après 9. çxd5, Fd6 ! ;10. g3, Cxg3 ; 11. fxg3, Fxg3 ; 12. Dd2, Fxh2+! ; 13. Dxh2, Dxd4+ et 14..., Dxd3 le R blanc se trouve dans une situation peu sûre. A noter qu'au huitième coup la sortie du F-R en d6 ne présentait pas le même danger : 8. ç4, Fd6 ; 9. g3, Cxg3 ; 10. hxg3, Fxg3 ; 11. Dé1+!, Rd8 ; 12. fxg3, Dxd4+ ; 13. Dé3.

h) Une suite entreprenante. *9...,Cf6* est trop lent : 10. Cç3, g6 (si *10...,Dxd4 ;* 11. ç6!, Fxç6? ; 12. Ff5+ avec gain de la D) ; 11. Cé2, Fh6 ; 13. Fxh6, Dxh6 ; 14. Tç1, Th-é8 ; 15. b4, Rb8 ; 16. b5 suivi de Tç3 avec une forte attaque sur le R noir. *9...,g6* est avantageux aux Blancs : 10. Cç3, Fg7 ; 11. Cé2, Cf6 ; 12. b4, Ch5 ; 13. b5 (Timman-Hübner, Tilburg, 1983). *Enfin 9...,Cxf2* est réfuté par 10. Txf2, Dxd4 ; 11. ç6!

i) 10. f3 ; 10. Cd2 et 10. Fé3 sont d'autres possibilités.

j) Ou 10...,Cf6 ; 11. Cé2, Cg4 ; 12. h3, Ch6 ; 13. Fd2, Tg8 ; 14. f3, f5 ; 15. Dé1, Dh5 ; 16. b4!, Té8 ; 17. Df2, g4 (17...,f4!) ; 18. Cf4!, Df7 ; 19. g3! (Rodriguez-Archipov, Belgrade, 1988) ou *10...,f5 ;* 11. Cxd5, Cxf2! avec des complications ou *10...,Tg8 ;* 11. Cxd5, Tg6 ;12. f3, Th6 ; 13. fxé4, dxé4!

k) Des analyses récentes montrent que sur 11. Cé2 les Noirs peuvent répondre 11...,f5 ou 11...,Th-é8 avec un contre-jeu suffisant. D'où cette idée d'écarter la D noire des cases centrales.

l) Dans son livre sur « la défense Petroff », Karpov attire l'attention sur la partie Arencibia-Vladimirov (Lyon, 1991) dans laquelle les Noirs jouèrent l'intéressante nouveauté : *11...,Dh6.* Après 12. Cxé4, dxé4 ; 13. Fxé4, f5 ; 14. Fg2, f4! ; 15. d5, Th-f8 ; 16. Té1, Rb8 ; 17. d6, çxd6 ; 18. ç6, bxç6 ; 19. Té4, d5 ; 20. Ta4, Ra8 ; 21. Fd2, Fh3 ; 22. Fh1, Df6 l'avantage des Noirs est indiscutable.

m) Ou 12. Cxd5, Th-é8 (si 12...,Fg4 ? ; 13. Fxé4, Fxd1 ; 14. Ff5+!) ; 13. Df3, Ff5 ; 14. Cé3, Fg6 ; 15. d5 et rien n'est bien clair.

n) Menaçant la Tf1 et le pion d4.

o) Mieux que 14. Fxg5, Txd4 ; *15. Fg2, Df5, 16. Db3, ç6 ; 17. Fé3,* Fxf1 ; 18. Txf1, Td7 ; 19. Da4!, Rb8 ; 20. b4, Dd3 ; 21. Ff4+, Ra8 ; 22. Fd6!, Txd6 ; 23. çxd6, Dxd6 ; 24. b5, çxb5 ; 25. Dxb5, Tb8 ; 26. Tb1, Dç7 ; 27. a4, Fç3 ; 28. Tç1!, Dé5 ; 29. Db3, Fd4 ; 30. Fxb7+, abandon. (Geller-Howell, Reykjavik, 1990). V. Anand, grand connaisseur de la « Partie russe », connaît sans aucun doute cette partie de Geller dont il reprend l'esprit (le sacrifice de qualité et l'entrée de la D en a4) en en améliorant le traitement et la finition !

p) Un autre plan consiste en h7-h5-h4 mais semble bien long.

q) Sûrement pas la meilleure défense mais les bons conseils manquent.

r) Le pion d4 va tomber mais les Blancs menacent aussi bien 23. Dxa6 que 23. Dxç6.

s) Ce magnifique sacrifice de T met fin, de manière spectaculaire et de la façon la plus rapide, au combat.

t) Forcé.

u) Si 24...,Rç7 ; 25. Da7+, Rç8 ; 26. Fa6 mat.

v) Ou 25...,Rç8 ; 26. Dxç6+, Rb8 ; 27. Db6+, Rç8 ; 28. Fa6+, Rd7 ; 29. Dd6 mat.

w) Les Noirs sont sans défense sérieuse devant 29. Fç6+.

SOLUTION DE L'ÉTUDE Nº 1530

O. PERBAKOV (1985)

(Blancs : Rh1, Td1, Ca3, Pb2, ç7, f2. Noirs : Rf3, Da6, Cb7, Pd2, g3, h6).

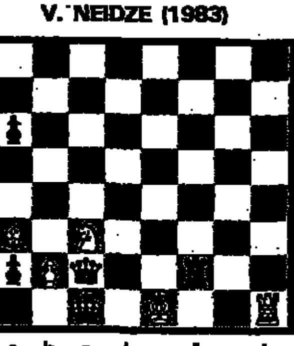
1. ç8=D, Df1+! ; 2. Txf1, g2+ ; 3. Rh2, gxf1=D ; 4. Df5+, Ré2 ; 5. Dg4+, Rxf2 ; 6. Cç2.

A) 6...,d1=C ; 7. Df4+, Ré2 ; 8. Cd4+, Ré1 ; 9. Dé4+, Rd2 ; 10. Cb3 mat.

B) 6...,Cd6 ; 7. b3, h5 ; 8. Df4+, Ré2 ; 9. Dé5+, Rd3 ; 10. Cb4 mat.

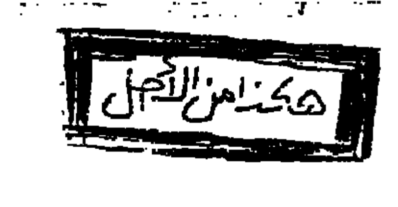
ÉTUDE Nº 1531

V. NEIDZE (1983)



Blancs (5) : Ré1, Th1, Fa3, Cç3, Pb2.
Noirs (5) : Rç1, Dç2, Tf2, Pa6 et a2.
Les Blancs jouent et gagnent.

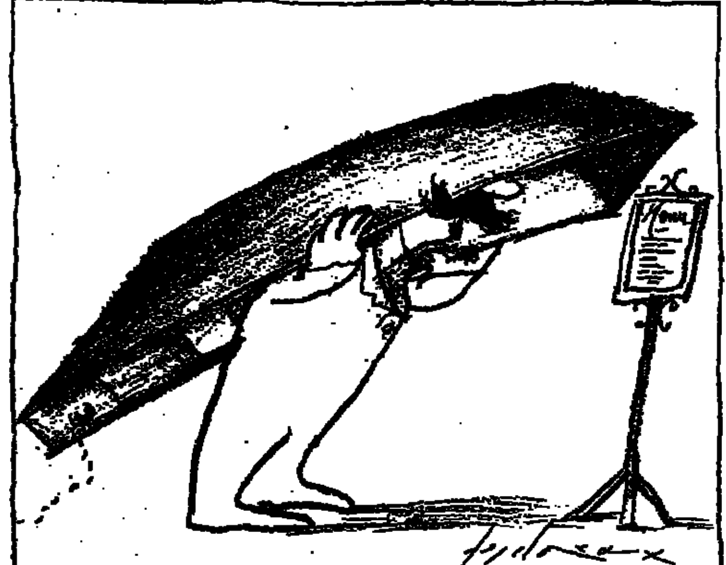
Claude Lemoine



Dîner avec Bel-Ami

C'EST il y a cent ans, le 6 juillet 1893, que mourut à Paris Guy de Maupassant. Cet anniversaire sera honoré toute cette année par diverses manifestations. En Normandie d'abord (à Rouen par des conférences sur Flaubert et Maupassant, à Yvetot, au Havre, à Fécamp – par des expositions aux musées, – à Canteleu-Croisset, etc., pour un « Hommage à Bel-Ami », mais aussi à Paris et dans la région parisienne (spectacle au théâtre du Lucernaire et manifestations dans le Val-d'Oise et à Bougival au Musée Tourgueniev), un peu partout en France également, par des représentations de *la Maison Tellier*. A Cannes avec des régates « Bel-Ami » en juillet et même à l'étranger, notamment aux Pays-Bas et en Norvège.

Le vieux Goncourt raconte qu'au cours d'une visite qu'ils firent tous deux à Gustave Flaubert, à Croisset, ils dégustèrent un turbot nappé *« d'une délicieuse crème »* qui les régala. De la crème normande bien sûr! Burent-ils du cidre? Ce cidre que Bel-Ami fait découvrir à sa jeune épouse: *« Boisson jaune et aigre, cidre doux, mousseux, des bouteilles dont le bouchon saute comme celui de la limonade gazeuse. »* Mais il ne déteste point le champagne et, au *Café Riche*, il ne s'étonne pas



MAUPASSANT VENANT DEJEUNER INCOGNITO CHEZ UN BON AMI, A LA GARENNE-COLOMBES.

de voir Mme de Marelle commander du champagne doux frappé pour accompagner une truite rose *« comme de la chair de jeune fille »*, suivie de côtes d'agneau sur pointes d'asperges.

Maupassant-Bel Ami apprécie « sa » cuisine normande, il la vante même quelquefois (*« Les Normands sont les Gascons du Nord »*, dit un personnage de *Pierre et Jean*) comme la terrine de *Boule-de-Suif* dans laquelle *« deux poulets entiers tout découpés avaient confit sous leur gelée »*. Où encore la cuisine de l'*Auberge du Mont-Saint-Michel* (a-t-il testé l'omelette de la mère Poulard?). Il apprécie les salicoques (nom des bouquets dans la Manche)... Mais lorsqu'il se livre au canotage et va dîner à grands coups d'aviron à Bezons, à Chatou, à Bougival, à Poissy, voire à Asnières et Argenteuil, Bel-Ami adore *« les fritures de Seine, les gibelottes et les matelotes, les tonnelles de cabarets et les cris des canotiers »*. Ce qui ne l'empêche point d'aller dîner quelquefois au *Pavillon Henri-IV* de Saint-Germain, alors grande maison à la mode. Et de se régaler, comme Pierre et Jean, de ce copieux menu : *« Poisson, vol-au-vent, poulet rôti, salade, haricots verts, pâté d'alouettes de Pithiviers... »*

Gastronome, Maupassant? Peut-être pas. Mais gourmand assurément. Dans *le Rosier de Mme Husson*, ne donne-t-il pas le « truc » pour réussir *« des œufs mollets enveloppés dans un fourreau de gelée de viande aromatisée aux herbes et légèrement saisis dans la glace »*? Deux choses nécessaires: de la bonne gelée et de bons œufs. Et l'un de ses personnages d'expliquer : *« J'ai deux basses-cours, une pour les œufs, l'autre pour la volaille... Dans l'œuf comme dans la chair du poulet, du bœuf ou du mouton, dans le lait, dans tout, on retrouve et on doit goûter le suc, la quintessence des nourritures intérieures de la bête. Comme on pourrait mieux manger si on s'occupait davantage de cela! »*

Et aussi cette remarque, bien digne de Bel-Ami: *« C'est étonnant comme les femmes vous semblent mieux quand il fait beau... C'est absolument comme un vin qu'on boit après le fromage. »*

A ma connaissance, deux restaurants de la région parisienne fêteront cet anniversaire. A *l'Olivier* (22, rue Ernest-Renant, à Issy-les-Moulineaux), le bon Goarequer inscrit à sa carte dès juin la friture de Bel-Ami, superbe goujonnette de petits poissons en friture. Tél. : 40.93.42.00.

Et c'est un Normand de pure origine, Jean-Pierre Baillon, qui, tout ce mois d'avril, ajoute à sa carte de *l'Auberge du 14-Juillet* (9 boulevard de la République, à la Garenne-Colombes – tél. 42-42-21-79) un menu d'hommage à l'auteur de *Bel Ami* : vol-au-vent de la mer ou andouillette flambée au calvados, canette aux pommes ou barbue au cidre, camembert au lait cru, tarte aux pommes normandes. Un menu spécialement étudié par ce maître cuisinier, préparé avec amour et respect, on s'en doute (200 F) et dont je me suis régalé en avant-première avec – on peut bien rêver! – Flaubert, Maupassant et le vieux Goncourt. Mme de Marelle avait, quant à elle, commandé le champagne!

La Reynière

Miettes

Bordeaux blancs. Le millésime 92 a été exceptionnel dans les bordeaux blancs. *C'est ce qui a incité les frères* Blanc à honorer ces vins blancs tout au long du mois de mai dans leurs restaurants : Au pied de cochon, le Grand Café, Charlot roi des coquillages, l'Arbuci et le Procope. Chaque client consommateur d'un bordeaux blanc de la carte spéciale (même si ce n'est point pour accompagner le blanc de turbot où un blanc-manger!) se verra offrir une bouteille à emporter : du bordeaux blanc; évidemment!

Plaisirs de lecteurs. *L'un d'eux a* découvert La Ferme, dans l'île de Barthelasse, en Avignon (tél. : 90-82-57-53), et a été satisfait de la cuisine et des prix. Rapport qualité-prix, c'est aussi ce qui a enchanté un autre lecteur à *Salon-de-Provence*, au Trotteur (21, allée de Craponne, tél. : 90-53-31-83), avec son menu à 98 F. Enfin, à Lyon, dans le 8e arrondissement, c'est La Tonnelle (23, rue du Moulin-à-Vent, tél. : 78-58-63-01) et ses menus à 92/128 F et 180 F qui ont séduit un autre lecteur.

Le Bistrot du 20e, dont j'ai parlé dernièrement, est désormais ouvert aussi le samedi, midi et soir. Excellente occasion de découvrir son foie gras et son cassoulet. (Bistrot du 20e, 44, rue du Surmelin, tél. : 40-31-20-30).

L. R.

DOUCEURS

Bugnes et fleur d'oranger

LA fleur de l'oranger, image de *la virginité, était considérée* en Italie comme une des plus précieuses dans les arts. Elle fournissait à la cuisine et à la pharmacopée un hydrolat, l'eau de fleur d'oranger, qui calme les excès de nervosité. Aussi, depuis un siècle et demi, la couronne de fleurs d'oranger était-elle la parure de la jeune mariée, un accessoire presque indispensable, cet entrelacs fin et délicat qui imitait la nature mais n'en avait pas le parfum. Chez le dernier fabricant parisien de fleurs et de fruits artificiels, chez Trousselier (1), il y avait une orangère qui, de ses doigts habiles et par gestes infiniment répétés, atteignait à la perfection. Elle produisait ces impalpables diadèmes, ceux dont Escoffier, à la suite de Carême, recommandait l'emploi avec des fruits de cire, pour assurer le succès d'un plat sur une table d'apparat. Excès d'artifice? Peut-être, mais l'on ne peut tricher avec l'exigence d'une tradition, qui est, selon l'historien (2), un « lieu de mémoire » et de reconnaissance d'identité. *La table requiert* un travail ouvrier exigeant. En temps de crise, c'est la seule légitimité de la dispendieuse gastronomie, où tout un peuple se reconnaît, même s'il n'en partage pas tous les délices.

Des deux espèces d'orangers – *citrus vulgaris* et *citrus aurantium*, – c'est le premier, à l'odeur puissante, qui offre les fleurs les plus parfumées. L'essence que l'on extrait de ces fleurs, c'est l'essence Néroli, du nom de cette duchesse pour qui Flavio Orsini fit élaborer, en 1680, l'eau aromatique. Riche en « géraniol », cette eau était produite à Grasse, Cannes, Nice et Menton, du temps du PLM. Le *nerolium* est distillé à Vallauris, aujourd'hui, pour une coopérative agricole (3). Les médecines douces emploient encore, comme antispasmodique, la bénigne eau de fleur d'oranger, capable d'apaiser les névroses et le mal comitial, et de communiquer aux potions et aux tisanes cet insidieux parfum de l'enfance, dont elle consolait le sommeil. Le flacon est d'ailleurs teinté de bleu pour communiquer sa vertu apaisante.

Dans la Provence traditionnelle, sinon traditionaliste, du côté de Maillane, l'usage de la fleur d'oranger, *plus exactement de* son eau dans la pâtisserie, est lié encore au cycle religieux de l'année. Ce sont les gâteaux parfumés de la Chandeleur jusqu'au temps de la Passion. Gâteaux qui figurent encore aux devan*tures des pâtissiers dans les rues* claires de Saint-Rémy-de-Provence, au temps de la floraison de l'amandier, dans les boutiques d'Arles et au long de la rue d'Antibes, à Cannes. Le 2 février, à Marseille, arrivent les *navettes de saint* Victor, patron de Marseille (Le Four des navettes, 136, rue Sainte, 13007 Marseille. Tél. 91-33-32-12), puis une série de gâteries qui, toutes, nécessitent l'usage de l'eau de fleur d'oranger, comme pour soutenir ces temps incertains de pluie, de frimas et de giboulée du parfum de ce fruit qui mûrit l'hiver, là-bas, près de Menton, et dont l'arôme miellé charme les gourmands. Aux jours « gras », précédant le Carême et Pâques, on trouve des *oreillettes* « à pleine banastes », *merveilles* et *beignets* au doux parfum.

Les *bugnes* du Mardi-Gras, *« buegno arlatenco »*, sont les gâteaux d'Arles ; on les trouve aussi dans les boutiques qui ont incliné vers « Lou Larzac » et l'écologie. A côté d'un pain d'argile verte, comme chez la boungangère Rosa à Saint-Rémy. A Aix, ce sont les *biscottins* ou les *croquets aux amandes* (casse-dents, en provençal), semblables aux *croissants* des soupers de Schéhérazade (4) ; on trouve aussi des *mirlitons*, réalisés avec une pâte à feuilletage. *« Chichi-fregi », c'est le gâteau du mer*credi des Cendres aux baraques des foires et des fêtes. Le mot désignait, nous dit Mistral, les gens de peu, les pauvres gens pour qui l'eau de fleur d'oranger venait adoucir la pâte de pois *chiche. On les fait aujourd'hui* encore comme des pets-de-nonne. Aux Rameaux, les enfants avaient droit aux *marmousets* (ou *estevenoun*), petits personnages poudrés de farine et parfumés avec la fleur des Hes*pérides, comme les brassadeaux* du temps pascal. Le tout couronné par le gâteau niçois de Pâques, le fruit confit mêlé à la fine saveur du *nerolium*. L'orange d'hiver a accompagné le temps de la Passion, jusqu'au renouveau printanier. La Provence gourmande est le théâtre parfait de ce dilemme.

Qui l'emporte, en gastronomie, de la tradition liée à un terroir et à la mémoire populaire, ou bien de la création culturelle faite par les poètes et les cuisiniers? L'historien Pascal Ory pense, avec Pierre Nora (5), qu'il existe une gastronomie française instaurée sous le Directoire et la Restauration, que les pères fondateurs, Grimod de La Reynière et Brillat-Savarin, avaient un pied dans l'Ancien Régime, et qu'aujourd'hui encore cela continue, sur *la table princière* d'Alain Ducasse, au restaurant Louis XV – précisément – aussi bien que dans les rues du vieux Nice, à l'Oustau de Baumanière et rue de la Commune à Saint-Rémy, où l'odorat est encore flatté par la fragrance de l'eau de fleur d'oranger, odeur de sainteté et de réjouissances populaires.

Jean-Claude Ribaut

(1) Trousselier, 73, bd Haussmann, Paris 9e. Tél. 42-66-97-95.

(2) Les Lieux de mémoire, sous la direction de Pierre Nora, III Les France, tome II. Traditions. Chapitre : « La gastronomie » par Pascal Ory, Gallimard, 1992.

(3) Coopérative agricole Nérolium. (12, avenue Georges-Clemenceau 06220 Vallauris, tél. 93-64-27-54), qui produit aussi une excellente marmelade d'oranges amères que nous a signalée un lecteur de Montpellier.

(4) Les Soupers de Schéhérazade, Odile Godard, Actes Sud, 1990.

(5) Op. cit. les Lieux de mémoire.

▶ A consulter aussi : ***Cuisine et fêtes en Provence,*** **Marion, Nazet, Edisud, 1992;** ***Douceurs de Provence,*** **Maguelonne Toussaint-Samat, éditions A. Barthélémy, 1988.**

A PARIS

La rue de Buci chez son psy

La rue de Buci telle qu'en elle-même l'éternité la change...

IL est assez facile d'être injuste avec la rue de Buci. De l'aborder à l'ironie. Elle est tellement tout : *«in», «hot»*, branchée, mode, littéraire et discrètement *«show»*, provinciale à la manière d'un rêve parisien, écolo de fin de semaine et «maastrichtienne» en diable. Sur quoi ? Pas même cent mètres ! Le *début de la ruelle, sur le boulevard* Saint-Germain, intéresse peu ses familiers. Les boutiques changent souvent d'enseigne, histoire, peut-être, pour cette venelle de bien marquer son éloignement, sa différence avec les rues de Rennes et des Saints-Pères, et leur commerce de l'élégance. Buci doit se vouloir domestique, un brin popote, aspirer à un art de vivre sans façons, car elle ne commence vraiment qu'au point de rencontre de la rue de Seine, lorsqu'elle abandonne son arc de cercle pour une ligne droite de bouchers, de traiteurs ou de boulangers.

Le marché Buci. L'appellation est usurpée, puisque les étals, le fromager et les primeurs occupent le haut de la rue de Seine. Buci se l'est annexé *sur son flanc. Comme le* carrefour de son extrémité, qu'elle partage pourtant avec les rues Saint-André-des-Arts, Dauphine, Mazarine, et de l'Ancienne-Comédie. Mais on dit «le carrefour Buci». Bien sûr, le désir de refuge y est sensible, manifeste, le verrouillage avec le boulevard, parallèle, Saint-Germain derrière, Saint-Michel devant. On y entre, on y reste, pour s'extraire du présent touristique environnant, de la fripe et des entorses à la nostalgie. On y retourne chaque samedi, tous les jours si l'on peut, comme on comble les défenses d'une dernière barricade. *Buci* compte peu d'habitants, trop de passants au goût des premiers, surtout des partisans. L'époque est rude pour la rive gauche. Saint-Germain a bradé ses mémoires pour une poignée de yens et de lires. Les conversations de ses terrasses y sont plus assommantes, ou plus vaines, que lorsque les existentialistes, même *l'aile mondaine* de mai 68, y sirotaient leurs utopies. Pour résister, Buci a choisi le principe de l'enclave.

Ses défenseurs viennent parfois de loin, même au-delà du quartier, soutenir une cause désuète mais vivante, rappeler qu'hier était ici un village où *les livres voisinaient avec* les légumes, où des écrivains distingués partageaient encore des songes éthyliques avec des ouvriers dans des cafés sans charme, où la bourgeoisie ne se savait de gauche qu'au prix de l'équivoque. Bref, au temps où il fallait encore de tout pour faire un monde. *«Buci s'étire dans un étau que nul ne s'avise de desserrer»*, a écrit Robert Giraud (1), et cela a dû sauver la ruelle sans soleil des glissements progressifs, arrimer plus ferme ses *militants*.

Rue de Buci, on ne fait rien de particulier. Son marché, et le samedi est, à ce propos, jour de concours de Caddies, signes *patents* de réussite, de nonchalance ou de paupérisation. Sa halte de vieille habitude, à l'une des terrasses, pour *boire ce fameux café parisien* à l'eau de vaisselle que tant de capitales sans culture nous envient, lire des titres déprimants, et se rassurer sur la beauté des filles. Rien d'autre, si ce n'est remercier le fleuriste de barrer la rue avec son coin de verdure : beaucoup d'épouses, de petites amies ou de grands-mères lui doivent les tendres attentions dominicales. Et à l'approche de Noël, chaque année, il doit être le seul, dans la contrée, à faire ressembler Paris à un *trottoir* de New-York, lorsque ses rangs de sapins montent une garde vigilante autour de nos émerveillements d'enfants *rattrapés par le fisc*.

J.-P. FAVREAU

Rien, donc, dans Buci, si ce n'est se compter à chaque passage, retrouver chez l'autre ses propres *tics, ses abandons et sa sauvegarde* par la frivolité. On peut, ici, se regarder sous le nez, puisqu'on vient un peu pour ça, ceux des terrasses approuvant la mise de ceux qui défilent, complices, sûrs de *l'impression favorable du public.* L'enclave a le culte de la tolérance, car elle est elle-même fille du métissage, de l'addition des différences. *Interlope, hospice d'exilés volontaires* et laboratoire des effets, sur les corps, de la suppression des frontières. Excellentes connaisseuses *d'étals, les Européennes du* Nord donnent à la rue son illusion de simplicité, cette façon hyper-urbaine de retourner aux vraies *choses de la vie. Elles sont chez* elles, repartent à vélo, décidées à situer leur ghetto, comme à Amsterdam ou à Berlin, quelque part entre *la galerie* d'art et la *Lozère*.

Le samedi, le marché ressemble un peu à une annexe de celui d'Apt, au mois d'août. On imagine les Austin, les «4x4», les grosses familiales américaines garées sur le boulevard. La gauche chic vient faire ses emplettes pour se réconforter d'avoir acheté une maison de cam*pagne à plus* d'une heure de Paris. Enfin, la gauche chic... On ne sait plus, eux-mêmes ne savent plus. Sous une veste de chasse anglaise, difficile à dire. Le cashmere est comme le vieux tweed, élimé. En retour d'espérance. Dupé, mais résolu à ne plus rester dupe, individualiste, en recherche de largage d'amertume. Cela compte-t-il, rue de Buci ? Les familiers se croisent là justement parce qu'ils se sont choisis sur la base d'une rupture avec leurs villes ou leurs problèmes d'origine. Allemands, Japonais, comme ces ex-étudiants américains décidés à ne rentrer chez eux que lorsque les Etats-Unis auront enfin une histoire remontant au Moyen Age, tous doivent se sentir trahis, même par Paris. Ailleurs, ils composent, même à Saint-Germain. Ils ont dû tous faire le tour de la Terre, tenter l'expérience d'une île grecque, derrière Miller, ou du Montana. La planète ne vaut plus le détour. Buci suffit à l'émulsion douce des rêves de partance, d'œuvres à venir, ou d'amour fou.

Et puis, s'il leur revenait des *envies de racines*, le *kiosque à journaux* est là pour suggérer de se rasseoir confortablement en terrasse. Son débit est impressionnant, et *ardemment international*. La preuve, chaque matin, après la queue chez le boucher, que cela va partout plus mal que rue de Buci. *Alors... Leur* domicile est là, autour d'eux, dans l'apparence d'un vieux quartier, les appels discrets de la nature aux devantures, plus sûrement dans leur certitude de former une élite en dérive, profonde et futile, privilégiée et fragile, qui sait, mieux qu'ailleurs, que les années passent, que les hivers sous les tropiques se répètent à lasser, que le chic n'est qu'illusion, même pour des joueurs intelligents. Ils regardent les filles jeunes, exilées de la dernière génération, hollandaises ou américaines, satinées de naïveté, belles à en être *tombées* d'un magazine du kiosque. Elles s'avancent pressées, en retard pour un rendez-vous sur la Vᵉ Avenue. Les plus anciens les suivent du regard, soudain rajeunis par le galbe d'une jambe, puis ils se secouent. Celles-ci ne sont que *les petites filles de* Gréco, et même si Buci les met en valeur, au point d'en être saturée à l'heure de pointe, leurs silhouettes s'estomperont avec les ans.

La rue ne prend plus les choses, surtout vaniteuses, au pied de la lettre, mais avec une distanciation attendrie, aurait-on dit hier, sur soi.

Pour aimer Buci longtemps, s'y sentir à l'aise, mieux vaut avoir déjà fait les comptes de son égocentrisme et apaisé ses combats. Dans la matinée, derrière les vieilles dames étrangères, arrivent plusieurs générations de femmes, touchantes par leur lassitude, et leur sourire victorieux, de luttes menées pour la beauté et l'égalité. Beaucoup de quadragénaires exhibant l'enfant de la dernière chance. Des épouses dont le couple a résisté aux déchirements de toutes les évolutions des mœurs, de tous les malentendus.

«J'ai l'impression de te traîner !, lance l'une d'elles.

– Mais, non, je t'assure, j'adore faire le marché, lui répond son compagnon.

– Tu parles !»

C'est ainsi, par temps d'affluence, Buci s'emplit de querelles qui ne font plus mal, ou qui font moins mal. De pardons, de sursis. Buci bouillonne, car mieux qu'une autre, elle a appris à guetter les temps qui changent. La Libération, les années *60*, les effluves d'un certain mois de mai, les années 80, ses idéologies, ses modes... Chaque jour, elle largue quelque chose, mais c'est pour faire un peu de place, dans cette rue étroite, à une part, forcément élégante et conviviale, d'un inconnu maîtrisable.

Philippe Boggio

(1) *Carrefour Buci*, de Robert Giraud, éditions Le Dilettante, 1987.

LIVRE

Une Bretonne au pays des Maures

C'EST une sorte d'injustice que l'on a commise à l'égard d'Odette du Puigaudeau que de la laisser mourir quasi-centenaire, à Rabat, dans l'indifférence. Elle avait eu pourtant son heure de gloire dans les années 30, avec les récits de ses pérégrinations à travers le désert mauritanien. Et si on l'avait bien oubliée depuis son *installation au Maroc*, en 1961, il y avait, se dit-on, bien des raisons pour qu'elle retrouve la faveur d'un public, friand à nouveau d'expéditions exotiques : une femme – deux femmes plutôt (elle effectua la plupart de ses voyages avec son amie Marion Sénones) – qui part sillonner une Mauritanie tout juste pacifiée, qui y parcourt 15 000 kilomètres à dos de chameau, et voue finalement sa vie à la défense d'une culture nomade en voie de disparition, cela mérite bien quelques égards tardifs – *ceux auxquels ont eu droit, légitimement*, des gens de sa race : Isabelle Eberhardt, Wilfried Thesiger, Freya Stark, Ella Maillart ou Théodore Monod, dans le désordre. Qu'avait-elle de moins que tous ceux-là ? Une injustice a été commise à coup sûr, dont il faudra chercher les raisons.



Depuis quelque temps pourtant, dans le silence patient de la recherche, quelqu'un s'attachait à rassembler les pièces d'un dossier de réhabilitation. Monique Vérité, qui avait découvert ses livres à *l'occasion d'un voyage en Mauritanie*, voulut y consacrer une thèse. Elle s'attacha à retrouver cette femme alerte, mais recluse dans une retraite orgueilleuse et amère. Elle sut gagner sa confiance : l'enquête tourna à l'amitié ; la thèse se mua en un livre, manière plus libre de rendre hommage.

Les exigences de la recherche imposaient un travail raisonnablement exhaustif. Monique Vérité y est parvenue grâce à la série des carnets personnels, soigneusement archivés. Elle les a *recueillis (1), patiemment décryptés* et confrontés aux textes, aux souvenirs et aux récits oraux. Même dans la confidence, en effet, il fallait faire la part de la mise en scène rétrospective. Sur une vie riche mais discontinue, et conclue par un long silence, elle nous livre ainsi une biographie sans lacunes.

ODETTE DU PUIGAUDEAU y apparaît dans toute la complexité de son personnage. Cette fille unique, qui fut toujours un peu garçon manqué (ce fils que ses parents avaient perdu) hésita toujours douloureusement entre le conformisme où l'engageait son héritage aristocratique et la tentation du défi et de *la marginalité*. Son père, artiste déjà – un peintre fort honorable, ami de Gauguin dans la mouvance de Pont-Aven, – avait les exigences désuètes de sa noblesse ruinée : celle que décrivait dans ses romans un cousin écrivain, Alfonse de Chateaubriant, qui fut un chantre de cette France rurale réactionnaire.

Elle doit partir pour vivre, ou simplement respirer. A Paris, où elle devient journaliste, et en mer pour des reportages sur la vie des pêcheurs ou des îles bretonnes. Elle a la quarantaine déjà quand elle s'embarque finalement pour la Mauritanie, à bord d'un thonier (l'aventure coloniale n'est pas toujours confortable), avec Marion Sénones : une expédition difficile d'une année quasiment (1933-1934), qui sera suivie d'une autre, en 1937, à partir du Maroc cette fois. Aventures totales et véritablement fondatrices : les séjours ultérieurs s'apparentent plutôt à des missions ethnologiques – sans la consécration professionnelle, puisqu'il s'agit toujours de bourses ponctuelles ou de reportages.

On connaissait ses livres, d'une écriture travaillée dans leur dépouillement même : *Pieds nus à travers la Mauritanie* (1936), le plus connu, qui vient d'être *réédité* chez Phébus ; *la Grande Foire aux dattes* (1937) et *le Sel du désert* (1940) sur *l'azalaï*, la fameuse caravane de sel qui reliait chaque année Tombouctou aux mines du Sahara. A cette période se rattachent encore des textes publiés plus tard : *la Route de l'Ouest* (1945), *Mon ami Rachid, guépard* (1948), et surtout *Tagant* (1949), fruit d'un séjour prolongé et d'une aventure sentimentale avec un officier des affaires indigènes (2).

Il était plus ardu de rassembler une bibliographie raisonnablement exhaustive *des travaux aussi divers que dispersés* d'une femme qui vécut essentiellement de sa plume. Monique Vérité y a mis toute sa compétence, à partir de la Bibliothèque nationale où elle travaille. Elle en donne la liste, étonnante d'éclectisme (à quoi s'ajoute celle des travaux de Marion Sénones). On retiendra, de sa production tardive, un ouvrage très politique sur *le Passé maghrébin de la Mauritanie* (Rabat, 1962), et un autre *Art et coutumes des Maures*, proprement ethnologique, publié en livraisons successives, entre 1967 et 1980, dans la revue marocaine *Hesperis-Tamuda*.

LA mise au point biographique de Monique Vérité est complète, et mal*gré sa sympathie, exigeante* face aux faux-fuyants d'une Odette du Puigaudeau aussi autoritaire et tyrannique avec les siens (ou avec elle-même) que généreuse pour les causes qu'elle embrasse successivement. On voit défiler ainsi, outre les phases de voyage, ses enquêtes sur la pêche, ou l'aventure militante pendant la seconde guerre mondiale en faveur des *prisonniers nord-africains*. De ces épisodes, on n'en retiendra qu'un, le dernier, relaté ici avec précision, mais qui reste pourtant un mystère. Comment Odette s'est-elle embarquée sans *retour*, en 1961, brisant tout lien avec les siens, afin de militer pour un *«Grand Maroc»*, s'étendant jusqu'au fleuve Sénégal ? Recrutée par la radio marocaine pour y plaider sur une base historique et ethnographique les fondements d'une politique expansionniste, elle est bientôt la victime d'un revirement politique et perd d'un *coup sa source de subsistance et la mission* dont elle s'était investie...

C'est le paradoxe final de cette femme qui s'était toujours voulue autonome, qui avait *voué sa vie à la défense*, un peu passéiste, d'une culture nomade où la séduisaient les valeurs aristocratiques dignes d'une chevalerie d'un autre âge, et *qui entrait pour une fois en croisade contre* le projet, sans doute plein de sous-entendus, d'un Etat saharien indépendant, pour se voir finalement réduite au silence au détour d'une négociation de chancellerie.

Odette du Puigaudeau nous intéresse par la complexité de son personnage et la richesse des contradictions qu'elle véhicule. Rien d'une tête brûlée, rien d'une quête dangereusement mystique chez cette Bretonne ancrée dans son terroir et qui s'abîme dans une entreprise lointaine, maritime et nomade ; rien de préféministe chez cette «demoiselle» qui hante des sociétés d'hommes les plus machistes. Cette aventurière concrète méritait à coup sûr plus d'égards de notre époque. A tout le moins un hommage posthume lui est rendu à travers le livre de Monique Vérité.

François Pouillon

(1) Après sa mort, ces documents personnels ont été déposés à la Société de géographie.

(2) Monique Vérité a publié un compte rendu de son enquête orale menée récemment sur les lieux mêmes («Sur les traces d'Odette du Puigaudeau ou l'année des deux dames», *le Saharien*, nº 123, 1992).

► Monique Vérité, *Odette du Puigaudeau : une Bretonne au désert*, Jean Picollec (préface de Théodore Monod), *444 p., 160 F*.

